



Nations Unies

Rapport du Comité des droits de l'enfant

Assemblée générale
Documents officiels
Cinquante-troisième session
Supplément N° 41 (A/53/41)

Assemblée générale
Documents officiels
Cinquante-troisième session
Supplément N° 41 (A/53/41)

Rapport du Comité des droits de l'enfant



Nations Unies • New York, 1998

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphe</i>	<i>Page</i>
I. Conclusions et recommandations adoptées par le Comité des droits de l'enfant de sa douzième à sa dix-septième session		1
A. Organisation des travaux		1
B. Coopération avec d'autres organes des Nations Unies et d'autres organismes compétents ..		1
II. Questions d'organisation et questions diverses	1–7	2
A. États parties à la Convention	1	2
B. Sessions du Comité	2	2
C. Composition du Comité et de son bureau	3–6	2
D. Adoption du rapport	7	3
III. Rapports présentés par les États parties en application de l'article 44 de la Convention	8–1340	3
A. Présentation de rapports	8–10	3
B. Examen des rapports	11–1340	3
IV. Aperçu général des autres activités du Comité	1341–1428	123
A. Méthodes de travail du Comité	1341–1362	123
B. Coopération et solidarité internationales pour l'application de la Convention	1363–1382	126
C. Débats généraux sur des thèmes particuliers	1383–1428	129
<i>Annexes</i>		
I. États ayant ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant ou y ayant adhéré, au 23 janvier 1998 (191)		138
II. Composition du Comité des droits de l'enfant		143
III. Rapports que doivent présenter les États parties conformément à l'article 44 de la Convention relative aux droits de l'enfant – Situation au 23 janvier 1998		144

Chapitre premier

Conclusions et recommandations adoptées par le Comité des droits de l'enfant de sa douzième à sa dix-septième session

A. Organisation des travaux

1. Seizième session, recommandation

Le Comité des droits de l'enfant,

Ayant examiné le rapport sur les travaux de la huitième réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme¹,

Convient de ce qui suit :

1. Vu les caractéristiques propres de chacun des six organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, le regroupement des rapports qui leur sont soumis en un seul document ne serait pas propice à la mise en oeuvre des droits énoncés dans chaque instrument, notamment dans la Convention relative aux droits de l'enfant²;

2. La proposition tendant à convoquer en février 1998 une réunion spéciale de trois jours des présidents de ces organes est bienvenue étant donné que cette réunion donnerait la possibilité d'étudier plus avant la question des réformes qui pourraient être entreprises pour accroître l'efficacité des organes conventionnels;

3. Tout en tenant dûment compte des directives générales concernant la présentation et le contenu des rapports périodiques adoptées par le Comité à sa treizième session³, les États parties à la Convention relative aux droits de l'enfant devraient se concentrer sur un nombre limité de questions dans leurs rapports périodiques, en particulier sur celles que le Comité a portées à leur attention dans ses observations finales concernant le rapport précédent.

2. Dix-septième session, recommandation 1

Le Comité des droits de l'enfant,

Ayant examiné l'ordre d'examen des rapports qui lui sont soumis par les États parties à la Convention,

Convient de ce qui suit :

1. Bien que la présence de représentants des États parties aux séances au cours desquelles les rapports de leurs pays sont examinés par le Comité ne soit pas exigée en vertu de la Convention relative aux droits de l'enfant, cette présence est hautement souhaitable;

2. L'article 68 du règlement intérieur provisoire du Comité prévoit : «Les représentants des États parties sont invités à assister aux séances du Comité auxquelles leurs rapports sont étudiés». Le but visé dans cette disposition est de permettre l'instauration d'un dialogue efficace et constructif entre le Comité et les États qui présentent leurs rapports, ce qui peut être facilité par la présence de représentants de haut niveau des États parties;

3. Bien qu'un tel dialogue soit souhaitable, le Comité peut user de son droit d'examiner des rapports même en l'absence de réponse positive de la part d'un État partie à l'invitation qui lui est faite d'envoyer des représentants aux séances du Comité. Cette démarche est considérée nécessaire pour permettre au Comité de s'acquitter de son mandat et de sa lourde tâche de façon rapide et efficace.

B. Coopération avec d'autres organes des Nations Unies et d'autres organismes compétents

Dix-septième session, recommandation 2

Le Comité des droits de l'enfant,

Se félicitant des progrès réalisés par le Comité préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale (CCI) dans la rédaction d'un projet de texte de synthèse d'une convention portant création d'une cour criminelle internationale,

Se félicitant aussi de la résolution 52/160 de l'Assemblée générale en date du 15 décembre 1997, dans laquelle l'Assemblée a décidé, notamment, que la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour criminelle internationale se tiendrait à Rome du 15 juin au 17 juillet 1998, en vue d'achever et d'adopter une convention portant création de ladite cour,

Soulignant qu'il importe, s'agissant de la création d'un mécanisme permanent pour la prévention et la répression de crimes graves qui préoccupent l'ensemble de la communauté internationale, de veiller à ce que le statut de la cour criminelle internationale prenne dûment en compte la nécessité de protéger les droits des enfants, qu'ils soient victimes ou éventuellement auteurs de tels crimes, conformément aux principes et dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant²,

¹ A/52/507, annexe.

² Résolution 44/25 de l'Assemblée générale, annexe.

³ CRC/C/58.

Considérant qu'à cet égard une attention spéciale doit être accordée aux questions relevant de la compétence de la cour et concernant la définition des crimes de guerre, l'âge de la responsabilité pénale, les circonstances aggravantes et atténuantes des crimes et la protection des droits de l'enfant,

Rappelant qu'aux termes du paragraphe 1 de l'article 43 de la Convention relative aux droits de l'enfant, le Comité a été institué «aux fins d'examiner les progrès accomplis par les États parties dans l'exécution des obligations contractées par eux en vertu de la [présente] Convention»,

1. *Recommande* à tous les États parties à la Convention relative aux droits de l'enfant et à tous les États signataires de la Convention d'œuvrer, au sein du Comité préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale et lors de la Conférence diplomatique de plénipotentiaires de Rome de 1998, en vue de veiller à ce que les dispositions régissant le statut de la Cour soient conformes aux principes et aux dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant pour ce qui est des divers aspects de la protection des droits des enfants;

2. *Recommande en outre* qu'une attention spéciale soit accordée, dans ce contexte, aux droits de l'enfant s'agissant des questions relevant de la compétence de la cour et concernant la définition des crimes de guerre, l'âge de la responsabilité pénale, les circonstances aggravantes et atténuantes des crimes et la protection des droits de l'enfant victime.

Chapitre II

Questions d'organisation et questions diverses

A. États parties à la Convention

1. Au 23 janvier 1998, date de la clôture de la dix-septième session du Comité des droits de l'enfant, 191 États étaient parties à la Convention relative aux droits de l'enfant. Celle-ci a été adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 44/25 du 20 novembre 1989 et a été ouverte à la signature, à la ratification ou à l'adhésion, à New York, le 26 janvier 1990. Elle est entrée en vigueur le 2 septembre 1990, conformément aux dispositions de son article 49. On trouvera à l'annexe I du présent rapport la liste des États qui ont signé la Convention ou qui ont déposé un instrument de ratification ou d'adhésion.

B. Sessions du Comité

2. Le Comité a tenu six sessions depuis l'adoption de son précédent rapport biennal. Les rapports du Comité sur les travaux de ses douzième, treizième, quatorzième, quinzième, seizième et dix-septième sessions sont publiés sous les cotes CRC/C/54, CRC/C/57, CRC/C/62, CRC/C/66, CRC/C/69 et CRC/C/73 respectivement.

C. Composition du Comité et de son bureau

3. Conformément à l'article 43 de la Convention, la sixième Réunion des États parties à la Convention a été convoquée le 18 février 1997 au Siège de l'Organisation des Nations Unies. Les cinq membres ci-après ont été élus pour un mandat de quatre ans, commençant le 28 février 1997 : M. Francesco Paolo Fulci, Mme Nafsiah Mboi, Mme Esther Margaret Queen Mokhuane, M. Ghassan Salim Rabah et Mme Marilia Sardenberg. On trouvera à l'annexe II au présent rapport la liste des membres du Comité, avec la durée de leur mandat.

4. Conformément au paragraphe 7 de l'article 43 de la Convention et à l'article 14 du Règlement intérieur provisoire du Comité, Mme Akila Belembaogo et M. Thomas Hammarberg ont informé le Comité de leur décision de se démettre de leurs fonctions au sein du Comité. Par des notes verbales datées des 8 et 28 avril 1997 respectivement, les Gouvernements du Burkina Faso et de la Suède ont informé le Secrétaire général de la nomination de Mme Awa N'Deye Ouedraogo et de Mme Lisbeth Palme aux fonctions d'experts du Comité pour le reste de la durée des mandats de Mme Belembaogo et de M. Hammarberg. Au début de la session, le Comité a approuvé la nomination de Mme Ouedraogo et de Mme Palme par un vote au scrutin secret, conformément à l'article 14 de son Règlement intérieur provisoire.

5. Les membres du Bureau élus à la neuvième session du Comité sont restés en fonctions pour les onzième, douzième, treizième et quatorzième sessions. Il s'agissait de Mme Akila Belembaogo (Burkina Faso), Présidente; Mme Flora C. Eufemio (Philippines), M. Thomas Hammarberg (Suède) et Mme Marilia Sardenberg (Brésil), Vice-Présidents; et Mme Marta Santos Pais (Portugal), Rapporteur.

6. À ses 372e et 373e séances, le 20 mai 1997, le Comité a élu les membres suivants à son bureau pour un mandat de deux ans, conformément à l'article 16 de son Règlement intérieur provisoire :

Présidente : Mme Sandra Prunella Mason
(Barbade)

Vice-Présidents : Mme Judith Karp (Israël)
M. Yury Kolosov
(Fédération de Russie)
M. Ghassan Salim Rabah (Liban)

Rapporteur : Mme Nafsiah Mboi (Indonésie)

D. Adoption du rapport

7. À sa 413e séance, le 23 janvier 1998, le Comité a examiné le projet de son quatrième rapport biennal, qui rendait compte de ses activités de la douzième à la dix-septième session. Il a adopté son rapport à l'unanimité.

Chapitre III

Rapports présentés par les États parties en application de l'article 44 de la Convention

A. Présentation de rapports

8. On trouvera à l'annexe III au présent rapport le point de la situation en ce qui concerne les rapports que les États doivent présenter en application de l'article 44 de la Convention, tel qu'il se présentait au 23 janvier 1998, date de clôture de la dix-septième session du Comité.

9. Au 23 janvier 1998, le Comité avait reçu 113 rapports initiaux et 8 rapports périodiques. Il avait examiné un total de 82 rapports.

10. Pendant la période considérée, le Comité a reçu d'un certain nombre d'États parties des informations supplémentaires qu'ils présentaient comme suite aux recommandations faites par le Comité dans ses conclusions, ou des informations et vues qu'ils communiquaient concernant les observations faites par le Comité (voir CRC/C/54, par. 19, CRC/C/57, par. 19, CRC/C/62, par. 18 et 19, CRC/C/66, par. 22 à 25, CRC/C/69, par 19 à 21, et CRC/C/73, par. 20 à 22).

B. Examen des rapports

11. De sa douzième à sa dix-septième session, le Comité a examiné les rapports initiaux des pays suivants : Algérie, Australie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bulgarie, Chine, Chypre, Cuba, Éthiopie, Ghana, Guatemala, Irlande, Jamahiriya arabe libyenne, Liban, Maroc, Maurice, Micronésie (États fédérés de), Myanmar, Népal, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Panama, Paraguay, République arabe syrienne, République

démocratique populaire lao, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : territoires dépendants (Hong Kong), Slovaquie, Togo, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Zimbabwe.

12. La section suivante du présent rapport, présentée pays par pays dans l'ordre que le Comité a suivi pour l'examen des rapports de sa douzième à sa dix-septième session, contient les conclusions reprenant les points saillants du débat et signalant le cas échéant les aspects appelant spécifiquement un suivi.

13. On trouvera des renseignements plus détaillés dans les rapports présentés par les États parties et dans les comptes rendus analytiques des séances correspondantes du Comité.

1. Conclusions : Liban

14. Le Comité a examiné le rapport initial du Liban (CRC/C/8/Add.23) de sa 289e à sa 291e séance (CRC/C/SR.289 à 291), les 20 et 21 mai 1996 et, à sa 314e séance, le 7 juin 1996, a adopté les conclusions ci-après.

a) Introduction

15. Le Comité se félicite de la présentation du rapport initial du Liban et du dialogue qu'il a eu avec l'État partie. Il remercie la délégation pour les informations supplémentaires qu'elle lui a communiquées par écrit mais regrette que l'État partie n'ait pas répondu par écrit à la liste des points qu'il lui avait adressée.

b) Facteurs et difficultés entravant l'application de la Convention

16. Le Comité prend note des graves difficultés dans lesquelles se trouve le Liban à la suite de presque 20 ans de guerre et du fait de l'intervention étrangère, à l'origine de la destruction massive de son infrastructure et de ses ouvrages publics. Il prend note également des difficultés tenant au fait que le Liban a accueilli un grand nombre de réfugiés pendant plusieurs décennies. Il prend note aussi de l'insuffisance de l'aide fournie par la communauté internationale pour faire face aux problèmes susmentionnés et faciliter la reconstruction effective des infrastructures et la remise sur pied des services sociaux.

c) Aspects positifs

17. Le Comité se félicite de la création d'un Conseil supérieur pour l'enfance, géré par le Ministère des affaires sociales, qui sert d'organe intermédiaire indépendant entre les ministères compétents et les organisations non gouvernementales et est chargé de mettre au point et de coordonner les

programmes et les politiques. Il se félicite aussi que le Conseil supérieur ait décidé d'entreprendre une étude sur la situation de la législation au Liban au regard de la Convention relative aux droits de l'enfant, qui, à son avis, pourrait être une étape importante pour la mise au point d'une approche plus complète en ce qui concerne l'application de la Convention.

18. Le Comité se félicite également de la création du Comité parlementaire pour la protection de l'enfance et du Comité national des handicapés, qui pourraient tous deux jouer un rôle important dans la mise en oeuvre des principes et dispositions de la Convention.

19. Le Comité prend note avec satisfaction de la décision tendant à instaurer un système d'inspections sanitaires dans les écoles et les établissements préscolaires.

20. Il se félicite de l'adoption, en septembre 1995, du Plan national d'action pour la survie, la protection et le développement de l'enfant au Liban, axé sur les programmes en matière de santé et d'éducation.

21. Le Comité a été heureux d'apprendre de la part de la délégation que l'infamante mention «illégitime» serait supprimée et ne figurerait plus ni sur les cartes d'identité, ni sur le registre des naissances ni sur aucun autre document officiel.

22. Le Comité se félicite de l'organisation de tables rondes et de cours de formation, en collaboration, pour certains, avec l'UNICEF, destinés à former des enseignants; il se félicite aussi des programmes de formation dans le domaine des droits de l'enfant, élaborés à l'intention de la police, des travailleurs sociaux et d'autres groupes professionnels. Il prend note avec satisfaction de l'accord qui a été conclu entre l'État partie et le PNUD, en vertu duquel des statistiques seront établies, portant sur 7 000 familles représentant les différentes régions du Liban, concernant des questions sociales telles que l'éducation, l'analphabétisme, le chômage et le travail des enfants. Il se félicite également de l'étude qu'il est prévu d'entreprendre sur la santé des mères et des enfants et attend avec intérêt de recevoir un exemplaire des résultats des deux études lorsqu'elles seront achevées.

d) Principaux sujets de préoccupation

23. Le Comité est préoccupé par l'insuffisance des mesures adoptées pour mettre en place un mécanisme de coordination et de suivi permanent et efficace, chargé de veiller à l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant. Il note également l'insuffisance des mesures visant à rassembler systématiquement des données quantitatives et qualitatives fiables sur tous les secteurs sur lesquels porte la Convention et pour toutes les catégories d'enfants, pour évaluer les

progrès réalisés et l'impact sur les enfants des politiques adoptées, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la justice pour mineurs et des enfants handicapés.

24. Le Comité est préoccupé par l'insuffisance des mesures prises pour faire largement connaître des enfants et des adultes les principes et les dispositions de la Convention.

25. En ce qui concerne l'application de l'article 4 de la Convention, le Comité note avec préoccupation l'insuffisance des mesures prises pour garantir la mise en oeuvre des droits économiques, sociaux et culturels des enfants, dans toutes les limites des ressources disponibles. Il est préoccupé également par l'insuffisance des ressources allouées aux projets de développement humain et par l'écart qui est en train d'apparaître entre ceux qui ont les moyens d'accéder à l'éducation et aux soins médicaux privés et les autres.

26. Le Comité note qu'en dépit du fait que les dispositions des traités internationaux auxquels le Liban est partie l'emportent sur la législation nationale, des lois incompatibles avec les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant et d'autres traités internationaux sont toujours en vigueur.

27. Le Comité est également préoccupé de constater que les principes fondamentaux de la Convention, en particulier les dispositions des articles 2, 3 et 12, n'ont pas été suffisamment pris en compte dans la législation, les politiques et les programmes.

28. Il est préoccupé par la discrimination qui existe apparemment en ce qui concerne l'octroi de la nationalité à un enfant dont les parents sont de nationalité différente; l'enfant ne peut obtenir la nationalité libanaise que par son père et non par sa mère et, dans le cas où ses parents ne sont pas mariés, il ne peut l'obtenir que si son père le reconnaît.

29. Le Comité est préoccupé par le fait que les mariages précoces sont une pratique courante, et qu'ils entraînent des taux de mortalité infantile élevés et des problèmes de santé pour les jeunes filles qui ont des enfants à un âge précoce. Il est également préoccupé par les mariages consanguins.

30. Le Comité constate avec préoccupation que la fourniture des services sociaux semble être concentrée à Beyrouth, ce qui est un inconvénient pour la population qui vit en dehors de la capitale. Il note aussi l'insuffisance, semble-t-il, du nombre de travailleurs sociaux.

31. Le Comité constate la nécessité de poursuivre la réforme du système scolaire pour améliorer la qualité de l'éducation et éviter les abandons scolaires. Il semble y avoir des besoins particuliers en ce qui concerne l'éducation en matière de santé et, ainsi que l'a reconnu la délégation, l'enseignement portant sur les valeurs et l'environnement.

32. Le Comité note qu'il serait nécessaire de poursuivre la réforme de la justice pour mineurs et du traitement des jeunes délinquants pour que soient pleinement appliqués les articles 37, 39 et 40 de la Convention. Il semble y avoir des problèmes liés à la précocité de la responsabilité pénale, à la non-séparation des enfants des détenus adultes, au manque de structures sanitaires et pédagogiques pour les jeunes détenus, à l'existence et à la durée de la détention provisoire et à l'absence d'aide judiciaire.

33. Le Comité juge inquiétantes les informations selon lesquelles des enfants travaillent dans la rue ou comme domestiques, y compris des enfants de nationalité étrangère.

34. Le Comité note que des efforts particuliers devraient être faits pour protéger les droits des enfants se trouvant dans des circonstances particulièrement difficiles, y compris les enfants abandonnés et les enfants apatrides.

e) Suggestions et recommandations

35. Tout en se félicitant de la création du Conseil supérieur pour l'enfance, le Comité recommande au Gouvernement libanais de passer en revue les diverses structures administratives centrales et locales pour assurer une coordination efficace des politiques et programmes qui touchent aux droits et à la protection de l'enfant.

36. Le Comité se félicite de l'initiative lancée en vue d'examiner à fond la législation à la lumière des principes et des normes énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant. À cet égard, il recommande de réviser l'âge minimum auquel les enfants se voient reconnaître la responsabilité pénale, peuvent contracter mariage et être admis à l'emploi.

37. Le Comité recommande de mettre au point un mécanisme pluridisciplinaire permanent pour coordonner et contrôler l'application de la Convention, au niveau tant national que local, dans les zones urbaines et rurales. Il encourage l'État partie à envisager plus sérieusement d'instituer une charge de médiateur pour les enfants ou tout autre mécanisme indépendant équivalent pour l'examen des plaintes et le suivi. Il invite aussi à promouvoir une coopération plus étroite à cet effet avec les organisations non gouvernementales libanaises, auxquelles il adresse ses félicitations pour le travail remarquable qu'elles réalisent dans le domaine des droits de l'enfant.

38. Le Comité recommande à l'État partie de prendre des mesures supplémentaires pour définir des indicateurs sociaux propres à l'enfant et élaborer des moyens de rassembler systématiquement et en permanence des données pour comparer plus facilement les progrès accomplis dans la mise

en oeuvre, au cours d'une période donnée, des initiatives prises en faveur des enfants.

39. Le Comité recommande au Gouvernement de redoubler d'efforts pour promouvoir les actions en faveur de la cause des enfants et sensibiliser l'opinion aux principes et aux dispositions de la Convention à la lumière de l'article 42 en les lui faisant mieux connaître. Dans l'esprit de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, le Comité encourage aussi le Gouvernement à envisager d'incorporer les droits de l'enfant dans les programmes scolaires. Il lui suggère par ailleurs de lancer des campagnes auprès du public pour s'attaquer efficacement au problème des comportements discriminatoires persistants, en particulier à l'encontre des filles.

40. Le Comité recommande l'adoption de programmes supplémentaires pour former les personnels en relation avec des enfants, comme les travailleurs sociaux, les policiers, les agents de la santé publique, le personnel judiciaire.

41. Le Comité encourage le Gouvernement à poursuivre ses efforts pour faire en sorte que la législation nationale respecte pleinement les principes et les dispositions de la Convention, y compris en ce qui concerne la non-discrimination (art. 2), l'intérêt supérieur de l'enfant (art. 3) et le respect des opinions de l'enfant (art. 12). À la lumière des articles 2 et 3, le Comité recommande vivement l'adoption de mesures législatives tendant à veiller au respect des droits des filles, en vue surtout de prévenir le mariage précoce.

42. Le Comité recommande à l'État partie de faire en sorte que plus que jamais dans le budget de la nation la priorité soit généralement donnée aux programmes en faveur des enfants, conformément à l'article 4 de la Convention.

43. En ce qui concerne le rôle croissant des établissements d'enseignement et de santé privés, le Comité recommande au Gouvernement de mettre davantage l'accent sur l'enseignement public et le système de protection sociale afin que tous les enfants qui relèvent de la juridiction de l'État partie jouissent de ces droits fondamentaux, ainsi que pour prévenir tout risque de discrimination.

44. Le Comité recommande l'élaboration d'une politique sociale plus intégrée qui tende notamment à l'application du Plan national d'action pour la survie, la protection et le développement de l'enfant. Une telle politique soulignerait l'importance du développement humain. Le Comité recommande que de nouvelles mesures soient prises pour décentraliser les services sociaux de façon à ce que les enfants qui n'habitent pas la capitale puissent accéder ouvertement et facilement aux services sociaux essentiels et à l'éducation.

45. Le Comité se félicite des mesures prises pour réformer le système scolaire et améliorer la qualité de l'éducation, y compris de la révision en profondeur des programmes scolaires. Il recommande que des mesures soient prises pour mettre pleinement en oeuvre les dispositions de la Convention relatives à l'instruction primaire gratuite et obligatoire pour tous les enfants.

46. Vu les principes énoncés au paragraphe 1 d) de l'article 29 de la Convention, qui stipule que l'éducation de l'enfant doit viser à «préparer l'enfant à assumer les responsabilités de la vie dans une société libre, dans un esprit de compréhension, de paix, de tolérance, d'égalité entre les sexes et d'amitié entre tous les peuples et groupes ethniques, nationaux et religieux, et avec les personnes d'origine autochtone», l'enseignement des valeurs compte parmi les dimensions importantes de l'éducation et devrait figurer dans les programmes scolaires à tous les niveaux. Il faudrait réviser en conséquence le matériel pédagogique.

47. Le Comité recommande de donner suite à l'interdiction de la commercialisation du lait pour nourrissons et de promouvoir l'allaitement au sein parmi les mères dans les établissements de santé. Il suggère aussi qu'une carte d'assurance maladie soit délivrée aux enfants dont les parents n'ont pas droit à des prestations de sécurité sociale.

48. Le Comité suggère à l'État partie d'entreprendre une étude approfondie des conséquences du principe de l'«intérêt supérieur de l'enfant» au regard de la loi et de son application ainsi que des pratiques administratives dans tous les domaines pertinents.

49. De l'avis du Comité, il est indispensable d'assurer aux enfants des possibilités de développement culturel; aussi recommande-t-il que le nécessaire soit fait pour permettre aux enfants d'accéder à la littérature et aux médias pour enfants. Il faudrait envisager dans l'aménagement des villes la possibilité de concevoir des terrains de jeu et des parcs où les enfants puissent s'ébattre.

50. Le Comité se félicite de la politique consistant à ne pas autoriser les châtiments corporels dans les écoles ou autres institutions officielles et recommande aux autorités de se pencher de près sur le problème de la violence au sein des familles, y compris sur la possibilité d'adopter une législation plus stricte pour lutter contre toutes les formes de sévices dont les enfants peuvent être victimes, dans l'esprit de l'article 19 de la Convention, législation qui s'accompagnerait de mesures sociales d'aide aux familles en crise.

51. Le Comité recommande au Gouvernement de redoubler d'efforts pour diffuser des informations sur les risques des mariages consanguins, y compris par les médias et des programmes d'éducation sanitaire.

52. Le Comité suggère l'élaboration de programmes spéciaux en faveur des enfants handicapés en vue de définir leurs besoins aux plans social, psychologique, physique et autre, et d'éduquer leurs parents quant aux moyens de s'occuper d'eux. Il faudrait consentir de nouveaux efforts pour encourager les écoles à faire en sorte que ces enfants participent à toutes les activités.

53. Le Comité suggère à l'État partie, en coopération avec l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, de chercher des moyens de s'attaquer aux problèmes économiques et sociaux des réfugiés palestiniens dont pâtissent les enfants.

54. Le Comité recommande à l'État partie d'envisager de ratifier la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et son Protocole de 1967.

55. Le Comité recommande à l'État partie d'envisager sérieusement d'insister davantage sur le rétablissement psychosocial et la réadaptation des «victimes passives» de la violence et du conflit armé qu'a connus le Liban.

56. Le Comité recommande qu'à la lumière de l'article 32 de la Convention relative aux droits de l'enfant le Gouvernement prenne de nouvelles mesures pour protéger les enfants des travaux dangereux, y compris en adoptant des dispositions législatives plus strictes, en ratifiant toutes les conventions pertinentes de l'Organisation internationale du Travail et en nommant des inspecteurs du travail des enfants en nombre suffisant.

57. Le Comité recommande à l'État partie d'envisager d'entreprendre une réforme en profondeur du système de la justice pour mineurs dans l'esprit de la Convention, en particulier de ses articles 37, 39 et 40, et des normes des Nations Unies pertinentes dans ce domaine, telles que les «Règles de Beijing», les «Principes directeurs de Riyad» et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté. Il faudrait prêter une attention particulière à l'idée de ne recourir à la privation de liberté qu'en dernier ressort et pour le laps de temps le plus court possible, à la protection des droits des enfants privés de liberté, aux garanties d'une procédure régulière et à l'indépendance et l'impartialité absolues du personnel judiciaire. Des programmes de formation consacrés aux normes internationales pertinentes devraient être organisés à l'intention de toutes les personnes dont la profession relève du système d'administration de la justice pour mineurs. Le Comité aimerait suggérer au Gouvernement libanais d'envisager de demander de l'aide au niveau international en matière d'administration de la justice pour mineurs, en s'adressant au Centre pour les droits de l'homme et à la Division de la prévention du crime et de la justice pénale de l'Office des Nations Unies à Vienne.

58. Le Comité recommande aux institutions et organismes internationaux compétents, ainsi qu'aux autres gouvernements, de développer leur coopération avec les autorités et les organisations bénévoles libanaises dans le cadre de l'effort de reconstruction entrepris après tant d'années d'une guerre dévastatrice. Une place prioritaire devrait être accordée dans cette coopération internationale aux personnes déplacées et aux réfugiés.

59. Le Comité recommande à l'État partie d'assurer la plus large diffusion possible, à l'intérieur du pays, à son rapport, aux comptes rendus analytiques des séances consacrées à l'examen dudit rapport et aux conclusions du Comité.

2. Conclusions : Zimbabwe

60. Le Comité a examiné le rapport initial du Zimbabwe (CRC/C/3/Add.35) de sa 293^e à sa 295^e séance (CRC/C/SR.293 à 295), les 22 et 23 mai 1996 et, à sa 314^e séance, le 7 juin 1996, a adopté les conclusions ci-après.

a) Introduction

61. Le Comité remercie l'État partie d'avoir mené, par le truchement d'une délégation de haut niveau et pluridisciplinaire, un dialogue ouvert et fructueux avec le Comité. Tout en notant l'attitude d'autocritique dont l'État partie a fait preuve dans son rapport, le Comité regrette que l'information qui y figure n'ait pas été présentée selon ses directives.

b) Aspects positifs

62. Le Comité prend note avec satisfaction des mesures adoptées par le Gouvernement pour promouvoir la tolérance et la démocratie dans la société, y compris par des dispositions constitutionnelles. À ce sujet, il se félicite de l'adoption récente de l'amendement No 14 à la Constitution, qui interdit la discrimination fondée sur le sexe. Il prend également note des mesures adoptées pour sensibiliser l'opinion aux droits de l'enfant et pour encourager la participation des enfants, notamment en organisant un parlement des enfants et en favorisant la mise en place de conseils de la jeunesse et la nomination de maires-enfants.

63. Le Comité prend note de la création de la Commission interministérielle des droits de l'homme et du droit international, chargée de coordonner les activités entreprises par les ministères et services gouvernementaux compétents pour mettre en oeuvre la Convention. Le Comité se félicite de la décision du Gouvernement de présenter un rapport annuel au Cabinet et au Parlement sur les mesures prises pour donner effet aux droits consacrés dans la Convention.

64. Le Comité juge encourageants les efforts menés conjointement par le Gouvernement et les organisations non gouvernementales pour promouvoir les droits de l'enfant.

65. Le Comité note avec satisfaction que la fonction de médiateur a été créée en 1982 et se félicite de la décision d'élargir le mandat du Médiateur afin qu'il puisse enquêter sur les violations présumées des droits de l'enfant commises par des membres des forces armées, de la police ou du personnel pénitentiaire.

66. Le Comité se félicite des mesures prises par le Gouvernement pour améliorer les conditions de vie et atténuer la pauvreté, en particulier en donnant à la population des zones rurales les moyens de développer les activités génératrices de revenus.

67. Le Comité se félicite de voir que le Gouvernement a l'intention d'incorporer un enseignement relatif à la Convention dans les programmes scolaires. Il se félicite en outre de l'attention accordée par le Gouvernement à la campagne contre le sida («Let's all talk about it»), actuellement menée dans les milieux scolaires.

68. Le Comité accueille avec satisfaction l'initiative qui vise à rendre les tribunaux plus réceptifs aux problèmes des enfants victimes de sévices sexuels en mettant à la disposition de ces enfants les services de conseillers spéciaux pour faciliter leur réadaptation.

c) Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre de la Convention

69. Le Comité relève que, jusqu'en 1980, le Zimbabwe était soumis à un régime non démocratique; la législation et les politiques adoptées et mises en oeuvre par le pouvoir favorisaient la ségrégation raciale et la discrimination au sein de la société. Les séquelles de cette époque, auxquelles viennent s'ajouter le fardeau de la dette extérieure et les conséquences de la récente sécheresse, ont entravé l'application de la Convention.

d) Principaux sujets de préoccupation

70. Le Comité juge préoccupant le fait que l'État partie n'ait pas encore entrepris une réforme d'ensemble de la législation nationale en vue de rendre celle-ci pleinement conforme à la Convention. Il note que l'existence d'un double système juridique – fondé à la fois sur la «common law» et le droit coutumier – soulève des difficultés supplémentaires pour la mise en oeuvre de la Convention et empêche d'en contrôler efficacement l'application.

71. Le Comité note avec préoccupation l'insuffisance des mesures législatives adoptées pour prévenir et éliminer toute

forme de discrimination eu égard à l'article 2 de la Convention. Il constate à ce sujet que, selon l'article 23 de la Constitution, le principe de la non-discrimination ne s'applique pas aux employeurs ou établissements privés; la même disposition autorise des dérogations dans des domaines aussi importants que l'adoption, le mariage, le divorce et d'autres aspects du droit des personnes et prive notamment les filles du droit à l'héritage. En outre, cette disposition autorise une discrimination fondée sur la race pour ce qui est de l'âge légal du mariage, le droit d'hériter et les enfants nés hors mariage. Le Comité note de surcroît que, selon la législation, l'âge légal du mariage n'est pas le même pour les garçons et pour les filles.

72. Le Comité note avec préoccupation la persistance de comportements sociétaux ainsi que de pratiques culturelles et religieuses qui, comme le reconnaît l'État partie, font obstacle à la réalisation des droits de l'enfant. On peut mentionner à ce sujet les difficultés rencontrées, dans les régions isolées, pour enregistrer la naissance des enfants abandonnés et des enfants réfugiés, ainsi que la situation des fillettes victimes de pratiques telles que le *ngozi* ou le *lobola* (enfant donnée en gage ou en mariage à titre de récompense) et les mariages précoces, ou encore la situation des enfants handicapés.

73. Le Comité relève avec préoccupation l'absence de mécanisme efficace propre à garantir l'application systématique de la Convention et à permettre de suivre les progrès réalisés en la matière. Des efforts insuffisants ont été faits pour recueillir des données quantitatives et explicatives fiables dans tous les domaines visés par la Convention et pour tous les groupes d'enfants, en particulier ceux qui font partie des catégories les plus défavorisées.

74. Le Comité est préoccupé de voir que les dispositions de l'article 4 de la Convention ne sont pas suffisamment prises en compte et constate la persistance de disparités économiques et sociales dans la jouissance des droits reconnus par la Convention, en particulier s'agissant des enfants qui vivent dans les zones rurales, les exploitations agricoles commerciales et les zones urbaines défavorisées. Il relève à ce sujet que, comme l'a admis l'État partie, les mesures instituant le paiement de droits pour les soins de santé et l'enseignement, ainsi que les carences du système d'aide sociale ont limité l'accès des groupes à faible revenu à ces services.

75. Le Comité note en outre que l'on n'a pas accordé suffisamment d'attention au principe de l'intérêt supérieur de l'enfant dans la législation et dans la pratique, non plus qu'au respect des opinions de l'enfant dans le cadre scolaire, social et familial. À ce sujet, le Comité relève que, comme l'a admis l'État partie, les droits et libertés civils de l'enfant

s'exercent sous réserve du consentement des parents ou de la discipline qu'ils imposent, pratique qui ne paraît guère compatible avec la Convention, en particulier les articles 5 et 12.

76. Le Comité s'alarme du nombre d'orphelins et d'enfants abandonnés ainsi que de l'augmentation du nombre d'enfants chefs de famille, par suite notamment de la propagation du sida; il s'inquiète aussi de l'insuffisance des mesures prises pour garantir la réalisation de leurs droits fondamentaux et de l'absence de solution de rechange au placement de ces enfants en institution.

77. Le Comité constate avec inquiétude que la législation admet le recours aux châtiments corporels à l'école ainsi que dans la famille. Il souligne que les châtiments corporels, de même que toute autre forme de violence, de mauvais traitements, de négligence, de sévices ou de traitement dégradant, sont incompatibles avec les dispositions de la Convention, en particulier l'article 19, le paragraphe 2 de l'article 28 et l'article 37.

78. Le Comité s'inquiète de voir que l'enseignement primaire n'est ni gratuit ni obligatoire. En outre, il fait part de sa préoccupation devant le manque d'équipements scolaires et de moyens pédagogiques ainsi que la pénurie d'enseignants qualifiés dans les régions rurales, en particulier les zones d'agriculture commerciale. Il partage les préoccupations formulées par le Gouvernement à propos de la qualité médiocre de l'enseignement. La charge que représentent pour les familles les frais de scolarité dans le secondaire entraîne une augmentation du taux des abandons scolaires chez les filles, en particulier dans les régions rurales. Le Comité relève avec inquiétude le clivage de plus en plus net engendré dans le système scolaire par l'existence de deux réseaux parallèles – écoles privées et écoles publiques – qui favorise en définitive la ségrégation raciale à l'école sur la base de la situation économique des parents.

79. En ce qui concerne l'exploitation des enfants, le Comité s'inquiète de la persistance de l'exploitation de la main-d'œuvre enfantine, notamment dans l'agriculture, les services domestiques et les exploitations agricoles commerciales. Il s'inquiète tout particulièrement de l'absence de législation interdisant le travail des enfants.

80. Le Comité juge inquiétant le système actuel de justice des mineurs, notamment l'absence de dispositions interdisant expressément l'imposition de la peine capitale, de peines d'emprisonnement à vie sans possibilité de libération et de peines d'une durée indéterminée, ainsi que le recours au châtiment du fouet comme mesure disciplinaire à l'encontre des garçons.

e) Suggestions et recommandations

81. Le Comité recommande à l'État partie d'entreprendre un réexamen détaillé de la législation nationale afin de la rendre pleinement compatible avec les principes et dispositions de la Convention. Il faudrait en particulier veiller à donner pleinement effet au principe de la non-discrimination, notamment en révisant les dispositions pertinentes de la Constitution ainsi que les autres textes législatifs de nature à favoriser une discrimination quelle qu'elle soit, fondée sur le sexe, la race, la naissance ou la situation matrimoniale, par exemple.
82. Le Comité souligne qu'il importe de mettre en place un système efficace et permanent pour suivre l'application de la Convention, reposant sur une étroite coopération entre tous les ministères et services gouvernementaux compétents aux niveaux national et local, et engage l'État partie à poursuivre ses efforts en vue d'institutionnaliser la collaboration avec les organisations non gouvernementales.
83. Le Comité suggère d'améliorer le système de collecte des données et d'établir des indicateurs désagrégés qui permettront d'évaluer les progrès accomplis dans tous les domaines visés par la Convention, pour toutes les régions du pays et tous les groupes d'enfants.
84. Le Comité engage le Gouvernement à poursuivre les efforts faits pour élargir le mandat du Médiateur, de façon que les violations des droits de l'enfant, y compris quand elles sont commises par des membres des forces armées, des responsables de l'application des lois ou des membres du personnel pénitentiaire, fassent l'objet d'une enquête en bonne et due forme et que l'on puisse suivre la situation des enfants placés en institution ou dans des centres de détention.
85. Le Comité engage le Gouvernement à adopter des mesures adéquates pour lutter contre les attitudes sociales dominantes et les pratiques culturelles et religieuses entravant la réalisation des droits de l'enfant. Il faudrait lancer des campagnes systématiques d'information et de sensibilisation pour faire mieux comprendre les dispositions de la Convention et la nécessité de respecter et de protéger les droits de l'enfant. De même, il faudrait développer les activités de formation s'adressant aux groupes professionnels qui travaillent avec et pour les enfants : enseignants, responsables de l'application des lois et personnel pénitentiaire, membres des forces armées, juges, travailleurs sociaux et personnels sanitaires. Le Comité engage en outre l'État partie à poursuivre les efforts entrepris pour incorporer un enseignement relatif à la Convention dans les programmes scolaires et à envisager d'inclure une sensibilisation à la Convention dans les programmes de formation.
86. Le Comité engage l'État partie à prendre toutes les mesures appropriées pour l'enregistrement de toutes les naissances, y compris celles qui interviennent dans les zones rurales et les zones d'agriculture commerciale, et soutient les efforts visant à mettre en place des services d'enregistrement dans les écoles et les dispensaires.
87. Le Comité recommande à l'État partie d'accorder une attention particulière à l'application de l'article 4 de la Convention et de prendre toutes les mesures appropriées, dans la limite des ressources disponibles, pour la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels de l'enfant. Une attention spéciale devrait être accordée à la situation des groupes d'enfants les plus défavorisés, y compris ceux qui vivent dans les zones rurales, les zones urbaines pauvres et les zones d'agriculture commerciale, ainsi que les orphelins et les enfants abandonnés; il faudrait prendre des mesures visant à offrir à ces enfants un filet de sécurité adéquat et à les protéger contre les répercussions des restrictions budgétaires et de la suppression de la gratuité des services de santé et de l'enseignement.
88. Le Comité recommande à l'État partie de veiller à ce que l'intérêt supérieur de l'enfant prime dans toutes les initiatives concernant des enfants, y compris celles qui émanent des tribunaux, des établissements d'assistance publique ou privée, des autorités administratives ou des organes législatifs. Le Comité engage l'État partie à prendre des mesures appropriées pour aider les parents à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de soins aux enfants. Le Comité engage en outre l'État partie à envisager des solutions de rechange au placement en institution des enfants privés de leur milieu familial, ainsi que des mesures spéciales de protection et d'assistance pour les enfants chefs de famille. Le Comité incite l'État partie à envisager de ratifier la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale de 1993.
89. L'État partie devrait adopter des mesures appropriées visant à garantir le respect des opinions de l'enfant dans la famille, à l'école et au sein de la société, et à promouvoir l'exercice par l'enfant de ses droits selon des modalités conformes au développement de ses capacités.
90. Le Comité recommande à l'État partie de prendre des mesures législatives pour interdire le recours à toute forme de châtiment corporel dans la famille et à l'école.
91. Il faudrait également adopter des dispositions législatives interdisant le travail des enfants au-dessous d'un âge minimum, compte tenu de l'article 32 de la Convention. À ce sujet, le Comité invite l'État partie à étudier les recommandations faites par l'Organisation internationale du Travail dans son rapport de mission de 1993 et l'encourage, en particulier,

à interdire le travail des jeunes de moins de 18 ans dans les activités dangereuses et à rendre l'enseignement gratuit et obligatoire jusqu'à l'âge de 15 ans. Le Comité engage l'État partie à solliciter l'aide de l'Organisation internationale du Travail en la matière.

92. Dans le domaine de la justice des mineurs, le Comité recommande à l'État partie de relever l'âge minimum de la responsabilité pénale et d'incorporer dans la législation une disposition interdisant expressément la peine capitale, l'emprisonnement à vie sans possibilité de libération et les peines - d'une durée indéterminée ainsi que le châtiment du fouet comme mesure disciplinaire.

93. Le Comité recommande en outre à l'État partie d'assurer une large diffusion à son rapport, aux comptes rendus analytiques des séances consacrées à l'examen dudit rapport et aux conclusions du Comité. Le Comité suggère également que ces documents soient portés à l'attention du Parlement de façon qu'il soit donné suite aux suggestions et recommandations qu'ils contiennent.

3. Conclusions : Chine

94. Le Comité a examiné le rapport initial de la Chine (CRC/C/11/Add.7) de sa 298^e à sa 300^e séance (CRC/C/SR.298 à 300), les 28 et 29 mai 1996 et, à sa 314^e séance, le 7 juin 1996, a adopté les conclusions ci-après.

a) Introduction

95. Le Comité constate que le rapport initial de l'État partie a été établi conformément aux directives générales. Il se félicite des éléments critiques que contient le rapport, mais il note que celui-ci met davantage l'accent sur le contenu des dispositions législatives et administratives nationales que sur leur application pratique. Le Comité remercie l'État partie des réponses qu'il a fournies à la liste des questions qui lui avaient été soumises par écrit.

96. Le Comité note avec satisfaction que différents services ministériels et d'autres organes ont participé à l'établissement du rapport. Il remercie l'État partie d'avoir veillé à ce que nombre de ces services soient représentés dans la délégation qui a présenté le rapport au Comité. Il se félicite de la volonté affichée par l'État partie et sa délégation d'engager un dialogue constructif avec le Comité. Il remercie la délégation d'avoir admis avec franchise qu'il faudra surmonter encore bien des difficultés avant que les droits et principes consacrés dans la Convention soient garantis à tous les enfants de Chine.

b) Aspects positifs

97. Le Comité prend note de l'amélioration spectaculaire du niveau de vie général de la population au cours des

dernières années. Il prend note également du plan-programme élaboré au niveau national et des plans complémentaires en cours d'élaboration dans les 30 provinces et régions autonomes, dont la mise en oeuvre facilitera le suivi des objectifs définis dans la Déclaration et le Plan d'action adoptés par le Sommet mondial pour les enfants en 1990. Le Comité note également qu'un plan-programme est en cours d'élaboration pour le suivi de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes tenue à Beijing.

98. On ne peut que louer l'État partie pour les progrès considérables réalisés dans la réduction des taux de mortalité des nourrissons et des enfants de moins de 5 ans, en particulier grâce aux efforts systématiques faits pour maintenir la couverture vaccinale, accroître les taux de vaccination et réduire la fréquence de la malnutrition infantile. De même, la volonté de l'État partie de protéger, promouvoir et soutenir l'allaitement au sein et de créer des hôpitaux pour enfants est digne d'éloge.

99. Les diverses initiatives prises par l'État partie ou avec son soutien pour développer la scolarisation méritent aussi d'être relevées. Le Comité note que l'État partie est conscient de l'importance du soutien à l'éducation comme moyen de favoriser le développement économique et social. Il convient de mentionner en particulier le projet Espoir, conçu pour aider les enfants des régions pauvres, ainsi que le programme «Boutons printaniers» qui vise à encourager l'inscription des filles dans les établissements scolaires ou à les inciter à retourner à l'école pour achever leurs études primaires.

100. Le Comité prend également note de l'information figurant dans le rapport selon laquelle plusieurs textes de loi et règlements administratifs intéressant les droits de l'enfant ont été mis au point et adoptés : loi sur l'instruction obligatoire, loi sur la protection des mineurs et loi sur la protection des handicapés. Le Comité note en outre le travail accompli par le Mouvement d'aide aux handicapés.

c) Facteurs et difficultés entravant l'application de la Convention

101. Étant donné que le nombre d'enfants en Chine représente le cinquième de la population infantine mondiale et que la population chinoise est dispersée sur un territoire très vaste, le Comité note que la Chine se heurte, pour satisfaire les besoins de tous les enfants qui relèvent de sa juridiction, à d'énormes difficultés, notamment dans les domaines économique et social.

102. Comme l'a indiqué l'État partie, la survivance de certaines traditions féodales dans diverses régions du pays ainsi que la persistance d'autres attitudes néfastes sont

préjudiciables à la vie de l'enfant et à son développement harmonieux.

d) Principaux sujets de préoccupation

103. Tout en notant que diverses structures ont été mises en place pour promouvoir et coordonner l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant, le Comité demeure préoccupé par l'insuffisance des mesures prises pour leur donner les moyens d'assurer un suivi efficace aux niveaux national, régional et local.

104. Le Comité s'inquiète des disparités entre zones urbaines et rurales et entre régions en ce qui concerne les services proposés dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la sécurité sociale, ainsi que l'accès à ces services.

105. Le Comité pense que les insuffisances du système de sécurité sociale ont peut-être amené à compter de façon excessive sur les enfants pour prendre soin des parents dans leurs vieux jours, ce qui expliquerait que se perpétuent des pratiques et attitudes traditionnelles pernicieuses comme la préférence pour les garçons, au détriment de la protection et de la promotion des droits des filles et des enfants handicapés.

106. Le Comité estime qu'il est nécessaire d'examiner les questions relatives à la définition de l'enfant, en particulier s'agissant de l'âge de la responsabilité pénale, de façon à garantir que la législation nationale et les procédures qui en découlent prennent dûment en considération les dispositions et les principes généraux de la Convention, y compris la notion d'intérêt supérieur de l'enfant.

107. De l'avis du Comité, des mesures insuffisantes ont été prises pour sensibiliser les adultes, notamment les spécialistes qui travaillent avec et pour les enfants, ainsi que les enfants eux-mêmes aux dispositions et principes de la Convention, en particulier les articles 2, 3, 6 et 12.

108. Tout en notant les mesures prises pour lutter contre le phénomène de la discrimination fondée sur le sexe et le handicap, le Comité demeure inquiet devant la persistance de pratiques conduisant à des phénomènes d'infanticide sélectif.

109. De sérieuses préoccupations demeurent quant à l'efficacité des mesures prises pour faire en sorte que tous les enfants soient enregistrés à l'état civil. Comme l'a reconnu l'État partie, si les parents ne déclarent pas leurs enfants, cela tient peut-être à leur méconnaissance de la loi et des réglementations applicables en la matière et au fait qu'ils ignorent que le non-enregistrement aura des conséquences sur le statut juridique de l'enfant. Les migrations qui éloignent les individus de leur domicile traditionnel contribuent également au problème. Les enfants non déclarés sont privés des garanties fondamentales visant à la promotion et à la protection de leurs

droits, notamment en ce qui concerne la traite, l'enlèvement et la vente d'enfants ainsi que les mauvais traitements, les sévices ou la négligence dont ils pourraient être victimes. À cet égard, la situation des «filles non déclarées», sur le plan de leur droit aux soins de santé et à l'éducation, est un sujet de préoccupation pour le Comité.

110. Le Comité demeure préoccupé par la question de l'application effective des droits civils et des libertés fondamentales de l'enfant. Il tient à souligner que la réalisation du droit de l'enfant à la liberté de pensée, de conscience et de religion devrait s'inscrire dans la perspective globale qui est celle de la Convention et que l'exercice de ce droit ne peut être soumis qu'aux seules restrictions prévues au paragraphe 3 de l'article 14 de la Convention.

111. Le Comité est extrêmement inquiet devant la situation des enfants placés dans des institutions de protection sociale, où les taux de mortalité sont alarmants. Tout en se félicitant des mesures visant notamment à séparer les enfants des adultes dans ces établissements et à dispenser une formation au personnel, il demeure vivement préoccupé par l'insuffisance des mesures adoptées pour garantir la qualité des soins prodigués aux enfants, comme l'exige le paragraphe 3 de l'article 3 de la Convention.

112. Le Comité s'associe aux préoccupations formulées par l'État partie en ce qui concerne le nombre d'enfants non scolarisés en Chine. Il s'inquiète également des informations qui indiquent que dans les zones où vivent les minorités, y compris la Région autonome du Tibet, la fréquentation scolaire est à la traîne, que la qualité de l'enseignement laisse à désirer et que des efforts insuffisants sont faits pour mettre en place un système de scolarité bilingue qui inclurait un enseignement approprié en chinois. Ces insuffisances risquent de désavantager les élèves tibétains et ceux qui appartiennent aux autres minorités lorsqu'ils s'inscrivent dans les établissements secondaires et supérieurs.

113. S'agissant de l'exercice du droit à la liberté de religion par les enfants qui appartiennent aux minorités, eu égard à l'article 30 de la Convention, le Comité fait part de sa vive préoccupation devant les violations des droits de l'homme de la minorité religieuse tibétaine. L'immixtion de l'État dans les règles et les pratiques religieuses semble avoir des conséquences particulièrement malencontreuses pour tous les garçons et filles tibétains.

114. Le Comité demeure préoccupé de voir que la législation nationale semble autoriser la condamnation à mort d'enfants âgés de 16 à 18 ans, avec sursis à l'exécution de deux ans. Il est d'avis que l'imposition d'une peine capitale avec sursis à des enfants constitue un châtiment cruel, inhumain ou dégradant. Il note en outre qu'en vertu du Code pénal, un

délinquant âgé de 14 à 18 ans peut être légalement condamné à la prison à vie pour une infraction particulièrement grave. Certes, la loi autorise une réduction de peine en cas de «repentir» ou de «bonne conduite» et l'expérience judiciaire en Chine montre que les peines d'emprisonnement à vie peuvent faire l'objet d'une mesure de mitigation, mais le Comité tient à souligner qu'aux termes de la Convention, ni la peine capitale ni l'emprisonnement à vie sans possibilité de libération ne doivent être prononcés pour des infractions commises par des personnes âgées de moins de 18 ans. Le Comité estime que les dispositions susmentionnées de la législation nationale sont incompatibles avec les principes et dispositions de la Convention, en particulier ceux qui sont énoncés au paragraphe a) de l'article 37.

115. En outre, le Comité se demande si le système de justice des mineurs actuellement en vigueur en Chine prévoit des garanties suffisantes. Ses préoccupations concernent la possibilité pour les parents de voir leur enfant pendant la détention avant jugement, la possibilité pour l'enfant de bénéficier d'une assistance juridique, l'octroi d'un délai suffisant pour préparer la défense de l'enfant, ainsi que le respect de la présomption d'innocence et de la règle *nullum crimen sine lege, nulla poena sine lege* conformément aux dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article 40 de la Convention.

116. Le Comité partage les préoccupations de l'État partie face à la multiplication des enlèvements et rapt d'enfants au cours des dernières années. A cet égard, les mesures prises pour lutter contre les problèmes de la vente, de la traite et de l'exploitation sexuelle des enfants sont apparemment insuffisantes, ce qui l'inquiète vivement.

e) Suggestions et recommandations

117. Compte tenu des débats qui ont eu lieu au Comité sur la question de la nécessité du maintien par l'État partie de sa réserve à l'article 6 de la Convention, et étant donné que l'État partie s'est dit prêt à apporter des modifications à cette réserve, le Comité l'engage à reconsidérer, en vue de la retirer, la réserve qu'il a formulée à propos de la Convention.

118. Le Comité recommande que l'on procède à un réexamen détaillé de la législation nationale, à la lumière et sur la base des dispositions et principes de la Convention. Ce réexamen portera sur les mesures législatives et administratives, au niveau national mais aussi local, qui ont une incidence sur les droits de l'enfant.

119. Le Comité recommande à l'État partie d'envisager de créer une institution indépendante telle qu'un médiateur pour les droits de l'enfant. Un mécanisme de ce type peut jouer un rôle important dans le suivi des établissements qui interviennent

dans le domaine des droits de l'enfant, notamment la santé, l'éducation et la justice des mineurs, et aider à identifier plus rapidement les problèmes qui s'y font jour de façon à leur apporter une solution constructive.

120. Tout en prenant note des initiatives menées aux niveaux national et local par l'État partie pour élaborer et appliquer des plans-programmes aux fins du suivi du Sommet mondial pour les enfants, le Comité recommande qu'à l'avenir les schémas, plans de développement, programmes ou plans d'action concernant les droits de l'enfant soient établis sur la base de tous les principes et dispositions de la Convention.

121. L'État partie est invité instamment à prendre de nouvelles mesures afin de renforcer les moyens dont il dispose pour réunir systématiquement des données statistiques détaillées et d'autres informations sur la situation des enfants. Le Comité recommande à l'État partie d'accorder à cette question l'attention qu'elle mérite car l'analyse de ces données et renseignements est un outil supplémentaire important pour l'élaboration de programmes visant à la réalisation des droits de l'enfant.

122. Le Comité recommande que les principes et dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant soient largement diffusés dans l'ensemble du pays, y compris par l'intermédiaire des médias tels que la radio et la télévision. L'État partie voudra peut-être solliciter à cet effet la coopération du Fonds des Nations Unies pour l'enfance. La traduction de la Convention dans les principales langues nationales des minorités ferait partie intégrante de ces activités de diffusion.

123. Le Comité recommande également que des mesures soient prises pour intégrer la sensibilisation aux principes et dispositions de la Convention dans les programmes de formation destinés aux personnels spécialisés qui travaillent avec ou pour les enfants : travailleurs sociaux, personnel des établissements de protection sociale, médecins, personnels de santé et agents chargés de la planification familiale, enseignants, juges, avocats, policiers, personnel des centres de détention, membres des forces armées, responsables gouvernementaux et décideurs.

124. Le Comité recommande de procéder à un réexamen des dispositions adoptées pour donner effet à l'article 4 de la Convention. Il tient à souligner que ce réexamen devrait tenir compte des mesures visant à réduire les disparités entre régions et entre zones urbaines et rurales en ce qui concerne les ressources consacrées à la protection des droits de l'enfant, en particulier dans les domaines de la santé et l'éducation.

125. Le Comité recommande également que l'État partie accorde davantage d'attention et d'importance aux prestations de sécurité sociale. Il estime que des mesures correctives

devraient être prises pour éviter une dépendance excessive des familles à l'égard des enfants, s'agissant en particulier de la prise en charge des parents âgés.

126. De nouvelles mesures sont nécessaires pour donner effet aux principes généraux de la Convention. En ce qui concerne l'article 12, le Comité estime qu'il faudrait s'attacher davantage à donner aux enfants la possibilité de participer à la vie sociale et de s'exprimer en sachant que leur opinion sera prise en compte. Il importe de faire prendre conscience que l'enfant n'est pas seulement un être qui a besoin de protection, mais aussi un sujet de droit. Le Comité suggère que l'on accorde plus d'attention à l'examen de l'efficacité des procédures offertes aux enfants pour porter plainte et obtenir l'ouverture d'une enquête lorsqu'ils sont victimes de sévices ou de négligence, notamment dans les cas où ces violations de leurs droits résultent de la violence familiale ou du traitement infligé dans les institutions de placement ou les centres de détention.

127. Le Comité souscrit aux observations de l'État partie selon lesquelles des efforts concertés sont nécessaires pour résoudre les problèmes auxquels se heurtent les fillettes. Tout en reconnaissant les mesures prises par l'État partie pour organiser des campagnes de sensibilisation parmi la population afin de lui inculquer le principe de l'égalité des filles et des garçons, le Comité suggère que les responsables communautaires et d'autres personnalités soient invités à jouer un rôle plus actif à l'appui des efforts visant à prévenir et éliminer la discrimination à l'égard des fillettes, et à fournir des conseils aux communautés dans ce domaine.

128. Il ressort des informations communiquées par l'État partie que si le pourcentage de handicapés parmi la population infantine est faible, les enfants handicapés sont fréquemment abandonnés et en butte à la discrimination. A cet égard, le Comité recommande à l'État partie d'étudier plus avant les mesures nécessaires pour lutter contre la discrimination fondée sur le handicap.

129. Le Comité estime que la politique de planification familiale doit être conçue de façon à éviter toute menace contre la vie des enfants, et en particulier des filles. Il recommande que des directives claires soient données à la population ainsi qu'au personnel chargé de la mise en oeuvre de la politique de planification familiale, de façon à garantir que les buts qu'elle vise soient conformes aux principes et dispositions de la Convention, notamment ceux de l'article 24. L'État partie est prié instamment d'oeuvrer au maintien en vigueur de mesures énergiques et globales visant à lutter contre l'abandon et l'infanticide des fillettes ainsi que la traite, la vente et l'enlèvement ou le rapt des filles.

130. Le Comité prend acte des informations fournies par l'État partie sur les résultats des deux recensements effectués en 1982 et 1990 et reconnaît que la non-déclaration des naissances de petites filles est l'un des principaux facteurs contribuant au déséquilibre dans le ratio garçons-filles. Tout en notant que l'État partie a adopté des mesures pour réduire la non-déclaration des naissances féminines, le Comité recommande que des dispositions soient prises d'urgence pour faire prendre plus largement conscience de l'importance de l'enregistrement. Compte tenu des évolutions récentes, telles que les mouvements de population à l'intérieur du pays, le Comité recommande également que l'État partie envisage de réexaminer l'efficacité du système actuel d'état civil.

131. Le Comité est d'avis que de nouvelles mesures devraient être prises par l'État partie pour offrir aux enfants, en particulier ceux qui ont été abandonnés, la possibilité de grandir dans un environnement de type familial, grâce notamment au placement en famille d'accueil et à l'adoption. Le Comité suggère également que l'État partie réexamine la législation actuelle sur l'adoption, eu égard aux principes et dispositions de la Convention, notamment ceux énoncés dans les articles 20 et 21, pour en évaluer l'efficacité s'agissant de faciliter l'adoption à l'intérieur du pays.

132. L'État partie est prié instamment de prendre de nouvelles mesures pour améliorer la situation des enfants dans les établissements de protection sociale. À ce sujet, le Comité tient à attirer tout particulièrement l'attention de l'État partie sur les principes et dispositions de la Convention, notamment ceux qui sont énoncés au paragraphe 3 de l'article 3 et à l'article 25. Il recommande que la formation dispensée au personnel de ces établissements fasse l'objet d'un réexamen, le but étant que le personnel en question soit à même de s'acquitter de sa tâche en recourant aux méthodes pédagogiques les plus efficaces et à une démarche véritablement professionnelle, axée sur l'enfant. Des mesures s'imposent également pour permettre la supervision effective du personnel et l'examen périodique du traitement auquel sont soumis les enfants dans ces établissements. Compte tenu des autres questions soulevées lors du dialogue avec l'État partie, le Comité suggère en outre que l'on étudie plus avant la possibilité de revoir le système de suivi des établissements de protection sociale ainsi que les modalités de leur financement. Dans le cadre des mesures visant à faciliter l'accès aux informations et le partage des connaissances spécialisées et des données d'expérience sur ces questions, eu égard notamment aux dispositions des articles 4, 23, 24, 28 et 45 de la Convention, le Comité suggère que l'État partie envisage d'inviter le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation des Nations U-

nies pour l'éducation, la science et la culture à coopérer avec lui dans ce domaine.

133. Le Comité suggère que l'on réexamine les mesures visant à garantir que les enfants de la Région autonome du Tibet et des autres régions où vivent des minorités bénéficient de toutes les possibilités pour mieux connaître leur langue et leur culture et pour apprendre le chinois. Des mesures devraient être prises pour protéger ces enfants de la discrimination et leur permettre d'accéder à l'enseignement supérieur dans des conditions d'égalité.

134. Le Comité recommande à l'État partie de s'efforcer d'apporter une réponse constructive aux préoccupations exprimées au paragraphe 113 ci-dessus.

135. Le Comité souscrit à la teneur des observations adoptées par le Comité contre la torture s'agissant des points qui ont trait à la situation des enfants âgés de moins de 18 ans. Le Comité recommande à l'État partie de procéder à un réexamen détaillé des mesures et procédures législatives et administratives en vigueur dans le domaine de la justice des mineurs afin de s'assurer qu'elles sont conformes aux principes et dispositions de la Convention, notamment les articles 37, 39 et 40, et aux autres instruments touchant l'administration de la justice des mineurs, en particulier les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté. Le Comité suggère à l'État partie d'envisager de solliciter à cet effet l'aide des organes compétents des Nations Unies, y compris le Centre pour les droits de l'homme.

136. En ce qui concerne la question de la main-d'œuvre enfantine, le Comité engage l'État partie à envisager de devenir partie à la Convention de l'Organisation internationale du Travail No 138 concernant l'âge minimum de l'admission à l'emploi.

137. Enfin, le Comité recommande à l'État partie d'assurer la plus large diffusion possible à son rapport, aux débats dont il a fait l'objet au sein du Comité et aux observations finales que le Comité a adoptées à l'issue de son examen.

138. Eu égard aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 44 de la Convention, le Comité prie l'État partie de lui fournir par écrit des informations complémentaires au sujet des préoccupations formulées dans les paragraphes 111, 114, 115 et 116 des présentes conclusions. Le Comité souhaiterait recevoir ces informations d'ici à décembre 1997.

4. Conclusions : Népal

139. Le Comité a examiné le rapport initial du Népal (CRC/C/3/Add.34) de sa 301^e à sa 303^e séance

(CRC/C/SR.301 à 303), les 29 et 30 mai 1996 et, à sa 314^e séance, le 7 juin 1996, a adopté les conclusions ci-après.

a) Introduction

140. Le Comité remercie le Gouvernement népalais d'avoir présenté son rapport initial, répondu par écrit aux questions figurant dans la liste des points à traiter (CRC/C/12/WP.3) et d'avoir fourni des renseignements complémentaires dans le cadre du dialogue avec le Comité au cours duquel les représentants de l'État partie ont procédé à un examen critique non seulement des orientations politiques et des programmes, mais aussi des difficultés rencontrées dans l'application de la Convention.

b) Aspects positifs

141. Le Comité note les efforts consacrés par le gouvernement à la réforme de la législation, notamment l'adoption d'une nouvelle Constitution – qui contient un article visant spécifiquement à garantir les droits de l'enfant – et de la loi sur les enfants qui porte sur de nombreux aspects des droits de l'enfant. Le Comité note avec satisfaction que le Gouvernement est disposé à revoir la législation en vigueur en vue d'interdire la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ainsi que de mettre en place un système de réparation pour les victimes. Il se félicite, d'autre part, du fait que la délégation a confirmé que le Gouvernement était disposé à ratifier la Convention No 138 de l'Organisation internationale du Travail.

142. Le Comité note avec satisfaction les efforts du Gouvernement en vue de créer des mécanismes chargés des questions relatives à l'enfance et aux droits de l'enfant, notamment un Conseil central et des conseils de district. Il note en outre avec satisfaction qu'un conseil national pour la promotion de la femme et le développement de l'enfant et une section du développement de l'enfant et de la promotion de la femme ont été récemment mis en place au secrétariat de la Commission nationale de planification.

143. Le Comité constate également que l'État partie s'est montré ouvert aux conseils et à l'assistance technique de la communauté internationale destinés à assurer la pleine application des dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant, notamment celles concernant la discrimination, le travail des enfants, la traite des enfants, la vente des enfants et l'administration de la justice pour mineurs.

144. Le Comité note avec satisfaction que l'État partie a adopté un plan d'action national et formulé un programme d'action national de 10 ans pour le développement de l'enfant dans les années 90.

145. Le Comité se félicite de la volonté de l'État partie de collaborer avec la communauté des organisations non gouvernementales, notamment celles qui s'occupent de la protection de l'enfance, comme le laisse voir le processus d'élaboration du rapport du Gouvernement et comme en témoigne la présence au cours du débat d'un responsable de questions concernant les enfants au sein d'une organisation non gouvernementale.

146. Le Comité se félicite de la décision du Gouvernement d'organiser une conférence de presse au Népal avant l'examen de son rapport initial par le Comité, l'objectif étant de sensibiliser le grand public aux engagements internationaux pris par les autorités népalaises en matière de promotion et de protection des droits de l'enfant. Le Comité est d'autre part encouragé par la déclaration de la délégation népalaise indiquant qu'elle organiserait une autre conférence de presse pour présenter les observations finales du Comité à son retour au Népal.

c) Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre de la Convention

147. Le Comité note que le Népal est l'un des pays les plus pauvres de la planète et que plus de la moitié de sa population, surtout les groupes les plus vulnérables, vit dans une pauvreté absolue, ce qui entrave l'exercice des droits de l'enfant. Cette situation, s'ajoutant au fardeau de la dette extérieure et du service de cette dette, empêche le Gouvernement de s'acquitter pleinement des obligations qui lui incombent en vertu de la Convention.

d) Principaux sujets de préoccupation

148. Le Comité se demande si les mesures prises pour faire en sorte que la législation nationale soit pleinement conforme aux principes et aux dispositions de la Convention sont suffisantes. Il constate en particulier la non-conformité des textes législatifs relatifs à la non-discrimination, y compris en matière de mariage, d'héritage et de patrimoine familial, ainsi que de ceux touchant la torture et les châtiments corporels. Le Comité s'inquiète aussi du fossé existant entre la législation et son application.

149. Le Comité est préoccupé par le fait que l'État partie n'a pas pleinement tenu compte en élaborant ses lois et ses politiques des principes généraux de la Convention : non-discrimination (art. 2), intérêt supérieur de l'enfant (art. 3), droit à la vie, à la survie et au développement (art. 6) et respect des opinions de l'enfant (art. 12).

150. Le Comité est particulièrement préoccupé par l'insuffisance des mesures prises pour assurer l'application effective du principe de non-discrimination. Il note les attitudes discriminatoires persistantes à l'égard des filles qui se

manifestent par une préférence pour les garçons, la persistance des mariages précoces, le taux de fréquentation scolaire sensiblement plus faible des filles et leur taux d'abandon plus élevé. Le Comité trouve aussi préoccupant que l'âge du mariage ne soit pas le même pour les garçons et pour les filles, ce qui va à l'encontre de l'article 2 de la Convention. Le Comité s'inquiète en outre du maintien du système de castes et de certaines traditions (*deuki, kumari et devis*). Le Comité est également préoccupé par l'article 7 de la loi sur les enfants qui autorise les parents, les membres de la famille et les enseignants à infliger des châtiments corporels à l'enfant «si cela est considéré dans son intérêt», ainsi que par le fait, reconnu dans le rapport de l'État partie, qu'il est peu probable que les opinions de l'enfant soient respectées. La persistance de telles pratiques et attitudes traditionnelles constitue un sérieux obstacle à l'exercice des droits de l'enfant.

151. Le Comité note avec préoccupation que l'État partie tarde à établir un mécanisme de coordination efficace entre les ministères compétents ainsi qu'entre les autorités nationales et locales, dans le cadre de l'application des politiques visant à promouvoir et à protéger les droits de l'enfant.

152. Le Comité est préoccupé par le peu d'attention accordé à la collecte systématique de données dans tous les domaines, à la définition d'indicateurs appropriés, ainsi qu'à la mise en place d'un mécanisme de suivi pour tous les aspects de la Convention et pour toutes les catégories d'enfants, y compris les enfants appartenant à des minorités, à des castes inférieures ou à des familles très pauvres, les enfants vivant dans les zones rurales, les enfants handicapés, les enfants placés en institution, les enfants victimes de ces pratiques que sont la vente, la traite et la prostitution, et les enfants qui vivent et/ou travaillent dans la rue.

153. Pour ce qui est de l'application de l'article 4 de la Convention, le Comité s'inquiète de voir que le Gouvernement n'a pas accordé une priorité à la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels des enfants dans toutes les limites des ressources dont il dispose. Du point de vue du Comité, les groupes les plus défavorisés, aussi bien dans les zones rurales que dans les zones urbaines, n'ont pas bénéficié d'une attention suffisante.

154. Le Comité note avec préoccupation que les autorités n'ont pas pris suffisamment de mesures pour faire en sorte que les enfants, notamment ceux qui vivent dans les zones reculées, soient déclarés à leur naissance, avec toutes les conséquences néfastes qu'une telle lacune peut avoir sur l'exercice de leurs droits fondamentaux.

155. Le Comité note avec inquiétude le taux élevé d'abandon scolaire, notamment parmi les filles vivant dans les zones

rurales, et la forte proportion d'enfants qui travaillent. Il est en outre préoccupé par les difficultés d'accès des enfants vivant dans les zones rurales et les régions reculées et des enfants handicapés aux services de base, tels que les soins de santé, les services sociaux et l'enseignement.

156. A propos de l'article 28, le Comité souhaite exprimer sa vive préoccupation devant le fait que l'enseignement primaire n'est pas obligatoire pour tous les enfants. Il est également préoccupé par le fort pourcentage d'analphabètes parmi les enfants et les adultes.

157. Le Comité note avec inquiétude que les mesures requises pour prévenir et combattre efficacement toutes les formes de mauvais traitement et de châtement corporel dont sont victimes les enfants dans la famille n'ont pas encore été prises. Il est alarmé par l'absence d'une législation et de mécanismes appropriés pour assurer la réadaptation et la réinsertion des enfants victimes de ces pratiques, conformément à l'article 39 de la Convention.

158. Le nombre important et sans cesse croissant des enfants qui, du fait de l'exode rural, de l'extrême pauvreté, des actes de violence et des sévices subis au sein de la famille sont obligés de vivre dans la rue, sont privés de leurs droits fondamentaux et sont exposés à différentes formes d'exploitation constitue un sujet de vive préoccupation.

159. Le grand nombre d'enfants qui travaillent, notamment dans le secteur non structuré, en particulier en tant qu'employés de maison, dans l'agriculture et dans les entreprises familiales est alarmant.

160. Compte tenu de l'ampleur du problème de la vente et de la traite des enfants, en particulier des filles, l'absence de lois et de politiques pour combattre ces phénomènes est regrettable.

161. Le Comité s'inquiète de l'ampleur prise par le phénomène de la prostitution des enfants qui touche surtout les enfants appartenant à des castes inférieures. Il est préoccupé par l'absence de mesures pour le combattre et de mesures de réadaptation. Le Comité note aussi avec préoccupation l'insuffisance des mesures prises pour faire face au problème des enfants toxicomanes.

162. La situation de l'administration de la justice pour mineurs et, en particulier, la question de sa conformité avec les articles 37 et 40 de la Convention ainsi qu'avec d'autres normes applicables en la matière telles que les «Règles de Beijing», les «Principes directeurs de Riyad» et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté, donnent matière à préoccupation. Le Comité est, entre autres, préoccupé par l'âge de la responsabilité pénale qui est trop bas, par la disposition de la *Muluki Ain* No 2 en vertu de

laquelle les enfants souffrant d'une maladie mentale peuvent être emprisonnés et enchaînés et la définition juridique de la torture qui n'est pas conforme à l'article 37 a) de la Convention.

e) Suggestions et recommandations

163. Le Comité recommande que l'État partie prenne dans tous les domaines voulus les mesures de réforme juridique nécessaires pour harmoniser sa législation en tous points avec les dispositions de la Convention et qu'il tienne en particulier pleinement compte des principes généraux de la Convention (art. 2, 3, 6 et 12).

164. Afin de lutter efficacement contre les traditions néfastes et les attitudes discriminatoires persistantes à l'égard des filles, le Comité encourage l'État partie à lancer une vaste campagne d'information intégrée en vue de promouvoir les droits de l'enfant dans la société et, en particulier, au sein de la famille. Il recommande en outre à l'État partie d'assurer aux catégories professionnelles qui travaillent avec et pour les enfants, notamment les enseignants, les travailleurs sociaux, le personnel des services de santé, les juges et les responsables de l'application des lois, la formation requise sur les droits de l'enfant. L'État partie pourrait à cet effet faire appel à une assistance internationale, notamment celle du Centre pour les droits de l'homme et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

165. Le Comité est d'avis qu'il faudrait, conformément aux articles 12 et 42 de la Convention, redoubler d'efforts pour faire largement connaître les dispositions et les principes de la Convention aussi bien aux adultes qu'aux enfants. Il encourage l'État partie à sensibiliser davantage le public au droit de l'enfant à se faire entendre ainsi qu'à envisager d'inscrire l'enseignement de la Convention dans les programmes scolaires.

166. Le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures nécessaires pour renforcer la coordination entre les différents mécanismes publics qui s'occupent des droits de l'enfant, aussi bien au niveau central que local, et d'établir une coopération étroite avec les organisations non gouvernementales.

167. Le Comité recommande en outre à l'État partie de prendre des mesures pour recueillir tous les renseignements nécessaires sur la situation des enfants en s'attachant aux différents aspects visés par la Convention, sans oublier les enfants appartenant aux catégories les plus vulnérables. Il propose en outre qu'un système de suivi multidisciplinaire soit mis en place pour évaluer les progrès accomplis et les difficultés rencontrées dans la réalisation au niveau central et local des droits consacrés par la Convention, une attention

particulière devant être accordée aux incidences néfastes des politiques économiques sur les enfants. Un tel système de suivi devrait permettre à l'État partie d'élaborer les politiques requises et de lutter contre les disparités sociales et les préjugés traditionnels. Le Comité encourage en outre l'État partie à envisager de mettre en place un mécanisme indépendant (un médiateur ou une commission des droits de l'homme) chargé de surveiller l'exercice des droits de l'enfant et d'examiner les plaintes formulées à ce propos par des particuliers.

168. Pour ce qui est de l'application de l'article 4 de la Convention, le Comité recommande qu'une attention particulière soit accordée à la nécessité d'affecter, dans toutes les limites des ressources disponibles, des fonds budgétaires à la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels, conformément au principe de la non-discrimination et de l'intérêt supérieur de l'enfant. Dans le cadre de la coopération internationale, des ressources devraient être consacrées à la mise en œuvre des droits de l'enfant et des efforts devraient être déployés pour réduire les effets néfastes de la dette extérieure et du service de la dette sur les enfants.

169. Il faudrait donner la priorité à l'enregistrement des naissances afin que tous les enfants sans exception soient reconnus comme des personnes et jouissent pleinement de leurs droits. Le Comité encourage l'adoption de nouvelles mesures visant à assurer l'enregistrement des naissances, y compris la création de bureaux d'état civil itinérants et de services d'enregistrement des naissances dans les écoles.

170. Compte tenu de l'article 2 de la Convention, le Comité recommande également à l'État partie de prendre toutes les mesures nécessaires pour réduire le taux d'abandon scolaire chez les filles dans les zones rurales et les zones urbaines, lutter contre le travail ou la prostitution des enfants et pour renforcer l'accès des enfants aux services de base (santé, éducation et protection sociale) dans les zones rurales, et l'accès des enfants handicapés à ces services dans le pays tout entier. Le Gouvernement devrait en particulier prendre des mesures concrètes et, notamment, mener des campagnes de sensibilisation destinées à modifier les attitudes négatives en vue de protéger les enfants appartenant aux castes inférieures contre toute forme d'exploitation.

171. Afin de renforcer la protection des enfants réfugiés, le Comité encourage l'État partie à étudier la possibilité de ratifier la Convention relative au statut des réfugiés de 1951.

172. À la lumière de l'article 19 de la Convention, le Comité recommande en outre au Gouvernement de prendre toutes les mesures requises, y compris sur le plan législatif, pour combattre tous les types de mauvais traitement et de sévices sexuels dont sont victimes les enfants y compris dans la

famille. Il propose, entre autres, que les autorités recueillent des informations et entreprennent une étude complète en vue de mieux saisir la nature du problème et d'en mesurer l'ampleur et qu'elles élaborent des programmes sociaux pour empêcher les violences de toutes sortes et l'abandon dont sont victimes les enfants.

173. Le Comité recommande en outre que des mesures énergiques soient prises pour garantir le droit à la survie de tous les enfants au Népal, y compris ceux qui vivent et travaillent dans la rue. L'objet est d'assurer une protection efficace des enfants contre toute forme d'exploitation, en particulier le travail et la prostitution, les activités liées au trafic de stupéfiants et la traite et la vente d'enfants.

174. S'agissant du problème du travail des enfants, le Comité demande au Népal d'envisager de ratifier la Convention No 138 de l'Organisation internationale du Travail concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi et de réexaminer toutes les dispositions connexes de la législation nationale en vue de les harmoniser avec la Convention relative aux droits de l'enfant et d'autres normes internationales applicables en la matière. Il faudrait renforcer les lois relatives au travail des enfants, mettre en place un système d'inspection, faire en sorte que les plaintes soient examinées et infliger de sévères sanctions en cas de violation. Une attention particulière devrait être accordée à la protection des enfants employés dans le secteur non structuré, notamment comme domestiques. Le Gouvernement devrait envisager de faire appel au concours du Bureau international du Travail dans ce domaine.

175. Afin de lutter efficacement contre la traite et la vente d'enfants à l'échelle internationale, le Comité recommande vivement que le Népal prenne toutes les dispositions voulues, y compris sur le plan législatif et administratif, et encourage l'État partie à envisager l'adoption de mesures bilatérales pour prévenir et éliminer de tels phénomènes. Des campagnes de sensibilisation devraient être lancées au niveau des collectivités et un système de suivi complet devrait être mis en place.

176. Dans le domaine de l'administration de la justice pour mineurs, le Comité recommande que les réformes juridiques en cours soient poursuivies en tenant pleinement compte des dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant, notamment ses articles 37, 39 et 40, ainsi que d'autres normes internationales applicables en la matière telles que les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté. Une attention particulière devrait être accordée au relèvement de l'âge minimum de la responsabilité pénale, à la création de tribunaux pour mineurs, à l'application des lois existantes, à la prévention de la délinquance juvénile, à la recherche d'autres formules que la privation de liberté et

le placement en institution, à la protection des droits des enfants privés de liberté, au respect des droits fondamentaux et des garanties légales dans tous les aspects de la justice pour mineurs, et à la garantie de l'indépendance et de l'impartialité absolues des juges pour mineurs. La loi autorisant le placement d'enfants souffrant de troubles mentaux dans des prisons doit être revue d'urgence.

177. Le Comité propose qu'un programme d'assistance technique soit élaboré en collaboration avec le Centre pour les droits de l'homme, notamment dans les domaines de la réforme de la législation relative aux droits de l'enfant et de la formation du personnel spécialisé qui travaille avec les enfants. Une attention particulière devrait être accordée aux programmes de formation aux normes internationales applicables en la matière, en particulier aux programmes destinés aux juges, aux responsables de l'application des lois, au personnel des services de rééducation et aux travailleurs sociaux. Il faudrait mettre l'accent sur les campagnes de sensibilisation et d'information concernant la Convention relative aux droits de l'enfant. En outre, il y a lieu de continuer d'étudier la possibilité de créer une commission des droits de l'homme ou d'autres mécanismes indépendants pour le suivi de la mise en oeuvre des droits de l'enfant.

178. Compte tenu des préoccupations qu'il a exprimées et des recommandations qu'il a formulées, le Comité invite le Gouvernement à solliciter l'assistance technique d'organisations internationales compétentes, notamment l'Organisation internationale du Travail, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et l'Organisation mondiale de la santé. Il convient en outre d'envisager la création d'une équipe spéciale où seraient représentées les organisations opérant dans le pays en vue de promouvoir et de protéger les droits proclamés dans la Convention. D'autre part, le Comité encourage la communauté internationale à aider l'État partie dans ses efforts.

179. Le Comité encourage l'État partie à assurer une large diffusion à son rapport initial, aux comptes rendus analytiques des séances consacrées à l'examen de ce rapport et aux conclusions du Comité. Il suggère que ces documents soient portés à l'attention du Parlement afin qu'une suite soit donnée aux propositions et recommandations formulées par le Comité.

5. Conclusions : Guatemala

180. Le Comité a examiné le rapport initial du Guatemala (CRC/C/3/Add.33) de sa 306^e à sa 308^e séance (CRC/C/SR.306 à 308), les 3 et 4 juin 1996 et, à la 314^e séance, le 7 juin 1996, a adopté les conclusions ci-après.

a) Introduction

181. Le Comité remercie l'État partie pour son rapport et les réponses apportées à la liste des questions ainsi que pour les informations données sur les mesures les plus récentes prises pour donner effet à la Convention.

182. Le Comité se félicite de la franchise avec laquelle la délégation de haut niveau envoyée par l'État partie reconnaît les problèmes, les difficultés et les défis auxquels doit faire face l'État partie pour appliquer les principes et les dispositions de la Convention. Il sait gré à l'État partie de s'engager dans un dialogue constructif et de se montrer disposé à prendre en compte les recommandations du Comité.

b) Aspects positifs

183. Le Comité accueille avec satisfaction les mesures prises pour instaurer une paix durable au Guatemala, en renforçant particulièrement le respect des droits de l'homme, notamment pour les populations autochtones. À cet égard, le Comité prend note de l'adoption de l'Accord relatif à l'identité et aux droits des populations autochtones et de l'Accord sur les aspects socio-économiques et la situation agraire. Il salue également la ratification par le Guatemala de la Convention No 169 de l'OIT concernant les peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants.

184. Le Comité prend note avec intérêt d'autres aspects positifs attestés par la signature de l'Accord général relatif aux droits de l'homme, l'Accord en vue de la réinstallation des populations déracinées du fait des affrontements armés et par l'établissement de la Mission de vérification des Nations Unies au Guatemala (MINUGUA), en particulier sa composante droits de l'homme. Il est pris note des mesures supplémentaires prises en vue de renforcer le contrôle et le respect des droits de l'homme. À cet égard, le Comité prend note avec satisfaction de la mise en place du Bureau du procureur chargé des droits de l'homme et du Bureau de l'ombudsman des enfants.

185. Il est également pris note avec intérêt de la mise en place de la Commission présidentielle de coordination de la politique de l'exécutif en matière de droits de l'homme ainsi que du travail accompli par la Commission des affaires sociales au sein du Cabinet du Premier Ministre, spécialement pour ce qui est de formuler des politiques visant à améliorer la situation sociale et économique des groupes les plus vulnérables de la société guatémaltèque.

c) Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre de la Convention

186. Plus de 30 ans de conflit armé ont laissé le pays aux prises avec un héritage de violations des droits de l'homme, d'impunité et un climat de peur et d'intimidation qui font que la population ne croit pas à l'efficacité des procédures et des mécanismes mis en place pour assurer le respect des droits de l'homme.

187. Les décennies de conflit subies par la société guatémaltèque ont pour effet un recours fréquent à la violence, notamment à l'intérieur de la famille.

188. Comme le reconnaît l'État partie, il faut s'attaquer aux causes profondes du conflit armé, profondément ancrées dans les disparités socio-économiques et la distribution inégale des terres, ainsi que dans les contrastes sociaux qui caractérisent le pays depuis longtemps. Une pauvreté et un analphabétisme atteignant des taux élevés plus la discrimination visant les autochtones et les pauvres contribuent aux violations généralisées des droits de l'homme.

189. Le conflit armé est également à l'origine de problèmes liés à la situation des réfugiés, des personnes déplacées à l'intérieur du pays et des «rapatriés». À cet égard, le Comité reconnaît que répondre aux besoins et aux attentes de ceux qui sont restés dans le pays ou se sont enfuis pendant la période du conflit armé est une tâche difficile.

d) Principaux sujets de préoccupation

190. Le Comité est préoccupé par le fait que les mesures adoptées pour accorder priorité à la mise en oeuvre des principes et des dispositions de la Convention sont inadéquates et par l'absence de politique nationale en faveur des enfants.

191. Le Comité s'inquiète aussi de l'inexistence de mesures visant à aligner la législation nationale sur les principes et les dispositions de la Convention. Le préoccupe particulièrement le fait que le Code des mineurs en vigueur au Guatemala contienne des dispositions incompatibles avec la Convention et ne couvre pas tous les droits reconnus dans la Convention.

192. Les efforts insuffisants qui sont faits pour recueillir des données statistiques détaillées et définir les indicateurs qualitatifs et quantitatifs appropriés sur la situation des enfants, en particulier ceux appartenant aux groupes les plus défavorisés, et notamment les enfants qui vivent et travaillent dans la rue, ceux qui sont victimes d'abus, de négligence ou de mauvais traitements et les enfants qui ont été déplacés à l'intérieur du pays, préoccupent profondément le Comité.

193. De l'avis du Comité, les mesures adoptées pour faire largement connaître les principes et les dispositions de la Convention aux adultes comme aux enfants, en particulier au sein des populations autochtones, conformément à l'article 42

de la Convention, sont insuffisantes. Il est regrettable que ne soient pas prévues des activités adéquates pour informer les catégories professionnelles qui travaillent auprès des enfants, ou pour eux, de la teneur de la Convention.

194. Le Comité s'inquiète des lacunes relevées dans la législation nationale. À ce sujet, il relève avec une grande inquiétude que le Guatemala n'a pas fixé l'âge auquel cesse la scolarité obligatoire, comme l'exigent la Constitution guatémaltèque ainsi que l'article 2 de la Convention No 138 de l'Organisation internationale du Travail. Le Comité voit également avec une profonde inquiétude que la législation nationale n'interdit pas la peine capitale ni l'emprisonnement à vie sans possibilité de libération, comme l'exigent les dispositions de l'article 37 a) de la Convention. En outre, le fait que la législation nationale ne fixe pas d'âge minimum pour la responsabilité pénale est un sujet de profonde inquiétude pour le Comité. De même, l'âge du mariage, qui est bas pour les filles et différent de celui fixé pour les garçons, est également, aux yeux du Comité, incompatible avec les principes et dispositions de la Convention.

195. Vu les inégalités dont souffrent depuis longtemps les enfants autochtones et les enfants appartenant aux groupes qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté ainsi que les filles, le Comité se demande si des mesures adéquates sont prises pour que les droits économiques, sociaux et culturels des enfants soient effectivement respectés aux niveaux national, régional et local, conformément aux articles 2, 3 et 4 de la Convention.

196. Le Comité s'inquiète de l'aide insuffisante accordée aux familles qui ont de grandes difficultés à s'acquitter de leurs responsabilités pour ce qui est d'élever leurs enfants. Le Comité partage l'inquiétude exprimée par le représentant de l'État partie à propos de la malnutrition aiguë et généralisée et de l'insuffisance des données et des statistiques permettant de mesurer la nutrition.

197. Le Comité est préoccupé en particulier par les mesures inadéquates prises pour mettre en application les principes généraux énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant dans la législation comme dans la pratique.

198. Le Comité est profondément inquiet devant les carences du système d'enregistrement des naissances étant donné que le défaut d'enregistrement empêche l'enfant d'être reconnu en tant que personne, d'avoir accès à l'éducation et aux services de santé et d'être protégé contre la traite d'enfants et l'adoption illégale.

199. Le Comité est alarmé par la persistance des actes de violence visant les enfants, notamment par le cas des 84 enfants qui auraient été tués. Le nombre élevé d'enfants victimes de la violence est un sujet de grave préoccupation, en

particulier compte tenu du fait que les enquêtes sur les crimes commis sur les enfants n'aboutissent pas et ouvrent la voie à une situation d'impunité généralisée.

200. Le Comité prend note avec inquiétude des informations fournies par l'État partie selon lesquelles un réseau d'adoptions illégales a été mis au jour et les mécanismes visant à prévenir et à combattre de telles violations des droits de l'enfant sont insuffisants et inefficaces.

201. Malgré les progrès considérables réalisés ces dernières années pour ce qui est d'améliorer la protection maternelle et infantile, le Comité reste préoccupé par le fait que les taux de mortalité maternelle et infantile et celui des enfants de moins de cinq ans sont relativement élevés. Le Comité observe que le niveau élevé de la mortalité maternelle est peut-être lié aux lacunes de la formation que reçoivent les accoucheuses et au suivi insuffisant des accouchements à domicile. Le Comité est également d'avis que de nombreux problèmes subsistent dans le domaine de la santé reproductive et que le faible poids des enfants à la naissance en est peut-être l'illustration.

202. Le Comité est gravement préoccupé par le fait que la majorité des enfants d'âge scolaire ne vont pas à l'école, mais qu'ils travaillent, dans les secteurs structurés et non structurés du travail. De surcroît, le Comité s'inquiète de l'inadéquation et de l'inefficacité des mesures visant à établir des normes appropriées et à contrôler les conditions de travail des enfants dans les cas où ce travail est compatible avec l'article 32 de la Convention. La persistance du travail des enfants et le fait que le Gouvernement ne mesure pas exactement les dimensions de ce phénomène préoccupent sérieusement le Comité.

203. La justice pour mineurs au Guatemala est un sujet de grande inquiétude pour le Comité, en particulier le régime applicable à la conduite antisociale (*conducta irregular*). Le Comité s'inquiète en outre de l'absence de formation spécialisée pour les catégories professionnelles qui travaillent dans le domaine de la justice pour mineurs, ce qui freine l'action menée pour assurer l'indépendance du pouvoir judiciaire et donner au système judiciaire les moyens de mener des enquêtes efficaces sur les crimes commis à l'encontre des enfants tout en ôtant toute efficacité aux mesures visant à éliminer l'impunité.

e) Suggestions et recommandations

204. Le Comité recommande que l'État partie accorde un degré de priorité plus élevé aux questions concernant l'enfance. À son avis, il est urgent d'élaborer une politique globale et nationale à l'égard de l'enfance. Le Comité recommande également que l'État partie adopte toutes les mesures nécessaires pour rendre sa législation nationale pleinement

conforme à la Convention. A cet égard, étant donné qu'il importe d'inscrire les droits de l'enfant dans un cadre juridique intégré, à la lumière des principes et dispositions de la Convention, le Comité encourage l'État partie à poursuivre ses efforts en vue d'adopter un code de l'enfance et de l'adolescence.

205. Le Comité recommande que des mesures législatives soient prises pour rendre la législation nationale conforme aux dispositions des articles 37 et 40 de la Convention, notamment pour fixer l'âge minimum de la responsabilité pénale. Le Comité recommande aussi que l'État partie fixe à 15 ans l'âge auquel prend fin la scolarité obligatoire et envisage de porter à 15 ans l'âge minimum d'admission à l'emploi. En outre, le Comité recommande que l'État partie revoie sa législation sur l'âge du mariage pour les filles à la lumière des principes et dispositions de la Convention, notamment ceux des articles 2, 3 et 24, afin que cet âge soit relevé et soit le même pour les filles et les garçons.

206. Le Comité encourage l'État partie à poursuivre ses efforts en vue de renforcer le cadre institutionnel de promotion et de protection des droits de l'homme en général, et des droits de l'enfant en particulier. Le Comité recommande la mise en place d'un mécanisme permanent et pluridisciplinaire chargé de coordonner la mise en application de la Convention aux niveaux national et local, dans les zones urbaines et rurales. Le Comité encourage également l'État partie à favoriser une étroite coopération avec les organisations non gouvernementales à cet égard.

207. Le Comité recommande en outre que l'État partie s'emploie en priorité à mettre en place un système de collecte des données et à définir des indicateurs détaillés appropriés se rapportant à tous les domaines traités dans la Convention et à tous les groupes d'enfants de la société guatémaltèque. De tels mécanismes peuvent jouer un rôle décisif pour le suivi systématique de la condition de l'enfant et l'évaluation des progrès réalisés ainsi que des difficultés qui entravent la réalisation des droits de l'enfant, et ils peuvent servir de base pour élaborer des programmes visant à améliorer la situation des enfants, notamment ceux qui appartiennent aux groupes les plus défavorisés, à savoir les filles, les enfants des zones rurales et les enfants autochtones. Le Comité suggère en outre que l'État partie sollicite à cet effet la coopération internationale, notamment auprès du Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

208. L'État partie étant disposé à favoriser la culture des droits de l'homme et à faire évoluer les mentalités à l'égard de l'enfance en général et des autochtones en particulier, le Comité recommande que les droits de l'enfant fassent l'objet d'informations et d'un enseignement s'adressant aux enfants comme aux adultes. Il est également recommandé d'envisager

de faire traduire ces informations dans les principales langues autochtones et de prendre des mesures pour les diffuser, de manière qu'elles parviennent aux groupes touchés par un taux d'analphabétisme élevé. Compte tenu de l'expérience considérable acquise par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et d'autres organisations appelées à répondre à ce type de besoin, il est recommandé à l'État partie de faire appel à la coopération internationale.

209. Le Comité estime qu'il est urgent de dispenser une formation et un enseignement concernant les principes et les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant, à l'intention de toutes les catégories professionnelles qui travaillent auprès des enfants ou pour eux. En outre, le Comité recommande que les droits de l'enfant soient inscrits dans les programmes scolaires afin de renforcer le respect de la culture autochtone et du multiculturalisme et de combattre les mentalités paternalistes et discriminatoires qui, comme le reconnaît l'État partie, persistent dans la société.

210. En ce qui concerne l'article 4 de la Convention, le Comité estime qu'il faut prévoir des crédits budgétaires suffisants pour répondre aux besoins prioritaires à l'échelon national et local en matière de protection et de promotion des droits de l'enfant. Le Comité prend note de la tendance à décentraliser les services au niveau local dans l'intention de promouvoir une plus grande participation de la population, mais il souligne que cette politique doit être conçue pour réduire et pallier les disparités entre les régions et entre zones rurales et urbaines. Pour faire en sorte que l'article 4 soit pleinement appliqué, le Comité recommande que l'on étudie la possibilité d'une assistance internationale qui serait fournie dans le cadre général de la Convention.

211. Le Comité recommande que des mesures soient prises d'urgence pour que les principes généraux énoncés dans la Convention, à savoir les articles 2, 3, 6 et 12, soient dûment pris en considération dans le processus national de mise en oeuvre de la Convention.

212. Le Comité recommande qu'une campagne générale d'information soit organisée et mise en oeuvre sans plus attendre afin de combattre la violence infligée aux enfants dans la famille ou dans la société, ainsi que le recours aux châtiments corporels dans les écoles.

213. Le Comité recommande que l'État partie prenne les mesures nécessaires pour contrôler et surveiller véritablement le système d'adoption des enfants à la lumière de l'article 21 de la Convention. Il est également recommandé que les professionnels concernés reçoivent une formation adéquate. En outre, il est recommandé que le Gouvernement envisage de ratifier la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale.

214. Le Comité encourage l'État partie à renforcer l'appui qu'il apporte aux familles pour qu'elles s'acquittent de leur responsabilité d'élever leurs enfants, par exemple en fournissant des aliments nutritifs et en organisant des programmes de vaccination. Pour s'attaquer aux problèmes de la mortalité maternelle et de la médiocrité des services de suivi prénatal et de soins entourant l'accouchement, le Comité suggère que l'État partie envisage d'adopter un système plus efficace de formation du personnel médical et des accoucheuses. Le Comité recommande aussi que l'État partie envisage de s'adresser aux organisations internationales compétentes pour solliciter une coopération internationale dans le domaine de la santé reproductive.

215. Le Comité encourage l'État partie à appliquer le programme de distribution de repas gratuits aux élèves pour inciter les enfants à fréquenter l'école. Il recommande aussi l'élaboration d'un programme nutritionnel global qui prenne notamment en compte les besoins spéciaux des enfants.

216. Le Comité encourage l'État partie à poursuivre ses efforts conformément à l'Accord sur les aspects socio-économiques et la situation agraire, et à augmenter de 50 % d'ici l'an 2000 les crédits budgétaires alloués à l'éducation. Pour faire en sorte que les articles 28 et 29 de la Convention soient appliqués, le Comité recommande que l'État partie s'efforce surtout d'assurer un enseignement primaire obligatoire et gratuit, d'éradiquer l'analphabétisme et d'offrir un enseignement bilingue aux enfants autochtones. Il faudrait en outre une action plus énergique pour former des enseignants qualifiés. Ces mesures contribueront à prévenir toute forme de discrimination fondée sur la langue pour ce qui est du droit à l'éducation.

217. Le Comité recommande que l'État partie prévoie une assistance sociale pour aider les familles à s'acquitter de la responsabilité qui leur incombe d'élever leurs enfants, conformément à l'article 18 de la Convention, cela afin de limiter le placement des enfants en institution. Il faut aussi s'efforcer de faire participer activement les enfants handicapés à la vie de la collectivité dans des conditions qui respectent leur dignité et favorisent leur autonomie, et chercher à faire en sorte que les enfants handicapés soient séparés des adultes souffrant de maladies mentales. Le Comité recommande que des mesures soient prises pour que le placement et le traitement des enfants fassent l'objet d'un examen périodique comme le demande l'article 25 de la Convention.

218. Le problème des enfants traumatisés par les effets du conflit armé et de la violence dans la société sont un sujet de préoccupation pour le Comité. À ce sujet, il recommande que l'État partie envisage de mettre en oeuvre des projets spécifiques pour les enfants, dans un cadre qui soit favorable à la santé, au respect de soi et à la dignité de l'enfant.

219. Compte tenu du fait que la Constitution guatémaltèque reconnaît la primauté des conventions internationales relatives aux droits de l'homme qui ont été dûment ratifiées, le Comité invite instamment l'État partie à appliquer les principes et les dispositions de la Convention dans le domaine de la justice pour mineurs, au lieu des dispositions de la législation nationale qui sont en contradiction avec la Convention, en particulier celles qui concernent la «conduite antisociale». Le Comité recommande en outre que l'État partie revoie le système de la justice pour mineurs pour le rendre compatible avec les principes et dispositions de la Convention, notamment les articles 37, 39 et 40, ainsi qu'avec les autres instruments internationaux se rapportant à ce domaine. À ce propos, il est recommandé que l'État partie envisage de demander l'assistance technique des organisations internationales, notamment celle du Centre des Nations-Unies pour les droits de l'homme.

220. Pour faire face aux problèmes liés à l'éducation et au travail des enfants, qui sont interdépendants, le Comité recommande que toutes les mesures nécessaires soient prises pour que les enfants aient accès à l'éducation et qu'ils soient protégés contre toute forme d'exploitation. Le Comité recommande en outre que des campagnes de sensibilisation efficaces soient lancées afin de prévenir et d'éliminer le travail des enfants, à la lumière de l'article 32 de la Convention. À ce sujet, le Comité recommande que l'État partie sollicite l'assistance technique de l'Organisation internationale du Travail.

221. Le Comité recommande que l'État partie envisage d'élaborer un programme d'action prioritaire pour appliquer les normes relatives aux droits de l'homme selon une approche intégrée, compte tenu des suggestions et recommandations adressées à l'État partie, notamment dans le domaine des droits de l'enfant.

222. Enfin, le Comité recommande que le rapport de l'État partie, les comptes rendus analytiques des séances consacrées à l'examen du rapport par le Comité et les conclusions de ce dernier soient largement diffusés au Guatemala. Le Comité suggère que les documents en question soient portés à l'attention du Congrès afin qu'une suite puisse être donnée aux suggestions et recommandations formulées par le Comité.

6. Conclusions : Chypre

223. Le Comité a examiné le rapport initial de Chypre (CRC/C/8/Add.24) de sa 309^e à sa 311^e séance (CRC/C/SR.309 à 311), les 4 et 5 juin 1996 et, à la 314^e séance, le 7 juin 1996, a adopté les conclusions ci-après.

a) Introduction

224. Le Comité remercie le Gouvernement chypriote de son rapport initial, des réponses écrites qu'il a fournies aux questions figurant dans la liste des points à traiter (CRC/C.11/WP.3) et du dialogue constructif et fructueux qui a eu lieu. Le Comité juge encourageants la franchise et l'esprit de coopération qui ont marqué la discussion, au cours de laquelle les représentants de l'État partie ont évoqué non seulement les orientations des politiques et des programmes, mais aussi les difficultés rencontrées pour l'application de la Convention.

b) Aspects positifs

225. Le Comité se félicite des efforts entrepris par le Gouvernement pour réviser la législation nationale en vue de l'aligner sur les dispositions et principes de la Convention. À cet égard, le Comité note avec satisfaction que la loi sur les délinquants juvéniles est en cours de réexamen. Il note également avec satisfaction que la peine de mort a été abolie pour les délits de droit commun et se félicite de ce que le Parlement examine actuellement un projet de loi interdisant la peine capitale pour haute trahison.

226. Le Comité constate avec satisfaction que la Convention a été invoquée devant des tribunaux et note que, lors du dialogue, la délégation gouvernementale s'est engagée à fournir des précisions sur les décisions judiciaires correspondantes.

227. Le Comité accueille avec satisfaction la création du Comité central chargé de suivre l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant. Il note également avec satisfaction que le Comité pour la protection et le bien-être des enfants organise depuis 1989 une «Semaine des enfants», qui met l'accent sur la Convention.

228. Le Comité note en outre l'existence d'une gamme très large de programmes et services pour la protection de l'enfance.

229. Le Comité se félicite de la ratification récente par l'État partie de la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale.

230. Le Comité se réjouit de la volonté manifestée par l'État partie de collaborer avec les organisations non gouvernementales.

c) Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre de la Convention

231. Le Comité note que, par suite des événements survenus en 1974 qui ont entraîné l'occupation d'une partie de l'île de Chypre, l'État partie n'est pas en mesure d'exercer son contrôle sur la totalité du territoire et ne peut donc pas veiller

à l'application de la Convention dans les secteurs qui échappent à son autorité. Le manque d'informations sur la situation des enfants vivant dans les territoires occupés est une source de préoccupation pour le Comité.

d) Principaux sujets de préoccupation

232. Le Comité est préoccupé de constater que les dispositions législatives touchant certains aspects relatifs à la définition de l'enfant, en particulier celles qui fixent à 7 ans l'âge minimum de la responsabilité pénale, ne sont pas conformes à la Convention. Il note aussi avec préoccupation que les enfants âgés de 16 à 18 ans sont considérés comme des délinquants adultes au regard de la justice pénale.

233. Le Comité est également préoccupé par le fait que l'État partie n'ait pas encore entièrement tenu compte dans sa législation et ses politiques des principes généraux de la Convention (voir en particulier les paragraphes 234, 235 et 236 ci-dessous) : article 2 (non-discrimination), article 3 (intérêt supérieur de l'enfant) et article 12 (respect des opinions de l'enfant).

234. Le Comité demeure préoccupé par les attitudes discriminatoires qui semblent persister à l'égard des enfants nés hors mariage en ce qui concerne leur droit à un nom et à la citoyenneté.

235. S'agissant de l'application des articles 12, 13, 14 et 15 de la Convention, on ne s'est pas attaché suffisamment à faire en sorte que les enfants participent aux décisions, y compris au sein de la famille, et aux procédures administratives et judiciaires qui les concernent.

236. Le Comité est préoccupé de voir que les décisions prises dans des domaines en rapport avec l'adoption ne respectent pas pleinement le principe énoncé à l'article 3 (intérêt supérieur de l'enfant).

237. Le Comité note avec préoccupation que l'on n'accorde pas assez d'attention à la collecte systématique de données détaillées, à la mise au point d'indicateurs appropriés et à la mise en place d'un mécanisme de suivi portant sur tous les aspects visés par la Convention et sur toutes les catégories d'enfants, y compris les enfants appartenant à des minorités, les enfants des zones rurales, les enfants placés en institution et les enfants handicapés, ainsi que les enfants victimes de l'exploitation sexuelle.

238. Le Comité s'inquiète de la persistance de pratiques et attitudes traditionnelles qui risquent de compromettre l'épanouissement de certains enfants. Il s'inquiète en particulier des conséquences des mariages précoces. Il est également préoccupé de voir que les principes et dispositions de

la Convention ne sont pas suffisamment connus des adultes et des enfants, ni bien compris par eux.

239. Eu égard aux articles 7 et 8 de la Convention, le Comité note que la procédure d'enregistrement des naissances est adéquate mais il n'en reste pas moins préoccupé de constater que sa mise en oeuvre dans certaines zones rurales peut aboutir à entraver la jouissance par les enfants de leurs droits.

240. Le Comité s'inquiète des phénomènes récents de prostitution qui touchent plus particulièrement les enfants non chypriotes. Il s'inquiète aussi de l'augmentation du nombre d'enfants qui travaillent illégalement comme domestiques et qui sont exposés à toutes sortes d'abus, y compris les sévices et l'exploitation sexuels.

241. La situation en ce qui concerne l'administration de la justice des mineurs, et en particulier son incompatibilité avec les articles 37 et 40 de la Convention ainsi qu'avec d'autres normes applicables telles que les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté, est une source de préoccupation pour le Comité.

e) Suggestions et recommandations

242. Le Comité recommande à l'État partie d'entreprendre une réforme de la législation de façon que celle-ci soit pleinement conforme à toutes les dispositions de la Convention, en particulier ses principes généraux (art. 2, 3, 6 et 12).

243. Le Comité recommande en outre à l'État partie de rassembler toutes les informations nécessaires, et d'établir des indicateurs appropriés ainsi que des données désagrégées sur la situation des enfants, en s'attachant aux différents aspects visés par la Convention et à toutes les catégories d'enfants, sans oublier les enfants appartenant aux groupes les plus vulnérables.

244. Le Comité voudrait encourager l'État partie à pousser plus à fond la réflexion systématique sur la manière de sensibiliser davantage la population aux droits des enfants relatifs à la participation, eu égard à l'article 12 de la Convention. Il faudrait poursuivre et intensifier les efforts visant à faire en sorte que les dispositions et les principes de la Convention soient largement diffusés auprès des adultes et des enfants, et bien compris par les uns et les autres, compte tenu de l'article 42 de la Convention.

245. En ce qui concerne l'application des articles 12, 13, 14 et 15 de la Convention, le Comité recommande à l'État partie d'envisager de faciliter la participation des enfants aux décisions qui les concernent, en particulier dans le cadre familial, à l'école et devant les tribunaux, et de veiller à ce que leurs opinions soient respectées.

246. Pour lutter efficacement contre les attitudes négatives et discriminatoires, le Comité encourage l'État partie à lancer auprès du grand public une vaste campagne d'information bien orchestrée visant à promouvoir les droits de l'enfant dans la société, et en particulier au sein de la famille.

247. Le Comité recommande également à l'État partie de dispenser une formation portant sur la Convention aux catégories professionnelles qui travaillent avec les enfants ou pour les enfants : enseignants, travailleurs sociaux, personnels de santé, juges et responsables de l'application de la loi.

248. Le Comité encourage l'État partie à envisager d'élargir le mandat de l'ombudsman afin qu'il puisse être saisi de toutes les plaintes relatives aux problèmes qui concernent les enfants.

249. Le Comité recommande que des mesures soient prises pour garantir l'inscription à l'état civil de tous les enfants, en particulier les enfants qui vivent dans les zones rurales.

250. Eu égard aux articles 2, 7 et 8 de la Convention, le Comité recommande vivement aux autorités de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir que les enfants nés hors mariage jouissent de tous leurs droits fondamentaux.

251. A la lumière de l'article 19 de la Convention, le Comité recommande aux autorités de rassembler des données et d'entreprendre une étude détaillée en vue de mieux comprendre la nature et l'ampleur du problème de la maltraitance des enfants et de mettre en place des programmes sociaux axés sur la prévention.

252. Le Comité recommande que les lois et pratiques nationales en ce qui concerne l'adoption soient rendues pleinement conformes aux dispositions de la Convention et de la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, y compris le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant.

253. Dans le domaine de l'administration de la justice des mineurs, le Comité recommande des réformes législatives tenant pleinement compte de la Convention relative aux droits de l'enfant, en particulier des articles 37, 39 et 40, ainsi que d'autres normes internationales applicables, telles que les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté. Il faudra s'attacher en particulier à relever l'âge minimum de la responsabilité pénale et à garantir que les enfants âgés de 16 à 18 ans jouissent de tous les droits reconnus dans la Convention.

254. Le Comité engage l'État partie à diffuser largement le rapport de ce dernier, les comptes rendus analytiques des séances que le Comité a consacrées à l'examen de ce rapport et les conclusions qu'il a adoptées à l'issue de son examen.

Le Comité suggère que ces documents soient portés à l'attention du Parlement et qu'il soit donné suite aux suggestions et recommandations concrètes qui y sont formulées.

7. Conclusions : Maroc

255. Le Comité a examiné le rapport initial du Maroc (CRC/C/28/Add.1) de sa 317^e à sa 319^e séance, les 24 et 25 septembre 1996 (CRC/C/SR.317 à 319) et, à sa 343^e séance, le 11 octobre 1996, a adopté les conclusions ci-après.

a) Introduction

256. Le Comité se félicite de la présentation de ce rapport, qui contient des informations sur le cadre juridique dans lequel la Convention est appliquée et sur les autres mesures adoptées depuis la ratification de la Convention par le Maroc. Le Comité remercie le Gouvernement des informations qu'il a communiquées par écrit en réponse aux questions figurant dans la liste des points à traiter (CRC/C/Q.Mor.1) ainsi que des informations supplémentaires fournies par l'État partie durant le dialogue avec le Comité, au cours duquel les représentants de l'État partie ont exposé dans un esprit critique les orientations de la politique et des programmes, mais aussi les difficultés rencontrées dans l'application de la Convention.

b) Aspects positifs

257. Le Comité note la création, en 1993, du Ministère chargé des droits de l'homme, qui s'occupe des questions relatives aux droits de l'enfant. Il note aussi la création, en 1994, du Congrès national des droits de l'enfant, qui récemment a été érigé en institution permanente, ainsi que la création, également en 1994, du Haut Commissariat aux personnes handicapées. Le Comité est conscient de la volonté du Gouvernement de procéder à une réforme législative compte tenu des questions ayant trait à l'enfance et est encouragé par la rédaction d'un nouveau Code du travail. Il note avec satisfaction qu'à la suite du Sommet mondial pour les enfants, le Plan d'action national en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant a été adopté en 1992. Enfin, il salue l'initiative prise par le Gouvernement de diffuser des programmes spéciaux durant la Journée internationale de la radio et de la télévision en faveur des enfants.

c) Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre de la Convention

258. Le Comité note que la situation des enfants a subi le contrecoup de graves problèmes d'ordre économique et social. Le fort endettement extérieur et les impératifs des

programmes d'ajustement structurel, qui ont entraîné des réallocations budgétaires au détriment des services sociaux, ainsi que le chômage et la misère, ont eu une incidence sur l'exercice des droits des enfants. Le Comité note également qu'il existe encore des pratiques et coutumes traditionnelles qui font obstacle à l'exercice plein et entier de certains droits de l'enfant.

d) Principaux sujets de préoccupation

259. Le Comité est préoccupé par le fait que le texte de la Convention n'a pas encore été dûment publié au Journal officiel.

260. Le Comité est également préoccupé par l'insuffisance des mesures prises pour faire largement connaître les principes et les dispositions de la Convention aux enfants et aux adultes.

261. Le Comité est préoccupé par la réserve formulée par l'État partie à l'égard de l'article 14 de la Convention, réserve qui risque d'être préjudiciable à l'exercice des droits garantis dans ledit article et de soulever des questions quant à la compatibilité des réserves avec l'objet et le but de la Convention.

262. Le Comité est préoccupé par l'insuffisance de la coordination entre les divers ministères, ainsi qu'entre les autorités centrales et les autorités locales, pour la mise en oeuvre de politiques de promotion et de protection des droits de l'enfant.

263. Il n'est pas accordé suffisamment d'attention à la nécessité d'établir un système de collecte de données systématique et complet, d'arrêter des indicateurs appropriés et de créer des mécanismes de surveillance pour tous les domaines visés par la Convention. Il ne semble pas exister de données ventilées et d'indicateurs appropriés pour évaluer la situation des enfants, notamment des enfants qui sont victimes de violences et de mauvais traitements, des enfants qui travaillent et de ceux qui ont affaire à la justice pour mineurs; il en va de même en ce qui concerne la petite fille, les enfants des familles monoparentales ou qui sont nés hors mariage, les enfants des zones rurales, les enfants abandonnés, placés en institution ou handicapés et ceux qui, pour survivre, vivent ou travaillent dans la rue.

264. En ce qui concerne l'application de l'article 4 de la Convention, le Comité note avec préoccupation l'insuffisance des mesures prises pour garantir la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels des enfants, dans toutes les limites des ressources disponibles. Il est particulièrement préoccupé par l'insuffisance des mesures et des programmes visant à protéger les droits des enfants les plus vulnérables, notamment les filles, les enfants des zones rurales, les enfants

victimes de violences, les enfants n'ayant qu'un seul parent, les enfants nés hors mariage, les enfants abandonnés, les enfants handicapés et les enfants qui, pour survivre, sont contraints de vivre ou de travailler dans la rue.

265. L'État partie n'a pas encore tenu entièrement compte dans sa législation et ses politiques des principes généraux de la Convention : non-discrimination (art. 2), intérêt supérieur de l'enfant (art. 3), droit à la vie, à la survie et au développement (art. 6), et respect des opinions de l'enfant (art. 12).

266. Le Comité est également préoccupé par le fait que les dispositions législatives touchant la définition légale de l'enfant ne sont pas conformes à l'esprit et aux principes de la Convention. L'âge nubile très bas, l'âge minimum d'accès à l'emploi et l'âge de la responsabilité pénale sont des motifs de préoccupation.

267. Le Comité se déclare vivement préoccupé par la persistance d'attitudes discriminatoires à l'égard des filles, y compris la pratique du mariage précoce, qui font obstacle à l'exercice de leurs droits fondamentaux. Le fait que l'âge nubile soit plus bas pour les filles que pour les garçons soulève de sérieuses questions quant à sa compatibilité avec la Convention, en particulier l'article 2.

268. Compte tenu de l'article 30, le Comité est préoccupé par le fait qu'il n'a pas été pris de mesures pour assurer l'éducation scolaire dans toutes les langues et tous les dialectes existants.

269. Le Comité est préoccupé de constater que les mesures voulues n'ont pas encore été prises pour empêcher et combattre les mauvais traitements que subissent les enfants dans le cadre familial, et s'inquiète également du manque d'informations à ce sujet. Les problèmes de l'exploitation du travail des enfants, en particulier l'emploi de petites filles comme domestiques, et de la prostitution des enfants doivent aussi faire l'objet d'une attention particulière.

270. La situation en ce qui concerne l'administration de la justice pour mineurs, notamment la question de sa compatibilité avec les articles 37 et 40 de la Convention ainsi qu'avec d'autres normes applicables adoptées par les Nations Unies, telles que l'Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing), les Principes directeurs des Nations Unies pour la prévention de la délinquance juvénile (Principes directeurs de Riyad) et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté, est un sujet d'inquiétude. Le Comité est préoccupé, entre autres, par le fait que les enfants âgés de 16 à 18 ans sont traités comme des adultes et que les enfants privés de liberté ne sont pas séparés des adultes.

e) Suggestions et recommandations

271. Le Comité recommande de façon pressante que l'État partie publie le texte de la Convention au Journal officiel.

272. Le Comité est d'avis que de plus grands efforts sont nécessaires pour faire en sorte que les dispositions et les principes de la Convention soient largement diffusés auprès des enfants et des adultes, et bien compris par les uns et les autres, conformément à l'article 42 de la Convention. Il encourage l'État partie à pousser plus avant la réflexion systématique sur la manière de sensibiliser davantage la population aux droits des enfants relatifs à la participation, eu égard à l'article 12 de la Convention.

273. Le Comité recommande que des programmes de formation et de recyclage sur les droits de l'enfant soient périodiquement organisés pour les catégories professionnelles qui travaillent avec les enfants ou pour les enfants, y compris les enseignants, les responsables de l'application de la loi, les travailleurs sociaux et les juges, et que les questions concernant les droits de l'homme et les droits de l'enfant figurent dans les programmes de formation qui leur sont destinés. À cet égard, le Comité encourage les autorités à continuer de coopérer avec le Haut Commissaire des Nations Unies/Centre pour les droits de l'homme.

274. Le Comité recommande que le Gouvernement marocain envisage de reconsidérer la réserve qu'il a formulée lorsqu'il a ratifié la Convention, en vue de la retirer, dans l'esprit de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne⁴ adoptés en juin 1993 par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme et dans lesquels les États étaient priés instamment de retirer les réserves qu'ils avaient formulées à l'égard de la Convention relative aux droits de l'enfant.

275. Le Comité recommande à l'État partie de prendre des mesures plus poussées pour renforcer la coordination entre les différents mécanismes gouvernementaux qui s'occupent des droits de l'homme et des droits de l'enfant, aux niveaux central et local, ainsi que pour assurer une coopération plus étroite avec les organisations non gouvernementales.

276. Le Comité recommande également à l'État partie d'entreprendre de rassembler toutes les données et statistiques nécessaires sur la situation des enfants en s'attachant aux différents aspects visés par la Convention, sans oublier les enfants appartenant aux groupes les plus vulnérables. Il faudrait s'efforcer d'appliquer des politiques et des mesures de promotion et de protection des droits de l'enfant, aux niveaux central et local, en coopération avec les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies, notamment le

Fonds des Nations Unies pour l'enfance et l'Organisation internationale du Travail. Il est également suggéré qu'un système de surveillance pluridisciplinaire soit mis en place pour évaluer les progrès réalisés et les difficultés rencontrées dans la concrétisation des droits reconnus par la Convention aux niveaux central et local, et en particulier pour surveiller de façon régulière les incidences des mutations économiques sur les enfants. Ce système de surveillance devrait permettre à l'État partie de formuler les politiques appropriées et de lutter contre les disparités sociales et les préjugés traditionnels constatés. Le Comité encourage également l'État partie à envisager la mise en place d'un mécanisme indépendant, tel que l'institution d'un médiateur pour les droits de l'enfant.

277. En ce qui concerne l'article 4 de la Convention et compte tenu des difficultés économiques actuelles, le Comité souligne combien il importe d'affecter le maximum de ressources possible à la mise en oeuvre des droits économiques, sociaux et culturels des enfants, au niveau central comme au niveau local, en application des principes de la Convention et en particulier des principes de la non-discrimination et de l'intérêt supérieur de l'enfant (art. 2 et 3).

278. Le Comité recommande que soient prises les mesures d'ordre politique et législatif voulues pour mettre la législation en conformité avec la Convention et les autres normes internationales pertinentes. Il recommande en particulier la réforme du Code pénal et du Code du travail. Il encourage vivement le Gouvernement marocain à ratifier la Convention No 138 de l'Organisation internationale du Travail concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi et, à cet effet, à envisager de solliciter à nouveau la coopération technique de l'Organisation internationale du Travail.

279. Le Comité recommande que des campagnes de sensibilisation concernant les droits de la petite fille soient menées tant en zone rurale qu'en zone urbaine. Il demande instamment à l'État partie d'appliquer une politique nationale d'ensemble visant à promouvoir et protéger ces droits. Il recommande en outre que, compte tenu des articles 2 et 3 de la Convention, l'âge nubile soit relevé et soit le même pour les filles et les garçons.

280. Le Comité recommande que des mesures de protection spéciales soient appliquées à l'égard des enfants des zones rurales, des enfants victimes de violences, des enfants des familles monoparentales, des enfants nés hors mariage, des enfants abandonnés, placés en institution ou handicapés, des enfants qui ont affaire au système de justice pour mineurs, notamment lorsqu'ils sont privés de liberté, des enfants qui travaillent et des enfants qui, pour survivre, sont contraints de vivre ou de travailler dans la rue.

⁴ Voir A/CONF.157/24 (Part I), chap. III.

281. Le Comité encourage le Gouvernement marocain à prendre toutes mesures pour empêcher et combattre les mauvais traitements à enfant, y compris les violences exercées contre les enfants au sein de la famille, le châtimement corporel, le travail des enfants et l'exploitation sexuelle des enfants. Il recommande que des études approfondies soient entreprises sur ces importantes questions afin de permettre une meilleure compréhension de ces phénomènes et de faciliter l'élaboration de politiques et programmes pour les combattre efficacement. Dans cette perspective, le Gouvernement devrait poursuivre ses efforts en étroite coopération avec les dirigeants communautaires et avec les organisations non gouvernementales, en vue de faire évoluer les attitudes négatives qui persistent à l'égard des enfants appartenant aux groupes les plus vulnérables.

282. Le Comité recommande à l'État partie d'envisager d'entreprendre une réforme en profondeur du système de la justice pour mineurs dans l'esprit de la Convention, en particulier de ses articles 37, 39 et 40, et d'autres normes des Nations Unies dans ce domaine, telles que l'Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing), les Principes directeurs des Nations Unies pour la prévention de la délinquance juvénile (Principes directeurs de Riyad) et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté. Il faudrait prêter une attention particulière à l'idée de ne recourir à la privation de liberté qu'en dernier ressort et pour le laps de temps le plus court possible, à la protection des droits des enfants privés de liberté, aux garanties d'une procédure régulière et à l'indépendance et l'impartialité absolues du pouvoir judiciaire. Des programmes de formation consacrés aux normes internationales pertinentes devraient être organisés à l'intention de toutes les personnes dont la profession relève du système d'administration de la justice pour mineurs. Le Comité suggère au Gouvernement marocain d'envisager de demander de l'aide au niveau international en matière d'administration de la justice pour mineurs, en s'adressant au Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme/Centre pour les droits de l'homme et à la Division de la prévention du crime et de la justice pénale à l'Office des Nations Unies à Vienne.

283. Enfin, le Comité recommande qu'en application du paragraphe 6 de l'article 44 de la Convention, le rapport initial présenté par le Maroc soit largement diffusé auprès du grand public et qu'il soit envisagé de le publier, avec les comptes rendus analytiques pertinents et les observations finales adoptées à son sujet par le Comité. Pareil document devrait recevoir une large diffusion afin de faire connaître la Convention, son application et son suivi et de susciter la discussion au sein du Gouvernement, du Parlement et du

public en général, y compris les organisations non gouvernementales intéressées.

8. Conclusions : Nigéria

284. Le Comité a examiné le rapport initial du Nigéria (CRC/C/8/Add.26) de sa 321^e à sa 323^e séance (voir CRC/C/SR.321 à 323), les 26 et 27 septembre 1996, et a adopté, à sa 343^e séance, le 11 octobre 1996, les conclusions ci-après.

a) Introduction

285. Le Comité remercie l'État partie d'avoir envoyé une délégation de haut niveau discuter du rapport. Il constate que si le rapport reprend dans l'ordre les différents points énoncés dans les directives générales relatives à l'établissement des rapports, il ne brosse cependant pas un tableau complet de la situation des enfants dans le pays. Il souhaite insister sur le fait que les rapports doivent non seulement indiquer les mesures adoptées mais aussi faire état des progrès accomplis depuis l'entrée en vigueur de la Convention, des priorités dans les mesures à prendre et des difficultés rencontrées pour garantir les droits énoncés dans la Convention.

b) Facteurs positifs

286. Le Comité se félicite de la mise en place de la Commission nationale des droits de l'homme. Il prend également note de la création, en 1994, du Comité national de protection des droits de l'enfant chargé notamment de mieux faire connaître la Convention relative aux droits de l'enfant et la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant, d'assurer un suivi permanent de l'application de la Convention, de formuler des programmes et projets spécifiquement destinés à améliorer la condition des enfants nigériens, de recueillir et collationner les données relatives à la mise en oeuvre des droits de l'enfant et de préparer et présenter à l'Organisation des Nations Unies et à l'Organisation de l'unité africaine des rapports sur la mise en oeuvre des droits de l'enfant.

287. Le Comité constate que le Gouvernement nigérien a élaboré un plan national d'action selon les recommandations et les objectifs énoncés dans la Déclaration et le Plan d'action adoptés par le Sommet mondial pour les enfants, en septembre 1990.

288. Le Comité se félicite de la place faite par l'État partie à l'amélioration de la condition et de la situation des femmes et au rôle positif que cela peut jouer dans la mise en oeuvre des mesures nécessaires pour s'atteler aux problèmes auxquels sont confrontés les enfants en général et les filles en particulier.

c) Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre de la Convention

289. Le Comité reconnaît que la situation au Nigéria est d'une grande complexité du point de vue économique, social et culturel. Il relève que ce pays, le plus peuplé d'Afrique, compte de nombreux groupes ethniques – plus de 250 – dont chacun possède sa propre culture et sa propre langue. Il constate en outre que la persistance de certaines pratiques et coutumes traditionnelles néfastes a un effet négatif sur la jouissance des droits garantis par la Convention.

d) Principaux sujets de préoccupation

290. Le Comité constate avec une grande préoccupation que les droits de l'enfant énoncés dans la Convention ne sont toujours pas reconnus dans les faits en droit nigérian, le projet de décret sur les enfants n'ayant pas encore été arrêté dans sa version définitive et adopté. Tout en prenant note de l'évolution positive que constituent l'élaboration et la révision d'un décret sur les enfants, le Comité déplore qu'une version intégrale de ce projet ne lui ait pas été remise. L'absence de dispositions de cet ordre laisse planer des doutes sérieux sur la priorité accordée jusqu'à aux droits de l'enfant au Nigéria. Après examen du rapport de l'État partie et à l'issue du dialogue engagé avec la délégation, le Comité remarque que certaines lois actuellement en vigueur au Nigéria dans le domaine des droits de l'enfant ne sont pas conformes à divers articles de la Convention, notamment à l'article premier.

291. Le Comité s'interroge sur la compatibilité du droit coutumier et des lois adoptées aux niveaux régional et local avec les principes et les dispositions de la Convention et leur application.

292. Le Comité constate avec préoccupation l'absence apparente de mécanismes permettant de déterminer les indicateurs appropriés et de recueillir des données statistiques et autres informations sur la situation des enfants afin d'élaborer des programmes pour mettre en oeuvre la Convention.

293. Pour ce qui est de l'application des principes et des dispositions de la Convention, en particulier de ceux qui figurent aux articles 3 et 4, le Comité craint que la politique économique, telle qu'elle est à présent conçue et menée, ne conduise le Gouvernement à recourir plus régulièrement qu'il ne le souhaiterait à des mesures de financement ad hoc temporaires pour pallier l'insuffisance des ressources affectées à la réalisation d'objectifs de programmes particuliers. Le fossé entre le produit national brut du pays et les ressources libérées pour mettre en oeuvre les droits de l'enfant, en particulier en matière de soins de santé primaires, d'éducation primaire, de divers services sociaux et de protection des

groupes d'enfants les plus défavorisés inquiète le Comité. Celui-ci continue de s'interroger sur l'efficacité des mesures prises actuellement pour accorder la priorité aux projets de mise en oeuvre des droits de l'enfant et réduire les disparités entre les régions et à l'intérieur de celles-ci en ce qui concerne les ressources disponibles pour la réalisation de tels projets.

294. Le Comité craint qu'il reste encore fort à faire pour faire connaître à tous les adultes et à tous les enfants les droits de l'enfant qui sont énoncés dans la Convention. Il est également préoccupé par le fait que ceux qui travaillent avec des enfants ou pour eux – agents de police, chefs de police, personnels d'établissements dans lesquels des enfants sont placés, animateurs de collectivités et autres agents de l'État ainsi que juges, hommes de loi, enseignants, agents de santé et travailleurs sociaux – n'ont aucune formation théorique ou pratique portant sur la Convention.

295. Le Comité craint également que les principes généraux formulés dans la Convention, aux articles 2, 3, 6 et 12, ne soient ni appliqués ni pris dûment en compte dans la mise en oeuvre de tous les articles de la Convention. La condition et la situation des enfants de sexe féminin, l'insuffisance des mesures pour prévenir et combattre la discrimination qui s'exerce à leur encontre ainsi que l'absence apparente de mesures positives destinées à lutter contre la discrimination contre les enfants handicapés, les enfants appartenant à des minorités ethniques et les enfants nés hors mariage préoccupent le Comité.

296. En ce qui concerne l'article 3 de la Convention, le Comité estime que le Gouvernement n'a pas encore totalement mis au point un processus de prise des décisions fondé sur «l'intérêt supérieur de l'enfant» dans lequel il serait tenu compte de l'incidence des diverses options politiques sur la jouissance des droits de l'enfant.

297. Le Comité estime par ailleurs que les attitudes traditionnelles quant au rôle que les enfants devraient jouer dans la famille, à l'école, dans la communauté et la société en général font peut-être avorter les efforts déployés pour assurer une plus large participation des enfants, conformément aux paragraphes 12 et 13 de la Convention.

298. Le Comité est préoccupé de voir que les mariages précoces, les fiançailles d'enfants, la discrimination en matière d'héritage, les pratiques en matière de veuvage et autres pratiques traditionnelles néfastes, pratiques qui sont incompatibles avec les principes et les dispositions de la Convention, ont la vie dure. La pratique des mutilations sexuelles féminines qui subsiste est particulièrement inquiétante; en dépit des efforts faits pour y mettre fin, le Comité juge insuffisantes les mesures prises. En outre, la violence

contre les enfants et les sévices physiques au sein de la famille, à l'école, dans la collectivité et dans la société sont préoccupants.

299. Un autre sujet de grande préoccupation pour le Comité est l'accroissement du taux de mortalité infantile. Bien que le Gouvernement déclare soutenir les programmes de soins de santé primaires de préférence aux soins de santé curatifs, l'accès aux services de soins de santé de qualité est, de l'avis du Comité, insatisfaisant. Le Comité s'interroge également sur l'efficacité des mesures prises pour éviter les disparités régionales dans les services de soins de santé et les fournitures médicales. Il est également préoccupé par les problèmes rencontrés dans l'accès à une eau salubre.

300. Compte tenu de la forte incidence de la pauvreté dans le pays et étant donné que le salaire minimum ne permet pas de satisfaire les besoins de première nécessité, le Comité juge préoccupante l'absence d'aide sociale aux familles, notamment aux familles monoparentales, celles en particulier qui ont à leur tête une femme.

301. Le Comité se félicite de l'importance que l'État partie attache à l'éducation pour tous en tant qu'instrument pour améliorer la situation des enfants, en particulier celle des filles, mais il continue de s'interroger sur l'efficacité des mesures actuellement prises pour que les affectations budgétaires correspondent aux priorités de la politique suivie dans ce domaine.

302. Le Comité regrette que les mesures prises ne permettent pas de résoudre les problèmes de la violence à l'encontre des enfants, notamment des violences sexuelles, ceux de la vente et du trafic d'enfants ainsi que de la prostitution et de la pornographie infantiles.

303. De l'avis du Comité, la législation actuelle relative à l'administration de la justice pour mineurs et au placement des enfants dans des institutions ne paraît pas conforme aux principes et aux dispositions de la Convention. À cet égard, les dispositions de la législation nationale qui permettent de prononcer une condamnation à la peine capitale sont incompatibles avec les dispositions de l'alinéa a) de l'article 37 de la Convention.

304. Le Comité craint également que les dispositions de la législation nationale en vertu desquelles un enfant peut être détenu «si tel est le plaisir de Sa Majesté» permettent de condamner sans discernement un enfant à la prison pour une période indéterminée. Le Comité s'inquiète également des dispositions de la législation nationale qui prévoient le placement en détention des enfants dont on estime qu'ils «échappent à l'autorité de leurs parents». La possibilité que les enfants abandonnés ou ceux qui vivent ou travaillent dans la rue puissent faire l'objet de telles mesures préoccupe

particulièrement le Comité. Ces mesures ne lui paraissent pas être compatibles avec les dispositions du paragraphe b) de l'article 37 de la Convention qui prévoit que l'arrestation, la détention ou l'emprisonnement d'un enfant ne doit être qu'une mesure de dernier ressort et être d'une durée aussi brève que possible. Le Comité craint également que l'application en pratique des dispositions de l'article 3 de la loi sur les enfants et les adolescents débouche sur la détention arbitraire d'enfants, ce qui est incompatible avec les dispositions et les principes de la Convention.

305. Le Comité est préoccupé de voir que l'âge de la responsabilité pénale au Nigéria est bas – il est actuellement de 7 ans – et que même des enfants encore plus jeunes peuvent être traduits en justice. La question des garanties dont doivent bénéficier, en application de l'article 40 de la Convention, tous les enfants déferés devant les tribunaux préoccupe aussi gravement le Comité.

306. Par ailleurs, le Comité s'inquiète beaucoup des conditions de détention des enfants, en particulier de l'accès qu'ils ont à leurs parents, aux services médicaux et aux programmes d'enseignement à leur disposition ainsi que des services mis en place pour faciliter leur réadaptation et leur réinsertion. Il s'inquiète aussi de voir que le suivi des enfants en détention, notamment l'examen des plaintes pour violences ou sévices est inadapté et inefficace et que rien n'est prévu pour que ces plaintes soient examinées avec sérieux et rapidité.

307. Le Comité s'inquiète de voir que les dispositions de l'article 73 du Code pénal mettent à mal les garanties indispensables pour prévenir l'emploi abusif de la force par les fonctionnaires chargés de l'application des lois ou toute autre personne agissant à ce titre. Il peut en résulter une violation des droits des enfants, y compris de leur droit à la vie, et l'impunité pour leurs auteurs. Le Comité estime en conséquence que les dispositions susmentionnées sont incompatibles avec les principes et les dispositions de la Convention.

308. Le Comité est d'avis que les mesures prises pour mettre en oeuvre l'article 32 de la Convention ne permettent pas d'éviter et de combattre l'exploitation économique des enfants.

e) Suggestions et recommandations

309. Le Comité recommande que le Gouvernement envisage d'adopter d'urgence le projet de décret sur les enfants élaboré conformément aux principes et aux dispositions de la Convention. Il se félicite de la volonté manifestée par la délégation de l'État partie de l'informer de l'état d'avancement du projet et de lui transmettre dès que possible un exemplaire du texte intégral du décret.

310. Le Comité recommande en outre que, lors de l'examen global du cadre juridique national et de sa conformité avec les principes et les dispositions de la Convention, l'État partie tienne compte également de la compatibilité du système de droit coutumier et des lois régionales et locales avec les articles de la Convention.

311. Le Comité recommande vivement au Gouvernement d'envisager d'étudier l'efficacité des mesures prises pour mettre en oeuvre les dispositions de l'article 4 de la Convention compte tenu des ressources affectées dans toute la mesure possible à la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels de l'enfant. Il suggère également de le faire en ayant à l'esprit les priorités identifiées lors de l'examen du rapport du Nigéria concernant la mise en oeuvre de la Convention.

312. Le Comité se félicite de la volonté de l'État partie de prendre de nouvelles mesures pour instituer des mécanismes efficaces d'application et de suivi de la Convention à tous les niveaux de gouvernement, y compris celui des arrondissements, grâce au mandat conféré au Ministère des questions féminines et du développement social. Il relève que la coopération et la coordination avec d'autres mécanismes à divers niveaux en vue d'assurer le suivi de la mise en oeuvre des droits de l'enfant constituent une gageure et il formule l'espoir qu'un nouveau dialogue s'engage d'urgence avec des représentants du Gouvernement et à tous les niveaux de gouvernement sur la meilleure façon de réaliser les objectifs prioritaires.

313. Le Comité pense comme l'État partie qu'il faudrait véritablement informer tous les enfants de leurs droits, les sensibiliser à cette question et établir dans quelle mesure ces droits sont connus des enfants et des adultes. Le Comité suggère que ce programme de sensibilisation soit étendu à tous les adultes et à tous les professionnels qui travaillent avec des enfants ou pour eux.

314. Le Comité recommande d'élaborer en priorité des mécanismes de collecte de données statistiques et d'indicateurs ventilés selon le sexe, l'origine rurale ou urbaine et ethnique, sur la base desquels seront établis des programmes en faveur des enfants.

315. Il faut, de l'avis du Comité, poursuivre les efforts pour que les principes généraux formulés dans la Convention, en particulier ceux qui ont trait à «l'intérêt supérieur de l'enfant» et à la participation des enfants, non seulement guident les débats sur les mesures à prendre, leur formulation et l'adoption des décisions, mais entrent également en ligne de compte lors de l'élaboration et de la réalisation de tous les projets et programmes.

316. Le Comité tient à souligner que l'absence générale de ressources financières ne saurait justifier que rien ne soit fait

pour mettre en place des programmes de sécurité sociale et des filets de protection sociale en faveur des groupes d'enfants les plus vulnérables. Il estime donc nécessaire d'étudier sérieusement la question de savoir si les mesures d'ordre économique et social prises vont dans le sens des obligations contractées par l'État partie en application de la Convention, en particulier des articles 26 et 27, notamment en ce qui concerne la mise en place ou l'amélioration des programmes de sécurité sociale et autres dispositifs de protection sociale.

317. Le Comité recommande de prendre de nouvelles mesures à titre hautement prioritaire afin de prévenir et combattre la discrimination, notamment pour des motifs fondés sur le sexe ou l'origine ethnique, et éliminer les disparités dans l'accès aux services entre les populations urbaines et rurales.

318. Le Comité recommande à l'État partie, qui a certes fait part de son intention d'évaluer l'efficacité des mesures prises en faveur des enfants handicapés, de déterminer si celles-ci vont dans le sens des principes généraux de la Convention, en particulier ceux qui visent à prévenir la discrimination dont ces enfants sont victimes et à la combattre.

319. Le Comité pense, comme l'État partie, que les pratiques néfastes – telles que mariages précoces, fiançailles d'enfants, mutilations sexuelles féminines et violences au sein de la famille – dont sont victimes certains enfants appellent une action d'envergure. Il recommande de procéder à une révision de l'ensemble de la législation afin de s'assurer qu'elle permet de mettre fin aux atteintes de cette nature aux droits de l'enfant, et de lancer et mener des campagnes avec la participation de tous les secteurs de la société, pour faire évoluer les mentalités dans le pays et rejeter ainsi ces pratiques néfastes. En ce qui concerne les mutilations sexuelles féminines, toutes les mesures nécessaires pour que les enfants n'en soient plus victimes doivent être prises à titre prioritaire. Des campagnes de sensibilisation et d'information du public doivent aller dans le sens de l'éducation et des conseils dispensés dans d'autres secteurs intéressant la famille, notamment la coresponsabilité parentale et la planification de la famille, afin d'engendrer de bonnes pratiques familiales conformes aux principes et aux dispositions de la Convention.

320. Le Comité recommande d'améliorer d'urgence l'accès aux services de soins de santé primaires et la qualité de ces services. Une action énergique s'impose immédiatement pour assurer une répartition égale des services de santé et des fournitures médicales entre les régions et à l'intérieur de celles-ci.

321. Le Comité encourage l'État partie dans les efforts qu'il déploie pour harmoniser les systèmes d'enseignement de types classique et non classique, en particulier en ce qui

concerne l'application dans toutes les écoles d'un programme national. Il faudrait prendre de nouvelles mesures pour élaborer des directives relatives à la participation de tous les enfants à la vie de l'école, conformément aux principes et aux dispositions de la Convention. Le Comité encourage le Gouvernement à prendre des mesures pour accroître les taux de scolarisation et de rétention, en particulier pour les filles. Il faut mettre en place un système permettant une évaluation régulière de l'efficacité de ces mesures et autres mesures d'ordre pédagogique. Il faut également prendre des mesures pour que la discipline à l'école soit conforme aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 28 de la Convention. Le Comité recommande en outre qu'à la lumière des dispositions de l'article 29 de la Convention et de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, l'État partie inscrive, dans les programmes scolaires, l'enseignement des droits de l'enfant, en veillant spécialement à encourager la tolérance entre tous les peuples et tous les groupes. L'État partie voudra peut-être envisager de demander le maintien de la coopération internationale pour la mise en oeuvre des mesures pour l'application des dispositions des articles 28 et 29 de la Convention.

322. Le Comité recommande que la législation nationale soit alignée sur les dispositions des articles 37, 39 et 40 de la Convention. Cette législation doit respecter le principe selon lequel un enfant âgé de moins de 18 ans ne peut être condamné à la peine capitale. Le Comité recommande également que l'article 73 du Code pénal soit abrogé et que l'article 3 de la loi sur les enfants et les adolescents soit révisé afin d'être conforme avec la Convention. Le Comité se félicite que, comme il en a été informé par l'État partie, l'âge de la responsabilité pénale soit fixé, dans le nouveau projet de décret sur les enfants, à 18 ans. Toutefois, compte tenu des précisions apportées sur le système qui sera mis en place, le Comité tient à souligner que les garanties juridiques contenues dans les dispositions et principes pertinents de la Convention, y compris à l'article 40, doivent s'appliquer à tous les enfants privés de liberté, qu'ils le soient pour des raisons d'ordre social ou pénal.

323. Le Comité estime en outre que dans les procédures concernant des enfants victimes de violences de la part de leurs parents, l'intérêt supérieur de l'enfant doit primer, notamment au moment de décider si les parents ont, en pareil cas, le droit de le représenter. Enfin, le Comité souhaite souligner qu'aux termes de la Convention, la détention d'un enfant doit n'être qu'une mesure de dernier ressort et être d'une durée aussi brève que possible. Il faut éviter, autant que faire se peut, de placer un enfant dans une institution ou en détention et trouver des solutions de rechange. Le Comité recommande de prendre des mesures pour mettre en place un

système indépendant pour suivre la situation des enfants placés dans une institution, que ce soit dans un établissement pénitentiaire ou un centre social.

324. Inquiet à divers égards en ce qui concerne l'application de l'article 32 de la Convention, le Comité tient à souligner que l'État partie doit faire en sorte que tous les enfants aient accès aux soins de santé, que l'enseignement soit obligatoire afin de protéger les enfants contre l'exploitation économique et que des mesures soient prises pour lutter contre une telle exploitation, par exemple contre l'emploi d'enfants comme domestiques, y compris des mesures législatives pour qu'ils soient efficacement protégés et ne soient astreints à aucun travail comportant des risques ou susceptible de compromettre leur éducation ou de nuire à leur santé ou à leur développement complet et harmonieux.

325. À la lumière des articles 34 et 35 de la Convention, le Comité encourage l'État partie dans les efforts qu'il déploie pour assurer, aux niveaux national et régional, le suivi des mesures nécessaires pour lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants et combattre ce phénomène.

326. Le Comité recommande que, conformément à l'article 39 de la Convention, de nouvelles mesures soient prises pour faciliter la réadaptation physique et psychologique et la réinsertion sociale des enfants victimes de sévices, de négligence, de violences ou d'exploitation.

327. Le Comité recommande que l'État partie fasse largement connaître au public son rapport, les comptes rendus de la discussion de ce rapport au Comité et les conclusions finales adoptées par ce dernier.

9. Conclusions : Uruguay

328. Le Comité a examiné le rapport initial de l'Uruguay (CRC/C/3/Add.37) de sa 325^e à sa 327^e séance (CRC/C/SR.325 à 327), les 30 septembre et 1^{er} octobre 1996, et a adopté à sa 343^e séance, le 11 octobre 1996, les conclusions ci-après.

a) Introduction

329. Le Comité remercie l'État partie pour les réponses qu'il a apportées par écrit à la liste des questions et pour avoir engagé avec le Comité un dialogue ouvert sur l'application de la Convention, par l'intermédiaire d'une délégation impliquée dans l'élaboration des politiques relatives aux droits de l'enfant. Il note toutefois que le rapport n'a pas été établi conformément à ses directives sur l'établissement des rapports initiaux, qu'il y est principalement question du cadre juridique existant et qu'il ne contient pas suffisamment d'informations sur les autres mesures prises pour faire dûment respecter les droits énoncés dans la Convention.

b) Aspects positifs

330. Le Comité prend note avec satisfaction de ce que l'État partie a déclaré à propos de l'article 38 de la Convention, à savoir que, selon la loi uruguayenne, les enfants de moins de 18 ans ne peuvent participer aux hostilités en cas de conflit armé.

331. Il prend note en l'appréciant du renforcement des institutions démocratiques en Uruguay, y compris les garanties telles que l'habeas corpus et l'amparo (procédure de recours ouverte à tout citoyen en cas de violation de ses droits), dans le cadre du processus de démocratisation du pays.

332. Il note avec satisfaction que les mesures importantes prises dans le domaine social se sont traduites par de bons indicateurs dans les secteurs de la santé et de l'éducation.

c) Principaux sujets de préoccupation

333. Le Comité est préoccupé par l'insuffisance des mesures adoptées pour harmoniser la législation nationale avec les principes et les dispositions de la Convention, alors que les traités internationaux que l'Uruguay a ratifiés sont considérés comme ayant la même importance que les lois ordinaires. Il juge préoccupant par ailleurs que de nouvelles lois n'aient pas été promulguées dans des domaines sur lesquels porte la Convention, notamment l'adoption à l'étranger, l'interdiction de la traite des enfants et de la torture. Il est préoccupé aussi par le fait que le Code de l'enfance adopté en 1934, qui contient un certain nombre de dispositions incompatibles avec la Convention, n'a pas encore été révisé. Il regrette aussi qu'un certain nombre de dispositions juridiques incompatibles avec la Convention soient toujours en vigueur, notamment celles qui concernent l'administration de la justice des mineurs, l'âge minimum de l'accès à l'emploi et l'âge minimum du mariage.

334. Le Comité reconnaît que les autorités ont fait des efforts pour rassembler des données mais il constate avec préoccupation qu'elles n'ont pas adopté suffisamment de mesures pour recueillir des données détaillées sur la situation de tous les enfants, en particulier ceux qui appartiennent aux groupes les plus défavorisés, notamment les enfants de race noire, les enfants handicapés, les enfants des rues, les enfants placés dans des institutions, y compris les institutions pénales, les enfants maltraités et victimes de sévices et les enfants appartenant à des groupes économiquement défavorisés, ce qui constitue un obstacle important à la mise en oeuvre pleine et entière des dispositions de la Convention.

335. Il est préoccupé également par l'insuffisance des mesures adoptées pour assurer une coordination efficace entre

les différents services gouvernementaux ayant compétence dans les domaines sur lesquels porte la Convention, ainsi qu'entre les autorités centrales et les autorités locales.

336. Le Comité est préoccupé par l'insuffisance des fonds budgétaires alloués aux dépenses sociales, en faveur notamment des enfants appartenant aux groupes les plus défavorisés. Il est préoccupé aussi par la tendance à la perpétuation de la pauvreté parmi les groupes d'enfants marginalisés, près de 40 % des enfants de moins de cinq ans vivant dans 20 % des ménages les plus pauvres et 4 % des enfants de ce groupe d'âge souffrant de malnutrition aiguë, tandis que les écarts socio-économiques persistent en ce qui concerne l'accès à l'éducation et aux services de santé.

337. Le Comité est préoccupé par l'insuffisance des mesures prises pour intégrer dans la législation et dans la pratique les principes généraux de la Convention, à savoir la non-discrimination, l'intérêt supérieur de l'enfant et le respect de ses opinions.

338. Il est particulièrement préoccupé à cet égard par la discrimination qui persiste à l'égard des enfants illégitimes, en ce qui concerne notamment la jouissance des droits civils. La procédure suivie pour leur donner un nom est stigmatisante et les empêche de retrouver leurs origines; en outre, les enfants nés d'un parent mineur ne peuvent être reconnus par celui-ci.

339. Le Comité est préoccupé par le taux élevé de grossesses précoces qui a des effets négatifs sur la santé des mères et des bébés et sur la possibilité pour les mères d'exercer leur droit à l'éducation, les grossesses précoces rendant la fréquentation scolaire difficile et étant à l'origine d'un nombre important d'abandons scolaires.

340. Le Comité est vivement préoccupé par l'augmentation de la violence familiale et par l'insuffisance des mesures prises pour prévenir et combattre ce phénomène et favoriser la réinsertion des enfants qui en sont victimes.

341. Il est préoccupé de constater que la notion d'«enfants en situation irrégulière» soit si répandue dans le pays car cela favorise la stigmatisation et, souvent, le placement en institution et la privation de liberté des enfants, en raison de leur situation économique et sociale défavorisée. Il regrette que les dispositions et les principes de la Convention concernant l'administration de la justice des mineurs aient été insuffisamment pris en compte, tant dans la législation que dans la pratique. Insuffisamment de mesures ont été prises notamment pour garantir, entre autres, que la privation de liberté ne soit prononcée qu'en dernier ressort, que les enfants privés de liberté soient traités avec humanité et d'une manière qui tienne compte des besoins de leur âge, que leurs droits à maintenir le contact avec leur famille et à ce que leur cause

soit entendue équitablement soient garantis conformément à l'article 40 de la Convention. Le Comité est en outre préoccupé par le nombre élevé d'enfants placés en institution et par l'insuffisance des mesures prises pour trouver des solutions de remplacement valables au traitement en institution et promouvoir la réinsertion sociale des intéressés.

342. Le Comité note avec préoccupation que le travail des enfants demeure un problème en Uruguay et que les mesures prises pour l'empêcher sont insuffisantes. Il constate aussi avec inquiétude que l'âge minimum de l'emploi dans la législation uruguayenne est inférieur à l'âge minimum fixé dans les conventions internationales, alors que l'Uruguay a ratifié la Convention No 138 de l'OIT.

343. Il est préoccupé par l'insuffisance des mesures prises pour faire largement connaître les principes et les dispositions de la Convention aux adultes comme aux enfants, conformément à l'article 42 de la Convention. Par ailleurs, insuffisamment d'attention a été accordée, afin de faire changer les attitudes, à la formation des professionnels qui travaillent avec et pour des enfants, y compris les enseignants, les personnels de santé, les travailleurs sociaux, les juristes, les fonctionnaires et les chefs de la police, le personnel des établissements dans lesquels des enfants sont détenus et les fonctionnaires des administrations centrales et locales.

d) Suggestions et recommandations

344. Le Comité recommande que, dans le cadre de la réforme juridique que l'Uruguay a entreprise dans le domaine des droits de l'enfant, des mesures soient prises pour rendre la législation nationale pleinement compatible avec les dispositions et les principes de la Convention, y compris ceux qui ont trait à la non-discrimination, à l'intérêt supérieur de l'enfant, à la participation de l'enfant et au respect de ses opinions. Cette réforme devrait tout particulièrement tenir compte des préoccupations exprimées par le Comité lors de sa discussion avec l'État partie, notamment dans les domaines dans lesquels la législation nationale n'est pas conforme à la Convention.

345. Il recommande aussi que d'autres mesures soient prises pour que soient systématiquement recueillies des données quantitatives et qualitatives, classées par catégorie, suivant l'âge, le sexe, la couleur, l'origine rurale ou urbaine et l'origine sociale notamment, pour tous les domaines sur lesquels porte la Convention et tous les groupes d'enfants, en particulier les plus défavorisés. À cet égard, il suggère de poursuivre la coopération avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance en vue d'évaluer les progrès accomplis, d'identifier les difficultés et de définir des priorités pour l'action future.

346. Le Comité suggère que des mesures soient prises pour garantir une coordination efficace entre les institutions existantes qui s'occupent de la protection et de la promotion des droits de l'enfant aux niveaux central et local et que le Gouvernement continue d'envisager la création d'un organisme de contrôle indépendant (ombudsman) ayant compétence dans le domaine des droits de l'enfant.

347. Il recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures qui s'imposent, à la lumière des articles 2, 3 et 4 de la Convention, dans toutes les limites des ressources disponibles, pour garantir que des fonds budgétaires suffisants seront alloués au financement de services pour enfants, en particulier dans les domaines de l'éducation et de la santé, et d'accorder une attention particulière à la protection des enfants appartenant à des groupes vulnérables et marginalisés. À cet égard, le Comité suggère que l'impact sur les enfants des décisions prises à cet égard soit évalué en permanence.

348. Il suggère à l'État partie d'adopter des mesures pour aider de manière appropriée les familles à élever leurs enfants, en vue notamment de prévenir la violence et les sévices au sein du foyer, l'abandon des enfants et leur placement en institution, et afin de promouvoir la recherche dans ces domaines.

349. À propos du nombre élevé de grossesses précoces en Uruguay, le Comité recommande que des mesures soient adoptées pour qu'à l'école les jeunes bénéficient de cours d'éducation familiale et de services appropriés et pour que des programmes de santé soient mis en oeuvre dans le pays.

350. Il suggère également que le placement en institution soit remplacé par des formules appropriées donnant la priorité à l'intérêt supérieur de l'enfant et ayant pour but de promouvoir son développement harmonieux et de le préparer à une participation responsable à la vie de la société. Pour les cas où le placement d'un enfant dans une institution serait nécessaire, des mesures devraient être adoptées prévoyant la révision périodique du traitement auquel l'enfant est soumis et de tous les autres aspects de son placement.

351. Le Comité recommande la création d'un système d'administration de la justice pour mineurs tenant compte des principes et dispositions de la Convention, en particulier de ses articles 37, 39 et 40, ainsi que d'autres normes des Nations Unies concernant cette question, telles que l'Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing), les Principes directeurs des Nations Unies pour la prévention de la délinquance juvénile (Principes directeurs de Riyad) et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté. À cet égard, le Comité recommande à l'État partie d'envisager de solliciter l'aide du Haut

Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme/Centre pour les droits de l'homme et de la Division de la prévention du crime et de la justice pénale du Secrétariat de l'ONU.

352. Il recommande l'adoption de mesures législatives et de mesures préventives en ce qui concerne la question du travail des enfants, portant en particulier sur le relèvement de l'âge minimum d'accès à l'emploi, conformément à la Convention et à la Convention No 138 de l'Organisation internationale du Travail, et de faire comprendre combien l'éducation et la formation professionnelle sont importantes pour les enfants, pour ce qui est de l'acquisition du savoir-faire et des connaissances nécessaires. Il suggère au Gouvernement uruguayen d'envisager de solliciter à nouveau l'aide technique de l'Organisation internationale du Travail à cet égard.

353. Conformément à l'article 42 de la Convention, le Comité recommande que des programmes de formation soient mis sur pied dans le domaine des droits de l'enfant à l'intention des professionnels qui travaillent pour ou avec des enfants, y compris les enseignants, les personnels de santé, les travailleurs sociaux, les juristes, les fonctionnaires et les chefs de la police, le personnel des établissements dans lesquels des enfants sont détenus et les fonctionnaires des administrations centrales et locales. Des mesures devraient être prises en outre pour que les droits de l'enfant soient incorporés dans les programmes scolaires à tous les niveaux. Le Comité est d'avis que des campagnes d'information sur les droits de l'enfant seraient un bon moyen d'appeler l'attention sur les enfants dans la société uruguayenne et de transformer les attitudes négatives à leur égard. Ces campagnes devraient viser à éliminer les attitudes discriminatoires à l'égard des enfants, en particulier ceux qui appartiennent à des groupes vulnérables et marginalisés, et à accroître le respect pour leurs droits fondamentaux. À cet égard, le Comité souligne l'importance des principes généraux de la Convention, à savoir la prise en considération de l'intérêt supérieur de l'enfant, sa participation et le respect de ses opinions, le respect du principe de non-discrimination et du droit à la vie, à la survie et au développement dans toute la mesure possible, principes qui devraient guider et inspirer tous les programmes de formation et d'information dans ce domaine.

354. Le Comité recommande que, conformément au paragraphe 6 de l'article 44 de la Convention, l'État partie assure à son rapport une large diffusion, ainsi qu'aux comptes rendus analytiques de séance et aux conclusions adoptées par le Comité, et envisage d'organiser un débat parlementaire sur l'application de la Convention.

10. Conclusions : Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : territoires dépendants (Hong Kong)

355. Le Comité a examiné le rapport initial du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord consacré aux territoires dépendants (Hong Kong) (CRC/C/11/Add.9) de sa 329^e à sa 331^e séance les 2 et 3 octobre 1996 (CRC/C/SR.329 à 331) et, à sa 343^e séance, le 11 octobre 1996, a adopté les conclusions ci-après.

a) Introduction

356. Le Comité remercie l'État partie d'avoir présenté en temps voulu son rapport initial et les réponses écrites aux questions figurant sur la liste des points à traiter. Il se félicite des renseignements fournis par la délégation dans sa déclaration liminaire et de l'esprit de coopération qui a animé le dialogue engagé lors de la session.

357. Le Comité prend note de la situation spéciale de Hong Kong en tant que territoire qui va changer de souveraineté en rentrant dans le giron de la Chine le 1^{er} juillet 1997. Il prend également note que les questions relatives à la poursuite de l'application de la Convention à Hong Kong, y compris l'établissement des rapports, vont faire l'objet de discussions entre les Gouvernements britannique et chinois dans le cadre du Groupe mixte de liaison.

b) Aspects positifs

358. Note est prise de l'application de la Parent and child Ordinance de 1993 (Ordonnance concernant les parents et les enfants) annulant les disparités juridiques qui pénalisaient précédemment les enfants illégitimes. Le Comité se félicite de l'adoption de la Disability Discrimination Ordinance (Ordonnance sur la discrimination en raison du handicap) visant à promouvoir l'intégration des personnes handicapées dans la communauté.

359. Le Comité se réjouit des diverses mesures que le Gouvernement est en train de prendre face aux dangers que les adultes responsables font encourir aux enfants en les laissant à la maison sans surveillance.

360. Les renseignements sur la mise en place par le Département de la protection sociale d'une permanence téléphonique destinée notamment aux dénonciations de cas de maltraitance d'enfants sont accueillis avec satisfaction. Le Comité prend également note des mesures visant à faire prendre conscience des problèmes courants concernant la santé des adolescents et de la permanence téléphonique mise en place par le Groupe central d'éducation sanitaire du Département de la santé pour recevoir les appels concernant cette question. Il accueille également avec un très vif intérêt le recrutement d'élèves des

écoles secondaires comme ambassadeurs de la santé dans les programmes de formation sur les questions courantes relatives à la santé des adolescents. Le Comité se félicite vivement de la mise en place du nouveau service de santé scolaire qui a vocation à répondre aux besoins en matière de santé des élèves de 6 à 18 ans, ainsi que de l'institution du Fonds pour les soins de santé et la promotion sanitaire visant à intensifier les actions de promotion de la santé et de prévention de la maladie.

361. Le Comité note avec satisfaction les initiatives destinées à rendre les hôpitaux plus accueillants pour les enfants, petits et grands, y compris les améliorations apportées aux services pédiatriques, notamment la création d'aires de jeu pour les enfants et de séjour pour les parents. Le Comité se félicite des améliorations apportées au système général de sécurité sociale, notamment les prestations accordées en application des articles 26 et 27 de la Convention.

362. Le Comité accueille avec satisfaction les renseignements donnés par la délégation concernant les cinq projets de recherche sur les droits des enfants actuellement menés par les universités et financés par le Gouvernement.

363. Le Comité encourage la création d'un organe indépendant qui serait chargé d'enquêter sur les plaintes déposées contre la police à Hong Kong.

c) Principaux sujets de préoccupation

364. À la suite de l'extension de la Convention à Hong Kong en septembre 1994, le Gouvernement britannique a déposé de nouvelles réserves à la Convention applicables au territoire de Hong Kong. Le Comité déplore que l'État partie n'ait pas encore décidé de retirer ses réserves, d'autant qu'elles concernent les horaires de travail des enfants, l'administration de la justice pour mineurs et les réfugiés.

365. Tout en se félicitant de l'adoption de la Bill of Human Rights Ordinance (Ordonnance sur la Déclaration des droits de l'homme), le Comité déplore que cette Bill of Rights ne soit pas garantie. Certes, elle contient des dispositions reconnaissant les deux pactes importants relatifs aux droits de l'homme, dont les articles s'appliquent également aux enfants, mais elle ne mentionne pas expressément la Convention relative aux droits de l'enfant. De ce fait, et compte tenu des mesures positives prises par le Gouvernement pour adopter la Equal Rights Act (loi sur l'égalité des droits) et créer la Equal Opportunities Commission (Commission pour l'égalité des chances), le Comité déplore qu'une stratégie n'ait pas été adoptée pour les droits de l'enfant comme cela a été fait pour l'égalité des sexes. Le Gouvernement s'étant engagé à revoir périodiquement sa législation et ses politiques au regard des principes et dispositions de la Convention, le

Comité s'inquiète de ce que, dans le cadre de ce processus, il ne ressorte pas qu'une priorité suffisante a été accordée à l'idée de créer un organe de surveillance indépendant relatif aux droits de l'enfant et de mettre en oeuvre une approche intégrée et holistique de l'adoption des lois sur les droits de l'enfant.

366. Tout en prenant bonne note des mesures positives prises pour créer divers mécanismes d'application des politiques et programmes de mise en oeuvre des dispositions de la Convention, le Comité se demande si la coordination des activités des institutions gouvernementales responsables est suffisante pour garantir le caractère prioritaire des droits de l'enfant.

367. Le Comité déplore l'insuffisance des mesures visant à garantir l'application intégrale des principes généraux de la Convention, notamment ceux qui sont énoncés aux articles 3 et 12, concernent en particulier le choix, la formulation et la mise en oeuvre de mesures de promotion et de protection des droits de l'enfant. À cet égard, il constate qu'un système destiné à intégrer dans toute élaboration des principes d'action et dans toute prise de décision une analyse des conséquences pour l'enfant n'est pas encore mis en place. À son avis, la persistance de certaines attitudes concernant la perception du rôle assigné aux enfants dans la famille, à l'école et dans la société risque de retarder l'acceptation intégrale de la mise en oeuvre des dispositions des articles 12 et 13 de la Convention à Hong Kong.

368. Pour ce qui est de la situation des enfants immigrants clandestins de Chine et des problèmes qui s'ensuivent d'éclatement des familles entre Hong Kong et la Chine, le Comité est au regret de constater que l'augmentation du nombre des permis, qui est passé de 105 à 150, accordés à ces enfants et à leurs familles ne suffit manifestement pas, considérant que quelque 60 000 enfants se trouvant actuellement en Chine sont susceptibles d'avoir le droit de vivre à Hong Kong à partir du 1er juillet 1997.

369. Même si des mesures ont été prises pour lutter contre la maltraitance d'enfants et les actes de négligence à leur encontre et réduire le nombre des accidents dont ils sont victimes, ces problèmes ne laissent pas d'être inquiétants. De même, les problèmes concernant la santé mentale des adolescents, en particulier celui des suicides, préoccupent vivement le Comité.

370. Les mesures visant à encourager l'allaitement au sein semblent insuffisantes. Le Comité note que le lait en poudre pour nourrissons continue d'être distribué gratuitement dans les hôpitaux, contrairement aux directives internationales en la matière. Il se demande par ailleurs dans quelle mesure les dispositions réglementaires relatives notamment aux congés

de maternité et aux conditions d'emploi des mères allaitantes sont compatibles avec les principes et dispositions de la Convention.

371. Le Comité est d'avis que la mise en oeuvre de l'article 29 de la Convention n'a pas bénéficié de toute l'attention voulue, notamment en ce qui concerne l'intégration appropriée de l'enseignement des droits de l'homme dans les programmes scolaires.

372. La vaste question du sort des enfants vietnamiens se trouvant dans des centres de détention à Hong Kong inquiète profondément le Comité. Ces enfants ont été et restent victimes d'une politique visant à décourager l'arrivée d'autres réfugiés dans la région. Certes, la situation est complexe, mais la détention permanente de ces enfants est une politique incompatible avec la Convention.

373. Par ailleurs, le Comité est d'avis que l'âge de la responsabilité pénale est trop bas pour être conforme aux principes et dispositions de la Convention et déplore qu'il ait été décidé de ne pas le relever.

d) Suggestions et recommandations

374. Les principes et dispositions de la Convention veulent que priorité soit accordée aux problèmes relatifs aux enfants. Parmi ces principes, on citera notamment celui de «l'intérêt supérieur de l'enfant» et celui de la «priorité absolue aux enfants», auquel les gouvernements ont souscrit dans diverses assemblées internationales, y compris la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, qui l'a intégré dans son document final. Il est donc recommandé que toute formulation d'options et de propositions d'action soit accompagnée d'une évaluation des conséquences pour les enfants de sorte que les décideurs élaborent les principes d'action en étant plus conscients des effets de ces derniers sur les droits de l'enfant. Il faudrait en outre traduire et intégrer dans la législation nationale l'approche holistique et globale de la mise en oeuvre des droits de l'enfant recommandée par le Comité. Le Comité recommande que soit créé un mécanisme indépendant spécialement chargé de surveiller la mise en oeuvre des politiques gouvernementales sous l'angle des droits de l'enfant, lequel mécanisme pourrait en outre jouer un rôle important en matière d'information du public et du pouvoir législatif sur l'action menée en faveur des droits de l'enfant. Le Comité recommande en outre que les droits de l'enfant figurent à part entière dans les discussions sur les questions relatives au transfert de souveraineté dont Hong Kong va être l'objet et occupent un rang de priorité élevé dans le dialogue qui se déroule au sein du Groupe mixte de liaison sur ces problèmes et les problèmes connexes.

375. Le Comité recommande que des efforts soient faits pour impliquer davantage la société civile et les organisations non gouvernementales dans la surveillance et la mise en oeuvre de la Convention, notamment la mise au point d'une stratégie globale pour les enfants de Hong Kong.

376. Dans le cadre des efforts de promotion et de protection des droits de l'enfant, notamment par la mise en oeuvre de l'article 4 de la Convention, le Comité recommande d'évaluer plus avant l'efficacité du système actuel de coordination institutionnelle des politiques et programmes relatifs aux droits de l'enfant, en particulier en ce qui concerne la maltraitance. Il aimerait en outre suggérer que la collecte et l'analyse de données statistiques par groupe d'âge s'inspirent des dispositions de l'article premier de la Convention. Il serait d'ailleurs bon d'envisager d'entreprendre ou d'encourager des recherches sur l'élaboration et l'utilisation d'indicateurs pour surveiller la mise en oeuvre de tous les principes et dispositions de la Convention.

377. Au sujet des efforts actuellement déployés pour mieux faire connaître les droits de l'homme et les droits de l'enfant à la population de Hong Kong, le Comité recommande qu'il soit envisagé de prendre des mesures supplémentaires pour informer l'opinion publique sur la Convention relative aux droits de l'enfant et introduire l'enseignement des droits de l'homme et des droits de l'enfant dans les programmes de formation des professionnels. Il préconise l'introduction de questions relatives à la connaissance et à la compréhension de la Convention et de ses principes et dispositions dans les futures enquêtes sur l'esprit civique.

378. Le Comité aimerait recommander que l'on envisage plus avant d'évaluer l'efficacité des mesures visant à sensibiliser l'opinion à la prévention et à l'élimination de la discrimination ainsi qu'à la promotion de la tolérance, notamment s'agissant de la discrimination fondée sur le sexe ou l'origine ethnique, de la discrimination à l'encontre des enfants handicapés et des enfants illégitimes.

379. En ce qui concerne la mise en oeuvre de l'article 12 de la Convention, le Comité recommande qu'une étude soit menée sur la question du rôle des enfants – en tant que détenteurs de droits – dans la famille, à l'école et dans la société, en vue de formuler des recommandations sur la question.

380. Concernant la question des enfants immigrants illégaux venus de Chine, le Comité est d'avis que d'autres mesures s'imposent notamment au regard des difficultés causées par l'éclatement des familles entre Hong Kong et la Chine. Dans l'intérêt supérieur de l'enfant, il faudrait d'urgence faire en sorte de réduire la période d'attente en vue du regroupement des familles, relever le contingent des permis et envisager

d'autres mesures pour régler les problèmes qui se poseront à l'avenir.

381. Le Comité tient à saluer une fois de plus les importants efforts déployés pour lutter contre la maltraitance des enfants. Il demeure que la prévention de cette violation des droits de l'enfant passe par un changement en profondeur des attitudes de l'ensemble de la société s'agissant non seulement du rejet des punitions corporelles et des sévices physiques et psychologiques, mais aussi d'un plus grand respect de la dignité inhérente à l'enfant.

382. Même si l'effectif des travailleurs sociaux s'occupant des cas de maltraitance d'enfants a été renforcé récemment, le nombre des dossiers incombant à chacun demeure excessif, aussi faudrait-il envisager plus avant de prendre les mesures supplémentaires qui s'imposent. Le Comité se félicite du redoublement d'efforts déployés pour créer en priorité des garderies de quartier, notamment pour éviter que les enfants ne restent chez eux sans surveillance. Il accueille avec satisfaction la décision prise d'introduire, dans les futurs examens du Programme d'éducation familiale une évaluation de son efficacité du point de vue de la prévention de la maltraitance des enfants.

383. En ce qui concerne l'amélioration de la situation des enfants handicapés, le Comité se réjouit des mesures actuellement mises en oeuvre pour intégrer les enfants handicapés dans les écoles ordinaires, notamment les investissements dans les changements apportés aux structures scolaires et l'appui à la formation des enseignants pour les aider à moduler leurs méthodes pédagogiques et à les adapter aux besoins des enfants handicapés.

384. Le Comité recommande qu'une évaluation soit faite des mesures introduites pour appuyer la promotion et l'encouragement de l'allaitement au sein. Cette évaluation devrait englober la question de la distribution gratuite du lait en poudre aux nourrissons dans les hôpitaux et la compatibilité des conditions d'emploi avec l'obligation énoncée dans la Convention d'encourager l'allaitement au sein.

385. Le Comité recommande qu'une étude soit menée sur les liens éventuels entre la pression scolaire et les problèmes de santé des adolescents, compte tenu des préoccupations exprimées au sujet de cette question lors de l'examen du rapport. Il faudrait également mener une étude approfondie sur les raisons du suicide chez les jeunes et l'efficacité des programmes de prévention du suicide chez les enfants.

386. Le Comité recommande que l'enseignement des droits de l'homme, notamment l'enseignement de la Convention relative aux droits de l'enfant, fasse partie des matières essentielles et obligatoires dans toutes les écoles. Il note que cela suppose que dans l'emploi du temps scolaire, l'on fasse

suffisamment de place à cette matière. Il estime en outre qu'il serait bon plus tard d'évaluer les activités de sensibilisation des enfants et les programmes d'enseignement mis au point à leur intention dans le domaine des droits de l'homme pour s'assurer qu'ils contribuent efficacement à les équiper pour la vie ainsi qu'à les encourager à prendre leurs décisions compte tenu des droits de l'homme et à aborder les questions s'y rapportant avec un esprit d'analyse. Le Comité tient également à recommander qu'une plus grande priorité soit accordée à la participation des enfants à la vie scolaire, dans l'esprit de l'article 12 de la Convention, y compris aux débats sur les mesures disciplinaires et l'élaboration des programmes. Les moyens permettant une mise en oeuvre intégrale de l'article 31 de la Convention appellent également une étude approfondie.

387. S'agissant de la situation des enfants vietnamiens en détention, le Comité recommande qu'une évaluation de la politique passée et actuelle en la matière soit faite afin que les éventuelles erreurs commises ne se reproduisent plus à l'avenir. Il recommande que pour les enfants qui sont encore en détention, une solution soit trouvée dans le respect des principes et dispositions de la Convention. Il considère par conséquent que des mesures doivent être prises immédiatement d'une part pour garantir une amélioration notoire des conditions de leur détention et d'autre part pour protéger ces enfants à l'avenir.

388. Le Comité recommande qu'une étude de la législation concernant l'âge de la responsabilité pénale soit entreprise en vue de le relever, conformément aux principes et aux dispositions de la Convention.

389. Le Comité recommande que le rapport de l'État partie soit largement distribué et diffusé, de même que les résumés analytiques du débat engagé au sein du Comité, ainsi que les présentes conclusions.

390. Le Comité recommande que le Gouvernement prépare un rapport intérimaire sur les mesures prises pour mettre en oeuvre les suggestions et recommandations énoncées dans les présentes conclusions avant la fin mai 1997.

11. Conclusions : Maurice

391. Le Comité a examiné le rapport initial de Maurice (CRC/C/3/Add.36) de sa 332e à sa 334e séance, les 3 et 4 octobre 1996 (CRC/C/SR.332 à 334), et a adopté les conclusions ci-après à sa 343e séance, le 11 octobre 1996.

a) Introduction

392. Le Comité remercie le Gouvernement mauricien de son rapport initial et des informations supplémentaires détaillées qu'il lui a fournies dans ses réponses écrites aux questions

figurant dans la liste des points à traiter (CRC/C.12/WP.6). Le Comité estime encourageante la franchise qui a marqué la discussion au cours de laquelle la délégation de haut niveau de l'État partie a reconnu que des améliorations étaient nécessaires dans certains domaines en ce qui concerne les enfants.

b) Aspects positifs

393. Le Comité se félicite de l'engagement du Gouvernement mauricien exprimé verbalement et par écrit de retirer la réserve émise à l'égard de l'article 22 de la Convention.

394. Le Comité prend note de la création en 1990, en vertu d'une loi promulguée par le Parlement, du Conseil national pour l'enfance sous l'égide du Ministère des droits de la femme, du développement de l'enfant et de la protection de la famille et se félicite de la mise en place récente d'un comité interministériel sur la prostitution des enfants.

395. Le Comité prend note avec satisfaction des efforts faits par le Gouvernement mauricien pour réformer la législation, notamment la promulgation en novembre 1994 de la loi sur la protection de l'enfance, en vue d'assurer l'application de la Convention.

396. Le Comité accueille avec satisfaction la ratification par l'État partie de la Convention No 138 de l'Organisation internationale du Travail concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi (1973).

397. Le Comité se félicite de la volonté de l'État partie d'instituer un médiateur pour les droits de l'enfant ou un mécanisme indépendant équivalent.

398. Le Comité note aussi avec satisfaction que le Gouvernement mauricien a élaboré et mis en oeuvre le Programme national d'action pour la survie, le développement et la protection des enfants conformément aux recommandations et aux objectifs énoncés dans la Déclaration et le Plan d'action adoptés lors du Sommet mondial pour les enfants, en septembre 1990.

c) Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre de la Convention

399. Le Comité est conscient des particularités géographiques de Maurice. Il note en outre que la population de l'État partie est composée principalement d'immigrants venus de plusieurs continents et ayant des origines ethniques et culturelles différentes.

d) Principaux sujets de préoccupation

400. Le Comité constate avec préoccupation que la Convention ne fait pas partie intégrante de la législation nationale et

que les lois et règlements nationaux ne sont pas entièrement conformes aux principes et aux dispositions de la Convention.

401. Le Comité s'inquiète de ce qu'une attention insuffisante soit accordée aux niveaux national et local à la nécessité de mettre en place un mécanisme de surveillance capable de fournir efficacement un ensemble de données et d'indicateurs systématiques et détaillés sur tous les domaines couverts par la Convention, en particulier le travail des enfants et l'administration de la justice pour mineurs et sur tous les groupes d'enfants, notamment ceux qui sont victimes d'abus ou de mauvais traitements, ainsi que les petites filles, les enfants des familles monoparentales, les enfants nés hors mariage, les enfants abandonnés placés dans des établissements d'accueil et les enfants handicapés et les enfants qui tentent de survivre en vivant ou en travaillant dans les rues.

402. En ce qui concerne la mise en oeuvre de l'article 4 de la Convention, le Comité relève avec inquiétude l'insuffisance des mesures prises pour assurer la mise en oeuvre des droits économiques, sociaux et culturels des enfants dans toute la mesure des ressources disponibles. Il est particulièrement préoccupé par l'insuffisance des mesures et des programmes visant à protéger les droits des enfants les plus vulnérables, en particulier dans le cas des enfants victimes d'abus, des enfants élevés par un parent seul, des enfants nés hors mariage, des enfants abandonnés, des enfants handicapés, des enfants vivant dans la pauvreté et des enfants qui tentent de survivre en vivant ou en travaillant dans les rues. Il est également préoccupé par l'absence de données détaillées sur les crédits budgétaires alloués à l'enfance.

403. L'État partie n'a pas encore reflété pleinement dans sa législation et dans ses politiques les principes généraux de la Convention : non-discrimination (art. 2), intérêt supérieur de l'enfant (art. 3) et respect des opinions de l'enfant (art. 12).

404. Le Comité est préoccupé par l'insuffisance des mesures prises pour faire largement connaître les principes et les dispositions de la Convention aux adultes comme aux enfants, conformément à l'article 42.

405. Le Comité se demande si le système d'enseignement est bien conforme aux dispositions de la Convention relatives au droit à l'éducation. À ce sujet, il est vivement préoccupé par les taux élevés d'abandon scolaire, spécialement à la fin du cycle primaire, et par le taux d'analphabétisme. Il est également préoccupé par le fait que les établissements privés ne font l'objet d'aucune supervision. Il s'inquiète en outre des difficultés que les enfants handicapés rencontrent pour accéder aux écoles primaires ordinaires.

406. Le Comité constate avec préoccupation que les dispositions du Code pénal relatives à la protection contre les

violences sexuelles, qui ne prévoient aucune protection pour les garçons, ne sont pas conformes aux principes et aux dispositions de la Convention.

407. Quoique l'emploi des enfants soit régi par la loi sur le travail de 1975 qui interdit l'emploi d'enfants âgés de moins de 15 ans, le Comité note avec une vive préoccupation que le recensement de 1990 a confirmé que l'on a recours au travail d'enfants, en particulier dans l'île de Rodrigues où le travail des enfants est courant.

408. Le Comité est préoccupé par l'augmentation du nombre de cas de sévices à enfants, notamment des cas d'infanticide, de violences au sein du foyer et de prostitution d'enfants et par l'absence de mesures propres à assurer la réadaptation psychosociale des enfants victimes de telles violences.

409. Tout en prenant note avec satisfaction de la mise en place du Conseil national de l'adoption, le Comité s'inquiète de l'insuffisance des dispositions prévues pour protéger les droits des enfants dans le cas de l'adoption internationale.

410. Le Comité juge préoccupante la situation dans le domaine de l'administration de la justice pour mineurs qu'il considère en particulier comme incompatible avec les articles 37, 39 et 40 de la Convention et avec d'autres normes internationales applicables.

e) Suggestions et recommandations

411. Dans l'esprit de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne adoptés en juin 1993 par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, qui a prié instamment les États de retirer les réserves qu'ils avaient formulées à l'égard de la Convention relative aux droits de l'enfant, le Comité encourage l'État partie à prendre des mesures en vue de retirer sa réserve concernant l'article 22 de la Convention.

412. Le Comité recommande à l'État partie de prendre des mesures législatives pour s'assurer que sa législation nationale soit conforme aux dispositions de la Convention. Il l'encourage en outre à poursuivre ses efforts visant à renforcer le cadre institutionnel prévu pour promouvoir et protéger les droits fondamentaux en général et les droits de l'enfant en particulier.

413. Le Comité recommande à l'État partie de renforcer la coordination entre les différents organes gouvernementaux qui s'occupent des droits de l'enfant aux niveaux national et local, en vue d'élaborer une politique nationale relative à l'enfance et d'évaluer efficacement la mise en oeuvre de la Convention dans le pays.

414. Le Comité recommande en outre à l'État partie de s'attacher en priorité à mettre au point un système de collecte de données et à définir des indicateurs précis appropriés

couvrant tous les aspects de la Convention et tous les groupes d'enfants de la société mauricienne. Ces mécanismes pourront jouer un rôle crucial dans la surveillance systématique de la situation des enfants et dans l'évaluation des progrès réalisés et des difficultés empêchant la réalisation des droits de tous les enfants. Ils pourront servir à concevoir des programmes propres à améliorer la situation des enfants, en particulier celle des enfants qui appartiennent aux groupes les plus défavorisés, notamment les enfants handicapés, les enfants nés hors mariage, les enfants maltraités et soumis à des violences au sein de la famille, les enfants victimes d'exploitation sexuelle et ceux qui, pour survivre, sont contraints de vivre ou de travailler dans les rues. Le Comité suggère en outre à l'État partie de faire appel à la coopération internationale à cet égard.

415. Le Comité encourage l'État partie à envisager de mettre en place un mécanisme indépendant, tel qu'un médiateur pour les droits de l'enfant.

416. Le Comité encourage le Gouvernement mauricien à s'attacher particulièrement à mettre pleinement en oeuvre l'article 4 de la Convention et à assurer une répartition adéquate des ressources aux niveaux central et local. Des crédits budgétaires devraient être alloués pour obtenir la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels dans toute la mesure des ressources disponibles et compte tenu de l'intérêt supérieur de l'enfant.

417. Le Comité recommande à l'État partie de lancer, à l'intention des enfants et des adultes, une campagne permanente d'information portant sur la Convention relative aux droits de l'enfant. Le Gouvernement devrait envisager d'inscrire des cours sur la Convention dans les programmes d'enseignement et de prendre des mesures appropriées pour faciliter l'accès des enfants aux informations qui leur sont destinées. Le Comité suggère à l'État partie d'élaborer un vaste programme de formation à l'intention des spécialistes concernés tels que les enseignants, les travailleurs sociaux, les médecins, les responsables de l'application des lois et les fonctionnaires des services d'immigration. Les fonctionnaires de police doivent recevoir une formation spéciale portant sur les sévices à enfants et les abandons d'enfants.

418. Le Comité encourage l'État partie à entreprendre une étude approfondie des incidences de la malnutrition sur le développement de l'enfant en rapport avec les abandons scolaires et le travail des enfants, et à prendre toutes les mesures appropriées pour s'attaquer à ce problème. L'État partie pourrait faire appel à la coopération internationale pour mener à bien cette tâche et il devrait envisager de renforcer ses liens de coopération avec l'Organisation internationale du Travail et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Le Comité recommande en outre à l'État partie de promouvoir

et d'appuyer la création de garderies sur le lieu de travail pour permettre aux enfants des femmes qui travaillent d'avoir un développement sain.

419. Le Comité recommande à l'État partie de faire une étude globale sur la qualité du système d'enseignement. À la lumière de l'article 2 de la Convention, il recommande en outre à l'État partie de prendre toutes les mesures nécessaires pour lutter contre l'abandon scolaire et empêcher le travail des enfants. Des mesures devraient être prises pour prévenir une multiplication des attitudes discriminatoires ou des préjugés visant les petites filles et les enfants appartenant à des groupes minoritaires. Le Comité suggère en outre à l'État partie d'inscrire l'éducation sexuelle aux programmes d'enseignement. Il lui recommande d'entreprendre des études approfondies de ces questions importantes pour permettre une meilleure compréhension de ces phénomènes et faciliter l'élaboration de politiques et de programmes efficaces en vue de les combattre.

420. Le Comité recommande en outre à l'État partie, pour protéger pleinement les droits des enfants en cours d'adoption, d'envisager de ratifier la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale (1993).

421. Conformément aux articles 19, 34 et 35 de la Convention, le Comité encourage l'État partie à prendre toutes les mesures appropriées pour empêcher et combattre la maltraitance des enfants, y compris les mauvais traitements infligés au sein de la famille, les châtiments corporels, le travail des enfants et l'exploitation sexuelle d'enfants, notamment dans le cadre du tourisme sexuel. Le Comité recommande en outre à l'État partie d'envisager de modifier le Code pénal à la lumière de la Convention. De nouvelles mesures devraient être prises en vue d'assurer la réadaptation physique et psychologique des victimes de sévices, de négligence, de mauvais traitement, de violence ou d'exploitation conformément à l'article 39 de la Convention.

422. Le Comité recommande à l'État partie d'envisager d'entreprendre une réforme générale de la loi sur les jeunes délinquants dans l'esprit de la Convention, en tenant compte en particulier des articles 37, 39 et 40 et d'autres normes applicables des Nations Unies, telles que les Règles de Beijing, les Règles de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté. L'État partie devrait veiller particulièrement à ce que la privation de liberté soit considérée comme une mesure de dernier recours, et soit d'une durée aussi brève que possible, et il devrait protéger les droits des enfants privés de liberté, faire respecter les garanties judiciaires, assurer l'indépendance totale et l'impartialité de la justice. Des programmes de formation portant sur les normes internationales applicables devraient être organi-

sés à l'intention de tous les spécialistes concernés par le système de justice pour mineurs. Le Comité recommande en outre à l'État partie de modifier les dispositions de la législation pénale à l'effet de criminaliser les agissements des adultes qui ont des relations sexuelles avec des garçons de moins de 16 ans. Le Comité suggère en outre à l'État partie d'envisager de solliciter à cette fin les services d'assistance technique du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme/Centre pour les droits de l'homme et de la Division de la prévention du crime et de la justice pénale du Secrétariat de l'ONU.

423. Enfin, à la lumière du paragraphe 6 de l'article 44 de la Convention, le Comité recommande à l'État partie de veiller à ce que son rapport initial ainsi que ses réponses écrites soient mis à la disposition du public et d'envisager de publier le rapport ainsi que les comptes rendus analytiques pertinents et les conclusions du Comité. Il faudrait que ce document soit distribué largement en vue de susciter un débat sur la Convention, son application et sa surveillance au sein du Gouvernement, au Parlement, dans l'opinion et les organisations non gouvernementales intéressées et pour mieux la faire connaître.

12. Conclusions : Slovénie

424. Le Comité a examiné le rapport initial de la Slovénie (CRC/C/8/Add.25) à ses 337^e et 338^e séances (voir les documents CRC/C/SR.337 et 338), tenues le 9 octobre 1996 et, à sa 343^e séance, tenue le 11 octobre 1996, il a adopté les conclusions ci-après.

a) Introduction

425. Le Comité remercie le Gouvernement slovène d'avoir engagé, par le truchement d'une délégation multidisciplinaire, un dialogue ouvert, constructif et fructueux. Il se félicite aussi de la présentation de son rapport initial et des renseignements supplémentaires très détaillés qui lui ont été fournis par écrit. Le Comité est encouragé par la franchise et l'esprit de coopération qui ont caractérisé les débats, au cours desquels les représentants de l'État partie ont indiqué non seulement les orientations de ses politiques et programmes, mais aussi les difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre de la Convention.

b) Aspects positifs

426. Le Comité note avec satisfaction les mesures prises par le Gouvernement pour promouvoir la démocratie et les droits de l'homme dans la société, notamment par des dispositions constitutionnelles. À cet égard, il se félicite de l'introduction dans la Constitution de 1991 d'une partie entièrement

consacrée aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales, dans laquelle figure aussi la définition des droits de l'enfant. Le Comité est également encouragé par l'adoption récente, à la lumière de la Convention, d'une nouvelle législation relative à l'éducation, à la santé et à la sécurité sociale. Il prend note également de la récente publication du Livre blanc sur l'éducation (1996).

427. Le Comité se félicite de la création récente de la Commission sur les mauvais traitements à enfant. Il est aussi encouragé par la création du poste de médiateur pour les droits de l'homme, dont la tâche est de sauvegarder les droits de l'homme, y compris les droits de l'enfant.

428. Le Comité se félicite de l'adoption en 1995 du Plan d'action national en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant. Il note aussi que la Convention a été traduite en slovène et que l'État partie s'efforce de diffuser une documentation visant à promouvoir cet instrument.

429. Le Comité accueille favorablement la volonté manifestée par le Gouvernement de collaborer avec des organisations non gouvernementales. Il est encouragé par l'ouverture dont font preuve les autorités de l'État partie en se montrant prêtes à faire participer des organisations non gouvernementales au processus d'établissement des rapports qui doivent être présentés au Comité.

430. Le Comité est encouragé par les initiatives de l'État partie visant à promouvoir les droits de l'enfant par le biais de l'organisation de manifestations, de la publication de documents et de la production d'émissions de télévision. À cet égard, le Comité se félicite notamment de la création d'un parlement national des enfants qui a déjà tenu six sessions et de l'existence de réunions de «Conseils de jeunes et d'enfants-maires».

c) Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre de la Convention

431. Le Comité reconnaît les difficultés auxquelles se heurte l'État partie dans la présente période de transition politique. Il note aussi que la transition de l'État partie vers une économie de marché a eu de graves incidences sur la population, en particulier sur tous les groupes vulnérables, y compris les enfants, qui se traduisent par une augmentation du chômage et de la criminalité.

432. Le Comité note aussi les problèmes résultant de la guerre qui s'est déroulée dans la région. Bien que la Slovénie n'ait participé directement aux combats que pendant peu de temps, l'État partie abrite depuis 1991 un grand nombre de réfugiés, y compris des enfants.

d) Principaux sujets de préoccupation

433. Le Comité est d'avis que la réserve faite par l'État partie au paragraphe 1 de l'article 9 soulève des questions quant à sa compatibilité avec les principes et dispositions de la Convention, notamment le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant.

434. Tout en se félicitant de l'existence – et de la création – d'organismes gouvernementaux ayant compétence pour traiter du bien-être des enfants aux niveaux national et local, le Comité estime qu'une coordination effective doit être établie entre ces organismes pour mettre au point une méthode globale de mise en oeuvre de la Convention.

435. Le Comité est préoccupé par l'absence de mécanisme de contrôle intégré et systématique, couvrant tous les domaines dont traite la Convention et intéressant tous les groupes d'enfants, particulièrement ceux qui sont touchés par les conséquences de la transition économique. Le Comité encourage aussi l'État partie à renforcer sa capacité actuelle de collecte de données et de statistiques pour évaluer les progrès réalisés et l'effet des politiques adoptées sur les enfants, en particulier les groupes d'enfants les plus vulnérables.

436. En ce qui concerne l'article 2 de la Convention, le Comité note avec préoccupation que le principe de la non-discrimination n'est pas pleinement appliqué en ce qui concerne les enfants handicapés.

437. Le Comité s'inquiète de ce que la transition vers une économie de marché puisse menacer le plein exercice par les enfants de leurs droits reconnus par la Convention. Il est également préoccupé par l'insuffisance du soutien accordé aux familles monoparentales.

438. Le Comité est préoccupé par le fait que les enfants qui quittent l'école pendant la période de scolarité obligatoire se voient offrir des possibilités insuffisantes en matière de programmes d'éducation de remplacement, par exemple de formation professionnelle.

439. Le Comité est préoccupé de constater que les mesures voulues n'ont pas encore été prises pour empêcher et combattre efficacement les mauvais traitements infligés aux enfants dans le cadre familial et s'inquiète également de l'insuffisance des informations à ce sujet.

440. Le Comité est préoccupé par le fait que la société n'est pas assez sensibilisée aux besoins et à la situation des enfants particulièrement vulnérables, tels que les enfants roms.

441. Le Comité est préoccupé par le fait que dans certains cas précis, les droits de l'enfant risquent de ne pas être

pleinement pris en compte dans les procédures d'adoption internationale.

442. La situation en ce qui concerne l'administration de la justice pour mineurs, et notamment la question de sa compatibilité avec les articles 37, 39 et 40 de la Convention ainsi qu'avec d'autres normes applicables telles que les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté, donne matière à préoccupation. Le bas âge de la responsabilité pénale ainsi que la longueur de l'enquête préalable et de la détention préventive inspirent une vive préoccupation au Comité.

e) Suggestions et recommandations

443. Le Comité prend note de la déclaration de la délégation selon laquelle la réserve faite au paragraphe 1 de l'article 9 par la Slovénie lorsqu'elle a ratifié la Convention pourrait être reconsidérée en vue de la retirer. Il tient à encourager l'État partie à envisager de retirer cette réserve à la Convention et souhaiterait être tenu informé des faits nouveaux concernant cette question.

444. Le Comité recommande à l'État Partie de renforcer les mécanismes visant à resserrer la coordination des politiques gouvernementales ainsi que celles des autorités centrales et locales dans le domaine des droits de l'enfant, en vue d'éliminer les éventuelles disparités ou discriminations dans la mise en oeuvre de la Convention et de veiller à ce que celle-ci soit pleinement respectée dans toute la Slovénie.

445. Le Comité encourage l'État partie à poursuivre et développer encore sa politique visant à diffuser des informations sur la Convention et à la mieux faire connaître. Il invite aussi instamment les autorités à intégrer la Convention et les droits de l'enfant dans les programmes de formation des catégories professionnelles qui s'occupent de l'enfance (enseignants, responsables de l'application des lois, personnel des centres d'éducation surveillée, juges, travailleurs sociaux, agents sanitaires, etc.) ainsi que dans les programmes scolaires et universitaires.

446. Le Comité recommande que l'État partie prenne toutes les mesures voulues pour réduire le taux d'abandon scolaire en développant notamment la formation professionnelle et les programmes pédagogiques de substitution.

447. En cette difficile période de transition vers une économie de marché, le Comité encourage l'État partie à prendre toutes les mesures voulues pour maintenir et renforcer le plein exercice des droits de l'enfant, tout particulièrement en vue de garantir que les ressources disponibles soient affectées dans toute la mesure possible à la mise en oeuvre des droits

économiques, sociaux et culturels, compte tenu des principes de la non-discrimination et de l'intérêt supérieur de l'enfant.

448. Eu égard à l'article 19 de la Convention, le Comité recommande en outre au Gouvernement de prendre toutes les mesures voulues, notamment des mesures législatives, pour lutter contre les mauvais traitements dans le cadre de la famille et les violences sexuelles sur la personne d'un enfant. Il propose aux autorités de rassembler des informations et de mettre en chantier une étude détaillée visant à améliorer la compréhension de la nature et de l'ampleur du problème ainsi qu'à organiser des programmes sociaux ayant pour but de prévenir tous les types de mauvais traitements infligés à des enfants.

449. S'agissant de l'adoption internationale, l'État partie est encouragé à ratifier la Convention de La Haye de 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale.

450. Dans le domaine de l'administration de la justice pour mineurs, le Comité recommande à l'État partie d'élever l'âge minimum de la responsabilité pénale et de prendre toutes les mesures voulues pour réduire la longueur de l'enquête préalable et de la détention préventive.

451. Enfin, eu égard au paragraphe 6 de l'article 44 de la Convention, le Comité recommande que le rapport initial et les réponses écrites présentés par la Slovénie soient largement diffusés auprès du grand public et qu'il soit envisagé de publier le rapport, avec les comptes rendus analytiques pertinents et les conclusions adoptées à son sujet par le Comité. Le document devrait recevoir une large diffusion afin de faire connaître la Convention, son application et son suivi et de susciter la discussion au sein du Gouvernement, du Parlement et du public en général, y compris les organisations non gouvernementales intéressées.

13. Conclusions : Bulgarie

452. Le Comité a examiné le rapport initial de la Bulgarie (CRC/C/8/Add.29) à ses 345^e à 347^e séances, les 7 et 8 janvier 1997 (CRC/C/SR.345 à 347), et a adopté les conclusions ci-après à sa 371^e séance, le 24 janvier 1997.

a) Introduction

453. Le Comité remercie le Gouvernement bulgare d'avoir engagé, par le truchement de sa délégation, un dialogue ouvert, constructif et fructueux. Il se félicite aussi de la présentation des renseignements supplémentaires détaillés qui lui ont été fournis par écrit. Le Comité est encouragé par la franchise et l'esprit de coopération qui ont caractérisé les débats, au cours desquels les représentants de l'État partie ont indiqué non seulement les orientations de ses politiques

et programmes, mais aussi les difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre de la Convention.

b) Aspects positifs

454. Le Comité note avec satisfaction que le Gouvernement a consenti des efforts importants pour réformer la législation en vigueur, en adoptant notamment une nouvelle Constitution (1991) et une série de lois sur la protection sociale (1991), l'éducation nationale (1992), les centres d'hébergement d'enfants sans foyer (1995) ainsi qu'en apportant des modifications au Code pénal (1995) et à la récente loi de répression et de prévention de la délinquance juvénile (1996).

455. Le Comité se félicite que la Constitution stipule que les instruments internationaux ratifiés par la Bulgarie font partie intégrante de la législation nationale et priment sur les dispositions de cette dernière qui pourraient leur être contraires.

456. Le Comité salue la création, en 1995, du Comité de la jeunesse et de l'enfance.

c) Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre de la Convention

457. Le Comité reconnaît les difficultés auxquelles se heurte l'État partie dans la présente période de transition vers l'économie de marché, transition qui a eu de graves incidences sur la population, en particulier sur tous les groupes vulnérables – y compris les enfants – et s'est traduite par une augmentation du chômage et de la pauvreté.

d) Principaux sujets de préoccupation

458. Le Comité constate avec préoccupation que les lois et règlements nationaux ne sont pas entièrement conformes aux principes et aux dispositions de la Convention. Il s'inquiète également de ce qu'une loi sur la protection de l'enfance n'ait pas encore été élaborée et adoptée.

459. Tout en se félicitant de l'existence d'organismes gouvernementaux ayant compétence pour traiter du bien-être des enfants aux niveaux national et local, le Comité estime qu'une coordination effective doit être établie entre ces organismes pour mettre au point une méthode globale de mise en oeuvre de la Convention.

460. Le Comité est préoccupé par l'absence de stratégie intégrée concernant les enfants et de mécanisme de contrôle systématique des progrès réalisés dans tous les domaines dont traite la Convention et intéressant tous les groupes d'enfants en milieu urbain et rural, particulièrement ceux qui sont touchés par les conséquences de la transition économique. Il juge nécessaire que l'État partie renforce ses moyens de

collecte et de traitement des données pour évaluer les résultats obtenus et l'effet des politiques adoptées sur les enfants, en particulier sur les groupes d'enfants les plus vulnérables.

461. Malgré l'existence d'un débat national, le Comité regrette l'absence d'un organisme indépendant qui serait chargé de veiller au respect des droits de l'homme, en particulier des droits de l'enfant.

462. En ce qui concerne la mise en oeuvre de l'article 4 de la Convention, le Comité constate avec préoccupation l'insuffisance des mesures prises et le peu de moyens dont disposent les organismes en place, notamment le Comité de la jeunesse et de l'enfance, pour assurer la mise en oeuvre des droits économiques, sociaux et culturels des enfants dans toute la mesure des ressources disponibles. Il s'inquiète particulièrement de l'insuffisance des politiques, des mesures et des programmes visant à protéger les droits des enfants les plus vulnérables, en particulier dans le cas des enfants vivant dans la pauvreté, des enfants nés hors mariage, des enfants abandonnés, des enfants handicapés, des enfants victimes de sévices, des enfants appartenant à des minorités, notamment des enfants roms, et de ceux qui tentent de survivre en vivant ou en travaillant dans les rues.

463. Le Comité note avec préoccupation que les principes généraux de la Convention énoncés dans les articles 2 (non-discrimination), 3 (intérêt supérieur de l'enfant) et 12 (respect des opinions de l'enfant) ne sont pas encore pleinement appliqués et dûment pris en compte en vue de la mise en oeuvre intégrale de la Convention. Il s'inquiète particulièrement de l'insuffisance des mesures adoptées pour empêcher et combattre les discriminations dont sont victimes les enfants roms, les enfants handicapés et les enfants nés hors mariage. Il est tout autant préoccupé par la prise en compte insuffisante du principe de l'intérêt supérieur de l'enfant dans des situations telles que la détention, le placement en institution et l'abandon d'enfants ainsi qu'en ce qui concerne le droit de l'enfant de témoigner devant un tribunal.

464. Malgré les initiatives déjà prises par les autorités, le Comité reste préoccupé par l'insuffisance des mesures adoptées pour faire connaître et pour enseigner à tous les acteurs de la société, adultes et enfants confondus, les dispositions et les principes de la Convention. Les carences de la formation dispensée à ce sujet aux catégories professionnelles telles que les juristes, les juges, les agents de la force publique, les enseignants, les travailleurs sociaux et les fonctionnaires, constituent également un sujet de préoccupation.

465. Le Comité s'inquiète en outre des mauvais traitements auxquels seraient soumis des enfants dans la famille ou dans des institutions ainsi que de l'absence de mesures propres à assurer la réadaptation psychosociale des enfants qui en sont

victimes. Le fait que des mauvais traitements sont infligés à des enfants par des agents de la force publique à l'intérieur comme à l'extérieur des centres de détention est jugé très préoccupant, même s'il s'agit de cas isolés. De plus, l'augmentation récente de la prostitution des enfants ainsi que la production et la diffusion accrues de matériels pornographiques impliquant des enfants constituent un motif d'inquiétude. À cet égard, le Comité est gravement préoccupé par le fait que les lois et les programmes voulus n'ont pas été adoptés pour empêcher et combattre l'exploitation et les sévices sexuels.

466. En ce qui concerne l'adoption, malgré les modifications apportées récemment à la législation en vigueur, le Comité s'inquiète de l'incompatibilité du cadre juridique actuel avec les principes et les dispositions de la Convention, en particulier avec le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant (art. 3).

467. Le Comité est préoccupé par l'insuffisance des mesures prises en ce qui concerne la malnutrition infantile, les enfants handicapés physiques et mentaux ainsi que les grossesses et les mariages précoces. Le problème du suicide des jeunes le préoccupe également.

468. Au sujet de la pleine application des articles 28 et 29 de la Convention et malgré la coopération internationale existant dans ce domaine, le Comité s'inquiète du taux d'abandon scolaire et de l'absence de programmes pédagogiques de substitution. Il est également préoccupé par l'insuffisance des mesures prises pour s'assurer que les programmes scolaires sont inspirés par les principes et les dispositions de la Convention, notamment dans le domaine de l'enseignement des droits de l'homme.

469. Par ailleurs, le Comité s'inquiète de ce qu'aucune disposition juridique ne protège les enfants employés dans le secteur non structuré.

470. La situation en ce qui concerne l'administration de la justice pour mineurs, et notamment la question de sa compatibilité avec les articles 37, 39 et 40 de la Convention ainsi qu'avec d'autres normes applicables telles que les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté, donne matière à préoccupation. Malgré les modifications récemment apportées à la législation, le Comité est particulièrement préoccupé, entre autres, par la question du droit des enfants de bénéficier de l'aide judiciaire et d'un pourvoi en révision, par le fait que la privation de liberté n'est pas utilisée comme une mesure de dernier ressort, et par la discrimination des catégories d'enfants les plus vulnérables, notamment de ceux appartenant à la minorité rom.

e) Suggestions et recommandations

471. Le Comité recommande au Gouvernement de procéder à un réexamen complet de la législation nationale afin de la rendre pleinement conforme aux principes et aux dispositions de la Convention, en particulier dans les domaines du travail, de l'adoption, de l'administration de la justice pour mineurs et de la violence familiale. En outre, il recommande au Gouvernement d'envisager, au plus tôt, d'adopter une loi sur la protection de l'enfance.

472. Le Comité recommande à l'État partie de renforcer la coordination entre les différents organes gouvernementaux qui s'occupent des droits de l'enfant aux niveaux national et local, en vue d'élaborer une politique nationale relative à l'enfance et d'évaluer efficacement la mise en oeuvre de la Convention dans le pays. Il engage l'État partie à continuer de s'employer à renforcer le cadre institutionnel élaboré pour promouvoir et protéger les droits de l'homme en général et les droits de l'enfant en particulier. Il l'invite également à coopérer étroitement avec les organisations non gouvernementales.

473. Le Comité recommande en outre à l'État partie de s'attacher en priorité à mettre au point un système de collecte de données et à définir des indicateurs précis appropriés couvrant tous les aspects de la Convention et tous les groupes d'enfants de la société. Ces mécanismes pourront jouer un rôle crucial dans la surveillance systématique de la situation des enfants et dans l'évaluation des progrès réalisés et des difficultés empêchant la réalisation des droits de tous les enfants. Ils pourront servir à concevoir des programmes propres à améliorer la situation des enfants, en particulier celle des enfants qui appartiennent aux groupes les plus défavorisés, notamment les enfants handicapés, les enfants nés hors mariage, les enfants maltraités et soumis à des sévices au sein de la famille, les enfants placés en institution ou privés de liberté, les enfants victimes d'exploitation sexuelle, les enfants appartenant à des groupes minoritaires, notamment à la minorité rom, et ceux qui, pour survivre, sont contraints de vivre ou de travailler dans les rues. Le Comité suggère également à l'État partie de faire appel à la coopération internationale à cet égard.

474. Le Comité encourage l'État partie à continuer d'envisager la création d'un mécanisme indépendant chargé de veiller au respect des droits de l'enfant, tel qu'un médiateur ou une commission nationale pour les droits de l'enfant.

475. Le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures voulues pour que chaque décision relative au droit de l'enfant de témoigner devant un tribunal tienne pleinement compte du principe de l'intérêt supérieur de l'enfant (art. 3).

476. Le Comité recommande à l'État partie de lancer, à l'intention des enfants et des adultes, une campagne systématique d'information portant sur la Convention relative aux droits de l'enfant. L'État partie devrait envisager d'inscrire des cours sur la Convention dans les programmes d'enseignement et prendre des mesures appropriées pour faciliter l'accès des enfants aux informations qui concernent leurs droits. Le Comité suggère à l'État partie d'élaborer un vaste programme de formation à l'intention des catégories professionnelles travaillant avec et pour les enfants, telles que les juristes, les juges, les enseignants, les travailleurs sociaux, les médecins, les agents de la force publique et le personnel des établissements pour enfants. Les fonctionnaires de police doivent recevoir une formation spéciale portant sur les sévices et les actes de négligence dont sont victimes les enfants.

477. Le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures qui s'imposent, à la lumière des articles 2, 3 et 4 de la Convention, dans toutes les limites des ressources disponibles, pour garantir que des fonds budgétaires suffisants seront alloués au financement de services pour enfants et d'accorder une attention particulière à la protection des enfants appartenant à des groupes vulnérables et marginalisés. À cet égard, il suggère que «l'impact sur les enfants» des décisions prises par les autorités soit évalué en permanence.

478. Le Comité propose également que le placement en institution soit remplacé par des formules appropriées donnant la priorité à l'intérêt supérieur de l'enfant et ayant pour but de promouvoir son développement harmonieux et de le préparer à une participation responsable à la vie de la société. Pour les cas où le placement d'un enfant dans une institution serait nécessaire, des mesures devraient être adoptées prévoyant la révision périodique du traitement auquel l'enfant est soumis et de tous les autres aspects de son placement. On devrait envisager de mettre en place un système de «tutelle ad litem».

479. Le Comité suggère en outre à l'État partie d'adopter des mesures pour aider de manière appropriée les familles à élever leurs enfants, par le biais de conseils aux parents, en vue notamment de prévenir la violence et les sévices au sein du foyer, l'abandon des enfants et leur placement en institution. La recherche devrait être favorisée dans tous ces domaines.

480. Afin de prévenir les grossesses précoces, le Comité préconise de renforcer l'éducation sexuelle et d'organiser des campagnes d'information sur la planification familiale. Il recommande également au Gouvernement d'entreprendre une étude nationale détaillée sur le suicide des jeunes, en vue de permettre aux autorités de mieux comprendre ce phénomène et de prendre les mesures voulues pour réduire le taux de suicide.

481. Eu égard aux articles 19, 34 et 37 a) de la Convention, le Comité recommande vivement à l'État partie de prendre toutes les mesures appropriées pour empêcher et combattre les châtements corporels, les sévices et l'exploitation sexuels ainsi que les mauvais traitements dont sont victimes les enfants, y compris dans les institutions et dans les centres de détention. Il suggère que les châtements corporels soient interdits par la législation civile et que des dispositions juridiques appropriées soient adoptées pour lutter contre les sévices et l'exploitation sexuels auxquels les enfants sont soumis. Les cas de sévices devraient faire l'objet d'une enquête en règle, des sanctions devraient être prises contre leurs auteurs et les décisions adoptées dans ces affaires devraient recevoir la publicité voulue. De nouvelles mesures devraient être prises en vue d'assurer la réadaptation physique et psychologique et la réinsertion sociale des victimes de sévices, de négligences, de mauvais traitements, de violences ou d'exploitation conformément à l'article 39 de la Convention.

482. En ce qui concerne l'adoption, le Comité préconise de prendre des mesures d'ordre juridique et institutionnel afin d'harmoniser intégralement les lois et procédures, aux niveaux national et international, avec les principes et les dispositions de la Convention. À cet égard, il suggère à l'État partie de continuer d'envisager de ratifier la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale (1993).

483. Dans le domaine de l'éducation, le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures voulues pour prévenir l'abandon scolaire, et de renforcer les programmes visant à maintenir les enfants scolarisés. Les programmes scolaires devraient être remaniés dans le souci de promouvoir le respect de la Convention. Celle-ci devrait être inscrite dans les programmes de formation professionnelle.

484. Tout en se félicitant de la ratification par l'État partie de la Convention No 138 de l'Organisation internationale du Travail, le Comité recommande à ce dernier de prendre toutes les mesures juridiques et autres nécessaires pour protéger les enfants de l'exploitation économique par le travail, y compris dans le secteur non structuré.

485. Le Comité recommande à l'État partie d'envisager d'entreprendre une réforme générale du système de justice pour mineurs dans l'esprit de la Convention, en tenant compte en particulier des articles 37, 39 et 40 et d'autres normes applicables des Nations Unies, telles que les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté. L'État partie devrait accorder une attention particulière au droit des enfants de bénéficier rapidement de l'aide judiciaire et d'un pourvoi en révision. Des programmes de

formation portant sur les normes internationales devraient être organisés en priorité à l'intention de tous les professionnels intervenant dans le système de justice pour mineurs et des tribunaux spécialisés devraient être établis à titre prioritaire. Le Comité suggère en outre à l'État partie d'envisager de solliciter à cette fin les services d'assistance technique du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme/Centre pour les droits de l'homme et de la Division de la prévention du crime et de la justice pénale du Secrétariat de l'ONU.

486. Enfin, à la lumière du paragraphe 6 de l'article 44 de la Convention, le Comité recommande à l'État partie de veiller à ce que son rapport initial ainsi que ses réponses écrites soient mis à la disposition du public et d'envisager de publier le rapport ainsi que les comptes rendus analytiques pertinents et les conclusions du Comité. Il faudrait que ce document soit distribué largement en vue de susciter un débat sur la Convention, son application et sa surveillance au sein du gouvernement, au Parlement, dans l'opinion et chez les organisations non gouvernementales concernées, et pour mieux la faire connaître.

14. Conclusions : Éthiopie

487. Le Comité a examiné le rapport initial de l'Éthiopie (CRC/C/8/Add.27) de sa 349^e à sa 351^e séance (CRC/C/SR.349 à 351), les 9 et 10 janvier 1997, et a adopté les conclusions ci-après à sa 371^e séance, le 24 janvier 1997.

a) Introduction

488. Le Comité remercie l'État partie d'avoir engagé avec lui un dialogue ouvert et constructif. Il se félicite du rapport initial de l'Éthiopie, qui est conforme aux directives du Comité sur l'établissement des rapports initiaux, ainsi que des réponses apportées par écrit à la liste des points à traiter (CRC/C/Q/ETH.1). Il note toutefois que plusieurs questions restent sans réponse. Le Comité tient à dire en particulier combien il apprécie la franchise avec laquelle plusieurs sujets de préoccupation ont été mis en évidence dans le rapport, et il se félicite que la délégation éthiopienne lui ait donné l'assurance que les autorités de son pays tiendraient dûment compte des suggestions et recommandations formulées au cours de la discussion.

b) Aspects positifs

489. Le Comité prend note avec satisfaction des mesures qui ont été prises depuis 1991 pour établir des institutions démocratiques dans le pays. Il se félicite de l'adoption d'une nouvelle Constitution, qui intègre les normes internationales relatives aux droits de l'homme et, notamment, fait expressé-

ment référence en son article 36 à certains des droits énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant.

490. Le Comité note avec satisfaction que la Convention ainsi que d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme sont incorporés dans le droit interne, et que l'article 13 de la Constitution stipule que les dispositions relatives aux droits de l'homme doivent être interprétées conformément aux instruments internationaux que l'Éthiopie a ratifiés.

491. Le Comité se félicite également du fait qu'il existe dans le pays une volonté politique d'améliorer la situation des enfants, qui s'est notamment concrétisée par la création d'un comité juridique interministériel chargé de contrôler la conformité des lois nationales avec les dispositions de la Convention, par la mise en place de comités des droits de l'enfant à l'échelon du pays, des régions, des zones et des woreda, ainsi que par l'adoption d'un plan national d'action et la création d'un comité ministériel chargé d'en assurer la mise en oeuvre.

492. Le Comité juge encourageants les efforts concertés entrepris par le Gouvernement et les organisations internationales ou non gouvernementales pour promouvoir et protéger les droits de l'enfant, en particulier en ce qui concerne l'information sur le VIH/sida et les campagnes d'information sur les pratiques traditionnelles néfastes aux enfants. À cet égard, il se félicite de la création du comité national sur les pratiques traditionnelles pour mener des campagnes d'information et de sensibilisation sur toutes les formes de pratiques traditionnelles préjudiciables à la santé des femmes et des enfants, et tout particulièrement sur la mutilation sexuelle des filles.

493. Tout en se félicitant que l'enseignement primaire soit maintenant gratuit, le Comité regrette qu'il n'ait pas été rendu obligatoire.

c) Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre de la Convention

494. Le Comité sait que l'État partie a dû ces dernières années faire face à une situation économique, sociale et politique très difficile, résultant notamment des années de guerre civile et de la transition vers la démocratie. Il constate l'existence de disparités entre les régions et entre la ville et la campagne, notamment du point de vue des ressources et des infrastructures, qui risquent d'être sources de discrimination dans l'exercice des droits énoncés dans la Convention. Il note, par ailleurs, que certaines coutumes et pratiques traditionnelles, surtout répandues dans les régions rurales, font obstacle à une véritable application des dispositions de la Convention, en particulier dans le cas des filles.

d) Principaux sujets de préoccupation

495. Le Comité note que, si la notification de la ratification de la Convention par l'Éthiopie est parue au Journal officiel, le texte intégral de la Convention n'y a pas à ce jour été publié et qu'il est donc difficile pour les responsables de l'application des lois, le personnel judiciaire et autres professionnels travaillant avec et pour les enfants de se procurer le texte de la Convention et d'en connaître les dispositions.

496. Le Comité constate en outre que les principes et les dispositions énoncés dans la Convention sont mal connus et mal compris dans l'État partie. À cet égard, il est préoccupé par le fait qu'une formation appropriée n'est pas dispensée systématiquement aux responsables de l'application des lois, au personnel judiciaire, aux enseignants, aux travailleurs sociaux et au personnel de santé. Il note en outre que, dans la pratique comme dans la loi, les principes de l'intérêt supérieur de l'enfant, du respect des opinions de l'enfant et de la participation de l'enfant dans sa famille et dans son milieu social et scolaire, ne sont pas suffisamment pris en compte.

497. Le Comité note avec préoccupation l'absence de mécanismes appropriés de collecte de données quantitatives et qualitatives dignes de foi sur la situation des enfants dans l'ensemble du pays, ce qui empêche les autorités de se faire une idée exacte de la situation de chaque groupe d'enfants dans toutes les parties du pays, et rend difficile l'adoption de mesures spécifiques pour protéger les droits de l'enfant.

498. Le Comité s'inquiète des effets néfastes de la pauvreté sur la situation des enfants en Éthiopie, dont témoignent de forts taux de mortalité et de malnutrition chez les nourrissons et les enfants de moins de cinq ans, ainsi que de l'insuffisance de la scolarisation, de l'éducation, de la couverture vaccinale et des services de santé en général.

499. Le Comité note avec préoccupation que certaines dispositions du droit interne ne sont pas conformes aux principes et aux droits énoncés dans la Convention, notamment la disposition qui établit un âge minimum différent pour le mariage selon qu'il s'agit des filles (15 ans) ou des garçons (18 ans), la disposition du Code pénal qui prévoit la possibilité de condamner les enfants à des châtimens corporels, la disposition du Code civil selon laquelle les parents peuvent, à titre éducatif, infliger à leurs enfants «des châtimens corporels bénins», et la restriction du droit de l'enfant d'avoir un conseil lorsqu'il peut être représenté par ses parents ou par son tuteur légal dans une procédure judiciaire.

500. Le Comité demeure préoccupé par des traditions et des pratiques néfastes répandues, telles que la mutilation sexuelle des filles, les mariages précoces et les grossesses parmi les

adolescentes, et par la persistance de comportements sociaux discriminatoires à l'encontre de groupes d'enfants vulnérables, comme les filles, les enfants handicapés, les enfants nés hors mariage, les enfants affectés ou infectés par le VIH/sida, notamment les orphelins.

501. Le Comité est préoccupé par l'insuffisance des mesures prises pour assurer l'enregistrement des enfants après la naissance et par le fait que la procédure d'enregistrement public est entravée dans la pratique par le manque de bureaux d'état civil, en particulier dans les régions rurales. Il est également préoccupé par l'absence de moyens appropriés pour enregistrer les enfants réfugiés.

502. Étant donné qu'un enfant ne peut porter plainte que par l'intermédiaire de ses parents ou de son tuteur légal, le droit des enfants victimes de violences, y compris de sévices sexuels, d'abandon ou de mauvais traitements au sein de leur famille, d'avoir accès à des procédures adéquates de recours et de plainte ne semble pas garanti. Le Comité craint que le droit des enfants de participer activement à la promotion de leurs propres droits ne soit pas non plus garanti.

503. Le Comité est préoccupé par les faibles taux de scolarisation et les taux élevés d'abandon scolaire, en particulier chez les filles, par l'insuffisance des structures d'apprentissage et d'enseignement et par le manque de professeurs qualifiés, notamment dans des régions rurales. Comme l'État partie, il s'inquiète du décalage entre les programmes scolaires et la réalité sociale et culturelle, et il regrette que ces programmes n'incluent pas encore un enseignement sur les droits de l'homme et les droits de l'enfant. En outre, et comme il l'a dit plus haut, le Comité regrette que l'enseignement primaire n'ait pas encore été rendu obligatoire.

504. Le Comité craint que les systèmes national et international d'adoption ne soient pleinement conformes ni aux dispositions de l'article 21 de la Convention, en particulier à l'alinéa a) de cet article, ni aux principes de l'intérêt supérieur de l'enfant et du respect de ses opinions.

505. Le Comité est également préoccupé par la situation des enfants qui vivent dans des situations particulièrement difficiles, notamment les enfants qui vivent et/ou travaillent dans la rue, et par l'incidence du travail des enfants, notamment dans le secteur informel.

506. Le Comité est vivement préoccupé par le système actuel d'administration de la justice pour les mineurs qui n'est pas conforme aux articles 37, 39 et 40 de la Convention. Il déplore en particulier que l'âge de la responsabilité pénale soit de 9 ans et qu'à partir de 15 ans les enfants soient traités comme des adultes. À cet égard, il regrette qu'il n'ait pas été précisé au cours de la discussion si cette dernière disposition signifiait que les enfants de plus de 15 ans peuvent être

condamnés à la prison à vie ou détenus avec des adultes. Par ailleurs, le Comité est préoccupé par la possibilité, mentionnée plus haut et prévue à l'article 172 du Code pénal, que l'enfant soit condamné à une peine corporelle laissée à l'appréciation du seul juge, qui tient compte notamment du «bon ou du mauvais caractère» de l'enfant pour décider du châtiment à lui infliger, et il s'inquiète de ce que le droit de l'enfant de bénéficier d'un conseil ne semble pas pleinement garanti.

507. Eu égard à l'article 39 de la Convention, le Comité est préoccupé par l'insuffisance des mesures prises par les autorités pour faciliter la réadaptation physique et psychologique et la réinsertion sociale des enfants victimes de la guerre.

e) Suggestions et recommandations

508. Le Comité recommande que le texte intégral de la Convention soit publié au Journal officiel et que des manuels de formation incluant le texte de la Convention soient élaborés à l'intention des groupes professionnels qui travaillent avec ou pour les enfants.

509. Eu égard à l'article 42 de la Convention, le Comité encourage le Gouvernement à poursuivre ses efforts pour faire mieux connaître et comprendre les principes et dispositions de la Convention, notamment en assurant la traduction et la publication dans toutes les langues nationales. De telles mesures contribueraient à faire disparaître des préjugés tenaces à l'égard de certains groupes d'enfants, en particulier les filles, les enfants handicapés, les enfants illégitimes, les enfants affectés ou infectés par le VIH/sida, notamment les orphelins, et à éliminer des pratiques traditionnelles préjudiciables à la santé et au bien-être des enfants, telles que la mutilation sexuelle des filles, les mariages précoces et les grossesses chez les adolescentes. Ces efforts doivent être menés en étroite coopération avec les responsables communautaires et religieux et les organisations non gouvernementales, à tous les niveaux de l'État, à savoir aux niveaux du pays, des régions, des zones et des *woreda*, et tendre en particulier à assurer la coordination des mesures prises par les autorités centrales et locales pour mettre en oeuvre la Convention.

510. Le Comité encourage également l'État partie à dispenser systématiquement une formation sur les principes et les droits énoncés dans la Convention aux catégories professionnelles qui travaillent avec et pour les enfants, telles que le personnel chargé de l'application des lois, le personnel judiciaire, le personnel des établissements pour enfants, les enseignants, les travailleurs sociaux et le personnel de santé, ainsi qu'à ceux qui sont chargés de recueillir des données dans les domaines sur lesquels porte la Convention. De même, il faudrait envisager d'intégrer la Convention dans les

programmes scolaires, comme l'ont recommandé l'Assemblée générale lors de la proclamation de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme et la Conférence mondiale sur les droits de l'homme de 1993.

511. Le Comité recommande aussi que l'État partie renforce la coordination entre les divers mécanismes gouvernementaux qui concernent les droits de l'enfant, aux niveaux national et local, en vue de mettre en place une politique globale à l'égard des enfants et de veiller à ce que l'application de la Convention dans le pays soit réellement évaluée. Il recommande en outre que soit envisagée la création d'un mécanisme indépendant, par exemple un médiateur sur les droits de l'enfant ou une commission des droits de l'homme, qui serait chargé de veiller au respect des droits de l'enfant.

512. Le Comité recommande que le système de collecte de données soit amélioré aux niveaux central et local de l'État et porte sur tous les domaines prévus par la Convention. Ce système doit englober tous les groupes d'enfants, en mettant l'accent sur les groupes vulnérables et les enfants qui vivent dans des situations particulièrement difficiles, et présenter des données ventilées permettant d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en oeuvre des droits de l'enfant et de déterminer les mesures à prendre pour mieux appliquer les dispositions de la Convention. En ce qui concerne ce dernier point, le Comité suggère que de nouvelles études et des études de suivi sur les groupes d'enfants vulnérables soient entreprises et il recommande à l'État partie d'envisager de demander une assistance technique au Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

513. Le Comité recommande que le Gouvernement continue d'harmoniser le droit interne avec les dispositions de la Convention et que les nouvelles lois soient élaborées en tenant pleinement compte de l'intérêt supérieur de l'enfant. À cet égard, il recommande en particulier que soient abolies en priorité la disposition qui fixe l'âge minimum du mariage pour les filles à 15 ans, la peine de châtiment corporel applicable aux enfants, la possibilité qu'ont les parents d'infliger à l'enfant «des châtimens corporels bénins» à titre éducatif et les dispositions qui restreignent le droit de l'enfant de bénéficier d'un conseil.

514. Aux fins de l'application de l'article 4 de la Convention, le Comité recommande que l'État partie alloue des crédits dans toutes les limites des ressources dont il dispose, en donnant la priorité à la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels des enfants, en particulier des droits à la santé, à l'éducation et à la réadaptation, et qu'il se préoccupe tout particulièrement des enfants qui appartiennent aux groupes les plus défavorisés, tels que les filles, les enfants handicapés, les enfants des régions rurales, les enfants qui

vivent et/ou travaillent dans la rue, les enfants qui relèvent du système d'administration de la justice pour les mineurs et les enfants affectés ou infectés par le VIH/sida, notamment les orphelins. À cet égard, et pour que l'État partie utilise au mieux ses ressources modiques, le Comité lui recommande d'accorder plus d'importance à la mise en place d'un système de soins de santé primaires, ce qui créerait une culture de la nutrition, de l'hygiène et de la santé.

515. Le Comité recommande que l'on s'attache particulièrement à mettre en place un bon système d'enregistrement des naissances, conformément à l'article 7 de la Convention, pour que tous les enfants puissent exercer pleinement leurs droits fondamentaux. Un tel système faciliterait la collecte de données statistiques, l'évaluation des difficultés et le progrès dans la mise en oeuvre de la Convention. De même, le Comité recommande l'établissement d'un système approprié d'enregistrement des enfants réfugiés pour que les droits de ces enfants soient protégés.

516. Le Comité recommande en outre que des efforts supplémentaires soient faits pour favoriser la participation des enfants au sein de la famille, à l'école et dans la vie sociale, ainsi que pour leur donner réellement la jouissance de leurs libertés fondamentales, notamment la liberté d'opinion, d'expression et d'association.

517. En ce qui concerne l'application de l'article 19 de la Convention, le Comité recommande que, pour assurer la protection et le respect des droits des enfants, une procédure soit mise en place afin que les enfants puissent porter plainte lorsqu'ils sont victimes de toute forme de violence, de sévices, y compris de sévices sexuels, de négligence, de mauvais traitements ou d'exploitation, même lorsqu'ils sont sous la garde de leurs parents. Il recommande aussi que les actes de violence fassent l'objet d'une enquête en bonne et due forme, que les auteurs de ces actes soient punis et qu'une large publicité soit donnée aux peines qui leur sont infligées. Le Comité recommande en outre le lancement d'une vaste campagne d'information intégrée visant à prévenir et à combattre toutes les formes de violence contre les enfants, et l'adoption de toutes les mesures appropriées pour assurer la réadaptation physique et psychologique et la réinsertion sociale des enfants victimes de la guerre, conformément à l'article 39 de la Convention.

518. Le Comité recommande que toutes les mesures législatives appropriées soient prises et mises en oeuvre en ce qui concerne l'adoption des enfants, compte tenu des principes de l'intérêt supérieur de l'enfant et du respect dû à ses opinions et à la lumière des articles 20 et 21 de la Convention. Par ailleurs, il recommande que l'État partie envisage de ratifier la Convention de La Haye de 1993 sur la protection

des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale.

519. En ce qui concerne le travail des enfants, le Comité recommande que les mesures voulues soient prises pour tenir pleinement compte des dispositions de la Convention, en particulier de l'article 32, dans la législation et la pratique, et il suggère que l'État partie envisage de ratifier la Convention de l'Organisation internationale du Travail (No 138) concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi. Il suggère aussi que l'État partie envisage de demander la coopération de l'Organisation internationale du Travail dans ce domaine.

520. En ce qui concerne l'administration de la justice pour les mineurs, le Comité recommande que la réforme législative soit poursuivie et que l'État partie prenne pleinement en considération les dispositions de la Convention, en particulier les articles 37, 39 et 40, ainsi que les autres normes internationales pertinentes dans ce domaine, telles que les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté. Il recommande en outre que l'État partie ait recours aux programmes d'assistance technique du Haut Commissaire des Nations Unies/Centre pour les droits de l'homme et de la Division de la prévention du crime et de la justice pénale du Secrétariat.

521. Le Comité recommande l'adoption et l'application de mesures de protection spéciales pour les enfants qui vivent et/ou travaillent dans la rue, les enfants en situation de conflit avec la loi, en particulier ceux qui sont privés de liberté, les enfants affectés ou infectés par le VIH/sida, notamment les orphelins, les enfants victimes de violences et exploités, et les enfants qui travaillent.

522. Le Comité recommande que soit organisée une réunion à laquelle participeraient les organisations internationales qui travaillent dans le pays, notamment les institutions et organismes du système des Nations Unies et les organisations non gouvernementales, et les autorités nationales compétentes, en vue de déterminer l'assistance internationale nécessaire pour assurer la promotion et la protection des droits de l'enfant.

523. Le Comité recommande que le prochain rapport périodique de l'État partie contienne des renseignements sur les mesures prises et les progrès réalisés à la suite des suggestions et recommandations formulées par le Comité dans les présentes observations finales.

524. Enfin, eu égard au paragraphe 6 de l'article 44 de la Convention, le Comité recommande que le rapport initial et les réponses écrites présentés par l'Éthiopie soient largement diffusés auprès du public et qu'il soit envisagé de publier le rapport, avec les comptes rendus analytiques pertinents et les

conclusions adoptées à son sujet par le Comité. Ce document devrait recevoir une large diffusion afin de faire connaître la Convention, son application et son suivi et de susciter la discussion au sein du gouvernement, du Parlement et du public en général, y compris les organisations non gouvernementales intéressées.

15. Conclusions : Panama

525. Le Comité a examiné le rapport initial du Panama (CRC/C/8/Add.28) de sa 353^e à sa 356^e séance (CRC/C/SR.353 à 356), les 13 et 14 janvier 1997, et adopté les conclusions ci-après à sa 371^e séance, le 24 janvier 1997.

a) Introduction

526. Le Comité accueille favorablement le rapport initial présenté par l'État partie. Il se déclare satisfait du dialogue constructif qui s'est tenu et de l'esprit autocritique dans lequel l'État partie a abordé l'identification d'un certain nombre de sujets de préoccupation. Il regrette toutefois que ni le rapport ni les réponses données par écrit à la liste de questions (CRC/C/Q/PAN.1) ne contiennent de renseignements sur les mesures prises spécifiquement par l'État partie pour appliquer la Convention, notamment dans le domaine législatif.

b) Aspects positifs

527. Le Comité note que la Convention est directement applicable au niveau national et qu'elle peut être invoquée devant les tribunaux ou les autorités administratives.

528. Le Comité note avec satisfaction les efforts déployés par le Gouvernement panaméen dans le domaine de la réforme juridique et se félicite des initiatives prises par le Gouvernement pour promouvoir la protection de la famille et des enfants grâce à l'adoption d'un nouveau code de la famille, en vigueur depuis janvier 1995. Il se félicite de la promulgation de la loi sur l'éducation qui garantit une éducation bilingue interculturelle aux enfants et adultes autochtones. Il constate avec intérêt que le Gouvernement a manifesté la volonté d'informer et de former son personnel par l'entremise du Ministère du travail et de l'aide sociale.

529. La création récente d'un poste de «défenseur du peuple» chargé de surveiller le respect des droits de l'homme au Panama, notamment les droits de l'enfant, est accueillie favorablement par le Comité.

530. Le Comité prend note avec satisfaction de l'adoption d'un pacte en faveur des enfants destiné à promouvoir les droits des enfants en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et de nombreuses organisations non

gouvernementales. Il se félicite du projet intitulé «L'éducation pour la tolérance, l'éducation pour la démocratie, les droits de l'homme, le développement et la paix» mis en place en 1995 par le Ministère de l'éducation en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

531. Le Comité prend acte de la création du Département des femmes au sein du Ministère du travail et de l'aide sociale ainsi que de l'Institut panaméen de rééducation spéciale dont l'objectif est d'aider les enfants handicapés.

c) Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre de la Convention

532. Le Comité sait que le Panama se remet d'une période de bouleversement social et politique dont les répercussions économiques lui ont été néfastes. Il note avec préoccupation les écarts de richesse qui existent depuis longtemps entre différents groupes démographiques, affectant les groupes les plus vulnérables et entravant la jouissance des droits de l'enfant.

d) Principaux sujets de préoccupation

533. Tout en prenant note des réalisations récentes de l'État partie dans le domaine de la réforme juridique, le Comité est préoccupé par l'insuffisance des mesures qu'il a prises en vue d'harmoniser la législation nationale avec les principes et dispositions de la Convention. À cet égard, le Comité craint que le Code de la famille actuellement en vigueur au Panama ne protège pas suffisamment les droits reconnus par la Convention.

534. Le Comité est préoccupé par le fait que la législation nationale fixe un âge minimum du mariage différent pour les garçons et les filles et qu'elle autorise le mariage des filles dès 14 ans. L'âge minimum d'admission à l'emploi, qui est de moins de 12 ans dans l'agriculture et les services domestiques, suscite également la préoccupation du Comité. En outre, le Comité s'inquiète de l'insuffisance des mesures qui ont été prises pour protéger les enfants contre les sévices et l'exploitation sexuels.

535. Le Comité est préoccupé par l'insuffisance des mesures adoptées pour assurer une coordination effective entre les différents départements ministériels compétents dans les domaines couverts par la Convention ainsi qu'entre les autorités centrales et les autorités locales.

536. Le Comité est profondément préoccupé par l'insuffisance des mesures visant à rassembler des données statistiques désagrégées et d'autres informations sur la situation des enfants, en particulier ceux qui appartiennent aux groupes les

plus vulnérables. C'est surtout en ce qui concerne les filles, les enfants vivant et/ou travaillant dans les rues, les enfants handicapés, les enfants vivant dans les zones rurales et les enfants autochtones que l'on manque d'informations de ce type. L'absence d'informations qualitatives et quantitatives sur la situation des enfants entrave la surveillance systématique de la mise en oeuvre de la Convention.

537. Le Comité pense que les mesures adoptées pour favoriser une sensibilisation générale des adultes comme des enfants, notamment ceux qui appartiennent aux populations autochtones, aux principes et dispositions de la Convention ont été insuffisantes. Le Comité est préoccupé par l'absence de formation suffisante et systématique des membres de catégories professionnelles qui travaillent pour et avec des enfants, notamment les juges, les juristes, les responsables de l'application des lois, les personnels de santé, les enseignants, les travailleurs sociaux, le personnel des établissements pour enfants, les policiers et les fonctionnaires des administrations centrale et locales.

538. Le Comité se déclare préoccupé par l'insuffisance des allocations budgétaires à tous les niveaux consacrées aux dépenses sociales, en particulier en faveur des enfants qui appartiennent aux groupes de la population les plus désavantagés. Le Comité note avec une grande préoccupation la tendance à la perpétuation de la pauvreté parmi les groupes d'enfants marginalisés au Panama, où 25 % des familles vivent dans la pauvreté et 20 % dans un extrême dénuement. Malgré les efforts déployés par l'État partie dans les secteurs de la santé et du logement, la situation demeure précaire.

539. Le Comité exprime une préoccupation particulière devant l'insuffisance des mesures prises pour garantir la mise en oeuvre effective des principes généraux (art. 2, 3, 6 et 12) de la Convention relative aux droits de l'enfant dans la pratique, surtout en ce qui concerne les filles et les enfants des groupes autochtones et des familles pauvres. Le Comité est profondément préoccupé par le nombre élevé d'enfants abandonnés et le fait qu'environ 20 % des enfants nés chaque année ont pour mères des adolescentes.

540. Le Comité s'inquiète de la persistance des violences perpétrées contre les enfants dans la famille, y compris la pratique des châtiments corporels. Vu l'article 17 de la Convention, le Comité juge également nécessaire l'adoption de nouvelles mesures pour protéger les enfants contre la diffusion par les médias d'informations et de documents susceptibles de leur nuire.

541. Compte tenu de l'article 2 de la Convention, le Comité est préoccupé par l'insuffisance des mesures, y compris celles d'ordre législatif, qui ont été prises par les autorités pour

réglementer convenablement l'adoption, et pour empêcher et combattre les abus tels que la traite d'enfants.

542. Tout en reconnaissant les efforts déployés par les autorités dans le système d'éducation, le Comité s'inquiète de la persistance des inégalités constatées en matière d'accès à l'éducation des enfants vivant dans les zones rurales, des enfants autochtones et des enfants réfugiés, qui ne disposent pas d'un système d'éducation correspondant à leurs valeurs et à leur identité culturelles. Le Comité est également préoccupé par le faible taux de rétention scolaire, le taux élevé de déperdition scolaire et de redoublements, tout particulièrement en fin de cycle primaire, ainsi que par la persistance du problème de l'analphabétisme parmi ces groupes.

543. Le Comité est préoccupé par l'insuffisance de la protection juridique et l'absence de procédures appropriées en ce qui concerne les enfants réfugiés, en particulier les mineurs non accompagnés. Il est également préoccupé par les difficultés auxquelles se heurtent ces enfants pour obtenir un accès aux services pédagogiques, sanitaires et sociaux. Enfin, la question de la réunification des familles est également un sujet d'inquiétude pour le Comité.

544. Le Comité note avec préoccupation que le travail des enfants reste un problème au Panama. Le nombre élevé d'enfants qui travaillent, en particulier dans les zones rurales et plus précisément dans les plantations de café en raison de traditions culturelles fortement ancrées, suscite des préoccupations, de même que le fait que le Gouvernement n'a pas appliqué comme il convenait les dispositions concernant le travail des enfants dans les zones rurales du pays.

545. La situation concernant l'administration de la justice pour mineurs, et plus particulièrement sa non-conformité avec les articles 37, 39 et 40 de la Convention ainsi qu'avec d'autres normes internationales pertinentes, est un sujet de préoccupation pour le Comité. En outre, l'absence apparente de législation nationale concernant l'âge minimum au-dessous duquel un enfant ne peut être privé de liberté ni considéré comme pénalement responsable le préoccupe profondément.

e) Suggestions et recommandations

546. Le Comité recommande que, dans le cadre de la réforme juridique qu'il a entreprise, le Panama accorde aux questions relatives aux enfants un plus haut rang dans l'ordre des priorités. Il recommande aussi que l'État partie adopte toutes les mesures qui s'imposent pour garantir une pleine conformité de sa législation nationale avec la Convention. À cet égard, le Comité encourage l'État partie à poursuivre ses efforts en vue de l'adoption d'un code de l'enfance. Par ailleurs, le Comité recommande que toute modification nécessaire de la législation au regard de l'article 2 (non-discrimination), de

l'article 3 (intérêt supérieur de l'enfant), de l'article 6 (droit à la vie, au développement et à la survie) et de l'article 12 (respect des opinions de l'enfant) soit effectuée. Dans cet esprit, le Comité recommande à l'État partie de définir dans sa législation un âge minimum au-dessous duquel les enfants ne peuvent être privés de leur liberté. De même, des mesures doivent être prises pour assurer la conformité de la législation nationale avec les dispositions de l'article 37 a) de la Convention. En outre, le Comité recommande à l'État partie de revoir sa législation sur l'âge du mariage des filles en vue de l'élever. Le Comité encourage l'État partie à prendre toutes les mesures appropriées pour protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle.

547. Le Comité encourage l'État partie à mettre au point d'urgence une stratégie nationale globale de l'enfance et à poursuivre ses efforts pour renforcer le cadre institutionnel visant à promouvoir et à protéger les droits de l'homme en général et les droits de l'enfant en particulier. À ce propos, le Comité recommande qu'un mécanisme permanent et multidisciplinaire soit élaboré en vue de coordonner et de surveiller la mise en œuvre de la Convention tant aux niveaux national et local que dans les zones urbaines et rurales.

548. Le Comité recommande au Gouvernement de réfléchir encore à la possibilité de créer un organisme indépendant, par exemple un poste de médiateur. Il encourage aussi la promotion d'une coopération plus étroite entre l'État partie et les organisations non gouvernementales.

549. Le Comité recommande en outre à l'État partie de porter en priorité son attention sur l'élaboration d'un système de collecte de données ventilées par âge, sexe, lieu d'habitation (ville/campagne) et origine sociale ou ethnique, ainsi que sur la détermination d'indicateurs désagrégés appropriés afin de pouvoir traiter tous les domaines de la Convention et tous les groupes d'enfants, d'évaluer les progrès réalisés et les obstacles se dressant sur la voie de la réalisation des droits des enfants. Ceci est particulièrement important dans le cas du Panama où des disparités historiques persistent, s'agissant en particulier des filles et des enfants ruraux et autochtones. Il est proposé en outre que l'État partie envisage de solliciter une aide internationale à ce sujet, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance notamment.

550. Dans l'esprit de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, le Comité recommande à l'État partie de prendre des mesures visant à développer une culture des droits de l'homme et à modifier les comportements envers les enfants en général, et les enfants appartenant aux groupes autochtones en particulier. Il recommande donc que l'on informe et que l'on éduque tant les enfants que les adultes à propos des droits de l'enfant. Ces informations devraient être traduites dans les différentes

langues parlées par les autochtones. En outre, le fait que l'analphabétisme est très répandu dans le pays exige que l'on se serve des médias d'une façon adaptée aux publics de différents niveaux.

551. Le Comité recommande que tous les spécialistes travaillant avec ou pour des enfants, notamment les juges, les juristes, les responsables de l'application des lois, les personnels de santé, les enseignants, les travailleurs sociaux, le personnel des établissements pour enfants, les policiers et les fonctionnaires des administrations centrale et locales suivent une formation et un enseignement sur les principes et les dispositions de la Convention. Le Comité recommande en outre que les droits de l'enfant soient inscrits en tant que matière au programme des écoles afin de renforcer le respect pour les cultures autochtones, de promouvoir le multiculturalisme et de combattre les comportements paternalistes qui règnent dans la société. À cet égard, le Comité encourage l'État partie à envisager de solliciter la coopération technique d'organisations internationales intergouvernementales et non gouvernementales, notamment le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme/Centre pour les droits de l'homme et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

552. En ce qui concerne les articles 2, 3 et 4 de la Convention, le Comité est d'avis que des dispositions budgétaires appropriées devraient être prises dans toute la mesure possible. En l'occurrence, il conviendrait de prêter une attention particulière aux enfants appartenant aux groupes vulnérables et marginalisés afin de fournir des services appropriés, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé, et de combler les écarts qui subsistent. Le Comité souligne que le caractère interdépendant et intégré des droits consacrés dans la Convention exige que cette dernière soit reconnue comme cadre général de la prise des décisions sur la répartition des ressources consacrées aux enfants. De plus, eu égard à l'article 4 de la Convention, l'assistance internationale fournie au Panama devrait avoir pour objectif de protéger les droits des enfants.

553. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour garantir la participation active des enfants et les intéresser à toutes les décisions qui les touchent dans la famille, à l'école et dans la vie sociale, compte tenu des articles 12, 13 et 15 de la Convention.

554. Le Comité recommande que des campagnes efficaces de sensibilisation du public soient élaborées et que l'État partie adopte des mesures visant à aider comme il convient la famille à s'acquitter de ses responsabilités en matière d'éducation des enfants, notamment en guidant et conseillant les parents pour, entre autres, prévenir la violence dans la famille et interdire le recours aux châtiments corporels ainsi que pour prévenir les grossesses précoces. Il recommande

aussi à l'État partie de renforcer les mesures existantes afin de protéger les enfants contre les informations qui leur sont préjudiciables.

555. Le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures voulues pour réglementer et surveiller les adoptions nationales et internationales afin d'empêcher toute violation des principes et dispositions de la Convention, en particulier celles de son article 21. Il est également recommandé de dispenser une formation adéquate à tous les spécialistes concernés. Le Comité propose par ailleurs au Panama de devenir partie à la Convention de La Haye de 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale.

556. Dans le domaine de l'éducation, le Comité est d'avis qu'un certain nombre de mesures devraient être prises par l'État partie pour veiller à la mise en oeuvre des articles 28 et 29 de la Convention. Compte tenu de la stratégie actuellement élaborée, le Comité recommande à l'État partie de faire porter davantage d'efforts sur l'élimination de l'analphabétisme et sur l'accroissement de l'accès à l'éducation scolaire des enfants autochtones et des enfants vivant dans les zones rurales. Il reconnaît que cela exige de plus grands efforts en matière de formation des enseignants. Il recommande aussi à l'État partie de prendre toutes les mesures voulues pour réduire le nombre d'élèves qui abandonnent leurs études.

557. Afin de s'attaquer aux questions intégrées de l'éducation et du travail des enfants, le Comité recommande que toutes les couches de la société et tous les acteurs économiques participent à l'application de ses recommandations et que le Gouvernement lance des campagnes efficaces pour prévenir et éliminer le travail des enfants, tout particulièrement dans les zones rurales, en encourageant systématiquement et avec vigueur l'inscription et le maintien des enfants à l'école ainsi que le retour dans les établissements scolaires de ceux qui ont abandonné leurs études. Le Comité propose au Panama d'envisager de devenir partie à la Convention No 138 de l'OIT concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi et de réviser toutes les normes pertinentes. Les règlements interdisant le travail des enfants devraient être clarifiés et appliqués, les plaintes devraient faire l'objet d'enquêtes et des peines sévères devraient être infligées pour toute violation. Le Comité propose aussi à l'État partie d'envisager de solliciter la coopération de l'Organisation internationale du Travail dans ce domaine.

558. Le Comité recommande au Gouvernement panaméen de garantir une protection suffisante aux enfants réfugiés, notamment dans le domaine de l'éducation. Des procédures devraient être élaborées en coopération avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés en vue de faciliter la réunification des familles, de doter de représentants légaux

les enfants non accompagnés et d'appliquer, le cas échéant, des techniques d'interrogation ménageant la sensibilité des enfants.

559. Le Comité encourage l'État partie à prendre toutes les mesures voulues pour empêcher et combattre les sévices et l'exploitation sexuels dont sont victimes les enfants ainsi que pour veiller à leur guérison physique et psychologique et leur réintégration sociale conformément à l'article 39 de la Convention.

560. Le Comité recommande en outre de réviser le système d'administration de la justice pour mineurs afin d'en assurer la compatibilité avec les principes et dispositions de la Convention, notamment celles de ses articles 37, 39 et 40 ainsi que d'autres normes des Nations Unies dans ce domaine, par exemple les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté. Il est recommandé en outre à l'État partie d'envisager de solliciter dans ce domaine une assistance technique du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme/Centre pour les droits de l'homme et de la Division de la prévention du crime et de la justice pénale du Secrétariat.

561. Enfin, eu égard au paragraphe 6 de l'article 44 de la Convention, le Comité recommande que le rapport initial et les réponses écrites présentés par le Panama soient largement diffusés auprès du grand public et qu'il soit envisagé de publier le rapport avec les comptes rendus analytiques pertinents et les conclusions adoptées à son sujet par le Comité. Ce document devrait recevoir une large diffusion afin de faire connaître la Convention, son application et son suivi et de susciter la discussion au sein du gouvernement, du Parlement et du public en général, y compris les organisations non gouvernementales intéressées.

16. Conclusions : Myanmar

562. Le Comité a examiné le rapport initial du Myanmar (CRC/C/8/Add.9) de sa 357^e à sa 360^e séance (CRC/C/SR.357 à 360), les 15 et 16 janvier 1997, et a adopté les conclusions ci-après à sa 371^e séance, le 24 janvier 1997.

a) Introduction

563. Le Comité remercie l'État partie des réponses écrites qu'il a présentées à la liste des points à traiter (CRC/C/Q/Mya.1). Il note que, tout en ayant été établi selon la structure thématique énoncée dans les directives générales, le rapport décrit incomplètement la situation des enfants dans le pays car il ne contient pas d'évaluation des facteurs et difficultés entravant l'exercice des droits des enfants.

b) Facteurs positifs

564. Le Comité note avec satisfaction que l'État partie a retiré les réserves qu'il avait émises concernant les articles 15 et 37 de la Convention.

565. Le Comité est heureux de constater que l'État partie a adopté un Plan national d'action et a créé un Comité national des droits de l'enfant en 1993.

566. Le Comité se félicite de la promulgation en 1993 d'une loi nationale sur la protection des enfants.

c) Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre de la Convention

567. Le Comité note que la situation dans l'État partie a été profondément touchée par le long conflit interne, qui a eu de graves conséquences dans certaines régions du pays. La violence et l'instabilité ont eu des répercussions négatives considérables sur la situation des enfants au Myanmar : nombre d'enfants ont été victimes de diverses formes de violation de leurs droits et ont été contraints de fuir les zones touchées par la violence.

568. Le Comité note en outre que la situation économique défavorable qui a existé dans l'État partie pendant des années a eu des conséquences néfastes sur la situation des groupes les plus vulnérables de la population.

d) Principaux sujets de préoccupation

569. Le Comité constate avec préoccupation que le cadre juridique national existant, notamment la loi sur la citoyenneté, les lois sur les villages et les villes et la loi sur les peines corporelles, ne sont pas conformes aux principes et aux dispositions de la Convention. Il est également préoccupé par le fait que la législation relative à la liberté d'expression et d'association et certains articles de la loi sur le travail des enfants ne paraissent guère conformes aux dispositions de la Convention. Il considère également que les dispositions de la loi concernant la justice pour mineurs sont très éloignées de celles de la Convention et d'autres instruments internationaux pertinents. L'âge de la responsabilité pénale, qui est actuellement de sept ans, est trop bas; la torture n'est pas clairement interdite dans la législation en vigueur et il n'existe aucune procédure de dépôt de plaintes dans le cas d'enfants. Le Comité s'inquiète également de ce que la loi interdisant la discrimination ne soit pas pleinement conforme aux dispositions de l'article 2 de la Convention du fait qu'elle ne protège pas explicitement les enfants contre la discrimination fondée sur des considérations d'opinion politique de l'enfant ou de ses parents, de leur origine ethnique ou sociale, de leur incapacité. Le Comité est de surcroît préoccupé par

l'absence de dispositions statutaires consacrant les droits fondamentaux des enfants.

570. Le Comité note avec préoccupation que la Convention relative aux droits de l'enfant et le Plan national d'action n'ont pas encore été mis en oeuvre sous forme de programmes concrets, de politiques sectorielles et de mesures d'attribution des ressources nécessaires à la réalisation dans tout le pays des droits reconnus dans la Convention. Il s'inquiète également du manque de système d'évaluation et de suivi.

571. Tout en prenant note des efforts entrepris par l'État partie en matière de rassemblement de données, le Comité regrette que le système dans ce domaine ne permette pas d'obtenir des informations convenablement ventilées de façon à donner une image de la situation de tous les enfants et en particulier des enfants appartenant aux groupes les plus défavorisés, notamment les enfants appartenant à des groupes minoritaires, les enfants vivant dans les zones reculées, les enfants handicapés, les enfants qui vivent et/ou travaillent dans la rue, les enfants placés en établissements, notamment dans des établissements pénitentiaires, les enfants maltraités et victimes de sévices ou les enfants appartenant à des groupes économiquement défavorisés. Si ces données étaient dûment ventilées, il serait possible d'élaborer des politiques et des programmes en vue de la mise en oeuvre pleine et effective des dispositions de la Convention.

572. Le Comité constate également avec préoccupation l'absence de stratégie intégrée concernant les enfants, ainsi que de mécanismes de surveillance pleinement efficaces pour tous les domaines visés dans la Convention et concernant tous les groupes d'enfants des zones urbaines et rurales, en particulier les enfants touchés par les conséquences des problèmes économiques et par le conflit interne.

573. Pour ce qui est de l'application de l'article 4 de la Convention, le Comité note avec préoccupation l'insuffisance des mesures prises pour garantir la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels des enfants, dans toutes les limites des ressources disponibles. Il se déclare particulièrement préoccupé par l'insuffisance des ressources budgétaires allouées à la protection sociale, notamment en faveur des enfants appartenant aux groupes les plus défavorisés de la population.

574. Le Comité regrette également que les principes généraux de la Convention, tels qu'ils sont énoncés aux articles 2 (non-discrimination), 3 (intérêt supérieur de l'enfant), 6 (droit à la vie, à la survie et au développement) et 12 (respect des opinions de l'enfant), ne soient pas respectés et dûment appliqués dans le cadre de la mise en oeuvre de tous les articles de la Convention. Il note avec préoccupation que ces principes ne sont pas dûment consacrés dans la législation et

qu'il n'en est donc pas pleinement tenu compte dans toutes les décisions et mesures prises concernant les enfants, notamment aux niveaux administratif et judiciaire. Il est également préoccupé par la condition des enfants appartenant aux groupes minoritaires ethniques et religieux, des petites filles et des enfants vivant dans les zones rurales et reculées. Il s'inquiète également de l'insuffisance des mesures prises par les autorités pour prévenir et éliminer la discrimination à l'égard de ces groupes d'enfants.

575. Pour ce qui est de la mise en oeuvre des articles 2 et 3 de la Convention, le Comité note avec une profonde préoccupation que les cartes d'identité nationale portent explicitement la mention de la religion et de l'origine ethnique de chaque citoyen, y compris les enfants. Il est également gravement préoccupé par la distinction qui est faite dans la loi sur la citoyenneté entre trois différentes catégories de citoyens et il craint en conséquence que certaines catégories d'enfants et de parents soient stigmatisés et/ou privés de certains droits.

576. Le Comité s'inquiète de l'insuffisance des mesures prises par les autorités pour sensibiliser les adultes comme les enfants aux principes de la Convention et leur en enseigner la teneur. Le fait que le texte de la Convention ne soit pas traduit dans toutes les langues nationales et ne soit donc pas accessible à tous les enfants vivant sur le territoire de l'État partie est également un sujet de préoccupation, de même que l'absence de connaissances sur la Convention parmi les groupes professionnels ayant des contacts avec les enfants, notamment les juges, les avocats, les responsables de l'application des lois et le personnel militaire, les professionnels de la santé, les enseignants, les travailleurs sociaux et le personnel des établissements pour enfants.

577. Le Comité regrette de constater que l'État partie n'a pas pris toutes les mesures juridiques et autres appropriées pour promouvoir et mettre en oeuvre les droits énoncés aux articles 13, 14 et 15. Il s'inquiète en particulier du fait que les enfants considérés comme pauvres sont orientés vers les écoles monastiques bouddhistes et n'ont pas d'autre choix en matière d'éducation, ce qui risque de menacer le droit à la liberté de religion des enfants non bouddhistes qui sont placés dans ces écoles. Il exprime en outre sa profonde préoccupation concernant le droit des enfants à la liberté de parole, d'association et de réunion pacifique. Il est gravement préoccupé aussi par la fermeture récente de certains établissements d'enseignement secondaire.

578. Le Comité s'interroge sur le cadre juridique et les procédures existant en matière d'adoption, qui ne sont pas pleinement conformes aux principes et dispositions de la Convention, en particulier de ses articles 3 et 21.

579. Le Comité se déclare préoccupé par les taux élevés de mortalité et de malnutrition infantiles, ainsi que par le faible niveau des services de santé, qui sont dus en partie à la pauvreté, aux profondes disparités entre les collectivités urbaines et rurales et aux répercussions du conflit interne. Il est également préoccupé par l'insuffisance des mesures permettant aux enfants handicapés d'avoir accès aux services appropriés d'aide sociale, de réadaptation et d'éducation.

580. En ce qui concerne la mise en oeuvre des articles 28, 29 et 30 de la Convention, le Comité est alarmé par le taux élevé d'abandon scolaire et de redoublement. Il s'inquiète également du manque de ressources dans le domaine de la formation professionnelle. Il est aussi préoccupé par l'insuffisance des mesures prises par l'État partie pour dispenser un enseignement dans les langues des minorités.

581. Le Comité est gravement préoccupé par les répercussions du long conflit interne, qui a engendré une grande instabilité dans plusieurs régions du pays et placé des familles dans des situations où elles ont été réinstallées ou déplacées de force, ou encore incitées à traverser les frontières pour chercher protection et refuge. Les droits de la plupart des enfants impliqués dans ces mouvements de population n'ont pas été convenablement pris en compte et garantis.

582. Les informations, provenant de diverses sources et faisant état de sévices et de violences infligés à des enfants, ont suscité une grave inquiétude au sein du Comité, en particulier pour ce qui est des nombreux cas vérifiés de viols de jeunes filles par des soldats et d'enfants systématiquement contraints au travail forcé, notamment comme porteurs.

583. Le Comité s'inquiète tout aussi profondément des nombreux cas signalés de recrutement forcé de jeunes enfants soldats.

584. Le Comité note avec préoccupation que les enfants qui travaillent dans leurs familles ou dans des entreprises familiales ne sont pas protégés par la loi. Il s'inquiète également des sévices et de l'exploitation dont sont victimes les enfants adoptés, en particulier lorsqu'ils sont contraints de travailler, ainsi que de l'absence de dispositions de la loi assurant leur protection.

585. Le Comité regrette en outre l'insuffisance des mesures prises pour lutter contre les problèmes des sévices infligés aux enfants, notamment les sévices sexuels, ainsi que de la vente et de la traite des enfants, de la prostitution enfantine et de la pornographie impliquant des enfants. Il est particulièrement alarmé par le fait qu'un nombre important de filles, et parfois de garçons, sont victimes du trafic transnational aux fins d'exploitation sexuelle dans des maisons de prostitution de pays limitrophes.

586. Pour ce qui est de l'article 39 de la Convention, le Comité s'inquiète de l'insuffisance des mesures prises pour assurer la réadaptation physique et psychologique et la réinsertion sociale des enfants victimes de toute forme de négligence, de sévices et/ou d'exploitation, en particulier les enfants victimes de conflits armés, d'exploitation sexuelle et de travail forcé.

587. La situation en ce qui concerne l'administration de la justice pour mineurs et en particulier son manque de compatibilité avec les principes énoncés aux articles 37, 39 et 40 de la Convention, ainsi qu'avec d'autres normes applicables telles que les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté, est un sujet de profonde inquiétude pour le Comité. Celui-ci reste particulièrement préoccupé par la dureté des conditions de détention, par le fait que la privation de liberté ne soit pas uniquement une mesure de dernier ressort, par le fait que l'enfant n'ait accès ni à l'aide judiciaire ni au réexamen judiciaire de son cas, ainsi que par l'absence de tout système de surveillance.

588. Le Comité s'inquiète de l'absence de coopération de l'État partie avec les organisations non gouvernementales et intergouvernementales dans le cadre des mécanismes internationaux existants dans le domaine des droits de l'homme. Il s'inquiète de l'incidence de cette situation sur la vie quotidienne de chaque enfant relevant de la juridiction de l'État partie.

e) Suggestions et recommandations

589. Le Comité recommande à l'État partie de procéder à un examen complet de sa législation afin de la rendre conforme aux principes et dispositions de la Convention, en particulier dans les domaines de la non-discrimination, de la citoyenneté, de la liberté d'association, des peines corporelles, du travail des enfants, de l'adoption et de l'administration de la justice pour mineurs. Il recommande également l'abrogation de la loi sur la citoyenneté, des lois sur les villages et les villes et de la loi sur les peines corporelles. La législation relative au droit à la non-discrimination, à la liberté d'association, au travail des enfants et à la justice pour mineurs devrait être modifiée afin qu'elle soit pleinement compatible avec les dispositions et les principes de la Convention. Le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures nécessaires pour consacrer pleinement les droits reconnus dans la Convention dans des dispositions statutaires.

590. Le Comité recommande à l'État partie de renforcer à tous les niveaux le rôle du Comité national des droits de l'enfant dans la mise en oeuvre de la Convention. L'État partie devrait prendre toutes les mesures voulues pour tenir pleinement compte des principes énoncés dans la Convention

et dans le Plan national d'action lors de l'élaboration de tous les programmes et de toutes les politiques sectorielles.

591. Le Comité recommande également à l'État partie de rassembler toutes les données pertinentes sur la situation des enfants dans les divers domaines visés par la Convention, notamment sur les enfants appartenant aux groupes les plus vulnérables.

592. Le Comité recommande en outre la mise en place d'un système de surveillance pluridisciplinaire pour évaluer les progrès réalisés et les difficultés rencontrées dans la réalisation des droits reconnus dans la Convention aux niveaux central et local, et en particulier pour surveiller de façon régulière les incidences des changements économiques et des conflits armés sur les enfants. Ce système de surveillance devrait permettre à l'État partie de formuler des politiques appropriées et globales visant à protéger les groupes vulnérables et à réduire les disparités existant entre les zones urbaines et rurales. Des efforts devraient être faits pour appliquer des politiques et des mesures de promotion et de protection des droits de l'enfant, en coopération avec les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies, notamment le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner la situation des droits de l'homme au Myanmar et d'autres mécanismes internationaux, le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme/Centre pour les droits de l'homme, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation internationale du Travail.

593. Compte tenu des articles 2, 3 et 4 de la Convention, le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures appropriées, dans toute la mesure des ressources dont il dispose, pour veiller à ce que des crédits budgétaires suffisants soient réservés aux services sociaux en faveur des enfants et qu'une attention particulière soit accordée à la protection des enfants appartenant à des groupes vulnérables ou marginalisés. À cet égard, il suggère que l'impact sur les enfants des décisions prises par les autorités soit évalué de façon permanente.

594. Pour ce qui est de la pleine mise en oeuvre des principes énoncés dans les articles 2, 3, 6 et 12 de la Convention, le Comité recommande à l'État partie de tenir pleinement compte de ces principes dans l'élaboration de l'ensemble de ses politiques, lois, mesures et programmes concernant les enfants à tous les niveaux, notamment sur le plan administratif et judiciaire, tout particulièrement concernant les enfants appartenant à des groupes ethniques et religieux minoritaires, les petites filles, les enfants handicapés et les enfants des zones rurales et reculées.

595. En ce qui concerne le droit à la citoyenneté, le Comité considère que l'État partie devrait, compte tenu des articles 2 (non-discrimination) et 3 (intérêt supérieur de l'enfant), abolir le système de répartition des citoyens en différentes catégories, ainsi que supprimer la mention sur la carte d'identité nationale de la religion et de l'origine ethnique des citoyens, y compris des enfants. Il estime qu'il convient d'éviter tout risque de stigmatisation et de déni des droits consacrés dans la Convention.

596. Tout en se félicitant des initiatives prises par les autorités pour faire connaître l'existence de la Convention, le Comité recommande à l'État partie de lancer une campagne systématique d'information, destinée à la fois aux enfants et aux adultes, sur la teneur de la Convention. L'État partie devrait envisager d'inclure l'étude de la Convention dans les programmes d'enseignement et des mesures appropriées devraient être prises pour faciliter l'accès des enfants à l'information concernant leurs droits. Le Comité recommande à l'État partie de mettre au point un programme global de formation orienté spécialement sur le problème de la maltraitance des enfants, à l'intention des groupes professionnels en contact avec les enfants, notamment les juges, les avocats, les responsables de l'application des lois et le personnel militaire, les professionnels de la santé, les enseignants, les travailleurs sociaux et le personnel des établissements pour enfants. À cet égard, le Comité engage l'État partie à envisager une coopération avec les organismes et les institutions spécialisées des Nations Unies, notamment le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, ainsi qu'avec les organisations non gouvernementales nationales et/ou internationales.

597. Le Comité recommande que la législation et la pratique nationales en matière d'adoption soient rendues pleinement conformes aux principes de la Convention, notamment au principe de l'intérêt supérieur de l'enfant (art. 3). Il engage également l'État partie à envisager de ratifier la Convention de La Haye de 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale.

598. Le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures appropriées, y compris dans le domaine juridique, pour assurer la pleine application des articles 13, 14 et 15 de la Convention. Il encourage l'État partie à offrir aux enfants non bouddhistes et aux enfants de familles pauvres différentes possibilités d'éducation et à prendre toutes les mesures nécessaires à la pleine garantie de la liberté d'association et de parole, ainsi que du droit de réunion pacifique.

599. Le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures appropriées pour assurer l'accès aux services de santé à l'ensemble de la population et à tous les enfants, y compris aux enfants des zones les plus reculées et aux enfants appartenant à des groupes minoritaires. L'État partie devrait

également prendre les mesures nécessaires pour améliorer la protection et l'accès aux services sociaux des enfants physiquement et mentalement handicapés.

600. Le Comité recommande en outre à l'État partie de prendre toutes les mesures appropriées, notamment en renforçant les programmes existants de coopération internationale, pour réduire les taux d'abandon scolaire et de redoublement. Il lui recommande également de libérer les ressources nécessaires à la traduction de matériels dans les langues des minorités, afin d'encourager les établissements scolaires et les enseignants des différentes régions à dispenser un enseignement dans les langues des minorités.

601. Le Comité se félicite des accords de paix passés récemment entre le Gouvernement et la grande majorité des groupes rebelles armés du pays, mais il recommande néanmoins fermement à l'État partie d'empêcher toute autre réinstallation forcée et tous autres déplacements et mouvements forcés de population qui touchent gravement les familles et portent atteinte aux droits des enfants. Il recommande également à l'État partie de renforcer son organisme central de recherche afin de faciliter la réunification des familles.

602. En outre, le Comité recommande vivement que tous les cas signalés de sévices, de viol et/ou de violence dont sont victimes des enfants de la part des membres des forces armées fassent rapidement l'objet d'enquêtes impartiales, approfondies et systématiques. Des sanctions judiciaires appropriées devraient être imposées aux auteurs de ces actes et une large publicité devrait être faite aux sanctions ainsi imposées.

603. Le Comité recommande fermement que l'armée de l'État partie s'abstienne définitivement de recruter des enfants mineurs, compte tenu des normes internationales existantes en matière de droits de l'homme et de droit humanitaire. Tout recrutement forcé d'enfants, ainsi que la participation d'enfants au travail forcé, devraient être interdits.

604. Afin de veiller à la pleine protection des enfants qui travaillent dans leur milieu familial, le Comité recommande à l'État partie de modifier en conséquence la législation en vigueur. Il recommande également aux autorités de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir et éliminer, par tous les moyens juridiques ou autres appropriés, l'exploitation des enfants adoptés, notamment l'exploitation par le travail.

605. Le Comité recommande en outre à l'État partie de prendre toutes les mesures appropriées pour prévenir et éliminer les sévices à enfants, notamment les sévices sexuels, et la vente et la traite d'enfants, la prostitution infantile et la pornographie impliquant des enfants. Il encourage la conclusion d'accords bilatéraux entre les parties concernées visant

à prévenir et éliminer la traite et la vente transnationale d'enfants à des fins d'exploitation sexuelle.

606. Le Comité recommande que toutes les mesures nécessaires soient prises par l'État partie pour mettre pleinement en oeuvre l'article 39 de la Convention, en particulier pour promouvoir la réadaptation physique et psychologique et la réinsertion sociale de tout enfant victime de conflits armés, de négligence et de sévices, de toute forme de violence, y compris le viol, le travail et le travail forcé, l'exploitation à des fins sexuelles et la traite et la vente. Il engage l'État partie à envisager de demander une aide internationale dans ce domaine auprès d'organismes appropriés des Nations Unies, notamment le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales.

607. Le Comité recommande à l'État partie d'envisager d'entreprendre une réforme en profondeur de son système de justice pour mineurs, dans l'esprit de la Convention, en particulier des articles 37, 39 et 40, ainsi que d'autres normes des Nations Unies dans ce domaine, telles que les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté. L'État partie devrait veiller en particulier à ce que la privation de liberté ne constitue qu'une mesure de dernier ressort à n'appliquer que pour le laps de temps le plus court possible, à ce que les conditions de détention soient acceptables, compte tenu des besoins particuliers des enfants, y compris la nécessité d'être séparés des détenus adultes, au respect des droits de l'enfant à l'aide judiciaire et au recours, aux garanties d'une procédure régulière et à la pleine indépendance et à l'impartialité du pouvoir judiciaire. Des programmes de formation consacrés aux normes internationales pertinentes devraient être organisés à l'intention de toutes les personnes dont la profession relève du système d'administration de la justice pour mineurs. Un mécanisme indépendant de surveillance, qu'il soit national ou international, devrait garantir la pleine mise en oeuvre de ces droits. Enfin, le Comité suggère à l'État partie d'envisager de solliciter l'aide internationale dans le domaine de l'administration de la justice pour mineurs auprès du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme/Centre pour les droits de l'homme et de la Division de la prévention du crime et de la justice pénale du Secrétariat.

608. Le Comité encourage le dialogue et la coopération internationale, en particulier dans le domaine des droits de l'homme, et notamment des droits des enfants, entre l'État partie et la communauté internationale. Il recommande que, dans l'esprit de la coopération internationale en matière de droits de l'homme, notamment de droits de l'enfant, l'État partie donne suite à toutes les recommandations du Rappor-

teur spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'examiner la situation des droits de l'homme au Myanmar. Il se félicite de ce que l'Union du Myanmar soit au nombre des États parties à la Convention relative aux droits de l'enfant, mais il suggère également que l'État partie ratifie les autres principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

609. Le Comité recommande qu'en application du paragraphe 6 de l'article 44 de la Convention, le rapport initial présenté par le Myanmar soit largement diffusé auprès du grand public et qu'il soit envisagé de le publier, de même que les comptes rendus analytiques pertinents et les conclusions adoptées à son sujet par le Comité. Ce document devrait recevoir une large diffusion afin de faire connaître la Convention, son application et son suivi, et de susciter la discussion au sein du gouvernement et du public en général, y compris les organisations non gouvernementales intéressées.

17. Conclusions : République arabe syrienne

610. Le Comité a examiné le rapport initial de la République arabe syrienne (CRC/C/28/Add.2) de sa 360^e à sa 362^e séance (CRC/C/SR.360 à 362) tenues les 16 et 17 janvier 1997 et a adopté les conclusions ci-après à sa 371^e séance, le 24 janvier 1997.

a) Introduction

611. Le Comité apprécie le dialogue constructif qui s'est engagé avec la délégation. Tout en se félicitant que la République arabe syrienne ait présenté son rapport initial et apporté des réponses écrites à la liste des points à traiter (CRC/C/Q/SYR.1), le Comité regrette l'absence d'informations quant à la mise en oeuvre des principes et dispositions de la Convention dans la pratique, qui le met dans l'impossibilité de se faire une idée plus précise de la situation des enfants dans le pays.

b) Facteurs positifs

612. Le Comité relève avec satisfaction que la Convention est pleinement prise en compte dans la législation nationale, et que le Code civil ainsi que le Code de procédure pénale indiquent expressément que toute disposition de ces codes qui serait contraire à celle d'une convention internationale à laquelle la République arabe syrienne est partie est inapplicable. Le Comité se félicite également que l'on procède actuellement à la révision d'un certain nombre de dispositions de la législation interne afin d'en assurer la conformité avec les principes et dispositions de la Convention.

613. Le Comité se félicite des initiatives prises par le Gouvernement, et notamment de la mise en place, à l'échelon

ministériel, d'un Comité supérieur pour le bien-être des enfants, de la création d'un Comité national pour l'enfance chargé de suivre l'application de la Convention en République arabe syrienne, et de l'adoption d'un Plan d'action national pour l'application de la Déclaration mondiale en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant dans les années 90.

614. Le Comité relève avec satisfaction que l'éducation est gratuite à tous les niveaux et que l'enseignement primaire a été rendu obligatoire par la loi No 35 de 1981 relative à l'enseignement obligatoire.

615. Le Comité sait gré également au Gouvernement de son intention de publier son rapport initial ainsi que les comptes rendus analytiques des débats du Comité et les observations finales qu'il aura adoptées au sujet de ce rapport.

c) Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre de la Convention

616. Le Comité note que, par suite de l'occupation d'une fraction de son territoire, l'État partie n'est pas en mesure d'exercer son autorité sur la totalité de ce dernier et qu'il ne peut, en conséquence, assurer l'application de la Convention dans toutes les régions du pays. Le Comité note également à ce sujet que l'importance du budget militaire et l'insuffisance des crédits alloués au secteur social peuvent contribuer à faire obstacle à l'exercice par les enfants des droits que leur reconnaît la Convention.

d) Principaux sujets de préoccupation

617. Le Comité craint que le caractère général des réserves émises par l'État partie au sujet des articles 14, 20 et 21 de la Convention ne laisse planer des équivoques quant à la nature de l'engagement de l'État en faveur de la réalisation des droits visés par ces articles.

618. Tout en se félicitant de l'existence d'organismes gouvernementaux chargés de s'occuper du bien-être de l'enfant à l'échelle nationale, le Comité constate avec inquiétude qu'il n'existe pas, entre ces organismes ni entre eux et les organes locaux, une coordination suffisante pour que la mise en oeuvre de la Convention fasse l'objet d'une stratégie d'ensemble.

619. Le Comité est préoccupé par l'insuffisance des mesures prises pour réunir systématiquement des données quantitatives et qualitatives fiables sur tous les aspects visés par la Convention et pour tous les groupes d'enfants, afin d'évaluer les progrès accomplis et de mesurer l'impact des politiques adoptées concernant l'enfance, eu égard en particulier à l'éducation, à la santé, au travail des enfants, aux enfants réfugiés et à ceux qui appartiennent à des minorités, à la

petite fille, aux enfants ayant affaire à la justice pour mineurs, aux enfants handicapés, aux enfants victimes de violences ou de mauvais traitements et aux enfants qui vivent ou travaillent dans la rue.

620. Tout en reconnaissant les initiatives prises pour sensibiliser la population aux principes et dispositions de la Convention, le Comité demeure préoccupé par l'insuffisance des mesures adoptées pour faire largement connaître ces principes et dispositions aux enfants, aux parents, aux fonctionnaires et aux personnels appelés à s'occuper d'enfants ou à travailler en faveur de l'enfance. À cet égard, il relève avec une inquiétude particulière que la formation relative aux droits de l'enfant dispensée aux membres de la police et autres responsables de l'application des lois, au personnel judiciaire, aux enseignants des différents degrés de l'enseignement, aux travailleurs sociaux et au personnel médical est insuffisante et ne présente pas un caractère systématique. Le Comité est préoccupé également par l'absence de mesures tendant à publier le texte de la Convention et à en assurer la diffusion dans le public, sous des présentations qui s'adressent aussi bien aux enfants qu'aux adultes et tiennent compte de leur niveau d'instruction.

621. Le Comité note avec inquiétude que les principes de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la non-discrimination et du respect des opinions de l'enfant ainsi que de son droit de participer à la vie familiale, scolaire et sociale ne sont ni pleinement pris en compte dans la législation interne ni mis en pratique. Il s'inquiète également de constater que les dispositions pertinentes de la législation nationale ne sont pas conformes à la définition que la Convention donne de l'enfant, et en particulier que l'âge de la responsabilité pénale (7 ans) et de l'admission à l'emploi est très bas.

622. Le Comité se déclare préoccupé par la persistance d'attitudes discriminatoires à l'égard des filles – y compris la pratique du mariage précoce – et à l'égard des enfants nés hors mariage. De plus, le fait que l'âge nubile soit plus bas pour les filles que pour les garçons soulève un problème de compatibilité avec les dispositions de la Convention, en particulier avec l'article 2.

623. En ce qui concerne l'application de l'article 4 de la Convention, le Comité note avec inquiétude l'insuffisance des mesures prises pour assurer la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels des enfants dans toutes les limites des ressources dont l'État dispose, notamment des droits qui ont trait à la santé et à l'éducation. Le Comité est particulièrement préoccupé par l'insuffisance des politiques, mesures et programmes visant à protéger les droits des enfants les plus vulnérables, et surtout des enfants qui vivent dans la pauvreté, de la petite fille, des enfants handicapés, des enfants victimes

de violences, des enfants appartenant à des minorités et de ceux qui vivent ou travaillent dans la rue.

624. Autre sujet de préoccupation pour le Comité, à la lumière des dispositions de l'article 7 de la Convention : la situation des enfants réfugiés et des enfants kurdes nés en République arabe syrienne. À cet égard, le Comité note qu'il n'existe pas de moyen de faire enregistrer les enfants réfugiés nés en République arabe syrienne, et que les enfants kurdes nés dans le pays sont considérés par les autorités syriennes soit comme des étrangers soit comme maktoumeen (non enregistrés) et se heurtent à toutes sortes de barrières administratives et de difficultés pratiques pour acquérir la nationalité syrienne, alors qu'ils n'ont aucune autre nationalité à la naissance.

625. En ce qui concerne l'éducation, le Comité considère comme préoccupants l'importance des taux d'abandon scolaire qui s'observent dans le secondaire, notamment parmi les filles, la faiblesse du taux d'encadrement et le manque d'installations adéquates d'enseignement et d'apprentissage. Le Comité relève également que les programmes scolaires ne comprennent pas encore d'enseignement relatif aux droits de l'homme et aux droits de l'enfant.

626. Le Comité est préoccupé par l'absence de mesures appropriées destinées à prévenir et à combattre les mauvais traitements et la violence au sein de la famille ainsi qu'à assurer la réadaptation physique et psychologique et la réinsertion sociale des enfants qui en sont victimes, et par le fait qu'aucun renseignement n'est donné à ce sujet. Le Comité relève également avec inquiétude que, malgré l'interdiction faite par la loi, les mesures disciplinaires appliquées dans les écoles consistent souvent en des châtiments corporels.

627. Le Comité constate avec inquiétude que l'âge minimum d'admission à l'emploi est très bas et que les enfants qui travaillent dans l'entreprise familiale ne sont pas protégés par les dispositions pertinentes de la loi No 91 de 1959 relative à l'emploi, dont celles qui ont trait à l'âge minimum requis pour pouvoir travailler, à l'interdiction du travail de nuit et à d'autres mesures de protection contre les effets nuisibles de certaines activités professionnelles. De plus, le Comité se déclare préoccupé par les informations relatives à l'exploitation de la main-d'oeuvre enfantine dans l'agriculture et par le manque de moyens disponibles dans les zones rurales pour combattre et prévenir ce phénomène.

628. Le Comité juge préoccupant le système d'administration de la justice pour mineurs dans l'État partie, qui n'est pas conforme aux articles 37 et 40 de la Convention ni à d'autres normes pertinentes des Nations Unies en la matière, telles que les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs

privés de liberté. Il note en particulier que les enfants peuvent être privés de liberté à un âge très précoce et qu'on ne s'est pas suffisamment employé à ce jour à trouver des solutions de rechange au placement des enfants en institution.

e) Suggestions et recommandations

629. Le Comité encourage l'État partie à réexaminer ses réserves aux articles 14, 20 et 21 de la Convention. À cet égard, il souligne que des déclarations interprétatives de l'État partie pourraient avoir l'effet souhaité de clarifier sa position à l'égard des droits spécifiques qui y sont visés.

630. Tout en se félicitant de la création du Comité supérieur pour le bien-être des enfants et du Comité national pour l'enfance, le Comité recommande qu'à travers ces organes les autorités s'emploient davantage encore à renforcer et à systématiser la coordination verticale entre les administrations et organismes centraux et locaux qui s'occupent de la protection des droits de l'enfant et participent à la mise en oeuvre des différents programmes et orientations appliqués en la matière.

631. Le Comité recommande que le système de collecte des données soit amélioré et comporte l'établissement d'indicateurs désagrégés et spécifiques qui permettent de déterminer les secteurs où de nouvelles actions s'imposent et d'évaluer les progrès accomplis dans tous les domaines visés par la Convention, et cela dans toutes les régions du pays et pour tous les groupes d'enfants, y compris ceux qui se trouvent dans une situation particulièrement difficile. Le Comité note que l'État partie est disposé à recevoir une assistance technique à cet effet précis et recommande le développement de la coopération avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Le Comité suggère également que l'État partie envisage d'incorporer dans son plan d'action national des données qui rendent compte de tous les domaines visés par la Convention.

632. Le Comité recommande également à l'État partie de poursuivre et de renforcer ses activités de sensibilisation de la population aux principes et dispositions de la Convention à la lumière de l'article 42 de cette dernière, et de mettre en place des programmes de formation continue des fonctionnaires et autres personnels s'occupant d'enfants ou travaillant en faveur de l'enfance, y compris les membres de la police et autres responsables de l'application des lois, le personnel judiciaire, les enseignants des différents degrés de l'enseignement, les travailleurs sociaux et le personnel médical. Le Comité recommande aussi que, dans le cadre de l'examen des programmes scolaires qui est en cours, une attention particulière soit accordée à l'introduction des principes généraux de la Convention dans les programmes d'enseignement.

633. Le Comité recommande à l'État partie de continuer de s'employer à assurer la pleine conformité de la législation nationale avec la Convention, compte dûment tenu des principes généraux de cet instrument et en particulier de ceux qui ont trait à l'intérêt supérieur de l'enfant, à la non-discrimination et au respect de l'opinion de l'enfant et de son droit de participer à la vie familiale, scolaire et sociale. À cet égard, le Comité recommande que, chaque fois qu'il y a lieu, des dispositions spécifiques soient incorporées à la loi pour concrétiser ces principes et qu'à titre prioritaire les dispositions relatives à l'âge nubile des filles, à l'âge de la responsabilité pénale et à l'âge minimum requis pour accéder à l'emploi et pour travailler dans l'entreprise familiale soient réexaminées et alignées sur les principes énoncés par la Convention.

634. Le Comité recommande que des campagnes d'information soient lancées pour prévenir et combattre la discrimination qui s'exerce actuellement contre les filles. Le Comité recommande aussi que des mesures compensatrices appropriées soient prises pour la protection des enfants nés hors mariage.

635. Le Comité recommande aussi qu'à la lumière de l'article 4 de la Convention, priorité soit donnée, lors de l'affectation des crédits budgétaires, à la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels des enfants, en veillant tout particulièrement à ceux qui ont trait à la santé et à l'éducation ainsi qu'à l'exercice de ces droits par les enfants appartenant aux groupes les plus défavorisés. À cet égard, le Comité suggère que les ministres responsables du plan et du budget soient pleinement associés aux activités du Comité supérieur pour le bien-être des enfants et du Comité national pour l'enfance, afin que les décisions de ces organismes soient directement et immédiatement répercutées dans le budget.

636. En ce qui concerne l'exercice par les enfants réfugiés et les enfants kurdes nés en République arabe syrienne des droits que leur reconnaît l'article 7 de la Convention, le Comité souligne que le droit d'être enregistrés et d'acquérir la nationalité syrienne devrait être garanti à tous les enfants qui ressortissent à l'autorité de la République arabe syrienne, sans discrimination aucune et quelles que soient, en particulier, la race, la religion ou l'origine ethnique de l'enfant ou de ses parents ou représentants légaux, conformément à l'article 2 de la Convention. Le Comité recommande aussi à l'État partie d'envisager de ratifier la Convention relative au statut des réfugiés (1951) et son Protocole (1967), ainsi que la Convention sur la réduction des cas d'apatridie (1961).

637. Le Comité recommande aux autorités d'accorder une attention particulière au problème des mauvais traitements et des violences infligés aux enfants au sein de la famille et à celui des châtiments corporels à l'école. À cet égard, le

Comité souligne la nécessité de campagnes d'information et d'éducation visant à prévenir et à combattre le recours à quelque forme que ce soit de châtiment physique ou mental à l'intérieur de la famille et à l'école, ainsi que de la mise en place d'un système de plaintes au bénéfice des enfants victimes de mauvais traitements ou de violences de ce genre. Le Comité recommande aussi l'établissement de mécanismes pour la réadaptation physique et psychologique ainsi que la réinsertion sociale de ces enfants.

638. Le Comité recommande en outre que les dispositions de la loi No 91 de 1959 relative à l'emploi qui ont trait à la protection des enfants dans ce domaine soient réexaminées et alignées sur celles de la Convention, en particulier celles de son article 32. Le Comité suggère à l'État partie d'envisager de ratifier la Convention No 138 de l'Organisation internationale du Travail concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi.

639. Le Comité recommande à l'État partie d'envisager d'entreprendre une réforme du système de la justice pour mineurs dans l'esprit des articles 37, 39 et 40 de la Convention ainsi que des autres normes des Nations Unies en la matière, telles que les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté. Le Comité suggère au Gouvernement syrien de tirer parti à cet effet des programmes d'assistance technique du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme/Centre pour les droits de l'homme et de la Division de la prévention du crime et de la justice pénale du Secrétariat. Le Comité suggère en outre aux autorités syriennes d'examiner dûment la possibilité de créer un organisme indépendant de surveillance chargé de recevoir et d'étudier les plaintes des enfants ayant affaire à la justice pour mineurs.

640. Le Comité recommande qu'en vue du réexamen de la législation et de l'adoption d'orientations conformes à l'esprit des principes et dispositions de la Convention, des études soient menées, en étroite coopération avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et avec des organisations non gouvernementales nationales et internationales, notamment en ce qui concerne la santé et la planification familiale, l'enseignement et l'éducation aux droits de l'homme, ainsi que le mariage précoce et la violence à l'égard des enfants, y compris la violence sexuelle au sein de la famille.

641. Rappelant enfin l'intention de l'État partie de publier son rapport initial ainsi que les comptes rendus analytiques des débats que le Comité lui a consacrés et les conclusions qu'il a adoptées au sujet de ce rapport, le Comité recommande, à la lumière du paragraphe 6 de l'article 44 de la Convention, que ces publications soient largement diffusées dans le grand public, afin de sensibiliser l'opinion et d'instaurer

rer un débat concernant la Convention, son application et le suivi de sa mise en oeuvre au sein du gouvernement, du Parlement et de la population en général, y compris les organisations non gouvernementales intéressées.

18. Conclusions : Nouvelle-Zélande

642. Le Comité a examiné le rapport initial de la Nouvelle-Zélande (CRC/C/28/Add.3) de sa 363e à sa 365e séance (CRC/C/SR.363 à 365), les 20 et 21 janvier 1997, et a adopté les conclusions ci-après à la 371e séance, le 24 janvier 1997.

a) Introduction

643. Le Comité remercie l'État partie pour son rapport détaillé, qui a été établi conformément aux directives du Comité, ainsi que pour les réponses qu'il a présentées par écrit à sa liste des points à traiter (CRC/C/Q/NZL.1). Il prend note avec satisfaction des renseignements supplémentaires fournis par la délégation pendant et après l'examen du rapport ainsi que du dialogue constructif qui s'est ouvert avec elle.

b) Aspects positifs

644. Le Comité accueille avec satisfaction l'adoption de la loi de 1995 sur la protection dans la famille (*Domestic protection Act*) qui, par rapport aux lois antérieures sur la question, assure une plus grande protection aux personnes victimes de violence dans leur foyer, et il se félicite en particulier de l'élargissement de cette protection aux enfants.

645. Le Comité note avec intérêt l'importance croissante accordée à l'évaluation des incidences sur les enfants des futures lois et politiques qui les concernent. Il se félicite en particulier que des procédures spécifiques de suivi et d'évaluation soient prévues dans les nouvelles politiques soumises au Gouvernement.

646. Le Comité constate avec plaisir qu'il existe une large gamme de services de soutien chargés d'aider les enfants handicapés à se développer et à tirer parti au mieux de leurs possibilités.

647. Le Comité est heureux que les dispositions de la loi de 1993 sur les droits de l'homme qui concernent l'interdiction de la discrimination au motif de l'âge s'appliquent aux jeunes âgés de 16 ans et plus et que la Commission des droits de l'homme puisse être saisie de plaintes déposées par des enfants.

648. Le Comité accueille avec satisfaction l'initiative prise par l'État partie de réunir un «Parlement des jeunes», donnant ainsi effet à une dimension importante de l'article 12 de la Convention.

c) Principaux sujets de préoccupation

649. Le Comité s'inquiète de l'ampleur des réserves à la Convention faites par l'État partie, qui suscite des questions quant à leur compatibilité avec le but et l'objet de cet instrument. Il regrette en outre que l'État partie n'ait pas étendu le bénéfice de la Convention au territoire de Tokélaou, qui n'est pas à l'heure actuelle un État souverain et reste un territoire non autonome dans des domaines importants.

650. Le Comité regrette que l'État partie ait des droits de l'enfant une approche qui semble quelque peu fragmentaire puisqu'il n'existe pas de politique ou de plan d'action d'ensemble qui intègre les principes et dispositions de la Convention et porte sur tous les domaines dont elle traite.

651. Le Comité note avec préoccupation que les lois nationales pertinentes ne sont pas conformes à la définition de l'enfant donnée dans la Convention, notamment pour ce qui est de l'âge minimum auquel un enfant peut être inculqué de délit grave et de l'âge minimum d'admission à l'emploi. En outre, en ce qui concerne les conditions à remplir pour bénéficier de différents types d'aide publique, les lois appliquées par diverses entités gouvernementales fixent des limites d'âge extrêmement variées – et qui ne semblent pas toujours cohérentes.

652. S'il note avec intérêt que le Gouvernement délègue dans une large mesure à des organisations non gouvernementales la fourniture de certains services de soutien aux enfants et à leurs familles, le Comité estime que la responsabilité ultime de veiller à la qualité de services appuyés par l'État partie incombe à ce dernier, que ce soit au niveau central ou local, et que des programmes dont la mise en oeuvre est confiée à d'autres entités nécessitent une évaluation et un contrôle attentifs. À cet égard, il note également que ces organisations non gouvernementales bénéficient de fonds publics, ce qui peut susciter des questions quant à leur indépendance.

653. Le Comité note avec préoccupation l'insuffisance des mesures adoptées pour assurer une réelle coordination entre les différents services gouvernementaux qui ont compétence dans les domaines dont traite la Convention ainsi qu'entre les autorités centrales et locales. Il est à craindre non seulement que la coordination de l'action gouvernementale ne soit pas centralisée, mais aussi que cette action manque de cohérence.

654. Le Comité s'inquiète de l'insuffisance des mesures prises pour collecter des données statistiques désagrégées, notamment en ce qui concerne l'enregistrement des plaintes déposées par des enfants, et d'autres informations relatives à la situation des enfants, en particulier ceux qui font partie des groupes les plus vulnérables. En l'absence d'informations qualitatives et quantitatives sur la situation des enfants, il est difficile d'évaluer l'application de la Convention.

655. En ce qui concerne l'application de l'article 4 de la Convention, le Comité craint que le vaste processus de réforme économique entrepris en Nouvelle-Zélande depuis le milieu des années 80 n'ait eu des répercussions sur les crédits alloués aux services d'appui aux enfants et à leurs familles, et que toutes les mesures nécessaires pour assurer aux enfants l'exercice de leurs droits économiques, sociaux et culturels dans toutes les limites des ressources disponibles n'aient pas été prises.

656. Le Comité regrette l'augmentation du nombre de familles monoparentales et l'absence de stratégie concertée visant à répondre aux besoins des enfants concernés.

657. Le Comité se dit préoccupé qu'en vertu de l'article 59 du Code pénal (Crimes Act) les parents puissent user de la force, à condition qu'elle soit «raisonnable», à l'égard de leurs enfants. Il note en outre l'insuffisance des mesures prises pour résoudre le problème des mauvais traitements et des sévices au sein de la famille, y compris les violences sexuelles, ainsi que la question de la réadaptation physique et psychologique et de la réinsertion sociale des enfants victimes de ces mauvais traitements et sévices.

658. Le Comité se dit très préoccupé par le taux élevé de suicides chez les jeunes en Nouvelle-Zélande.

659. Le Comité note avec préoccupation que la plupart des statistiques relatives au bien-être font apparaître un retard important de la population maorie par rapport au reste de la population, ce qui montre l'insuffisance des mesures prises pour protéger et favoriser la jouissance des droits de ce groupe de population, et des enfants maoris en particulier.

660. Le Comité note avec regret qu'il n'existe pas de politique globale régissant la question du travail des enfants, d'âge minimum d'admission à l'emploi ou de fourchette d'âges minimums selon les types d'emplois et les conditions de travail.

661. Le Comité s'inquiète de ce que les services gouvernementaux d'appui aux réfugiés et aux demandeurs d'asile, notamment aux enfants, semblent différents selon que les personnes concernées sont réfugiées dans le pays dans le cadre d'un accord conclu avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ou qu'elles y sont entrées après avoir demandé l'asile personnellement.

d) Suggestions et recommandations

662. Dans l'esprit de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme en juin 1993, lesquels demandaient instamment aux États de retirer leurs réserves à la Convention relative aux droits de l'enfant, le Comité tient à encourager

l'État partie à faire le nécessaire pour retirer ses réserves à cet instrument. Il l'encourage aussi à en étendre le bénéfice au territoire de Tokélaou.

663. Le Comité suggère que l'État partie élabore et adopte une déclaration de politique générale concernant les droits de l'enfant, en tenant compte des principes et dispositions de la Convention, laquelle pourrait guider l'action du personnel des services de soutien fournis ou financés par le Gouvernement.

664. Le Comité recommande que le Gouvernement continue à harmoniser les lois en vigueur avec les principes et dispositions de la Convention. À cet égard, il suggère que soient examinées, en priorité, les questions de l'âge minimum auquel un enfant peut être inculpé de délit grave et de l'âge minimum d'admission à l'emploi.

665. S'il juge encourageant que l'État partie procède actuellement à un examen de toutes ses politiques, de la pratique administrative et des lois pour en déterminer la conformité avec la loi de 1993 sur les droits de l'homme, le Comité suggère qu'un examen distinct ou complémentaire ait lieu, à la lumière des principes et dispositions de la Convention, qui porterait sur tous les aspects de la politique, de la pratique administrative et des lois qui ont des incidences sur les enfants. Il suggère en outre que le Bureau du Commissaire à l'enfance soit renforcé et que soient étudiées de nouvelles mesures propres à donner à ce bureau une indépendance accrue et à le rendre responsable directement devant le Parlement.

666. Le Comité recommande qu'un nouvel examen du système de collecte des données soit entrepris, en donnant la priorité à l'identification d'indicateurs désagrégés appropriés, notamment dans le domaine de l'enregistrement des plaintes, en vue de tenir compte de tous les domaines dont traite la Convention et de tous les groupes d'enfants, notamment des plus défavorisés.

667. En ce qui concerne l'application de l'article 4 de la Convention, le Comité recommande que l'État partie alloue des crédits budgétaires dans toutes les limites des ressources dont il dispose et que la priorité soit donnée à la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels des enfants, eu égard en particulier aux enfants appartenant aux groupes les plus défavorisés. Il suggère également que l'État partie étudie l'impact qu'a sur les enfants et leurs familles le processus de réforme économique en cours depuis quelques années, du point de vue de son effet sur les crédits alloués aux services d'appui, ainsi que les incidences du chômage et de l'évolution des conditions d'emploi sur les enfants, les jeunes et leurs familles. Les conclusions d'une telle étude pourraient être un

bon point de départ pour élaborer une stratégie globale d'action.

668. Le Comité suggère que des projections soient faites concernant les besoins des familles monoparentales, étant donné qu'elles sont de plus en plus nombreuses, et que les mesures en vigueur soient renforcées pour que les enfants concernés et leurs parents ne soient pas désavantagés à l'avenir.

669. Le Comité suggère que l'État partie continue de donner la priorité à l'étude des causes possibles du suicide des jeunes et des caractéristiques de ceux d'entre eux qui semblent être le plus à risque et qu'il prenne des mesures dès que possible pour mettre en place des programmes d'appui et d'intervention supplémentaires, que ce soit dans les domaines de la santé mentale, de l'éducation, de l'emploi ou dans d'autres encore, pour lutter contre ce terrible phénomène. À cet égard, l'État partie voudra peut-être demander conseil aux gouvernements et aux experts d'autres pays qui peuvent avoir de l'expérience dans ce domaine.

670. Le Comité recommande que l'État partie examine la loi en ce qui concerne les châtiments corporels infligés aux enfants au sein de la famille afin d'interdire effectivement toute forme de violence physique ou mentale, de blessures ou de sévices. Il recommande en outre que des mécanismes appropriés soient mis en place pour assurer la réadaptation physique et psychologique et la réinsertion sociale des enfants victimes de ces mauvais traitements et sévices, conformément à l'article 39 de la Convention.

671. S'il prend note des efforts faits par le Gouvernement en faveur de la population maorie dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la protection sociale, le Comité encourage les autorités à poursuivre et renforcer leurs programmes et activités pour qu'il n'y ait plus de décalage entre les enfants maoris et les autres enfants.

672. Le Comité recommande que la politique et la loi relatives au travail des enfants soient révisées et que l'État partie envisage de ratifier la Convention No 138 de l'Organisation internationale du Travail concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi.

673. Le Comité recommande que tous les enfants réfugiés, y compris les demandeurs d'asile qui n'entrent pas en Nouvelle-Zélande dans le cadre de programmes organisés par le HCR, bénéficient d'une assistance de départ et de services d'appui fournis ou financés par le Gouvernement.

674. Enfin, à la lumière du paragraphe 6 de l'article 44 de la Convention, le Comité recommande à l'État partie d'envisager de publier son rapport initial et ses réponses écrites, ainsi que les comptes rendus analytiques pertinents et les conclu-

sions du Comité. Ce document devrait être largement diffusé pour susciter un débat et faire connaître la Convention, son application et son suivi au sein du gouvernement, du Parlement et du grand public, y compris des organisations non gouvernementales intéressées.

19. Conclusions : Cuba

675. Le Comité a examiné le rapport initial de Cuba (CRC/C/8/Add.30) de sa 374^e à sa 376^e séance, les 21 et 22 mai 1997 (CRC/C/SR.374 à 376), et a adopté les conclusions ci-après à sa 398^e séance, le 6 juin 1997.

a) Introduction

676. Le Comité se félicite que l'État partie ait présenté son rapport initial et apporté des réponses écrites à la liste des points à traiter (CRC/C/Q/CUB.1). Il lui sait gré d'avoir engagé un dialogue ouvert et d'avoir reconnu les problèmes, les difficultés et défis auxquels le pays est confronté dans le cadre de l'application de la Convention.

b) Aspects positifs

677. Le Comité note les progrès historiques accomplis par l'État partie dans la mise en place de services pour l'enfance et la promotion du bien-être des enfants, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation, dont les effets se font sentir dans les indicateurs socio-économiques du pays tels que le taux de mortalité infantile et le rapport entre le nombre d'enseignants et d'élèves.

678. Le Comité note avec satisfaction l'élaboration d'un plan d'action visant à atteindre les objectifs du Sommet mondial pour les enfants, qui est en cours d'application à l'échelle tant nationale que municipale.

679. Il est pris note des initiatives que le Gouvernement a récemment prises pour exécuter des programmes d'éducation sexuelle, en coopération avec le Fonds des Nations Unies pour la population.

680. Le Comité prend note de l'importance que l'État partie attache à la prise en charge des handicapés et des mesures prioritaires prises dans ce domaine.

681. Le Comité prend également note de la volonté de l'État partie de venir en aide, sur le plan international, aux victimes de situations d'urgence, en particulier dans le cas des 14 000 victimes de la catastrophe écologique de Tchernobyl qui ont reçu un traitement grâce à Cuba.

c) Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre de la Convention

682. Le Comité prend note des difficultés que l'État partie rencontre dans l'application de la Convention, suite à la rupture de ses liens économiques traditionnels et au renforcement de l'embargo commercial.

d) Principaux sujets de préoccupation

683. Le Comité trouve insuffisantes les mesures prises pour étudier et vérifier la compatibilité de la législation nationale avec les principes et les dispositions de la Convention, de façon à assurer la réalisation de l'ensemble des droits consacrés dans la Convention.

684. Le Comité craint que l'on n'ait pas pris les mesures voulues pour traiter comme il convient, dans le rapport de l'État partie, de tous les droits consacrés par la Convention.

685. Le Comité est préoccupé par l'approche sectorielle retenue par les mécanismes chargés de suivre l'application de la Convention et par leur inefficacité quant à la concrétisation de l'approche globale essentielle à une application exhaustive de la Convention.

686. Le Comité est en outre préoccupé par l'absence de mécanisme indépendant, tel qu'un médiateur, accessible aux enfants et chargé d'examiner les plaintes relatives à la violation de leurs droits et d'y donner suite.

687. Le Comité attire l'attention de l'État partie sur certaines lacunes relevées dans les données statistiques et autres informations rassemblées par l'État partie, notamment pour ce qui est du choix et de l'élaboration d'indicateurs pour suivre l'application des principes et des dispositions de la Convention. D'après les informations fournies dans le rapport de l'État partie, le Comité note que dans certains cas les données statistiques sur la situation des enfants ne sont recueillies que pour les enfants âgés de 15 ans au plus.

688. Le Comité est préoccupé par l'insuffisance des mesures prises pour intégrer l'enseignement des principes et dispositions de la Convention dans la formation dispensée aux spécialistes travaillant avec et pour les enfants, notamment les juges, les avocats, les responsables de l'application des lois, les enseignants, les travailleurs sociaux, les médecins et autres agents de santé, ainsi qu'au personnel des institutions de protection de l'enfance et aux fonctionnaires des administrations centrales et locales.

689. Le Comité est préoccupé par l'absence d'un âge minimum pour le consentement aux rapports sexuels et le manque de concordance entre l'âge d'achèvement de la scolarité obligatoire et l'âge minimum d'admission à l'emploi.

690. Le Comité trouve insuffisantes les mesures prises pour assurer la mise en oeuvre des principes généraux de la Convention dans la politique générale, la pratique et les procédures, en particulier en ce qui concerne les articles 3 (l'intérêt supérieur de l'enfant) et 12 (respect des opinions de l'enfant). Le Comité est d'avis que les mesures prises pour assurer le respect des vues de l'enfant au sein de la famille et dans la vie sociale, ainsi que dans le contexte des mesures administratives, des mécanismes de protection sociale et autres procédures qui concernent les enfants et leur sont applicables, sont insuffisantes.

691. Le Comité regrette l'insuffisance des informations fournies au sujet de la réalisation des libertés et droits civils de l'enfant.

692. Le Comité juge préoccupante l'absence apparente de mécanismes indépendants chargés de suivre la situation des enfants placés en institution.

693. Tout en prenant note des efforts déployés par l'État partie pour résoudre le problème de la maltraitance des enfants, notamment grâce à la mise en place d'un système d'alerte rapide pour les violences contre les enfants, le Comité estime que ces mesures sont insuffisantes pour protéger complètement les enfants contre de telles violations. En outre, des doutes sérieux subsistent au sujet de la possibilité pour un enfant de signaler des sévices et d'autres violations de ses droits au sein de la famille, à l'école ou dans d'autres institutions et de voir sa plainte prise au sérieux et suivie d'effet.

694. Le Comité est également préoccupé par certaines questions relatives aux enfants qui font preuve d'un comportement antisocial, à savoir l'accroissement du nombre d'enfants présentant des troubles du comportement et l'adéquation des mécanismes existants pour résoudre efficacement leurs problèmes.

695. Le Comité constate avec inquiétude que des obstacles continuent d'entraver la mise en oeuvre des programmes de planification familiale et d'éducation dans le pays, eu égard en particulier à l'absence de matériels et de services de qualité à Cuba.

696. Le Comité a noté qu'en dépit de l'absence de statistiques relatives au taux d'abandon scolaire les données disponibles laissaient apparaître une diminution du nombre d'enfants inscrits dans le cycle secondaire et une réduction du nombre de bourses disponibles pour permettre aux enfants de poursuivre leurs études.

697. S'agissant des questions relatives à l'abus et au trafic de drogues, au travail des enfants, à la prostitution et au suicide des enfants, le Comité prend note des informations

fournies par l'État partie, selon lesquelles les enfants touchés sont peu nombreux et représentent des cas isolés. Il n'en tient pas moins à exprimer sa préoccupation devant le fait que l'État partie, compte tenu des problèmes sociaux et économiques considérables que connaît le pays, ne déploie pas suffisamment d'efforts pour élaborer des stratégies préventives afin que de tels problèmes ne se généralisent pas et, partant, ne mettent pas en danger les générations futures.

698. Le Comité constate également avec préoccupation que certaines questions relatives au système de la justice pour mineurs n'ont pas été convenablement traitées, notamment la compatibilité de ce système avec les principes et dispositions de la Convention, en particulier pour ce qui est de la protection accordée aux enfants âgés de 16 à 18 ans et de la détention d'enfants dans les mêmes locaux que des adultes

e) Suggestions et recommandations

699. Dans l'esprit de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne de 1993 et à la lumière des discussions entre ses membres, le Comité recommande que l'État partie envisage la possibilité de réexaminer, en vue de la retirer, la déclaration qu'il a faite au sujet de la Convention.

700. Le Comité encourage l'État partie à examiner sa législation nationale pour faire en sorte qu'elle soit pleinement compatible avec les principes et dispositions de la Convention et que l'ensemble des droits consacrés dans la Convention soient pris en compte dans les lois, la politique et les mesures nationales.

701. Le Comité encourage l'État partie à envisager d'adhérer aux instruments connexes relatifs aux droits de l'homme, notamment la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale (1993) et la Convention relative au statut des réfugiés (1951).

702. L'État partie est instamment prié de prendre des mesures visant à renforcer les moyens des mécanismes nationaux de surveillance et de coordination relatifs aux droits de l'enfant, l'objectif étant d'assurer l'adoption d'une approche globale de l'application de la Convention et de mettre plus en évidence, sur le plan politique, les questions relatives à l'enfance.

703. Étant d'avis qu'il faut redoubler d'efforts pour faire en sorte que la Convention soit utilisée comme un outil politique et qu'elle serve de cadre à l'action en faveur de l'enfance, le Comité recommande que les futurs programmes d'action nationaux et locaux en faveur des enfants soient assortis de politiques, de programmes, de buts et d'objectifs inspirés des principes et des dispositions de la Convention.

704. Conformément aux principes et aux dispositions de la Convention, le Comité suggère que l'État partie envisage d'adopter, dans le cadre de la coopération internationale, des systèmes qui permettent la collecte, la compilation et l'analyse de données relatives aux enfants jusqu'à l'âge de 18 ans, y compris des informations sur les violations des droits de l'enfant, ventilées notamment par sexe et par lieu géographique.

705. Il est recommandé en outre que l'enseignement des principes et des dispositions de la Convention soit intégré dans la formation dispensée aux spécialistes travaillant avec et pour les enfants, notamment les médecins, les agents de santé, les travailleurs sociaux, les juges, les responsables de l'application des lois, les avocats, les enseignants, le personnel des institutions de protection de l'enfance et les fonctionnaires des administrations centrales et locales.

706. Conformément à la Convention, le Comité recommande une harmonisation de la législation, notamment pour ce qui est de l'âge de l'achèvement de la scolarité obligatoire et de l'âge minimum d'admission à l'emploi.

707. Le Comité recommande que des mesures supplémentaires soient prises pour assurer l'application effective des principes généraux de la Convention, notamment la non-discrimination, la prise en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant et le respect des opinions de l'enfant. Ces principes devraient ainsi constituer le cadre de l'élaboration et de la mise en oeuvre de mesures dans tous les domaines intéressant les enfants, qu'elles soient prises par les institutions de protection sociale, les autorités administratives ou les organes législatifs.

708. Le Comité encourage l'État partie à poursuivre les efforts visant à assurer une approche globale de l'application de la Convention, laquelle réaffirme que les droits de l'enfant sont indissociables, interdépendants et intimement liés, et qu'ils doivent être traités globalement. À cet égard, le Comité recommande qu'une attention particulière soit accordée à la réalisation des libertés et droits civils de l'enfant.

709. Le Comité recommande que des mesures supplémentaires soient prises pour protéger les enfants contre les sévices et les mauvais traitements, en particulier grâce au lancement d'une vaste campagne d'information visant la prévention des châtiments corporels et des brimades infligés à des enfants, que ce soit par des adultes ou par d'autres enfants.

710. En ce qui concerne la stratégie mise en place pour résoudre le problème des accidents touchant les enfants, le Comité suggère à l'État partie d'envisager de consacrer des efforts accrus aux mesures préventives.

711. Le Comité recommande que les programmes de planification familiale et d'éducation sanitaire bénéficient de ressources et d'une assistance accrues, en vue de résoudre le problème des grossesses précoces ou non désirées et de modifier le comportement sexuel des hommes. Des questions telles que l'incidence des cas de VIH/sida et de maladies sexuellement transmissibles, le traitement des enfants infectés ou malades et la diminution du recours apparent à l'avortement comme méthode de planification familiale devraient également faire l'objet de programmes d'action. Il est également recommandé que des efforts importants soient déployés pour que les programmes éducatifs en matière de santé génésique ne soient pas seulement destinés aux couples mariés.

712. Le Comité est d'avis que l'État partie devrait de toute urgence réexaminer, en vue de le relever, l'âge minimum légal du consentement aux rapports sexuels.

713. Le Comité recommande que d'autres mesures d'ordre psychosocial soient prises pour prévenir et maîtriser les effets fragilisants des troubles du comportement chez les enfants.

714. En ce qui concerne l'application des articles 28 et 32 de la Convention, le Comité recommande que l'on prenne des mesures supplémentaires afin de mettre en oeuvre les recommandations de la Commission d'experts de l'Organisation internationale du Travail pour l'application des conventions et recommandations, pour ce qui est des obligations découlant de la Convention No 79 de l'Organisation internationale du Travail, qui prévoit, pour les jeunes de moins de 18 ans, une période de repos nocturne d'au moins 12 heures consécutives, comprenant l'intervalle s'étendant entre 10 heures du soir et 6 heures du matin. Le Comité suggère également que des efforts supplémentaires soient faits pour suivre plus attentivement l'application des articles 28 et 32 de la Convention, grâce notamment à l'élaboration et à l'utilisation de certains indicateurs pour illustrer les tendances dans des domaines tels que le taux d'abandon scolaire et l'entrée des enfants sur le marché officiel du travail.

715. Le Comité, s'il note que la mendicité, l'abus et le trafic de drogues et la prostitution infantine ne constituent pas des problèmes majeurs dans le pays à l'heure actuelle, n'en recommande pas moins au Gouvernement d'être attentif, en vue de détecter très tôt ces phénomènes.

716. Le Comité recommande en outre que le Code pénal prévoit la protection des enfants jusqu'à l'âge de 18 ans contre l'exploitation sexuelle. Il recommande également que des mesures supplémentaires soient prises pour lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants, en particulier par le biais du tourisme, compte tenu des recommandations adoptées au

Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, tenu à Stockholm.

717. Conformément au paragraphe 6 de l'article 44 de la Convention, le Comité recommande que le rapport initial et les réponses écrites présentés par l'État partie soient diffusés largement auprès du public et que l'on envisage de publier en même temps les comptes rendus analytiques des débats que le Comité a consacrés à ce rapport et les conclusions qu'il a adoptées à ce sujet. Ce document devrait être largement diffusé afin que le Gouvernement, l'Assemblée nationale et le grand public prennent conscience et débattent de la Convention, de son application et du suivi de sa mise en oeuvre.

718. Le Comité souhaiterait recevoir de l'État partie, par écrit, un complément d'information sur les questions et les problèmes soulevés au cours du débat, qui n'ont pas reçu de réponses complètes ou précises, notamment pour ce qui des questions relatives au droit de l'enfant au regroupement familial.

20. Conclusions : Ghana

719. Le Comité a examiné le rapport initial du Ghana (CRC/C/3/Add.39) de sa 377^e à sa 379^e séance (CRC/C/SR.377 à 379), les 22 et 23 mai 1997, et a adopté les conclusions ci-après à sa 398^e séance, le 6 juin 1997.

a) Introduction

720. Le Comité prend acte avec satisfaction du rapport initial et des réponses écrites à la liste des points à traiter (CRC/C/Q/GHA/1) présentés par l'État partie. Il est satisfait des renseignements supplémentaires fournis par celui-ci lors du dialogue engagé au cours duquel les représentants de l'État partie se livrant à une autocritique ont indiqué, non seulement les orientations de la politique et des programmes, mais également les difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre de la Convention.

b) Aspects positifs

721. Le Comité prend note de la création, en 1979, de la Commission nationale ghanéenne pour l'enfance. Il se félicite également de l'adoption d'un plan d'action national incorporé dans le National Development Policy Framework.

722. Le Comité note avec intérêt que l'État partie a promulgué, en 1992, une nouvelle Constitution qui comporte des dispositions spécifiques sur les droits de l'enfant. Il relève également que l'État partie a entrepris, en 1995, par le biais d'un comité multisectoriel, une réforme générale du droit visant à ce que les lois ghanéennes soient parfaitement

conformes aux dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant.

723. Le Comité se félicite de la création, en 1992, de la Commission nationale des droits de l'homme et de la justice administrative qui est également chargée de la protection des droits de l'enfant.

c) Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre de la Convention

724. Le Comité reconnaît les difficultés économiques auxquelles est confronté l'État partie, en particulier les contraintes que lui impose son programme d'ajustements structurels. Il relève également que certaines pratiques et coutumes traditionnelles, en particulier en milieu rural, entravent la mise en oeuvre effective des dispositions de la Convention, notamment à l'égard des enfants de sexe féminin.

d) Principaux sujets de préoccupation

725. Tout en prenant note des mesures adoptées dans le domaine de la réforme du droit, y compris l'intention d'adopter une loi sur les enfants, le Comité note avec préoccupation qu'actuellement plusieurs textes de loi sont en contradiction avec les dispositions et les principes de la Convention, en particulier en ce qui concerne les droits civils, l'adoption et la justice des mineurs. Le Comité reste également préoccupé par le conflit entre le droit coutumier et les principes et les dispositions de la Convention dans certains domaines comme le mariage.

726. Le Comité note avec satisfaction l'existence d'organismes publics chargés de la protection de l'enfant aux niveaux national et local; il craint néanmoins que la coordination entre eux soit insuffisante pour permettre une mise en oeuvre globale de la Convention.

727. Tout en reconnaissant le travail fait par la Commission nationale ghanéenne pour l'enfance, le Comité est préoccupé par la précarité de la situation financière et institutionnelle de cet organisme.

728. Le Comité s'inquiète de l'absence de mécanisme systématique de suivi des progrès dans les divers domaines sur lesquels porte la Convention et en ce qui concerne tous les groupes d'enfants, en zone urbaine et rurale, en particulier durant le processus de décentralisation actuellement en cours. Il s'inquiète également de la capacité limitée de l'État partie à recueillir et traiter les données et à élaborer des indicateurs spécifiques sur la base desquels évaluer les progrès accomplis et mesurer l'incidence des mesures prises en faveur des enfants, en particulier des groupes d'enfants les plus vulnérables.

729. Pour ce qui est de la mise en oeuvre de l'article 4 de la Convention, le Comité relève avec inquiétude l'absence de politiques et de mesures visant à garantir pleinement les droits économiques, sociaux et culturels des enfants «dans toutes les limites des ressources dont ils disposent».

730. S'agissant de l'article 2 de la Convention, le Comité reste préoccupé par la persistance d'attitudes discriminatoires contre certains groupes d'enfants, en particulier ceux de sexe féminin, ceux qui souffrent d'un handicap et ceux qui vivent en milieu rural, ce qui a souvent pour résultat un accès limité aux services sociaux de base tels que la santé et l'éducation.

731. Le Comité est préoccupé par l'insuffisance des mesures prises pour mettre efficacement en oeuvre les principes généraux (art. 2, 3, 6 et 12) énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant en ce qui concerne les décisions d'ordre juridique, judiciaire et administratif et le processus de prise des décisions politiques.

732. Le Comité est préoccupé par le fait que les diverses couches de la société, qu'il s'agisse des adultes ou des enfants, sont insuffisamment informées des principes et des dispositions de la Convention ainsi que par l'insuffisance de la formation donnée aux groupes de professionnels qui travaillent avec des enfants ou pour eux, notamment les juges, les avocats, les magistrats, le personnel chargé de l'application des lois, les militaires, les enseignants, les directeurs d'écoles, le personnel médical, les travailleurs sociaux, les agents des administrations centrales et locales ainsi que le personnel des institutions qui s'occupent d'enfants.

733. Pour ce qui est de l'article 7 de la Convention, le Comité s'inquiète de ce que, dans de nombreuses zones rurales, les dispositions relatives à l'enregistrement des naissances ne sont pas pleinement appliquées et que les enfants dont la naissance n'est pas enregistrée peuvent être gravement désavantagés dans la jouissance de leurs droits.

734. Le Comité est très préoccupé par l'institutionnalisation des châtiments corporels comme moyen de discipline, en particulier dans les écoles, ainsi que par l'absence de loi générale interdisant clairement de soumettre un enfant à des tortures tant physiques que mentales ou à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

735. Eu égard à l'article 17 de la Convention, le Comité note avec préoccupation qu'il n'existe aucun mécanisme mettant les enfants à l'abri d'informations qui leur sont préjudiciables, y compris la pornographie.

736. Le Comité note en outre avec préoccupation que les lois en vigueur ne permettent pas de protéger les enfants qui sont «adoptés», situation qui conduit à des abus tels que l'exploita-

tion, en particulier des filles, par le biais des travaux domestiques.

737. Le Comité est également préoccupé par l'accroissement du nombre d'enfants dans les grandes villes qui vivent dans les rues ou y travaillent. La violence dont ils sont souvent victimes est également préoccupante, comme l'est le manque de données statistiques et d'études sur eux.

738. Le Comité s'inquiète de la persistance de la malnutrition et de la difficulté apparemment d'inverser cette tendance négative. Il est également préoccupé par l'extension rapide prise par le VIH/sida dans le pays et ses effets dévastateurs sur les enfants.

739. Le Comité demeure préoccupé par la persistance de traditions et de pratiques néfastes telles que les mutilations sexuelles féminines, les mariages et les maternités précoces et le Tro Kosi (esclavage rituel des enfants de sexe féminin).

740. En ce qui concerne le droit à l'éducation (art. 28 et 29), tout en relevant que le principe d'un enseignement de base gratuit, universel et obligatoire pour tous les enfants est reconnu par l'État partie, le Comité s'inquiète de voir que ce droit fondamental n'est pas encore pleinement et également mis en oeuvre dans tout le pays. Il est également préoccupé par le faible taux de scolarisation et le taux élevé des abandons, en particulier chez les enfants de sexe féminin, par l'absence de moyens et de matériels didactiques, ainsi que par la pénurie d'enseignants formés, en particulier dans les zones rurales.

741. Eu égard aux articles 2, 3 et 22 de la Convention, le Comité s'inquiète des difficultés rencontrées par les enfants réfugiés dans l'accès à l'enseignement de base, aux services de santé et aux services sociaux.

742. Le Comité est préoccupé par l'insuffisance des mesures juridiques et autres visant à prévenir l'exploitation économique des enfants et à combattre efficacement ce phénomène, en particulier dans le secteur informel.

743. Le Comité est préoccupé par l'abus de substances toxiques récemment apparu chez les enfants et par le fait que les mesures et les moyens de prévention et de réadaptation destinés à lutter contre ce phénomène sont limités.

744. Le Comité s'inquiète de l'absence d'informations et de données sur les violences et l'exploitation sexuelles, notamment dans la famille. Le fait que les enfants âgés de 14 à 18 ans ne bénéficient pas, à cet égard, de mesures de protection juridique et sociale appropriées constitue également un autre sujet de préoccupation.

745. La question de l'administration de la justice des mineurs et, en particulier, sa compatibilité avec les articles 37, 39 et 40 de la Convention et d'autres normes internationales

pertinentes, est préoccupante. Le Comité demeure très préoccupé, notamment par les violations des droits de l'enfant dans les centres de détention, l'âge bas (7 ans) de la responsabilité pénale et l'insuffisance de mesures de substitution à l'emprisonnement.

e) Suggestions et recommandations

746. Le Comité recommande que la loi générale sur la protection de l'enfant actuellement en préparation aille dans le sens des principes et des dispositions de la Convention et qu'elle soit achevée et adoptée dans un avenir proche.

747. Le Comité recommande à l'État partie d'accroître la coordination entre les divers organismes et mécanismes de l'État relatifs aux droits de l'enfant, aux niveaux tant national que local, afin de mettre en place une politique générale de l'enfance et d'évaluer efficacement la mise en oeuvre de la Convention. Il encourage l'État partie à poursuivre ses efforts pour consolider le cadre institutionnel visant à promouvoir et à protéger les droits de l'homme en général et ceux de l'enfant en particulier. À cet égard, il recommande d'accroître le rôle et les ressources de la Commission nationale ghanéenne pour l'enfance tant dans le cadre de l'État qu'en dehors de celui-ci. Il encourage l'État partie à continuer de coopérer étroitement avec les organisations non gouvernementales et à ratifier dans un avenir proche d'autres instruments internationaux majeurs relatifs aux droits de l'homme, notamment la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

748. Le Comité recommande également à l'État partie de s'employer en priorité à mettre en place un système de collecte et d'analyse des données et à définir des indicateurs ventilés appropriés afin de prendre en compte tous les domaines dont traite la Convention et tous les groupes d'enfants de la société. Ces mécanismes peuvent jouer un rôle essentiel pour assurer un suivi systématique de la situation des enfants et évaluer les progrès accomplis et les difficultés rencontrées dans la réalisation de leurs droits. Ils peuvent aussi servir de base à l'élaboration de programmes destinés à améliorer la situation des enfants, en particulier des plus défavorisés d'entre eux, ceux qui sont atteints d'un handicap, ceux qui sont de sexe féminin, ceux qui sont victimes de sévices et de violences dans leur famille et dans les institutions, ceux qui sont privés de leur liberté, ceux qui sont victimes de l'exploitation sexuelle, ceux qui sont réfugiés et ceux qui vivent ou travaillent dans la rue. Il est en outre suggéré que l'État partie fasse appel à la coopération internationale dans ce domaine.

749. Eu égard aux articles 2, 3 et 4 de la Convention, le Comité recommande d'accorder la priorité dans les dépenses budgétaires à la réalisation des droits économiques, sociaux

et culturels de l'enfant, en mettant particulièrement l'accent sur la santé et l'éducation ainsi que sur la jouissance de ces droits par les enfants, en particulier par les plus défavorisés. À cet égard, le Comité suggère que les autorités responsables de la planification et de l'établissement du budget continuent de participer pleinement aux activités de la Commission nationale ghanéenne pour l'enfance afin de s'assurer que leurs décisions ont une incidence directe et positive sur le budget.

750. Le Comité recommande en outre que toutes les mesures appropriées soient prises, notamment le lancement de campagnes d'information du public, pour prévenir et combattre toutes les formes de discrimination à l'encontre des enfants de sexe féminin et de ceux qui sont atteints d'un handicap, en particulier ceux qui vivent dans les zones rurales, en vue notamment de faciliter leur accès aux services de base.

751. Le Comité estime qu'il faut redoubler d'efforts pour que les principes généraux énoncés dans la Convention, en particulier ceux qui ont trait à l'intérêt supérieur de l'enfant (art. 3) et à la participation des enfants (art. 12), non seulement servent de guide à l'élaboration et à l'examen des mesures et des décisions mais qu'il en soit également tenu compte de manière appropriée dans toutes décisions judiciaires et administratives ainsi que lors de l'élaboration et de l'application de tous les projets et tous les programmes qui ont une incidence sur les enfants.

752. Le Comité recommande que l'État partie lance une campagne d'information systématique à l'intention tant des enfants que des adultes consacrée à la Convention relative aux droits de l'enfant. Il faudrait envisager d'inscrire le texte de la Convention aux programmes de tous les établissements d'enseignement et de prendre des mesures appropriées pour faciliter l'accès des enfants à la connaissance de leurs droits. Le Comité suggère également que l'État partie poursuive son action en faveur des programmes de formation générale des groupes de professionnels qui travaillent avec des enfants ou pour eux, tels que juges, avocats, magistrats, responsables de l'application des lois, militaires, enseignants, directeurs d'école, personnel médical, travailleurs sociaux, fonctionnaires des administrations centrales et locales et personnel des institutions qui s'occupent d'enfants.

753. Eu égard à l'article 7 de la Convention, le Comité recommande qu'un effort spécial soit fait pour mettre au point un système efficace de déclaration des naissances afin d'assurer à tous les enfants la pleine jouissance de leurs droits fondamentaux. Pareil système constituerait un instrument pour collecter des données statistiques, évaluer les difficultés et promouvoir la mise en oeuvre de la Convention.

754. Eu égard aux articles 3 et 19 et au paragraphe 2 de l'article 28 de la Convention, le Comité recommande vigoureusement que les châtiments corporels soient interdits par la loi et que les références à des mesures disciplinaires faisant usage de la force physique telles que les coups de canne soient supprimées du manuel des enseignants. Il recommande en outre que les autorités prennent et appliquent des mesures de discipline socio-éducatives et créatives appropriées dans le respect de tous les droits de l'enfant.

755. Le Comité recommande que l'État partie prenne toutes les mesures qui s'imposent, y compris sur le plan juridique, pour protéger les enfants des informations préjudiciables, y compris dans l'audiovisuel et dans les médias utilisant de nouvelles techniques.

756. Afin de protéger pleinement les droits de l'enfant adopté, le Comité recommande que l'État partie revoie sa législation en matière d'adoption à la lumière de l'article 21 de la Convention. Il recommande en outre que l'État partie envisage de ratifier la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale (1993).

757. Le Comité encourage l'État partie à s'engager à prévenir et à combattre le phénomène des enfants qui travaillent ou qui vivent dans la rue, notamment en procédant à la recherche et à la collecte de données, en favorisant les programmes d'intégration et de formation professionnelle et en garantissant l'égalité d'accès aux services de santé et aux services sociaux.

758. Le Comité recommande que l'État partie prenne toutes les mesures qui s'imposent, notamment par la coopération internationale, pour prévenir et combattre la malnutrition.

759. Le Comité suggère que le Gouvernement renforce ses programmes d'information et de prévention destinés à combattre le VIH/sida et les maladies sexuellement transmissibles (MST) ainsi que les attitudes discriminatoires à l'égard des enfants séropositifs ou sidéens. Le Comité recommande en outre que l'État partie poursuive et consolide ses programmes de planification de la famille et de santé génésique, y compris pour les adolescents.

760. Le Comité partage le point de vue de l'État partie à savoir que des efforts sérieux sont nécessaires pour combattre les pratiques traditionnelles préjudiciables telles que les mariages précoces, les mutilations sexuelles féminines et le Tro Kosi. Le Comité recommande que la législation tout entière soit revue afin qu'elle soit pleinement compatible avec les droits de l'enfant et que des campagnes publiques visant tous les secteurs de la société soient lancées afin de faire évoluer les comportements. À cet égard, toutes les mesures appropriées devraient être prises sur une base prioritaire.

761. Conformément à l'alinéa a) de l'article 28 de la Convention, le Comité encourage l'État partie dans les efforts qu'il déploie pour rendre l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous. Il encourage également le Gouvernement à mettre en oeuvre des mesures propres à accroître les taux de scolarisation et de rétention des élèves, en particulier des enfants de sexe féminin. Il faut disposer d'un système d'évaluation régulière de l'efficacité de ces mesures et autres mesures pédagogiques, y compris la qualité de l'enseignement. Il faudrait prendre d'autres mesures pour élaborer des directives sur la participation de tous les enfants à la vie de l'école, conformément aux principes et aux dispositions de la Convention. Le Comité recommande, en outre, que, eu égard aux dispositions de l'article 29 de la Convention et compte tenu de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme, l'État partie inscrive l'éducation dans le domaine des droits de l'enfant aux programmes scolaires. L'État partie voudra peut-être envisager de demander la poursuite de la coopération internationale pour mettre en oeuvre les mesures portant application des dispositions des articles 28 et 29 de la Convention.

762. Dans l'esprit des articles 2, 3 et 22 de la Convention, le Comité recommande que l'État partie fasse le nécessaire pour assurer un accès facile et total aux services de base notamment à l'éducation, aux services de santé et aux services sociaux, à tous les enfants qui relèvent de sa juridiction.

763. Le Comité encourage l'État partie à veiller à ce que les lois sur le travail soient pleinement appliquées pour éviter l'exploitation économique des enfants. Il suggère en outre que les autorités adoptent une législation et des mesures explicites pour éviter que les enfants ne soient exploités par le biais du travail dans le secteur informel. Il suggère également que l'État partie envisage de ratifier la Convention No 138 de l'Organisation internationale du Travail concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi.

764. Le Comité recommande que les autorités prennent toutes les mesures appropriées – telles que des campagnes d'information du public, y compris dans les écoles – pour prévenir et combattre l'abus de drogues et de substances toxiques chez les enfants. Il encourage également l'État partie à appuyer les programmes de réinsertion en faveur des enfants victimes de tels abus. Il encourage, à cet égard, l'État partie à envisager le recours à une assistance technique fournie par des organisations internationales compétentes telles que l'Organisation mondiale de la santé.

765. Eu égard à l'article 34 et autres articles pertinents de la Convention, le Comité recommande que l'État partie renforce son arsenal législatif pour protéger pleinement les enfants contre toutes les formes d'exploitation ou de sévices sexuels, y compris au sein de la famille. Il recommande

également que l'État partie procède à des études afin d'élaborer et de mettre en oeuvre les politiques et les mesures appropriées, notamment en matière de réadaptation, pour combattre ce phénomène sur tous les plans et avec efficacité. Le Comité souhaite, à ce propos, appeler l'attention de l'État partie sur les recommandations formulées dans le Programme d'action adopté par le Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales qui s'est tenu à Stockholm en 1996.

766. Le Comité recommande que l'État partie envisage de procéder à une réforme de l'ensemble de son système de justice des mineurs, dans l'esprit de la Convention, en particulier des articles 37, 39 et 40 ainsi que d'autres normes des Nations Unies dans ce domaine telles que les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté. Il faudrait accorder une attention particulière à la protection des droits des enfants privés de leur liberté, au relèvement de l'âge minimum de la responsabilité pénale et à l'amélioration de la qualité et de l'adéquation des mesures de substitution à l'emprisonnement. Il faudrait organiser des programmes de formation sur les normes internationales pertinentes à l'intention de tous les professionnels de la justice des mineurs. Le Comité suggère en outre que l'État partie envisage de demander à cet égard une assistance technique au Haut Commissaire des Nations Unies/Centre pour les droits de l'homme et à la Division de la prévention du crime et de la justice pénale du Secrétariat de l'ONU.

767. Enfin, compte tenu du paragraphe 6 de l'article 44 de la Convention, le Comité recommande que le rapport initial et les réponses écrites présentés par l'État partie fassent l'objet d'une large diffusion auprès du public et qu'il soit envisagé de publier le rapport, les comptes rendus analytiques pertinents et les conclusions que le Comité a adoptées sur ce rapport. Il faudrait leur assurer une large diffusion afin de susciter, au sein du Gouvernement, du Parlement et du public, y compris des organisations non gouvernementales concernées, un débat sur la Convention, sur sa mise en oeuvre et sur son suivi et de faire connaître les dispositions de cet instrument.

21. Conclusions : Bangladesh

768. Le Comité a examiné le rapport initial (CRC/C/3/Add.38) et le rapport complémentaire (CRC/C/3/Add.49) du Bangladesh de ses 380^e à 382^e séances (CRC/C/SR.380 à 382), les 26 et 27 mai 1997 et a adopté les conclusions ci-après à sa 398^e séance, le 6 juin 1997.

a) Introduction

769. Le Comité remercie le Gouvernement bangladais d'avoir présenté son rapport initial et fourni par écrit des informations portant réponse aux questions énumérées dans la liste des points à traiter (CRC/C/Q/Ban.1). Il exprime sa satisfaction au sujet des informations complémentaires fournies par la délégation bangladaise et du dialogue constructif et fructueux qui s'est engagé avec le Comité.

b) Aspects positifs

770. Le Comité se félicite de la création d'un ministère des affaires féminines et de l'enfance en 1994. Il prend note avec satisfaction également de l'adoption d'une politique nationale pour l'enfance, ainsi que de la création du Conseil national de l'enfance en août 1984. Dans le domaine de la réforme des lois, il prend acte de l'adoption d'un plan d'action visant à instituer des groupes d'étude pour la réforme de la législation, pour la justice pour mineurs et pour la petite fille. Il se réjouit par ailleurs de l'adoption, en 1995, de la loi (disposition spéciale) sur la protection de la femme et de l'enfant, et de la participation active du Bangladesh à la Décennie de la petite fille, organisée par l'Association sud-asiatique de coopération régionale.

771. Le Comité se félicite de l'ouverture d'esprit manifestée par l'État partie pour la coopération internationale destinée à favoriser l'application effective de la Convention, telle qu'elle est prévue dans le mémorandum d'accord entre le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'Organisation internationale du Travail, l'Association des fabricants et exportateurs de vêtements du Bangladesh (Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association), et le Gouvernement bangladais, et pour la coopération avec d'autres organismes internationaux dans différents domaines.

772. Le Comité se félicite également des relations constructives entre la communauté des organisations non gouvernementales et le Gouvernement bangladais, tant à l'échelon national qu'à l'échelon local, pour ce qui est de surveiller et de mettre en oeuvre les droits de l'enfant. À cet égard, il note que des consultations ont eu lieu entre le Gouvernement et les organisations non gouvernementales au cours de l'élaboration du rapport initial.

773. Le Comité se félicite de l'adoption récente de la loi portant création du poste d'ombudsman, ainsi que de la création en cours d'une commission nationale des droits de l'homme.

774. Le Comité se félicite par ailleurs de ce que le montant des ressources allouées pour les dépenses sociales ait été accru depuis la ratification de la Convention par le Bangladesh. Il note en particulier qu'un pourcentage croissant de

ressources a été consacré à la mise en place d'un réseau de soins de santé primaires, à l'approvisionnement en eau salubre et à l'hygiène publique, ainsi qu'à la lutte contre les maladies.

775. Le Comité prend note des progrès accomplis par l'État partie, qui a réussi à réduire sensiblement le taux de mortalité juvénile au cours des 10 dernières années et à faciliter l'accès à l'enseignement de base. Il prend note en outre des mesures positives prises dans le domaine des programmes de planification de la famille.

c) Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre de la Convention

776. Le Comité note que le Bangladesh est l'un des pays les plus pauvres du monde; un pourcentage élevé de son importante population est jeune et vit au-dessous du seuil de pauvreté.

777. Le Comité note par ailleurs que les catastrophes naturelles et l'ajustement structurel ont eu une incidence préjudiciable sur la situation des enfants. Il note en outre que la persistance de certaines pratiques et coutumes traditionnelles a eu une influence défavorable sur l'exercice par certains enfants des droits qui leur sont reconnus dans la Convention.

d) Principaux sujets de préoccupation

778. Tout en rendant hommage à l'État partie pour l'ouverture d'esprit avec laquelle il envisage de reconsidérer éventuellement ses réserves à l'article 21 et au paragraphe 1 de l'article 14 de la Convention, le Comité continue de craindre que ces réserves n'entravent la mise en application intégrale de la Convention.

779. Le Comité est préoccupé par le statut peu clair de la Convention dans le cadre juridique interne et par l'insuffisance des mesures prises pour rendre la législation existante pleinement conforme à la Convention, notamment à la lumière des principes généraux de non-discrimination (art. 2), de l'intérêt supérieur de l'enfant (art. 3), du droit à la vie, à la survie et au développement (art. 6) et du respect pour les opinions de l'enfant (art. 12). Le Comité est profondément préoccupé par le manque de conformité entre les dispositions existantes de la loi et la Convention, s'agissant des diverses limites d'âge fixées par la loi, de l'absence de définition de l'enfant, de l'âge, bien trop jeune, de la responsabilité pénale, et de la possibilité de condamner des enfants âgés de 16 à 18 ans à la peine de mort et à la détention dans des établissements pénitentiaires ordinaires. Le Comité note en outre que, comme l'État partie le reconnaît dans son rapport complémentaire, nombre de lois sont insuffisamment appliquées et

que la vie des enfants est régie par des coutumes familiales et la loi religieuse plutôt que par la loi de l'État.

780. Le Comité estime que les mesures prises pour faire largement connaître les principes et dispositions de la Convention sont insuffisantes, et il demeure préoccupé par le fait qu'aucune formation appropriée et systématique n'est dispensée aux personnels spécialisés qui s'occupent d'enfants et oeuvrent en leur faveur, notamment les juges, les avocats, les responsables de l'application des lois, les professionnels de la santé, les enseignants, les travailleurs sociaux, le personnel des institutions de protection de l'enfance et les fonctionnaires de la police.

781. Tout en saluant les efforts entrepris par l'État partie pour collecter des données et des informations sur la situation des enfants, le Comité est préoccupé par l'attention insuffisante qui a été accordée à la mise en place d'un système intégré efficace de collecte de données couvrant tous les enfants. Il considère préoccupant, à cet égard, que la politique nationale pour l'enfance ne prenne en considération que les enfants jusqu'à 14 ans. Il est également préoccupé par le fait qu'aucun mécanisme général de suivi et de coordination n'ait encore été créé pour l'ensemble des domaines visés par la Convention et tous les groupes d'enfants.

782. En ce qui concerne l'application de l'article 2 de la Convention, le Comité exprime sa préoccupation devant la persistance de comportements discriminatoires et de pratiques néfastes affectant les filles, comme le montrent de graves inégalités, qui commencent parfois à la naissance et réduisent l'exercice des droits à la survie, la santé, l'alimentation et l'éducation. Le Comité constate également la persistance de pratiques néfastes telles que le paiement d'une dot et le mariage précoce. Les comportements discriminatoires à l'égard des enfants nés hors mariage, les enfants qui vivent ou travaillent dans la rue, les enfants victimes d'exploitation sexuelle, les enfants handicapés, les enfants réfugiés et les enfants appartenant à des minorités tribales, constituent également un sujet de préoccupation.

783. Le Comité exprime sa préoccupation au sujet de l'application de l'article 12, en notant que les opinions de l'enfant ne sont pas suffisamment prises en considération, notamment au sein de la famille, à l'école et dans le système judiciaire pour mineurs.

784. Le Comité est préoccupé par le fait que dans l'État partie la plupart des naissances ne sont pas déclarées. Cette situation peut avoir des conséquences préjudiciables pour le plein exercice, par les enfants, de leurs droits et de leurs libertés fondamentales.

785. Le Comité est préoccupé par le manque de mesures appropriées visant à combattre et prévenir les mauvais

traitements et la violence, y compris la violence sexuelle, tant au sein qu'en dehors de la famille, et par le manque de sensibilisation et d'information en la matière. La persistance des châtiments corporels et son acceptation par la société, ainsi que les sévices parfois exercés par des responsables de l'application des lois sur des enfants abandonnés ou «en état de vagabondage», constituent des sujets de grave préoccupation.

786. L'insuffisance des mesures destinées à aider les parents à s'acquitter de leurs responsabilités courantes en matière d'éducation des enfants et l'absence d'assistance ou de soutien financier pour les nombreux enfants qui vivent dans des familles monoparentales ou d'autres enfants particulièrement vulnérables constituent des sujets de préoccupation. Le Comité est également préoccupé par le fait que la législation et la pratique ne prévoient que dans une mesure insuffisante la prise en charge des enfants privés d'un milieu familial approprié.

787. Le Comité est préoccupé par les taux élevés de mortalité maternelle, l'accès insuffisant à des soins prénatals et, plus généralement, l'accès limité à des services publics de protection sanitaire. L'absence de politique nationale destinée à garantir les droits des enfants handicapés est également relevée. Le Comité est en outre préoccupé par l'absence de programmes relatifs à la santé mentale des enfants et de leur famille.

788. La malnutrition continue de compromettre gravement la survie et le développement des enfants dans l'État partie, qui accuse l'un des pourcentages les plus élevés d'enfants sous-alimentés dans le monde, et où la ration calorique a diminué au cours des dernières décennies, ce qui s'est traduit par une plus grande fréquence du retard dans la croissance et le développement ainsi que des états de dépérissement.

789. Tout en saluant les efforts entrepris pour améliorer la situation de l'éducation, notamment l'introduction de l'enseignement obligatoire pour les enfants âgés de 6 à 10 ans, et les mesures destinées à inciter les filles à fréquenter l'école, le Comité demeure néanmoins préoccupé par le faible taux de scolarisation et les taux élevés d'abandon scolaire, les proportions très élevées d'enfants par rapport aux enseignants et la pénurie d'enseignants dûment formés.

790. En ce qui concerne l'application de l'article 22 de la Convention, le Comité demeure préoccupé par la faible protection juridique dont bénéficient les enfants réfugiés et le manque de procédures appropriées qui leur soient applicables. Il est également préoccupé par les difficultés auxquelles ces enfants se heurtent en cherchant à avoir accès aux services éducatifs et sanitaires et en s'efforçant de retrouver leur famille.

791. Le Comité est préoccupé par le nombre élevé d'enfants qui travaillent, notamment dans les zones rurales, comme domestiques et dans d'autres domaines du secteur non structuré. Il s'inquiète de ce que nombre de ces enfants travaillent dans des conditions dangereuses et nocives et soient souvent exposés à la violence et l'exploitation sexuelle. Le Comité est par ailleurs gravement préoccupé par l'existence de la traite et de la vente d'enfants. Il estime indispensable de remédier à l'exécution insuffisante et à la non-mise en application, par les organes chargés de faire respecter la loi, de la législation existante à tous les niveaux.

792. Le Comité s'inquiète de ce que l'État partie n'ait pas pris de mesures pour favoriser le droit de l'enfant à des loisirs et à l'exercice d'activités récréatives et culturelles (art. 31).

793. La situation en ce qui concerne l'administration de la justice pour mineurs et son incompatibilité avec les articles 37, 39 et 40 de la Convention et d'autres normes internationales pertinentes, est un sujet de préoccupation pour le Comité. Plus précisément, le Comité est préoccupé par l'âge de la responsabilité pénale, qui n'est que de 7 ans, l'absence de protection appropriée pour les enfants de 16 à 18 ans, les motifs d'arrestation et de mise en détention d'enfants – parmi lesquels on relève la prostitution, le «vagabondage» ou un «comportement indiscipliné» –, les lourdes peines susceptibles d'être infligées à des enfants, l'isolement cellulaire et les mauvais traitements dont ils peuvent être l'objet de la part de la police.

794. Enfin, en ce qui concerne l'application de l'article 30 de la Convention, le Comité est préoccupé par l'insuffisance des mesures prises pour assurer la protection et la promotion des droits des enfants appartenant à des minorités, y compris les enfants des Hill Tracts (districts montagneux).

e) Suggestions et recommandations

795. À la lumière de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, le Comité engage l'État partie à reconsidérer ses réserves à l'article 21 et au paragraphe 1 de l'article 14 de la Convention, en vue de les retirer. Le Comité estime que, puisqu'il est envisagé d'apporter des modifications à la législation nationale, ces réserves pourraient être superflues.

796. Le Comité recommande à l'État partie de poursuivre ses efforts en vue de rendre sa législation nationale parfaitement compatible avec la Convention, en tenant dûment compte des principes généraux énoncés aux articles 2, 3, 6 et 12 et des préoccupations exprimées par le Comité. En outre, l'État partie devrait définir une politique nationale pour l'enfance et adopter une démarche juridique concertée à l'égard des droits de l'enfant.

797. Le Comité engage l'État partie à poursuivre ses efforts pour promouvoir l'enseignement des droits de l'homme dans le pays en général et faire mieux connaître et comprendre les principes et dispositions de la Convention. Il recommande de lancer à l'intention des enfants comme des adultes une campagne d'information systématique sur la Convention. Il conviendrait d'inscrire l'étude de la Convention au programme de tous les établissements d'enseignement et de poursuivre et d'intensifier encore, avec la coopération du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et d'autres organisations oeuvrant dans ce domaine, l'action menée pour atteindre les groupes vulnérables analphabètes ou n'ayant pas bénéficié d'un enseignement de type scolaire. L'État partie devrait aussi promouvoir une politique globale de formation systématique des personnels s'occupant d'enfants ou oeuvrant en leur faveur.

798. Le Comité recommande à l'État partie d'envisager d'adhérer à d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment aux deux Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

799. Le Comité recommande en outre à l'État partie de procéder à la collecte de toutes les informations utiles sur la situation des enfants dans les divers domaines visés par la Convention, en s'intéressant à tous les groupes d'enfants, y compris les plus vulnérables. Il conviendrait d'adapter la politique nationale pour l'enfance afin de prendre en considération tous les enfants, y compris ceux âgés de 14 à 18 ans.

800. Le Comité suggère aussi d'instituer un système multidisciplinaire de suivi et de coordination chargé d'évaluer les progrès accomplis et les difficultés rencontrées dans l'application des droits reconnus dans la Convention aux niveaux national et local, en tenant dûment compte des effets préjudiciables que les politiques économiques ont sur les enfants.

801. En ce qui concerne l'article 4 de la Convention, le Comité, tout en prenant acte des efforts accomplis en matière d'allocations de ressources au secteur social, juge indispensable de prévoir des crédits budgétaires plus importants pour corriger et éliminer les disparités existantes et élaborer, à la faveur de la coopération internationale, une stratégie globale pour les enfants, en tenant dûment compte de leur intérêt supérieur.

802. Le Comité estime que des efforts plus importants s'imposent pour mettre pleinement en oeuvre les dispositions de l'article 2 de la Convention. Il conviendrait de prendre des mesures, et notamment de lancer des études et des campagnes, pour lutter contre les comportements traditionnels et les stéréotypes et sensibiliser la société à la situation et aux

besoins de la petite fille, des enfants nés hors mariage, des enfants qui vivent ou travaillent dans la rue, des enfants victimes de violence sexuelle et d'exploitation sexuelle, des enfants handicapés, des enfants réfugiés et des enfants appartenant à des minorités tribales.

803. Le Comité engage vivement l'État partie à favoriser et à faciliter la participation des enfants et le respect de leurs opinions dans l'adoption de décisions les concernant, notamment au sein de la famille, à l'école et dans le cadre des procédures judiciaires et administratives, à la lumière des articles 12, 13 et 15 de la Convention.

804. Le Comité recommande l'adoption de mesures complémentaires pour assurer la déclaration de toutes les naissances, en liaison avec les organisations non gouvernementales et avec l'appui des organisations internationales.

805. Le Comité recommande à l'État partie d'organiser des campagnes de sensibilisation du public et de prendre des mesures pour dispenser une aide appropriée aux familles afin de leur permettre de s'acquitter de leurs responsabilités d'élever leurs enfants en vue, notamment, de prévenir la violence au foyer, d'interdire les châtiments corporels et d'empêcher les mariages précoces et autres pratiques traditionnelles préjudiciables.

806. Des mesures complémentaires s'imposent pour lutter contre les brutalités physiques et la violence, y compris la violence sexuelle, infligées à des enfants. Il est indispensable d'élaborer des programmes de réadaptation et de réinsertion des enfants traumatisés et de concevoir des procédures et des mécanismes appropriés pour l'examen des plaintes motivées par de mauvais traitements physiques et psychologiques. Les allégations de violations des droits des enfants devraient donner lieu à une enquête et à des poursuites.

807. Le Comité recommande à l'État partie d'envisager d'adhérer à la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale.

808. Il conviendrait de prendre des dispositions complémentaires dans le domaine des services de santé et de protection sociale. En particulier, des efforts concertés s'imposent pour lutter contre la malnutrition et assurer la mise en oeuvre d'une politique nutritionnelle nationale pour l'enfance.

809. Des efforts doivent également être faits pour traiter les enfants handicapés et prévenir les handicaps et faire mieux comprendre la nécessité de faciliter la participation active de tels enfants à la vie de la collectivité, à la lumière de l'article 23 de la Convention. Le Comité engage par ailleurs l'État partie à poursuivre ses efforts pour assurer la mise en oeuvre de programmes et d'approches intégrés en matière de santé

mentale et accorder les ressources et l'assistance nécessaires pour ces activités.

810. Dans le domaine de l'éducation, le Comité suggère de prendre des dispositions complémentaires pour assurer l'application des articles 28 et 29. Il recommande vivement d'intensifier les efforts pour former des enseignants, moderniser le milieu scolaire, accroître la scolarisation et lutter contre l'abandon scolaire.

811. Afin de mieux aborder les problèmes connexes que posent l'éducation et le travail des enfants, notamment dans le secteur non structuré, le Comité recommande d'organiser des campagnes d'information efficaces pour empêcher le travail des enfants et y mettre définitivement fin, et de développer l'actuelle coopération entre l'État partie, des organisations internationales telles que l'Organisation internationale du Travail et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, et les organisations non gouvernementales. Il faut mettre en application une réglementation visant à empêcher le travail des enfants, procéder à des enquêtes sur les plaintes et aggraver les sanctions infligées aux responsables de violations. Il faut intensifier les efforts pour offrir des possibilités d'éducation et de loisirs aux travailleurs mineurs et aux enfants qui travaillent ou vivent dans la rue. Le Comité suggère en outre à l'État partie d'envisager de ratifier la Convention No 138 de l'Organisation internationale du Travail concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi.

812. Le Comité recommande à l'État partie d'assurer une protection appropriée aux enfants réfugiés, notamment dans les domaines de la sécurité physique, de la santé et de l'éducation. Il faudrait aussi établir des procédures pour faciliter la réunion des familles. L'État partie pourrait, à cet égard, envisager de solliciter l'aide du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

813. En ce qui concerne l'administration de la justice pour mineurs, le Comité recommande de poursuivre la réforme de la législation, au regard de l'âge très précoce de la responsabilité pénale (7 ans), de l'absence de protection suffisante pour les enfants de 16 à 18 ans, des motifs d'arrestation et de mise en détention d'enfants – parmi lesquels on relève la prostitution, le «vagabondage» ou un «comportement indiscipliné» –, des lourdes peines susceptibles d'être infligées à des enfants et de l'isolement cellulaire ainsi que des mauvais traitements dont ils peuvent être l'objet de la part de la police. Dans le cadre de cette réforme, l'État partie devrait tenir pleinement compte des dispositions de la Convention, notamment de ses articles 37, 39 et 40, ainsi que d'autres normes internationales pertinentes en la matière telles que les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté. Le Comité recommande en outre à l'État

partie de tirer parti des programmes d'assistance technique du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme/Centre pour les droits de l'homme et de la Division de la prévention du crime et de la justice pénale du Secrétariat.

814. Le Comité engage l'État partie à prendre toutes les mesures appropriées pour prévenir et combattre la violence sexuelle et l'exploitation sexuelle dont des enfants sont victimes et pour assurer leur réadaptation physique et psychologique et leur réinsertion sociale, à la lumière de l'article 39 de la Convention. Il conviendrait d'intensifier la coopération bilatérale et régionale pour éviter que le problème grave de la traite d'enfants ne se pose et, le cas échéant, lutter contre ce problème.

815. Enfin, le Comité recommande que, conformément au paragraphe 6 de l'article 44 de la Convention, le rapport initial présenté par l'État partie soit largement diffusé dans le grand public et qu'il soit envisagé de publier le rapport conjointement avec les réponses données par écrit à la liste des points à traiter par le Comité, les compte rendus analytiques pertinents des débats et les conclusions adoptées par le Comité au sujet de ce rapport après son examen. Ce document devrait être largement diffusé afin de sensibiliser l'opinion et susciter un débat concernant la Convention, son application et le suivi de sa mise en oeuvre au sein du Gouvernement, du Parlement et de la population en général, y compris par l'intermédiaire des organisations non gouvernementales intéressées.

22. Conclusions : Paraguay

816. Le Comité a commencé à examiner le rapport initial du Paraguay (CRC/C/3/Add.17) à ses 167^e et 168^e séances (CRC/C/SR.167 et 168), les 4 et 5 octobre 1994. À sa 183^e séance, le 14 octobre 1994, il a adopté des observations préliminaires (CRC/C/15/Add.27) et a prié l'État partie de lui fournir des renseignements supplémentaires en réponse à la liste écrite des points à traiter (CRC/C.7/WP.2) et aux questions et préoccupations soulevées oralement. L'État partie a donné ces renseignements (CRC/C/3/Add.47) dans un rapport que le Comité a examiné à sa 385^e séance (CRC/C/SR.385), le 28 mai 1997. Le Comité a adopté les conclusions suivantes à sa 398^e séance, le 6 juin 1997.

a) Introduction

817. Le Comité remercie l'État partie d'avoir présenté son rapport initial, puis ultérieurement un complément d'information, et note avec satisfaction qu'il a engagé un dialogue franc avec lui, en octobre 1994, et en mai 1997. Les réponses écrites aux questions de la liste des points à traiter du Comité

(CRC/C.7/WP.2), ainsi que les réponses données par la délégation aux questions orales et aux préoccupations formulées par les membres du Comité lors de l'examen du rapport initial, ont permis d'avoir une discussion utile et constructive avec l'État partie.

b) Aspects positifs

818. Le Comité prend note de la disposition incorporée dans la Constitution de 1992 tendant à ce que 20 % du budget national au moins soient consacrés à l'éducation. Il se félicite des mesures prises par l'État partie pour mettre en oeuvre dans tout le pays un ambitieux programme de construction d'écoles, ainsi que des efforts déployés pour améliorer la qualité de l'enseignement. Les efforts faits par l'État partie pour abaisser le taux très élevé d'abandon scolaire en sixième année sont une importante composante de la stratégie visant à lutter contre des fléaux tels que le travail des enfants et le phénomène des enfants qui travaillent ou vivent dans la rue. Le Comité se félicite en outre que la Constitution de 1992 dispose que, dans les premières années de la scolarité, l'enseignement est dispensé dans la langue maternelle de l'élève, et note avec satisfaction que l'espagnol et le guarani sont des langues d'enseignement et que des mesures ont été adoptées dans le cadre du Plan stratégique pour la réforme de l'éducation (Paraguay 2020) pour résoudre les problèmes auxquels sont confrontés les enfants de langue guarani au niveau de l'enseignement de base.

819. Le Comité se félicite de la priorité accordée par l'État partie à la santé, en particulier aux soins de santé pour les enfants, et notamment des efforts déployés pour abaisser la mortalité infantile, encourager l'allaitement, appuyer les programmes de nutrition et accroître l'accès à une eau potable salubre.

820. Le Comité se félicite également des mesures prises pour renforcer l'indépendance de la justice et de l'appareil judiciaire qui administre la justice des mineurs.

821. Le Comité se félicite du programme de coopération technique dont a bénéficié l'État partie grâce à un programme commun qui a reçu le soutien du Haut Commissaire des Nations Unies/Centre pour les droits de l'homme et celui du Programme des Nations Unies pour le développement et se félicite aussi de l'appui apporté par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance aux divers programmes en faveur des enfants au Paraguay.

c) Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre de la Convention

822. Le Comité note que l'État partie est toujours dans une période de transition vers la démocratie. Il reconnaît que

certaines attitudes autoritaires héritées du passé entravent l'application effective des droits de l'enfant et que le Paraguay a hérité d'une infrastructure publique qui n'accordait pas la priorité aux établissements d'enseignement, aux établissements de soins ou aux services sociaux. Il comprend que, du fait des carences du service public et du taux d'accroissement élevé de la population, la mise en oeuvre et la jouissance des droits consacrés par la Convention laissent encore à désirer.

d) Principaux sujets de préoccupation

823. Tout en reconnaissant les efforts accomplis par l'État partie pour adopter un nouveau Code du mineur et améliorer la protection et la promotion des droits de l'enfant, le Comité est préoccupé par le fait que, depuis 1991, plusieurs projets de loi ont été élaborés mais qu'aucun n'a encore été adopté.

824. Le Comité constate avec préoccupation qu'il ne semble pas que la création d'un organisme de coordination chargé de suivre la mise en oeuvre des droits de l'enfant dans l'État partie ait fait l'objet d'une attention suffisante. Il se demande également dans quelle mesure les organes établis pour examiner la situation des enfants bénéficieront de l'appui et des ressources dont ils auront besoin pour s'acquitter de leurs fonctions.

825. Le Comité s'inquiète de la nécessité de renforcer la capacité limitée de l'État partie à recueillir et à traiter les données et à définir des indicateurs spécifiques pour évaluer les progrès accomplis et mesurer l'incidence des mesures prises sur les enfants, en particulier les plus vulnérables.

826. Le Comité demeure préoccupé par le fait que les mesures actuellement prises pour mettre en oeuvre les droits de l'enfant dans l'État partie n'encouragent pas et n'accroissent pas suffisamment la participation de la population et l'examen par celle-ci de l'action gouvernementale.

827. Le Comité constate que des mesures ont été prises pour faire connaître aux adultes comme aux enfants les principes et les dispositions de la Convention (par exemple sous forme de bandes dessinées dans les deux langues officielles afin d'en faciliter la compréhension par les jeunes enfants), et il est d'avis qu'il faut poursuivre et intensifier les efforts accomplis dans ce sens.

828. Le Comité constate également avec préoccupation que les personnes qui travaillent avec des enfants ou pour eux, notamment juges, avocats, magistrats, responsables de l'application des lois, militaires, enseignants, directeurs d'écoles, agents sanitaires, travailleurs sociaux, agents des administrations nationales et locales, ainsi que personnel des institutions qui s'occupent d'enfants, n'ont pas une connais-

sance suffisante de la Convention et des autres instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'enfant.

829. Le Comité se déclare préoccupé par le fait qu'il n'est pas encore pleinement tenu compte, dans les mesures législatives et autres intéressant les enfants, des principes et des dispositions de la Convention, en particulier des principes généraux énoncés dans ses articles 2 (non-discrimination), 3 (intérêt supérieur de l'enfant), 6 (droit à la vie, à la survie et au développement) et 12 (respect des opinions de l'enfant).

830. Dans le cadre de l'application de l'article 4 de la Convention, s'agissant de l'attribution «dans toutes les limites des ressources» dont l'État partie dispose, le Comité s'inquiète de ce que les crédits attribués au secteur social dans les budgets nationaux et locaux sont insuffisants, et en particulier ne permettent pas de venir efficacement en aide aux enfants les plus vulnérables.

831. Le Comité constate avec préoccupation que certains secteurs de la société paraguayenne ne sont pas encore suffisamment sensibilisés aux besoins et à la situation des filles. Il relève également la persistance d'une discrimination contre les enfants appartenant à des groupes minoritaires et autochtones, contrairement aux dispositions de l'article 2 de la Convention.

832. Tout en prenant note avec satisfaction de la politique officielle de l'État partie interdisant que des personnes de moins de 18 ans puissent être recrutées pour le service militaire ou servir dans l'armée même avec l'autorisation de leurs parents, le Comité constate avec préoccupation que, dans la pratique, cette politique n'est pas toujours appliquée et que l'on fait encore pression sur des mineurs ou que l'on use de contrainte à leur égard pour les forcer à accomplir leur service militaire.

833. Le Comité s'inquiète de ce que les mesures prises pour mettre en oeuvre les dispositions des articles 7 et 8 de la Convention ne sont pas adaptées, en particulier en ce qui concerne l'enregistrement des naissances, notamment au sein de la population autochtone, et de ce que les enfants ne reçoivent pas systématiquement leur certificat de naissance et autres documents nécessaires pour protéger et préserver leur identité.

834. Le Comité s'inquiète du nombre élevé d'enfants qui ne sont pas reconnus par leur père et du fait que les mesures prises pour obliger ces derniers à assumer leurs responsabilités à l'égard de leurs enfants ne sont pas adaptées.

835. Le Comité se déclare préoccupé par le fait que, bien que l'État partie ait imposé momentanément un moratoire sur les adoptions internationales en attendant qu'une législation soit édictée sur la question, aucune loi n'a encore été promulguée;

le trafic présumé d'enfants, en violation des dispositions et des principes de la Convention, en particulier des articles 3, 21 et 35, est un autre sujet très préoccupant.

836. Le Comité relève que les difficultés économiques et sociales auxquelles sont confrontés certains enfants, en particulier en milieu rural et dans certaines zones urbaines, les exposent à diverses formes d'exploitation, notamment à être placés comme domestiques au service de familles aisées, et à subir dans certains cas des mauvais traitements et des violences notamment d'ordre sexuel.

837. Tout en se félicitant de la priorité accordée par l'État partie à la santé, le Comité s'inquiète des taux élevés de mortalité infantile et juvénile, de malnutrition et de maladies transmissibles ainsi que des difficultés à mettre en place dans tout le pays des services de santé maternelle et infantile.

838. Le Comité s'inquiète de l'absence de campagnes à grande échelle visant à prévenir les grossesses non désirées, les maladies sexuellement transmissibles et la contamination par le VIH/sida, axées en particulier sur les enfants et les adolescents, et du manque d'information sur la santé génésique et les services pour adolescents.

839. Le Comité constate avec préoccupation que des mesures adéquates n'ont pas encore été prises pour garantir pleinement dans la pratique le droit des élèves d'origine autochtone à recevoir un enseignement dans leur langue maternelle, le guarani.

840. Le Comité est préoccupé par le phénomène des enfants qui travaillent ou qui vivent dans la rue et par l'inadéquation des mesures destinées à lutter contre ce phénomène.

841. Le Comité se déclare également préoccupé par l'ampleur de la prostitution chez les enfants et les adolescents.

842. Le Comité s'inquiète du fait que l'État partie n'a pas élaboré de stratégie claire pour combattre les violences et l'exploitation sexuelles dont sont victimes des enfants.

843. La question de l'administration de la justice des mineurs et, en particulier, sa compatibilité avec les articles 37, 39 et 40 de la Convention et diverses autres normes internationales pertinentes telles que les règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté, préoccupe le Comité et tout particulièrement les allégations de sévices infligés aux enfants dans les centres de détention. Le Comité constate également avec une grande préoccupation qu'un pourcentage important de mineurs sont privés de leur liberté pendant de longues périodes sans être ni inculpés ni jugés. Le Comité est également préoccupé par le fait que dans un grand centre de détention au moins, les condamnés et les prévenus ne sont pas placés dans des quartiers distincts.

e) Suggestions et recommandations

844. Le Comité recommande que le nouveau code général du mineur actuellement en préparation aille dans le sens des principes et des dispositions de la Convention et il encourage l'État partie à achever la rédaction de ce texte et à l'adopter dans un avenir proche.

845. Le Comité recommande à l'État partie d'accroître la coordination entre les divers organismes et mécanismes de l'État relatifs aux droits de l'enfant, aux niveaux tant national que local, afin de mettre en place une politique générale de l'enfance et d'évaluer efficacement la mise en œuvre de la Convention. Il encourage également l'État partie à poursuivre ses efforts pour consolider le cadre institutionnel visant à promouvoir et à protéger les droits de l'homme en général et ceux de l'enfant en particulier.

846. Le Comité encourage l'État partie à poursuivre et à intensifier les efforts en vue d'instaurer un partenariat étroit avec les organisations non gouvernementales (ONG).

847. Le Comité recommande également à l'État partie de s'employer en priorité à mettre en place un système de collecte de données et à définir des indicateurs ventilés appropriés afin de prendre en compte tous les domaines dont traite la Convention et tous les groupes d'enfants de la société. Ces mécanismes peuvent jouer un rôle essentiel pour assurer un suivi systématique de la situation des enfants et évaluer les progrès accomplis et les difficultés rencontrées dans la réalisation de leurs droits. Ils peuvent aussi servir de base à l'élaboration de programmes destinés à améliorer la situation des enfants, en particulier des plus défavorisés d'entre eux, ceux qui sont atteints d'un handicap, ceux qui sont de sexe féminin, ceux qui sont victimes de sévices et de violence dans leur famille et dans les institutions, ceux qui sont privés de leur liberté, ceux qui sont victimes de l'exploitation sexuelle et ceux qui vivent ou travaillent dans la rue. Il est en outre suggéré que l'État partie fasse appel à la coopération internationale dans ce domaine.

848. Le Comité recommande que l'État partie lance une campagne d'information systématique, à l'intention tant des enfants que des adultes, consacrée à la Convention relative aux droits de l'enfant. Il faudrait envisager d'inscrire l'étude du texte de la Convention aux programmes de tous les établissements d'enseignement et de prendre des mesures appropriées pour faciliter l'accès des enfants à la connaissance de leurs droits. Le Comité suggère également que l'État partie poursuive son action en faveur des programmes de formation générale des groupes de professionnels qui travaillent avec des enfants ou pour eux, tels que juges, avocats, magistrats, responsables de l'application des lois, militaires, enseignants, directeurs d'écoles, personnel médical, travail-

leurs sociaux, fonctionnaires des administrations centrales et locales et personnel des institutions qui s'occupent d'enfants.

849. Le Comité recommande à l'État partie de prendre pleinement en considération les principes généraux énoncés dans la Convention (art. 2, 3, 6 et 12) dans sa législation, en particulier dans son nouveau Code du mineur, ainsi que dans ses orientations politiques et ses programmes.

850. Eu égard aux articles 2, 3 et 4 de la Convention, le Comité recommande d'accorder la priorité dans les dépenses budgétaires à la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels de l'enfant, en mettant particulièrement l'accent sur la santé et l'éducation, ainsi que sur la jouissance de ces droits par les enfants, en particulier les plus défavorisés. À cet égard, le Comité suggère que les autorités responsables de la planification générale et de l'établissement du budget continuent de participer pleinement aux activités des organismes et des institutions de l'État qui oeuvrent pour l'enfance afin de s'assurer que leurs décisions ont une incidence directe et positive sur le budget.

851. Le Comité encourage l'État partie à appliquer strictement la législation sur l'âge minimum pour la conscription.

852. Le Comité recommande en outre que toutes les mesures appropriées soient prises, notamment le lancement de campagnes d'information, pour prévenir et combattre toutes les formes actuelles de discrimination à l'encontre des enfants de sexe féminin et de ceux qui appartiennent à des minorités ou à des groupes autochtones, en particulier ceux qui vivent dans les zones rurales, en vue notamment de faciliter leur accès aux services de base.

853. Le Comité recommande que l'État partie prenne toutes les mesures administratives, législatives et autres appropriées pour l'enregistrement des naissances, notamment au sein des communautés de minorités et d'autochtones, ainsi que dans celles qui vivent dans des zones reculées. Le Comité recommande également que l'État partie lance des campagnes de sensibilisation à l'intention du public et des agents de l'État.

854. Dans l'esprit de l'article 18 et de l'alinéa f) du paragraphe 2 de l'article 24 de la Convention, le Comité recommande que l'État partie développe les services d'éducation parentale et d'orientation familiale et prenne des mesures pour assurer l'adhésion au principe selon lequel les deux parents ont une responsabilité commune pour ce qui est d'élever l'enfant.

855. Suite à la campagne nationale menée par le Gouvernement contre la maltraitance à enfant, le Comité suggère que l'État partie poursuive cette opération de sensibilisation et assure systématiquement le suivi de tous les types de violences à enfant, y compris dans les institutions.

856. À la lumière de l'article 21 de la Convention, le Comité recommande fortement que l'État partie promulgue une législation sur l'adoption qui soit conforme aux principes et aux dispositions de la Convention.

857. Le Comité se félicite de la récente ratification par l'État partie de la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale et encourage l'État partie à faire le nécessaire pour que cette Convention entre en vigueur.

858. Le Comité recommande que l'État partie prenne les mesures voulues, notamment le lancement de campagnes de sensibilisation, pour prévenir l'abandon d'enfants et éviter que des mères célibataires pauvres ne soient victimes de réseaux illégaux de trafiquants d'enfants.

859. Le Comité recommande que l'État partie prenne toutes les mesures appropriées pour combattre le phénomène des enfants qui travaillent ou qui vivent dans la rue. Il faudrait encourager les programmes de maintien des effectifs scolaires et de formation professionnelle pour les élèves qui ont abandonné leurs études. Le Comité recommande également que les autorités donnent une formation spéciale au personnel chargé de l'application des lois afin d'éviter la stigmatisation de ces enfants et les actes de violence et de maltraitance à leur égard. Le Comité encourage en outre l'État partie à envisager de ratifier la Convention No 138 de l'OIT concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi.

860. Le Comité suggère que l'État partie envisage de demander une assistance technique afin de continuer à développer son action en vue de rendre accessibles à tous les enfants les soins de santé primaires et d'élaborer une stratégie d'ensemble et des programmes de soins de santé aux mères et aux enfants. Il suggère, en outre, que l'État partie favorise la santé des adolescents en développant les services de santé génésique et de planification de la famille, afin de prévenir et de combattre le VIH/sida, les autres maladies sexuellement transmissibles et les grossesses chez les adolescentes.

861. Le Comité recommande que les autorités prennent toutes les mesures voulues pour garantir la mise en oeuvre intégrale du droit de l'enfant à recevoir un enseignement dans sa propre langue.

862. Pour prévenir et combattre l'exploitation et les violences sexuelles sur la personne des enfants, en particulier la prostitution, le Comité recommande que l'État partie prenne toutes les mesures voulues, y compris l'adoption de lois pertinentes et la formulation d'une politique nationale et suggère qu'il demande une assistance internationale dans ce domaine. Le Comité recommande, en outre, que les autorités encouragent la mise en oeuvre de l'article 39 de la Conven-

tion en développant la capacité des centres de réadaptation qui existent.

863. Le Comité recommande que l'État partie envisage de procéder à une réforme de l'ensemble de son système de justice des mineurs, dans l'esprit de la Convention, en particulier des articles 37, 39 et 40, ainsi que d'autres normes des Nations Unies dans ce domaine telles que les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté. Il faudrait accorder une attention particulière à la protection des droits des enfants privés de leur liberté, multiplier les mesures de substitution à l'emprisonnement et garantir le respect de la légalité. Il faudrait faire connaître les normes internationales pertinentes à tous les professionnels de la justice des mineurs. Le Comité suggère en outre que l'État partie envisage de demander à cet égard une assistance technique au Haut Commissaire des Nations Unies/Centre pour les droits de l'homme et à la Division de la prévention du crime et de la justice pénale du Secrétariat.

864. Enfin, compte tenu du paragraphe 6 de l'article 44 de la Convention, le Comité recommande que le rapport initial et les renseignements complémentaires présentés par l'État partie fassent l'objet d'une large diffusion auprès du public et que ces documents soient publiés, de même que les comptes rendus analytiques pertinents et les conclusions que le Comité a adoptées sur ce rapport. Il faudrait leur assurer une large diffusion afin de susciter, au sein du Gouvernement, du Parlement et du public, y compris des organisations non gouvernementales concernées, un débat sur la Convention, sur sa mise en oeuvre et sur son suivi et de faire connaître les dispositions de cet instrument.

23. Conclusions : Algérie

865. Le Comité a examiné le rapport initial de l'Algérie (CRC/C/28/Add.4) de sa 387^e à sa 389^e séance (CRC/C/SR.387 à 389) les 29 et 30 mai 1997, et a adopté les conclusions ci-après à sa 398^e séance, le 6 juin 1997.

a) Introduction

866. Le Comité remercie l'État partie d'avoir soumis son rapport initial ainsi que ses réponses écrites à la liste des points à traiter (CRC/C/Q/ALG.1). Il se félicite de ce que l'État partie ait engagé un dialogue franc et constructif avec le Comité. Il tient en particulier à exprimer sa satisfaction au sujet de la méthode d'autocritique employée et se réjouit de la réaction positive aux suggestions et recommandations formulées dans le cadre du débat. Cependant le Comité regrette que le rapport, s'il fournit des renseignements détaillés sur la législation nationale en matière de promotion

et de protection des droits de l'enfant, omette de fournir des informations sur les facteurs et difficultés qui entravent la mise en oeuvre de la Convention et l'exercice effectif, par les enfants, de leurs droits.

b) Aspects positifs

867. Le Comité note avec satisfaction que la Convention est pleinement incorporée dans le droit interne et qu'en vertu de l'article 132 de la Constitution les conventions internationales l'emportent sur la législation nationale. Il note en outre avec intérêt que les dispositions de la Convention sont directement applicables et peuvent être directement invoquées devant les tribunaux.

868. Le Comité se félicite des initiatives prises par le Gouvernement, telles que la création d'un Observatoire national des droits de l'homme en 1992 et d'un Observatoire des droits de la mère et de l'enfant, à une date plus récente. Le Comité prend acte aussi, avec satisfaction, de la création dans chaque wilaya de directions de l'action sociale chargées, entre autres, de suivre la mise en oeuvre des politiques adoptées en faveur de l'enfance. De plus, le Comité se félicite de l'adoption, à l'issue du Sommet mondial pour les enfants, du Plan national d'action pour la survie, le développement et la protection de l'enfant.

869. Le Comité se félicite en outre de ce qu'en janvier 1997, un programme national de communication dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de la protection sociale, de la jeunesse, des sports, de l'information et de la culture ait été lancé en liaison avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et avec la collaboration d'organes d'information comme l'Agence nationale pour les informations filmées, la télévision, la radio et la presse, en vue d'assurer, notamment, une large diffusion des principes et dispositions de la Convention.

870. Le Comité note avec satisfaction que l'enseignement est gratuit à tous les niveaux et que la fréquentation scolaire est quasi universelle. Le Comité note en outre avec intérêt que les services médicaux sont gratuits pour tous les enfants et qu'un programme national de protection sanitaire dans les établissements scolaires a été élaboré.

871. Le Comité note avec satisfaction que, conformément au paragraphe 2 a) de l'article 32 de la Convention, l'article 15 de la loi No 90-1 du 21 avril 1990 fixe l'âge minimum d'admission à l'emploi à 16 ans, sauf dans le cadre de contrats d'apprentissage établis conformément à la loi.

872. Le Comité note que, conformément à l'article 39 de la Convention, des mesures ont été prises pour la mise en place de services spéciaux d'assistance aux enfants victimes de la violence qui règne dans le pays, afin de faciliter leur réadaptation physique et psychologique et leur réinsertion sociale.

c) Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre de la Convention

873. Le Comité reconnaît que les difficultés économiques et sociales graves auxquelles le pays est confronté ont eu une incidence défavorable sur la situation des enfants. En particulier, il note que le niveau élevé de la dette extérieure, les contraintes des programmes d'ajustement structurel, le niveau élevé du chômage et de la pauvreté ainsi que l'existence de coutumes et de pratiques traditionnelles préjudiciables sont, parmi d'autres, des facteurs qui empêchent les enfants d'exercer pleinement leurs droits.

874. Le Comité note en outre que la violence continue qui règne en Algérie depuis 1992 a eu un effet défavorable sur la mise en oeuvre de certaines dispositions de la Convention.

d) Principaux sujets de préoccupation

875. Le Comité note que l'Algérie a fait des déclarations interprétatives sur les articles 13 et 14, paragraphes 1 et 2, ainsi que sur les articles 16 et 17 de la Convention. À cet égard le Comité, estimant que les préoccupations exprimées par l'État partie dans ses déclarations sont dûment prises en compte dans les dispositions pertinentes de la Convention, considère qu'en maintenant ces déclarations l'État partie pourrait laisser planer quelque incertitude sur sa volonté de mettre en oeuvre les droits visés par ces articles.

876. Le Comité note avec inquiétude que les mesures prises par l'État partie pour aligner la législation nationale sur les principes et dispositions de la Convention sont insuffisantes. Il note en particulier que le Code de la famille actuellement en vigueur en Algérie ne tient pas suffisamment compte de tous les droits reconnus dans la Convention. Il note en outre que les dispositions relatives à la protection et la promotion des droits de l'enfant sont réparties dans la législation interne tout entière si bien qu'on peut difficilement déterminer dans quel cadre juridique les droits de l'enfant s'inscrivent en fait.

877. Le Comité, tout en prenant note avec satisfaction de l'existence de divers organismes publics chargés de la protection de l'enfance aux échelons national et local, regrette le manque de coordination entre ces organismes pour ce qui est de promouvoir et protéger les droits de l'enfant et d'élaborer une méthode globale pour la mise en oeuvre de la Convention.

878. Le Comité, bien qu'il reconnaisse que des efforts ont été accomplis pour sensibiliser davantage les élèves et les enseignants aux dispositions de la Convention, demeure préoccupé par l'insuffisance des mesures prises à ce jour pour faire mieux connaître et comprendre, aussi bien aux enfants qu'aux adultes, les principes et dispositions de celle-ci. Il note avec une inquiétude particulière que la formation aux

droits de l'enfant, dispensée aux membres des forces de police et de sécurité et aux autres responsables de l'application des lois, au personnel judiciaire, aux enseignants des différents degrés de l'enseignement, aux travailleurs sociaux et au personnel médical, est insuffisante et ne présente pas un caractère systématique.

879. Le Comité est préoccupé par le fait qu'on ait omis de prendre des mesures appropriées pour collecter systématiquement des données quantitatives et qualitatives ventilées sur les aspects visés par la Convention eu égard à tous les groupes d'enfants, en vue d'évaluer les progrès accomplis et de mesurer l'impact des politiques adoptées en faveur de l'enfance.

880. Le Comité note avec inquiétude que les principes de l'intérêt supérieur de l'enfant, du respect de ses opinions ainsi que de son droit de participer à la vie familiale, scolaire et sociale ne sont ni pleinement pris en compte dans la législation interne ni mis en pratique. À cet égard, le Comité regrette que l'idée directrice de la Convention, à savoir que les enfants sont les sujets de leurs propres droits, ne trouve pas suffisamment son expression dans la législation algérienne. Il note avec préoccupation que si les articles 117 et 124 du Code de la famille prévoient que les enfants capables de discernement seront consultés dans les matières les concernant, l'article 43 du Code civil ne reconnaît pas cette capacité de discernement aux enfants de moins de 16 ans. En outre, il se dit préoccupé par l'absence de mécanismes systématiques d'enregistrement et d'examen des plaintes susceptibles d'être formulées par des enfants au titre de violations de droits qui leur sont reconnus par la loi et la Convention.

881. Le Comité exprime sa préoccupation devant l'existence de comportements discriminatoires à l'égard des filles et des enfants nés hors mariage, dans certains groupes de la population.

882. En ce qui concerne la mise en oeuvre de l'article 4 de la Convention, le Comité note l'absence de mesures législatives, administratives et autres, nécessaires pour garantir aux enfants, notamment aux plus vulnérables d'entre eux – y compris les enfants de sexe féminin, les enfants souffrant d'un handicap, les enfants abandonnés, les enfants nés hors mariage, les enfants de familles monoparentales, les enfants victimes de mauvais traitements et/ou d'exploitation, et les enfants nomades et réfugiés – le plein exercice de leurs droits économiques, sociaux et culturels dans les limites les plus larges des ressources dont l'État partie dispose.

883. Le Comité prend note avec préoccupation de l'absence de toute réglementation expresse et appropriée régissant l'enregistrement, conformément au paragraphe 1 de l'article

7 de la Convention, des enfants appartenant à des groupes nomades.

884. Le Comité note avec une profonde préoccupation que la législation applicable en cas de viol d'une mineure met l'auteur de ce crime à l'abri de toutes poursuites pénales s'il est disposé à épouser sa victime. Qui plus est, pour rendre légale la célébration du mariage, laquelle serait sinon contraire à la loi, l'article 7 du Code algérien de la famille autorise le juge à abaisser l'âge légal du mariage si la victime est mineure.

885. Le Comité est préoccupé par l'absence de mesures appropriées destinées à prévenir et combattre les mauvais traitements et la violence au sein de la famille, ainsi que par le manque d'informations en la matière. Il constate aussi avec préoccupation que, malgré l'interdiction faite par la loi, les mesures disciplinaires appliquées dans les écoles consistent souvent en châtiments corporels.

886. Le Comité prend note avec regret du manque d'informations sur la situation des enfants réfugiés en Algérie, s'agissant notamment de l'accès qu'ont ces enfants aux soins de santé et à l'éducation, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 22 de la Convention.

887. Le Comité regrette l'absence d'informations sur les programmes d'enseignement et les services médicaux dont les enfants nomades devraient pouvoir bénéficier en application de l'article 30 de la Convention.

888. Le Comité prend note avec préoccupation de l'insuffisance des mécanismes de suivi de la mise en oeuvre de la loi No 90-1 1 du 21 avril 1990, qui régit l'emploi de mineurs dans les secteurs privé et agricole.

889. Tout en notant que les textes de loi interne régissant le système judiciaire pour mineurs tiennent compte des principes et dispositions de la Convention, le Comité regrette le manque d'informations sur la mise en oeuvre de ces textes ainsi que sur l'exercice effectif de leurs droits par les enfants ayant affaire à la justice pour mineurs.

890. Le Comité note avec préoccupation qu'en vertu de l'article 249 du Code de procédure pénale les enfants de 16 à 18 ans soupçonnés d'activités terroristes ou subversives sont traduits devant un tribunal pénal comme des adultes. Le Comité prend note de l'article 50 du Code pénal, qui interdit de condamner un mineur à la peine capitale ou l'emprisonnement à vie; il regrette toutefois l'absence de précisions sur le point de savoir si le régime de droit applicable à ces mineurs, s'agissant de la procédure de mise en jugement et de l'exécution de la peine, est celui qui s'applique à des mineurs ou celui qui s'applique à des adultes.

891. Le Comité note avec préoccupation l'absence de mesures visant à prévenir les effets de la violence sur les enfants. Il constate en particulier que le nombre des orphelins a récemment augmenté du fait même de la violence et qu'aucune mesure expresse ne semble avoir été adoptée pour trouver une solution à ce problème.

e) Suggestions et recommandations

892. Le Comité suggère que l'État partie envisage de réexaminer ses déclarations interprétatives en vue de les retirer, dans l'esprit de la Déclaration et Programme d'action de Vienne.

893. Le Comité recommande à l'État partie d'aligner la législation existante sur les principes et dispositions de la Convention et d'envisager la possibilité de promulguer un code détaillé de l'enfance.

894. Le Comité recommande à l'État partie de prendre des mesures complémentaires pour renforcer la coordination entre les divers organismes publics qui se consacrent aux droits de l'enfant, tant au niveau national qu'au niveau local, et d'intensifier les efforts pour assurer une coopération plus étroite avec les organisations non gouvernementales qui oeuvrent dans le domaine des droits de l'homme et des droits de l'enfant.

895. Le Comité recommande d'intensifier les efforts pour favoriser une connaissance étendue et une large compréhension des dispositions de la Convention tant parmi les adultes que parmi les enfants. Il recommande en outre d'organiser systématiquement des programmes de formation et de recyclage sur les droits de l'enfant à l'intention des personnels appelés à s'occuper d'enfants ou à oeuvrer en faveur de l'enfance, tels que les juges, les avocats, les fonctionnaires de justice, les responsables de l'application des lois, les militaires, les enseignants, les directeurs d'établissements scolaires, le personnel médical, les travailleurs sociaux, les fonctionnaires des administrations centrale ou locale, ainsi que le personnel des établissements de protection de l'enfance.

896. Le Comité recommande en outre de revoir le système de collecte de données en vue de couvrir tous les domaines visés par la Convention. Ce système devrait tenir compte de tous les enfants, et mettre tout spécialement l'accent sur les enfants vulnérables et ceux qui se trouvent dans une situation particulièrement difficile. Il conviendrait de rassembler et d'analyser des données ventilées appropriées en vue d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des droits de l'enfant et de contribuer à la définition de politiques visant à améliorer la mise en oeuvre des dispositions de la Convention. S'agissant de cette dernière question, le Comité recom-

mande de procéder à des études plus poussées et à des enquêtes complémentaires sur les groupes d'enfants vulnérables et engage l'État partie à envisager la possibilité de solliciter une assistance technique du Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

897. Le Comité recommande de poursuivre les efforts en vue d'assurer la pleine conformité de la législation nationale avec la Convention, en tenant dûment compte de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la non-discrimination, du respect des opinions de l'enfant et de son droit de participer à la vie familiale, scolaire et sociale, ainsi que de son droit à la vie, à la survie et au développement. Il conviendrait de lancer des campagnes pour sensibiliser en particulier les enfants, les parents et les personnels appelés à s'occuper d'enfants ou à oeuvrer en leur faveur, à la nécessité d'accorder une attention accrue à ces principes. À cet égard, le Comité suggère de créer un mécanisme indépendant, tel qu'un ombudsman pour les enfants, qui serait chargé d'accueillir les plaintes susceptibles d'être formulées par des enfants au titre de violations de droits qui leur sont reconnus par la loi et la Convention, et de donner suite à ces plaintes.

898. Compte tenu de l'article 4 de la Convention, le Comité recommande de donner, lors de l'affectation des crédits budgétaires, la priorité à la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels des enfants, en veillant tout particulièrement à l'exercice de ces droits par les enfants défavorisés.

899. Le Comité recommande d'accorder une attention particulière au problème des mauvais traitements et de la violence, y compris la violence sexuelle, infligés à des enfants au sein de la famille et à celui des châtiments corporels à l'école, et souligne la nécessité d'organiser des campagnes d'information et d'éducation pour prévenir et combattre le recours à toute forme de violence physique ou mentale contre des enfants, conformément à l'article 19 de la Convention. Le Comité suggère en outre d'entreprendre des études détaillées sur ces problèmes afin de mieux les comprendre, et de faciliter l'élaboration de politiques et de programmes, y compris des programmes de réadaptation, pour lutter efficacement contre eux.

900. Le Comité recommande d'adopter toutes les mesures nécessaires pour assurer la déclaration immédiate des naissances d'enfants nomades.

901. Le Comité recommande de prendre des mesures complémentaires pour assurer aux enfants nomades l'accès à l'éducation et aux services médicaux, grâce à un système de programmes d'éducation et de protection sanitaire expressément ciblés qui permettront à ces enfants d'exercer, en commun avec les autres membres de leur groupe, le droit à

leur propre vie culturelle, comme le stipule l'article 30 de la Convention.

902. Le Comité recommande de continuer de veiller à la pleine réalisation des droits des enfants réfugiés, conformément à l'article 22 de la Convention.

903. Le Comité recommande en outre d'adopter toutes les mesures nécessaires pour assurer le suivi de la mise en oeuvre de la loi No 90-1 du 21 avril 1990, en particulier dans les secteurs privé et agricole de l'économie, moyennant le renforcement des mécanismes d'inspection existants.

904. En ce qui concerne le système judiciaire pour mineurs, le Comité appelle l'attention de l'État partie sur les articles 37, 39 et 40 de la Convention, ainsi que sur les normes pertinentes des Nations Unies telles que les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté. Le Comité recommande notamment que dans le cadre de l'application de règles et réglementations spéciales réprimant les activités terroristes et subversives, il soit veillé tout particulièrement à la mise en oeuvre des articles 37 a), c) et d) et 40, paragraphe 3 de la Convention.

905. Le Comité recommande d'adopter des mesures appropriées pour prévenir dans toute la mesure du possible l'incidence préjudiciable de la violence ambiante, en organisant dans les établissements scolaires des campagnes d'éducation et d'information sur la cohabitation pacifique et le règlement pacifique des différends. Il recommande en outre de prendre des mesures pour trouver une solution au problème spécifique de l'augmentation du nombre des enfants devenus orphelins du fait de cette violence.

906. Enfin, le Comité recommande que, compte tenu du paragraphe 6 de l'article 44 de la Convention, le rapport initial et les réponses écrites présentés par l'État partie soient largement diffusés auprès du public et qu'il soit envisagé de publier le rapport, les comptes rendus analytiques pertinents et les conclusions que le Comité a adoptées sur ce rapport. Il faudrait leur assurer une large diffusion afin de sensibiliser l'opinion et de susciter, au sein du Gouvernement, du Parlement et du grand public, y compris des organisations non gouvernementales intéressées, un débat sur la Convention, sa mise en oeuvre et son suivi et de faire connaître les dispositions de cet instrument.

24. Conclusions : Azerbaïdjan

907. Le Comité a examiné le rapport initial de l'Azerbaïdjan (CRC/C/11/Add.8) de sa 390^e à sa 392^e séance (CRC/C/SR.390 à 392), les 2 et 3 juin 1997, et a adopté les conclusions ci-après à sa 398^e séance, le 6 juin 1997.

a) Introduction

908. Le Comité remercie l'État partie de son rapport initial et de ses réponses écrites à la liste des points à traiter (CRC/C/Q/AZER/1) et se félicite du dialogue qu'il a eu avec lui. Tout en notant avec satisfaction les renseignements complémentaires fournis par l'État partie pendant le dialogue, il regrette que le rapport initial n'ait pas été établi selon les directives du Comité et, par conséquent, ne contienne pas d'informations sur plusieurs aspects de la vie quotidienne des enfants en Azerbaïdjan.

b) Aspects positifs

909. Le Comité note avec satisfaction que l'État partie procède actuellement à une réforme complète de sa législation. Il note en outre la récente mise en place d'une commission des affaires concernant les mineurs, relevant du Conseil des ministres, et d'une commission des droits de l'homme au Parlement.

910. Le Comité se félicite des mesures prises par l'État partie pour faire connaître la Convention relative aux droits de l'enfant.

911. Le Comité note avec satisfaction qu'il y a de nouvelles organisations non gouvernementales et que des mesures visent graduellement à renforcer la coopération entre elles et le Gouvernement.

c) Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre de la Convention

912. Le Comité est conscient des graves difficultés que rencontre l'État partie dans l'application des dispositions de la Convention. Il note que la transition vers l'économie de marché a eu des incidences néfastes sur la population, et en particulier sur tous les groupes vulnérables, notamment les enfants.

913. Le Comité note en outre les graves problèmes résultant du conflit armé, qui a causé d'énormes souffrances à toute la population, notamment lourdes pertes en vies humaines, traumatismes physiques, émotionnels et psychologiques durables et désorganisation de certains services essentiels. Il constate en particulier qu'un nombre inconnu d'enfants ont été victimes des plus graves atteintes qui soient à leur droit à la vie et qu'il y a une importante population de réfugiés et de personnes déplacées qui reçoivent une assistance internationale.

d) Principaux sujets de préoccupation

914. Tout en étant conscient des efforts déployés par l'État partie en vue d'adopter une nouvelle loi sur les droits de l'enfant, le Comité demeure préoccupé par l'absence de législation de portée générale pour la promotion et la protection des droits reconnus dans la Convention.

915. Le Comité note avec préoccupation que l'État partie ne s'est pas encore doté d'une politique globale de promotion et de protection des droits de l'enfant. L'absence d'un plan d'action national est un autre sujet d'inquiétude.

916. Le Comité est préoccupé par l'absence d'organe de coordination des questions intéressant les enfants qui fait que les activités que consacrent les différents organismes et mécanismes publics, ainsi que les autorités nationales et locales, à l'application des politiques de promotion et de protection des droits de l'enfant ne sont pas suffisamment harmonisées.

917. Les autorités n'ont pas accordé une attention suffisante à la collecte systématique de données complètes, à l'établissement d'indicateurs appropriés et à la mise en place des mécanismes de surveillance requis dans tous les domaines visés dans la Convention. Il semble ne pas y avoir de données ventilées et d'indicateurs appropriés pour évaluer la situation des enfants, notamment de ceux qui sont victimes de violences ou de mauvais traitements, qui sont obligés de travailler ou qui ont affaire à la justice pour mineurs, de ceux qui sont réfugiés et déplacés à l'intérieur du pays, de ceux qui appartiennent à des familles monoparentales, qui vivent dans des zones rurales isolées, qui sont abandonnés, qui sont placés en établissement, qui sont handicapés ou qui vivent ou travaillent dans la rue. Enfin, le Comité note avec inquiétude qu'il n'existe aucun mécanisme indépendant pour la surveillance du respect des droits de l'enfant.

918. En ce qui concerne l'application de l'article 4 de la Convention, tout en tenant compte de la réaffectation des ressources depuis le début du conflit armé en 1990, ainsi que de l'incidence du processus de transition vers l'économie de marché, le Comité note avec préoccupation que les mesures prises pour assurer, dans toutes les limites des ressources disponibles, la pleine application des droits économiques, sociaux et culturels de l'enfant sont insuffisantes. Il est particulièrement préoccupé par l'insuffisance des mesures et des programmes pour la protection des droits des enfants les plus vulnérables.

919. Tout en reconnaissant que l'État partie fait des efforts pour qu'aussi bien les adultes que les enfants prennent conscience des principes et des dispositions de la Convention, le Comité note avec préoccupation que les agents de l'État et le grand public ne sont pas encore sensibilisés aux droits de l'enfant.

920. Le Comité trouve préoccupant que l'enfant soit souvent encore perçu dans l'État partie comme une personne ne jouissant pas de tous les droits. À cet égard, il note que les professionnels et les personnes qui travaillent avec les enfants ou oeuvrent en leur faveur, notamment les juges, les avocats, les magistrats, les responsables de l'application des lois, les responsables militaires, les enseignants, les directeurs d'école, les personnels de santé, les travailleurs sociaux, les agents des administrations nationales ou locales et le personnel des institutions pour enfants ne connaissent pas suffisamment bien la Convention et les autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'enfant.

921. Sur un plan général, le Comité note avec préoccupation que l'État partie ne semble pas tenir pleinement compte des dispositions de la Convention, notamment de ses principes généraux – tels qu'ils sont énoncés aux articles 2 (nondiscrimination), 3 (intérêt supérieur de l'enfant), 6 (droit à la vie, à la survie et au développement) et 12 (respect des opinions de l'enfant) – dans sa législation, dans ses décisions administratives et judiciaires, ainsi que dans ses politiques et programmes concernant les enfants.

922. Le Comité s'inquiète de ce que les dispositions législatives ayant trait à la définition de l'enfant ne soient pas conformes aux principes et à l'esprit de la Convention. Il est particulièrement préoccupé par les différences entre les filles et les garçons pour ce qui est de l'âge du mariage et par l'écart entre l'âge de la fin de la scolarité obligatoire et l'âge minimum d'accès à un emploi.

923. Pour ce qui est de l'article 17 de la Convention, le Comité est préoccupé par l'absence de mesures législatives et autres pour protéger l'enfant contre les informations nocives.

924. Le Comité note avec préoccupation que les principes généraux de la Convention et, en particulier, les dispositions de l'article 3 ne sont pas suffisamment pris en compte lorsqu'est prise la décision de placer un enfant dans un établissement. Le Comité note en outre avec préoccupation que les mesures de substitution à ce placement et le droit à un examen périodique dudit placement qui est reconnu à l'article 25 de la Convention ne sont pas suffisamment pris en compte.

925. Le Comité est préoccupé par l'insuffisance de l'aide fournie aux familles vivant au-dessous du seuil de pauvreté et aux familles monoparentales.

926. Compte tenu de la nécessité de protéger pleinement les droits des enfants adoptés et eu égard aux dispositions de l'article 21 de la Convention, le Comité est préoccupé par l'absence de législation portant sur tous les aspects de l'adoption et par le fait que l'adoption internationale semble ne pas être une mesure de dernier recours.

927. Le Comité est profondément préoccupé par les conséquences du conflit armé sur les familles, en particulier par l'émergence d'une population d'enfants non accompagnés, orphelins et abandonnés.

928. Le Comité s'inquiète de l'absence d'information sur les mauvais traitements et les sévices dont sont victimes les enfants dans leur famille. Il est en outre préoccupé par le manque d'information sur les suicides et les accidents parmi les jeunes.

929. Tout en notant avec satisfaction que l'État partie a dernièrement publié une étude sur les enfants qui travaillent ou vivent dans la rue, le Comité juge préoccupant l'accroissement récent du nombre de ces enfants. Il tient, d'autre part, à exprimer sa vive inquiétude devant l'augmentation du nombre d'enfants prostitués et l'absence de stratégie claire de lutte contre les sévices et l'exploitation sexuelle que subissent les enfants.

930. Le Comité est gravement préoccupé par l'état de santé général des enfants, en particulier par l'augmentation des taux de mortalité infantile, juvénile et lié à la maternité, la baisse de l'allaitement maternel, l'augmentation du nombre de grossesses non désirées, les carences nutritionnelles et en iode, la toxicomanie et les effets néfastes de la pollution de l'environnement.

931. Le Comité est, d'autre part, vivement préoccupé par l'impact du conflit armé sur l'enseignement et par l'absence de mesures d'application des programmes visant à abaisser le taux d'abandon scolaire.

932. Le Comité est préoccupé par le nombre important de réfugiés et de personnes déplacées engendré par le conflit armé depuis 1990, en particulier parmi les enfants, dont bon nombre vivent dans des tentes depuis trois ans. Ces enfants n'ont pas toujours accès dans des conditions d'égalité aux services essentiels, en particulier aux soins de santé, à l'enseignement et aux services sociaux.

933. En ce qui concerne l'article 39 de la Convention, le Comité est gravement préoccupé par l'insuffisance des mesures pour la réadaptation physique et psychologique et la réinsertion sociale des enfants touchés et traumatisés par le conflit armé.

934. Le Comité exprime sa préoccupation au sujet du système de la justice pour mineurs et, en particulier, de sa compatibilité avec les articles 37, 39 et 40 de la Convention, ainsi qu'avec d'autres normes relatives à la question, telles que les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté. Il demeure particulièrement préoccupé, entre autres, par le non-respect des droits de

l'enfant dans les «établissements de rééducation par le travail», l'absence de système de surveillance approprié de tous les types de centres de détention et le manque de mesures autres que l'emprisonnement.

e) Suggestions et recommandations

935. Le Comité recommande à l'État partie d'harmoniser sa législation relative aux enfants avec les principes et les dispositions de la Convention en adoptant le projet de loi sur les droits de l'enfant.

936. Le Comité suggère à l'État partie de se doter d'une politique nationale globale, ainsi que d'un plan d'action national pour l'enfance.

937. Le Comité recommande à l'État partie d'améliorer la coordination entre les différents organes et mécanismes publics s'occupant de la protection des droits de l'enfant aussi bien aux niveaux national que local. Il encourage, en outre, l'État partie à poursuivre ses efforts en vue de renforcer les moyens institutionnels dont il dispose pour promouvoir et protéger les droits de l'homme en général et ceux de l'enfant en particulier. Il l'encourage également à coopérer étroitement avec les organisations non gouvernementales.

938. Le Comité recommande, d'autre part, à l'État partie d'accorder la priorité à la mise en place d'un système de collecte de données et à l'établissement d'indicateurs ventilés de façon à tenir compte de tous les aspects de la Convention et de tous les groupes d'enfants. De tels instruments peuvent faciliter considérablement la surveillance de la condition de l'enfant, ainsi que l'évaluation des progrès accomplis et des difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre de ses droits. Ils peuvent servir de base pour l'élaboration de programmes en vue de l'amélioration de la situation des enfants, en particulier les plus défavorisés, y compris ceux qui sont handicapés, réfugiés ou déplacés à l'intérieur du pays, ceux qui sont victimes de mauvais traitements et de sévices au sein de leur famille et dans les établissements où ils sont placés, ceux qui sont privés de liberté, ceux qui sont sexuellement exploités et ceux qui vivent ou travaillent dans la rue. Dans cette optique, il est suggéré à l'État partie de faire appel à la coopération internationale. Le Comité recommande en outre qu'un mécanisme de surveillance indépendant (médiateur ou commissaire aux droits de l'enfant) soit créé afin d'examiner comme il convient les violations des droits des enfants.

939. Pour ce qui est des articles 2, 3 et 4 de la Convention, le Comité recommande que la priorité soit accordée, lors de l'affectation des ressources budgétaires, à la mise en oeuvre des droits économiques, sociaux et culturels, en mettant en particulier l'accent sur le droit à la santé et à l'enseignement et sur l'exercice de ces droits par les enfants les plus défavori-

sés. À cet égard, le Comité propose que les autorités responsables des aspects globaux de la planification et de la budgétisation continuent d'être pleinement associées au processus de prise de décisions, afin que les décisions prises aient une incidence directe et positive sur l'enfant.

940. Le Comité recommande, en outre, de faire tout le nécessaire pour intégrer les enfants handicapés dans les établissements scolaires normaux.

941. Le Comité est d'avis que d'autres efforts doivent être faits pour que les principes généraux de la Convention, en particulier ceux qui sont énoncés aux articles 3 et 12, non seulement guident l'examen et la formulation des politiques et le processus de prise de décisions mais soient dûment pris en compte dans toute décision judiciaire et administrative et lors de la conception et de la mise en oeuvre de tous les projets, programmes et services qui ont une incidence sur les enfants.

942. Le Comité recommande que l'État partie lance une campagne d'information sur la Convention relative aux droits de l'enfant, axée à la fois sur les enfants et les adultes, de façon à permettre aux enfants de jouir pleinement de leurs droits. Il convient, en outre, d'envisager d'inscrire l'étude de la Convention au programme des établissements d'enseignement, et les mesures requises devraient être prises pour faciliter aux enfants l'accès à l'information sur leurs droits. Le Comité suggère également à l'État partie d'élaborer des programmes de formation complets pour les groupes de professionnels travaillant avec les enfants ou oeuvrant en leur faveur, tels que les juges, les avocats, les magistrats, les responsables de l'application des lois, les responsables militaires, les enseignants, les directeurs d'école, les personnels de santé, les travailleurs sociaux, les agents des administrations nationales ou locales et le personnel des établissements pour enfants.

943. Afin que la définition de l'enfant soit en harmonie avec celle qui figure dans la Convention, le Comité recommande que l'âge minimum du mariage soit le même pour les filles et les garçons et que l'âge de la fin de la scolarité obligatoire corresponde à l'âge minimum d'accès à l'emploi.

944. Le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures juridiques, administratives et autres requises pour mettre les enfants à l'abri des informations nocives, notamment celles qui sont diffusées par les moyens de communication audiovisuels et les médias utilisant de nouvelles technologies.

945. Eu égard au principe de l'intérêt supérieur de l'enfant, le Comité recommande que les autorités recherchent des solutions autres que le placement en établissement, par exemple le placement dans une famille d'accueil. Il recom-

mande en outre que le droit de l'enfant à un examen périodique de son placement soit systématiquement respecté.

946. Le Comité recommande que des politiques et programmes novateurs soient envisagés pour apporter l'aide nécessaire aux familles vulnérables, en particulier aux familles qui vivent dans la pauvreté ou aux familles monoparentales. La situation des familles qui hébergent des enfants réfugiés ou déplacés devrait être régularisée.

947. Le Comité recommande vivement que la législation sur l'adoption soit harmonisée avec les dispositions de l'article 21 et d'autres dispositions connexes de la Convention. Il suggère en outre à l'État partie d'envisager de ratifier la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale.

948. Afin de faciliter la réunification des familles, le Comité recommande que les autorités créent un organisme central pour la recherche des enfants non accompagnés; il conviendrait en outre de prendre les mesures nécessaires pour protéger les droits des orphelins et des enfants abandonnés.

949. Le Comité suggère que l'État partie entreprenne une étude globale des sévices dont sont victimes les enfants, y compris des violences sexuelles, des mauvais traitements subis au sein de la famille, ainsi qu'une étude sur le suicide des jeunes. Il recommande également que des programmes appropriés soient élaborés et adoptés afin d'empêcher les sévices et l'exploitation sexuels dont sont victimes les enfants, et notamment la prostitution des enfants.

950. Le Comité recommande à l'État partie de se doter d'une stratégie pour faire face au problème des enfants qui travaillent ou vivent dans la rue. Il lui suggère en outre de promouvoir des programmes d'enseignement informel.

951. Compte tenu de la situation critique dans le domaine de la santé, le Comité recommande à l'État partie d'adopter une politique nationale globale pour améliorer la santé des mères et des enfants. Il suggère notamment qu'une attention particulière soit accordée aux effets de la pollution de l'environnement et qu'une étude soit consacrée à cette question. La coopération internationale dans ce domaine devrait constituer une priorité.

952. Le Comité recommande que les programmes de conservation des effectifs scolaires soient renforcés. Il recommande en outre à l'État partie, dans le contexte de l'alinéa d) de l'article 29 de la Convention, de promouvoir dans toutes les écoles l'apprentissage des méthodes de règlement des conflits et l'éducation pour la paix, la tolérance et l'amitié entre les peuples.

953. Le Comité recommande qu'une attention particulière soit accordée aux enfants réfugiés et déplacés à l'intérieur du

pays afin qu'ils puissent accéder dans des conditions d'égalité aux services essentiels.

954. Le Comité recommande vivement à l'État partie de prendre toutes les mesures requises, en faisant appel, si nécessaire, à la coopération internationale, pour répondre aux besoins en matière de réadaptation physique et psychologique et de réinsertion sociale des enfants victimes de la violence, notamment dans le cadre du conflit armé.

955. Le Comité recommande à l'État partie d'envisager d'entreprendre une réforme globale du système de la justice pour mineurs dans l'esprit de la Convention, en particulier de ses articles 37, 39 et 40, ainsi que des autres normes des Nations Unies relatives à la question, telles que les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté. Il faudrait accorder une attention particulière à la protection des droits des enfants privés de leur liberté, en particulier de ceux qui vivent dans des «établissements de rééducation par le travail», à la mise en place d'un mécanisme de surveillance indépendant approprié et à l'amélioration des mesures de substitution à l'emprisonnement de façon à les rendre plus appropriées. Il faudrait dispenser une formation à tous les professionnels qui participent à l'administration de la justice pour mineurs pour leur faire connaître les normes internationales relatives à la question. À cet effet, le Comité suggère en outre à l'État partie de faire appel à l'assistance technique du bureau du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme/Centre pour les droits de l'homme et de la Division de la prévention du crime et de la justice pénale du Secrétariat.

956. Enfin, dans le contexte du paragraphe 6 de l'article 44 de la Convention, le Comité recommande que le rapport initial et les réponses écrites présentés par l'État partie soient largement diffusés dans le pays et qu'il soit envisagé de faire publier le rapport, les comptes rendus analytiques des séances consacrées à son examen et les conclusions adoptées par le Comité. Le document produit devrait être largement distribué afin de susciter au sein du Gouvernement, du Parlement et du public, y compris des organisations non gouvernementales, un débat sur la Convention, sur son application et sur son suivi et de faire connaître les dispositions de cet instrument.

25. Conclusions : République démocratique populaire lao

957. Le Comité a examiné le rapport initial de la République démocratique populaire lao (CRC/C/8/Add.32) de sa 400e à sa 402e séance (CRC/C/SR.400 à 402), les 23 et 24 septembre 1997, et adopté les observations finales ci-après à la 426e séance, le 10 octobre 1997.

a) Introduction

958. Le Comité remercie l'État partie de son rapport initial et des réponses qu'il a présentées par écrit à la liste de points à traiter (CRC/C/Q/LAO/1). Il remercie aussi l'État partie d'avoir envoyé une délégation multidisciplinaire de haut niveau. Il juge encourageant l'esprit de franchise, d'autocritique et de coopération dans lequel s'est déroulé le dialogue qu'il a eu avec cette délégation, au cours duquel celle-ci a exposé les orientations des politiques et programmes de l'État partie ainsi que les difficultés rencontrées dans l'application des dispositions de la Convention. Le Comité note cependant avec regret que ce rapport n'était pas toujours conforme aux directives, surtout en ce qui concerne les principes généraux, qui ne sont pas mentionnés, et ne fournissait pas de données et informations statistiques désagrégées sur les effets concrets des mesures adoptées ni sur la mise en œuvre de la législation en vigueur, notamment en ce qui concerne les questions de protection.

b) Aspects positifs

959. Le Comité prend note de la volonté politique manifestée par l'État partie de promouvoir et de protéger les droits de l'enfant ainsi que des efforts qu'il fait pour élaborer et appliquer un programme de développement socioéconomique à l'horizon 2000. Il se félicite de l'adoption par l'État partie du plan d'action intitulé «L'éducation pour tous», de son action en matière de vaccination et de lutte contre les troubles dus à une carence en iode ainsi que de son projet sur l'intégration des enfants handicapés dans la vie scolaire normale.

960. Le Comité note aussi la création, en 1992, de la Commission nationale pour la protection des mères et des enfants et est heureux qu'elle ait été réorganisée en 1996 et que son mandat ait été élargi de manière à couvrir tous les aspects de la Convention, y compris les questions de protection et de participation.

961. Le Comité note avec satisfaction l'action récemment menée par l'État partie pour s'attaquer au problème des munitions non explosées, par exemple la création en 1995 du Fonds d'affectation spéciale pour les munitions non explosées et l'institution dans ce domaine d'un programme national lao placé sous l'égide du Ministère du travail et de l'aide sociale avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et de nombreux donateurs.

962. Le Comité se félicite de ce que l'État partie sollicite des conseils et une assistance technique pour intégrer pleinement les dispositions de la Convention dans sa législation, créer un

système d'administration de la justice des mineurs et former les professionnels concernés aux droits de l'enfant.

c) Facteurs et difficultés entravant la mise en œuvre de la Convention

963. Le Comité note que la République démocratique populaire lao est au nombre des pays les moins avancés. Il note aussi qu'elle traverse une phase de transition vers l'économie de marché, ce qui engendre, ou aggrave, des problèmes sociaux qui ont une incidence négative sur la situation des enfants.

d) Principaux sujets de préoccupation

964. Comité est préoccupé par le fait que bien qu'une nouvelle constitution ait été promulguée en 1991 et que d'importants textes de lois tels que la loi sur la famille, la loi pénale, la loi sur le travail soient entrés en vigueur en 1990, la législation nationale n'est pas entièrement conforme à la Convention.

965. Le Comité relève également avec préoccupation que l'on ne tient pas suffisamment compte des dispositions de l'article 4 de la Convention selon lesquelles des crédits budgétaires doivent être alloués dans toute la limite des ressources disponibles.

966. Le Comité note avec préoccupation que l'État partie ne prête pas suffisamment attention à la collecte systématique de données qualitatives et quantitatives détaillées et désagrégées ni à l'identification des indicateurs et mécanismes qui permettraient d'évaluer les progrès et l'incidence des politiques et mesures adoptées dans tous les domaines entrant dans le champ de la Convention, tout particulièrement les moins visibles, par exemple les violences et mauvais traitements exercés sur des enfants, mais aussi en ce qui concerne toutes les catégories d'enfants, notamment ceux qui appartiennent à des groupes minoritaires, les fillettes, les enfants des zones rurales, les enfants vendus, victimes de la traite ou de la prostitution.

967. Le Comité juge également préoccupant que les autorités ne s'emploient pas davantage à identifier des mécanismes de surveillance dans tous les domaines entrant dans le champ de la Convention et pour tous les groupes d'enfants.

968. Tout en reconnaissant les efforts déployés par l'État partie pour diffuser la Convention, le Comité estime que les mesures prises pour sensibiliser adultes et enfants aux principes et dispositions qui y sont énoncés sont insuffisantes, notamment en ce qui concerne les minorités et les zones rurales. Il demeure préoccupé par le fait qu'aucune formation appropriée et systématique n'est dispensée aux personnels

spécialisés qui s'occupent d'enfants et oeuvrent en leur faveur, notamment les juges, les avocats, les responsables de l'application des lois, les décideurs et législateurs, les membres du gouvernement, les autorités militaires, les notables locaux, les professionnels de la santé, les enseignants, les agents de service social et le personnel des institutions de protection de l'enfance.

969. Le Comité est préoccupé par l'absence de cadre législatif régissant la création d'organisations non gouvernementales nationales indépendantes.

970. Il est particulièrement préoccupant que l'État partie ne semble pas avoir tenu pleinement compte des dispositions de la Convention, notamment des principes généraux énoncés en ses articles 2 (non-discrimination), 3 (intérêt supérieur de l'enfant), 6 (droit à la vie, survie et développement) et 12 (respect des opinions de l'enfant), dans sa législation, ses décisions administratives et de justice comme dans ses politiques et programmes intéressant les enfants.

971. S'agissant de la mise en oeuvre de l'article 2, le Comité est particulièrement préoccupé par l'insuffisance des mesures adoptées pour veiller à ce que tous les enfants exercent pleinement les droits reconnus dans la Convention, notamment en ce qui concerne leur accès à l'éducation et aux services de santé et leur protection contre l'exploitation. Il s'inquiète tout particulièrement de certains groupes vulnérables d'enfants, notamment les fillettes, les enfants appartenant à des minorités, les enfants vivant dans des régions rurales et reculées et les enfants nés hors mariage.

972. Le Comité se déclare préoccupé par la mise en oeuvre de l'article 12 de la Convention. En effet, la participation des enfants est encore faible, car la coutume veut qu'ils soient représentés par des adultes, et leurs opinions ne sont pas suffisamment prises en compte, tout particulièrement au sein de la famille, de l'école, des institutions de protection de l'enfance et de l'appareil judiciaire.

973. Le Comité relève avec préoccupation que l'âge légal de la fin de la scolarisation obligatoire (10 ans) ne correspond pas à l'âge légal minimum d'admission à l'emploi (15 ans).

974. Le Comité est préoccupé par l'insuffisance des mesures adoptées pour décourager les mariages précoces, qui constituent une pratique traditionnelle néfaste dans certaines communautés.

975. Vu les dispositions de l'article 7 de la Convention, le Comité juge préoccupant que certains enfants ne soient pas enregistrés à la naissance.

976. Le Comité est préoccupé par l'absence de sensibilisation et d'information en ce qui concerne la maltraitance et les sévices, y compris les violences sexuelles, exercés sur les

enfants tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la famille, et par le manque de mesures et mécanismes appropriés pour les prévenir et les combattre. L'absence de structures spéciales pour accueillir les enfants victimes de ces mauvais traitements et l'accès restreint des enfants à la justice sont aussi préoccupants, de même que le manque de mesures favorisant la réadaptation des victimes. Le fait que les châtiments corporels continuent d'être pratiqués dans les familles et d'être considérés comme acceptables par la société est également source de préoccupation.

977. Le Comité est préoccupé par l'absence de mesures, notamment d'ordre juridique, visant à faire en sorte que les enfants restent en rapport avec les deux parents en cas de divorce et de séparation, et de mécanisme garantissant le recouvrement de la pension alimentaire destinée à l'entretien de l'enfant.

978. Le Comité relève avec préoccupation que les dispositions de la loi sur la famille concernant l'adoption ne sont pleinement conformes ni à l'article 21 de la Convention, ni au principe de l'intérêt supérieur de l'enfant.

979. Le Comité est préoccupé par le niveau élevé du taux de mortalité maternelle et des taux de mortalité et de morbidité infantiles, par l'absence d'accès aux soins prénatals et de maternité, et plus généralement par l'accès restreint aux soins de santé publique et aux médicaments, en particulier dans les zones rurales. Le taux de malnutrition très élevé est également préoccupant. Le Comité s'inquiète aussi du nombre élevé d'accidents de la circulation dont des enfants sont victimes ainsi que de l'insuffisance des campagnes de sensibilisation au VIH/sida dans les collectivités et à l'école, en particulier dans les zones rurales.

980. Le Comité s'inquiète de ce que la loi ne mentionne pas expressément la gratuité de l'enseignement primaire. Il demeure préoccupé par le faible niveau des effectifs scolaires et les taux élevés d'abandon scolaire et de redoublement, par les écarts entre les zones urbaines et les zones rurales ainsi qu'entre groupes ethniques s'agissant de la scolarisation et de la qualité de l'enseignement dispensé, par la pénurie d'infrastructures, de matériels pédagogiques et d'enseignants, et par la faible qualification des enseignants, en particulier dans les zones rurales. Il est particulièrement préoccupé par l'absence de possibilités de formation professionnelle, notamment dans les zones rurales et reculées.

981. Le Comité juge préoccupante la pénurie de programmes et services de réadaptation physique et psychologique à l'intention des victimes de munitions non explosées. Le problème de la contamination des sols et de l'eau par des produits chimiques toxiques, en particulier dans les six provinces du sud, est également source de préoccupation.

982. Le Comité est préoccupé par l'exploitation économique des enfants, notamment dans le secteur informel, en particulier lorsqu'ils sont employés comme domestiques, ou travaillent dans l'agriculture ou dans le cadre familial.

983. Le Comité est préoccupé par le phénomène croissant de la prostitution et de la traite des enfants qui touche les garçons comme les filles. Il s'inquiète de l'insuffisance des mesures prises pour le prévenir et le combattre, ainsi que de l'absence de mesures de réinsertion.

984. En ce qui concerne l'article 35 de la Convention, le Comité est également préoccupé par l'insuffisance des mesures prises pour corriger la situation des enfants victimes de l'abus de drogues et/ou d'autres substances toxiques.

985. Le Comité juge préoccupante la situation en ce qui concerne l'administration de la justice des mineurs et en particulier sa compatibilité avec les articles 37, 39 et 40 de la Convention et diverses autres normes internationales pertinentes, telles que les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté. Plus particulièrement, il est préoccupé par l'absence de cadre juridique concernant l'administration de la justice des mineurs, par le fait que la prostitution peut être un motif d'arrestation et de détention, par l'absence de juges spécialisés et par la pénurie de travailleurs sociaux et de défenseurs qualifiés.

e) Suggestions et recommandations

986. Le Comité recommande à l'État partie d'engager un examen détaillé de la législation en vigueur en vue d'entreprendre une réforme législative garantissant la pleine conformité de ses lois avec toutes les dispositions de la Convention, notamment ses principes généraux (art. 2, 3, 6 et 12). Le Comité suggère aussi à l'État partie d'envisager l'adoption d'un code ou d'une législation s'appliquant spécifiquement aux enfants, comprenant un article distinct sur les enfants qui ont besoin d'une protection spéciale. Il lui est loisible de solliciter une coopération internationale à cet effet, notamment auprès du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

987. Le Comité suggère aussi à l'État partie d'envisager d'adhérer à d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment aux deux pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme.

988. Le Comité encourage l'État partie à accorder une attention particulière à l'application intégrale de l'article 4 de la Convention et à veiller à une répartition judicieuse des ressources aux niveaux local et central. Des crédits budgétaires

consacrés à la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels devraient être alloués dans toute la limite des ressources dont il dispose et, s'il y a lieu, dans le cadre de la coopération internationale, en tenant compte du principe de l'intérêt supérieur de l'enfant (art. 3).

989. En vue d'améliorer le cadre général de la protection des enfants contre toutes les formes de violence, de négligence et d'exploitation, le Comité est favorable à la création d'un service social.

990. Le Comité recommande en outre à l'État partie de mettre en place un vaste système de collecte de données désagrégées afin de rassembler toutes les informations nécessaires sur la situation des enfants dans les divers domaines entrant dans le champ de la Convention, notamment sur la situation des enfants appartenant aux groupes les plus vulnérables.

991. Le Comité suggère aussi d'instituer un système multidisciplinaire de contrôle chargé d'évaluer les progrès accomplis et les difficultés rencontrées dans l'application des droits reconnus dans la Convention aux niveaux central et local, et en particulier de suivre régulièrement les effets de l'évolution économique sur les enfants. Le mandat de la Commission nationale pour la protection des mères et des enfants devrait être renforcé à cet égard. Il recommande à l'État partie d'envisager aussi la possibilité de créer un mécanisme indépendant pour examiner les plaintes, par exemple en désignant un médiateur. Il souligne en outre la nécessité de renforcer les fonctions de coordination de la Commission nationale pour la protection des mères et des enfants, notamment entre les échelons central, provincial et local. Le Comité encourage l'État partie à solliciter à cet égard une assistance, notamment auprès du Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

992. Le Comité encourage fermement l'État partie à redoubler d'efforts pour faire largement connaître les dispositions et principes de la Convention aux adultes comme aux enfants, compte tenu des dispositions de l'article 42 de la Convention. Il encourage l'État partie à mieux faire connaître au public, par l'intermédiaire de la presse et des médias électroniques, le droit des enfants de participer à la vie sociale, et l'encourage aussi à incorporer la Convention dans les programmes scolaires. Il suggère par ailleurs à l'État partie d'élaborer des matériels audiovisuels appropriés pour diffuser plus largement la Convention parmi les minorités. L'État partie pourrait demander une assistance à cet égard, notamment auprès du Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

993. Le Comité recommande que soit élaborée une formation appropriée et systématique à l'intention des personnels spécialisés qui s'occupent d'enfants et oeuvrent en leur

faveur, notamment les juges, les avocats, les responsables de l'application des lois, les décideurs et les législateurs, les membres du gouvernement, les autorités militaires, les professionnels de la santé, les enseignants, les travailleurs sociaux, le personnel des institutions de protection de l'enfance et les fonctionnaires de police, et que ces programmes de formation comprennent des cours sur les droits de l'enfant. A cet égard, il suggère à l'État partie de solliciter une assistance auprès du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, entre autres.

994. Le Comité recommande par ailleurs l'adoption d'un cadre législatif propre à encourager la création d'organisations non gouvernementales nationales.

995. Le Comité est d'avis qu'il convient de redoubler d'efforts pour veiller à ce que les principes généraux de la Convention non seulement guident les débats en matière d'orientations et de prise de décisions, mais aussi soient dûment pris en considération dans toutes les décisions administratives et de justice et dans l'élaboration et l'exécution de tous les projets, programmes et services qui ont une incidence sur les enfants.

996. Le Comité souligne aussi que le principe de non-discrimination visé à l'article 2 de la Convention doit être pleinement appliqué. Une approche plus dynamique devrait être adoptée pour éliminer la discrimination à l'égard de certains groupes, en particulier les fillettes, les enfants appartenant à des minorités et les enfants nés hors mariage.

997. Le Comité tient à encourager l'État partie à s'employer davantage à sensibiliser systématiquement le public aux droits des enfants à la participation, à la lumière des dispositions de l'article 12 de la Convention.

998. Le Comité suggère à l'État partie d'adopter toutes les mesures appropriées, notamment en informant davantage les parents et les collectivités, en ce qui concerne les effets préjudiciables du mariage précoce des enfants.

999. Vu les dispositions de l'article 7 de la Convention, le Comité recommande à l'État partie de renforcer son action de sensibilisation des dirigeants communautaires et des parents pour veiller à ce que tous les enfants soient enregistrés à la naissance.

1000. À la lumière des dispositions de l'article 19 de la Convention, le Comité recommande en outre à l'État partie de prendre toutes les mesures appropriées, y compris en révisant la législation, pour prévenir et combattre la maltraitance des enfants dans la famille et les violences sexuelles à leur encontre. Il propose, entre autres, que les autorités mettent en chantier une étude approfondie portant sur ces

sérvices, la maltraitance et la violence familiale pour faire mieux comprendre la nature et l'ampleur du problème, et qu'elles mettent en place des programmes sociaux visant à prévenir tous les types de violence contre les enfants, ainsi que pour réadapter ceux qui en sont victimes. La loi devrait être appliquée avec plus de rigueur en ce qui concerne de tels crimes; il conviendrait d'élaborer des procédures et mécanismes permettant de traiter comme il convient les plaintes concernant les sérvices infligés à des enfants, par exemple en mettant en place des équipes multidisciplinaires qui seraient chargées de ce type d'affaires, en élaborant des règles de preuve particulières et en nommant des enquêteurs ou interlocuteurs communautaires spécialement chargés de la question.

1001. Le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures appropriées, y compris juridiques, pour faire en sorte que les enfants restent en rapport avec les deux parents en cas de divorce ou de sérvation, ainsi que pour garantir le recouvrement de la pension alimentaire de l'enfant.

1002. Le Comité recommande que la législation sur l'adoption soit alignée sur les dispositions de l'article 21 et d'autres articles connexes de la Convention. Il suggère en outre à l'État partie de ratifier la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale.

1003. Le Comité propose à l'État partie d'envisager de solliciter une assistance technique supplémentaire pour continuer à renforcer l'action qu'il mène afin de rendre les soins de santé primaires accessibles à tous les enfants, notamment à l'échelon du district. Des efforts concertés sont nécessaires pour lutter contre la malnutrition. Le Comité suggère aussi à l'État partie de protéger la santé des adolescents en renforçant l'éducation et les services en matière de santé génésique, de manière à prévenir et à combattre le VIH/sida. Il recommande en outre l'adoption de toutes les mesures voulues pour prévenir efficacement les accidents de la circulation, par exemple en enseignant le code de la route à l'école.

1004. Conformément à l'article 28 de la Convention, le Comité encourage l'État partie dans les efforts qu'il déploie pour rendre l'enseignement primaire gratuit accessible à tous et pour former des enseignants. Il encourage aussi l'État partie à appliquer des mesures visant à améliorer la scolarisation des enfants et à assurer leur maintien à l'école, surtout en ce qui concerne les filles, les enfants appartenant à des minorités et les enfants vivant dans des zones rurales. Un système d'évaluation périodique de l'efficacité de toutes les mesures pédagogiques prises, notamment celles qui ont trait à la qualité de l'enseignement, doit être mis en place. L'État partie voudra peut-être envisager de demander une aide

internationale complémentaire pour mettre en oeuvre les mesures recommandées en vue d'assurer l'application intégrale de l'article 28.

1005. Le Comité encourage fermement l'État partie à rechercher une assistance financière extérieure à long terme pour mettre en place une capacité nationale de lutte contre les munitions non explosées, établir un processus durable de neutralisation de ces munitions dans chaque région, offrir des programmes continus de sensibilisation des communautés par l'intermédiaire des écoles, des pagodes et des organisations locales, et mettre au point des programmes de réadaptation. Le Comité propose aussi que soit entreprise une étude des effets sur les enfants de la contamination du sol et de l'eau par des produits chimiques toxiques résultant du conflit armé, en s'inspirant des études sur la question faites dans les pays voisins.

1006. Le Comité recommande l'adoption de nouvelles mesures pour appliquer les dispositions de l'article 32 et pour prévenir et combattre l'exploitation économique des enfants ou tout travail susceptible de présenter des risques, de gêner leur éducation, d'être nuisible à leur santé ou à leur développement physique, mental, spirituel, moral ou social. Une attention particulière devrait être accordée aux enfants travaillant dans le secteur informel et avec leur famille. Le Comité recommande en outre à l'État partie de porter à 15 ans l'âge de la fin de la scolarité obligatoire pour qu'il corresponde à l'âge minimum d'admission à l'emploi. Il suggère à l'État partie d'envisager de ratifier la Convention No 138 de l'Organisation internationale du Travail concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi, ainsi que de demander une assistance technique à l'Organisation internationale du Travail dans ce domaine.

1007. En ce qui concerne l'augmentation de la prostitution et de la traite des enfants, le Comité recommande que soient adoptées d'urgence des mesures telles qu'un programme global de prévention, comprenant une campagne de sensibilisation et d'éducation, en particulier dans les zones rurales, ainsi qu'un programme de réinsertion des victimes. L'État partie est aussi invité à renforcer son action en matière de répression de la pornographie impliquant des enfants. S'agissant de la traite des garçons et des filles aux fins de travail ou de prostitution dans les pays voisins, le Comité recommande à l'État partie de renforcer l'action qu'il mène pour sensibiliser les collectivités et créer des cours de formation professionnelle à l'intention des jeunes, en particulier dans les zones rurales. La coopération avec les pays voisins est fortement encouragée.

1008. Le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures voulues pour prévenir et combattre l'abus des drogues et d'autres substances toxiques parmi les enfants, par

exemple en lançant des campagnes d'information, notamment dans les écoles. Il encourage aussi l'État partie à appuyer les programmes de réinsertion pour les enfants abusant de drogues ou d'autres substances toxiques. A cet égard, le Comité encourage l'État partie à envisager de solliciter l'assistance technique d'organisations internationales compétentes, par exemple l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

1009. Le Comité recommande une réforme juridique dans le domaine de l'administration de la justice des mineurs qui tienne pleinement compte des dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant, en particulier de ses articles 37, 39 et 40, ainsi que d'autres normes pertinentes dans ce domaine, telles que les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté. Il conviendrait d'accorder une attention particulière à la prévention de la délinquance juvénile, à la protection des droits des enfants privés de liberté, au respect des droits fondamentaux et des garanties juridiques dans tous les aspects du système d'administration de la justice des mineurs, ainsi qu'à la pleine indépendance et impartialité des juges pour enfants. Le Comité encourage aussi l'État partie à examiner d'autres solutions que le placement en institution, et d'avoir recours aux mécanismes traditionnels de conciliation, étant entendu que les principes et garanties de la Convention doivent être respectés. Il recommande en outre à l'État partie de recourir aux programmes d'assistance technique du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et de la Division de la prévention du crime et de la justice pénale du Secrétariat.

1010. Compte tenu des sujets de préoccupation identifiés par le Comité et des recommandations concernant en particulier l'éducation, la santé et la protection, le Comité propose à l'État partie d'envisager de solliciter une assistance technique complémentaire auprès des organisations internationales compétentes.

1011. Enfin, compte tenu du paragraphe 6 de l'article 44 de la Convention, le Comité recommande que le rapport initial et les réponses écrites présentées par l'État partie soient largement diffusés dans le pays et que le rapport, les comptes rendus analytiques des séances consacrées à son examen et les conclusions finales qu'il a adoptées soit publiés. Ce document devrait être largement distribué afin de susciter au sein du Gouvernement, de l'Assemblée nationale et du grand public, y compris des organisations non gouvernementales intéressées, un débat sur la Convention, son application et son suivi, et d'en faire connaître les dispositions.

26. Conclusions : Australie

1012. Le Comité des droits de l'enfant a examiné le rapport initial de l'Australie (CRC/C/8/Add.31) de sa 403e à sa 405e séance (CRC/C/SR.403 à 405), les 24 et 25 septembre 1997, et a adopté les conclusions ci-après à sa 426e séance, le 10 octobre 1997.

a) Introduction

1013. Le Comité remercie l'État partie de son rapport extrêmement détaillé, qu'il a établi en se conformant pleinement aux directives du Comité, et de ses réponses écrites aux questions figurant dans la liste des points à traiter (CRC/C/Q/AUS/1). Il note avec satisfaction le dialogue constructif et ouvert qu'il a eu avec la délégation de l'État partie et les réponses détaillées qu'il a reçues de cette dernière à cette occasion. D'autre part, le Comité prend acte des renseignements complémentaires fournis par la délégation pendant et après l'examen du rapport. Il regrette, cependant, que l'État partie n'ait pas fourni dans son rapport des informations plus complètes sur les territoires extérieurs qu'il administre. Le Comité note à ce propos qu'en vertu de l'article 2 de la Convention, les États parties s'engagent à assurer l'application de la Convention dans les régions relevant de leur juridiction et que l'Australie est tenue par conséquent de faire rapport sur les progrès accomplis dans tous ses territoires.

b) Aspects positifs

1014. Le Comité se félicite de la ferme volonté de l'État partie de prendre des mesures pour assurer l'exercice des droits de l'enfant tels qu'ils sont garantis dans la Convention. Il note en particulier le vaste éventail de services de protection sociale dont bénéficient l'enfant et ses parents, l'enseignement gratuit pour tous et le système de soins de santé avancé dont le pays dispose.

1015. Le Comité prend acte des efforts que l'État partie consacre à la réforme de sa législation. Il se félicite des modifications apportées récemment à la loi sur la famille de 1975 et de l'adoption de la loi portant modification de la loi sur les infractions (tourisme sexuel impliquant les enfants) de 1994.

1016. Le Comité note avec satisfaction l'intention de l'État partie de ratifier la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale.

1017. Eu égard aux efforts déployés de longue date par l'État partie dans le domaine de la coopération internationale, le Comité l'encourage à atteindre l'objectif consistant à consacrer

0,7 % de son produit intérieur brut à l'aide internationale aux pays en développement.

c) Principaux sujets de préoccupation

1018. Bien que la loi sur les droits de l'homme et l'égalité des chances de 1986, qui habilite la Commission des droits de l'homme et de l'égalité des chances à se référer à la Convention lorsqu'elle examine des plaintes, reconnaisse l'importance de la Convention en tant qu'instrument international, le Comité note avec préoccupation qu'il n'est pas encore permis d'espérer que les décisions administratives seront prises conformément aux dispositions de cet instrument. Il juge aussi inquiétant le fait que les citoyens n'aient pas le droit d'intenter des actions auprès des tribunaux locaux en se fondant sur la Convention.

1019. Le Comité note avec préoccupation la réserve formulée par l'État partie au sujet de l'alinéa c) de l'article 37 de la Convention. Il craint qu'une telle réserve soit un obstacle à la pleine application de la Convention.

1020. Le Comité est préoccupé par l'absence d'une politique globale en faveur des enfants au niveau fédéral. Il juge également inquiétante l'absence de mécanismes de surveillance aux niveaux fédéral et local. De tels mécanismes revêtent une importance primordiale lorsqu'il s'agit d'évaluer et de promouvoir les politiques et programmes en faveur de l'enfance. Les disparités entre les législations et les pratiques des différents États, notamment en ce qui concerne les ressources budgétaires allouées à l'enfance, constituent un autre sujet de préoccupation.

1021. Le Comité constate que le public n'est généralement pas informé de la Convention et des principes qui y sont énoncés, bien qu'il soit familiarisé avec le concept de droits. Il regrette que certains secteurs de la société semblent ne pas bien comprendre les principes de la Convention, ainsi que la démarche globale et intégrée qui y est préconisée et l'importance accordée dans cet instrument au rôle de la famille.

1022. Le Comité trouve d'autre part inquiétant que l'âge au-dessous duquel les enfants ne sont pas autorisés à travailler ne soit pas spécifié dans la législation du travail, aussi bien au niveau fédéral qu'à celui des États. En outre, la loi n'interdit pas l'emploi des enfants qui sont encore à l'âge de la scolarité obligatoire. Le Comité est vivement préoccupé par le fait que l'âge de la responsabilité pénale est très bas, variant généralement entre 7 et 10 ans selon les États.

1023. Le Comité note avec préoccupation que les principes généraux de la Convention, en particulier les principes de non-discrimination (art. 2) et de respect des opinions de l'enfant (art. 12), ne sont pas pleinement appliqués.

1024. Tout en prenant acte des renseignements fournis par la délégation de l'État partie sur le nombre des programmes visant à élever les niveaux des services de santé destinés aux enfants aborigènes et des communautés insulaires du détroit de Torres et de l'intention de l'État partie de lancer une campagne de deux ans contre le racisme, le Comité demeure préoccupé par les obstacles qui empêchent ces enfants, ainsi que ceux issus de milieux non anglophones, de jouir du même niveau de vie et de services de la même qualité que le reste de la population, notamment dans le domaine de l'éducation et de la santé.

1025. Le Comité note avec inquiétude que dans certains cas, les enfants peuvent être privés de leur citoyenneté lorsque l'un de leurs parents perd la sienne.

1026. Le Comité trouve préoccupant que la législation locale n'interdise pas le recours aux châtiments corporels, aussi légers soient-ils, dans les écoles, les familles et les institutions; il pense que cela va à l'encontre des principes et des dispositions de la Convention, en particulier des articles 3, 5, 6, 19, du paragraphe 2 de l'article 28, des alinéas a) et c) de l'article 37 et de l'article 39. Le Comité est également préoccupé par les sévices et la violence dont des enfants sont victimes au sein de la famille.

1027. Le Comité juge par ailleurs inquiétant que la législation locale autorise la police à disperser les enfants et les jeunes qui se réunissent, ce qui constitue une atteinte aux droits civils de l'enfant, notamment à son droit à la liberté d'assemblée.

1028. Le Comité note avec inquiétude que les femmes qui travaillent dans le secteur privé n'ont pas systématiquement droit au congé de maternité, en sorte que les enfants dont les parents ne travaillent pas dans le secteur public risquent de ne pas bénéficier du même traitement que les enfants des employés de l'État.

1029. Tout en prenant acte des services d'appui qui sont fournis aux enfants sans abri, notamment en matière de logement, d'enseignement et de santé, le Comité demeure préoccupé par l'augmentation du nombre de sans-abri. Il craint en particulier que cette situation pousse les enfants vers la prostitution, l'abus des drogues, la pornographie ou les rende vulnérables à d'autres formes de délinquance et d'exploitation économique. La fréquence des suicides parmi les jeunes est un autre sujet de préoccupation.

1030. Le Comité note avec inquiétude la persistance de la pratique de la mutilation génitale des filles dans certaines communautés et l'absence dans les différents États de toute législation l'interdisant.

1031. Le Comité est préoccupé par le traitement réservé aux demandeurs d'asile, aux réfugiés et à leurs enfants et par leur placement dans des centres de détention.

1032. La situation dans le domaine de la justice pour mineurs et le traitement des enfants privés de leur liberté sont un autre sujet de préoccupation, compte tenu notamment des principes et des dispositions de la Convention et des autres normes applicables en la matière, tels que les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté.

1033. Le Comité juge également préoccupant que le pourcentage des enfants d'aborigènes qui ont des démêlés avec la justice pour mineurs est – d'une manière injustifiée – démesurément élevé, et par la tendance à refuser d'accorder à ces enfants la liberté sous caution. Le Comité note en particulier avec inquiétude l'adoption – dans deux États où il y a un fort pourcentage d'aborigènes – de nouvelles lois prévoyant la détention obligatoire des jeunes et des mesures répressives à leur encontre, ce qui a entraîné l'augmentation du pourcentage de jeunes aborigènes incarcérés.

d) Suggestions et recommandations

1034. Dans l'esprit de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne de 1993, le Comité encourage l'État partie à réexaminer sa réserve au sujet de l'alinéa c) de l'article 37 de la Convention en vue de son éventuel retrait. Il tient à rappeler, à ce propos, que cet alinéa autorise des dérogations à l'obligation de séparer les enfants privés de leur liberté des adultes lorsqu'il y va de l'intérêt supérieur de l'enfant.

1035. Le Comité recommande à l'État partie de créer un organe fédéral qui aurait pour tâche d'élaborer des programmes et des politiques pour mettre en oeuvre la Convention relative aux droits de l'enfant et d'en surveiller l'application. Il suggère que la coopération dans le domaine des droits de l'enfant entre les autorités, les organisations non gouvernementales et les communautés aborigènes et insulaires du détroit de Torres soit renforcée.

1036. Le Comité encourage l'État partie à consacrer aux enfants des ressources spéciales dans ses programmes et mécanismes de coopération internationale. Il l'encourage en outre à se servir des principes et des dispositions de la Convention comme lignes directrices pour son programme d'aide internationale au développement.

1037. Le Comité suggère que l'État partie prenne toutes les mesures nécessaires, y compris sur le plan législatif, pour interdire les châtiments corporels dans les écoles privées et dans la famille. Il suggère en outre que des campagnes de sensibilisation soient organisées en vue de promouvoir d'autres pratiques disciplinaires respectueuses de la dignité

de l'enfant et conformes à la Convention. Le Comité considère, par ailleurs, qu'il est nécessaire d'enquêter sérieusement sur les cas de sévices et de mauvais traitements, y compris les cas de violence sexuelle au sein de la famille, de punir les auteurs et d'informer le public des mesures prises. Conformément à l'article 39 de la Convention, d'autres dispositions devraient être prises pour assurer la réadaptation physique et psychologique et la réinsertion sociale des victimes de sévices, de délaissement, de mauvais traitements, de violence ou d'exploitation.

1038. Le Comité recommande que des campagnes de sensibilisation à la Convention relative aux droits de l'enfant soient organisées, l'accent devant être mis en particulier sur les principes généraux énoncés dans cet instrument et sur l'importance qui y est accordée au rôle de la famille. Le Comité suggère que le texte de la Convention soit diffusé dans les langues utilisées par les autochtones et les insulaires du détroit de Torres, ainsi que par les personnes issues de milieux non anglophones. Il suggère en outre que les droits de l'enfant figurent parmi les matières inscrites aux programmes des écoles. Il recommande d'autre part que les dispositions de la Convention fassent partie de la formation dispensée aux agents de la force publique, au personnel judiciaire, aux enseignants, aux travailleurs sociaux, aux thérapeutes et au personnel médical.

1039. Le Comité considère qu'il est nécessaire de lancer une campagne de sensibilisation pour promouvoir le droit de l'enfant de participer à la vie familiale et d'exprimer ses opinions, droit qui est garanti à l'article 12 de la Convention. Le Comité suggère que des efforts spéciaux soient déployés pour faire prendre conscience aux parents de l'importance de la participation de l'enfant et du dialogue entre parents et enfants. Il recommande par ailleurs de dispenser une formation aux spécialistes et, en particulier, aux thérapeutes et aux personnes qui opèrent dans le cadre du système de justice pour mineurs, afin qu'ils soient davantage en mesure de solliciter les vues de l'enfant et de l'aider à exprimer ses opinions.

1040. Le Comité recommande que l'âge minimum d'admission à l'emploi soit fixé avec précision par les pouvoirs publics à tous les niveaux. Le Comité pense en outre qu'il est nécessaire d'établir dans tous les États des règlements clairs et cohérents fixant le nombre maximum d'heures de travail que peut accomplir un enfant en âge de travailler. Il encourage en outre l'État partie à songer à ratifier la Convention No 138 de l'Organisation internationale du Travail concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi. Le Comité n'ignore pas que le Gouvernement fédéral a l'intention d'uniformiser l'âge de la responsabilité pénale et de le porter

à 10 ans dans tous les États; il reste cependant convaincu que cet âge est trop bas.

1041. Le Comité recommande que des changements soient apportés à la législation et aux politiques pour que les enfants des demandeurs d'asile et des réfugiés et leurs parents soient rapidement réunis. Il recommande en outre qu'en aucun cas un enfant ne soit privé de sa citoyenneté quel que soit le statut de ses parents.

1042. Le Comité encourage l'État partie à modifier sa législation conformément aux principes de l'intérêt supérieur de l'enfant, au paragraphe 3 de l'article 18 et au paragraphe 2 de l'article 24 de la Convention, de façon à rendre le congé de maternité payé obligatoire dans tous les secteurs.

1043. Le Comité encourage l'État partie à prendre des mesures supplémentaires pour améliorer le niveau des soins de santé et de l'enseignement parmi les groupes défavorisés, en particulier les autochtones, les insulaires du détroit de Torres, les nouveaux immigrants et les enfants qui vivent dans les zones rurales et les régions isolées. Il estime en outre que des mesures doivent être prises pour faire face aux problèmes qui sont à l'origine du pourcentage élevé des enfants d'autochtones et d'insulaires du détroit de Torres qui sont incarcérés. Il suggère de poursuivre les travaux de recherche visant à déterminer les facteurs qui expliquent ce taux disproportionné, et notamment de déterminer si l'attitude des agents de la force publique à l'égard de ces enfants du fait de leur origine ethnique peut contribuer à cette situation.

1044. Le Comité recommande que d'autres travaux de recherche soient menés pour déterminer les causes de l'augmentation du nombre des sans-abri, en particulier parmi les jeunes et les enfants; il recommande, entre autres, d'étudier le milieu socioéconomique de l'enfant et de sa famille et de vérifier s'il existe un lien entre le problème des sans-abri et les sévices dont sont victimes les enfants, y compris la violence sexuelle, la prostitution des enfants, la pornographie impliquant les enfants et la traite des enfants. Le Comité encourage en outre l'État partie à prendre d'autres mesures pour lutter contre la pauvreté et à étoffer ses services d'appui aux enfants sans abri.

1045. Le Comité recommande l'adoption de lois spéciales pour interdire la pratique de la mutilation génitale des filles, ainsi que les mesures voulues pour que la législation en vigueur soit convenablement appliquée. Il recommande en outre qu'une autre campagne de sensibilisation soit menée auprès des différentes communautés concernées, pour les sensibiliser aux risques inhérents à cette pratique.

1046. Enfin, dans le contexte du paragraphe 6 de l'article 44 de la Convention, le Comité recommande à l'État partie de diffuser largement son rapport initial et ses réponses écrites

auprès du public et d'envisager leur publication, avec les comptes rendus analytiques des débats qui y ont été consacrés et les conclusions adoptées par le Comité. Ce document devrait être largement distribué de façon à susciter, au sein du gouvernement, du Parlement et du grand public, notamment des organisations gouvernementales intéressées, un débat sur la Convention, son application et son suivi, et à en faire connaître les dispositions.

27. Conclusions : Ouganda

1047. Le Comité a examiné le rapport initial de l'Ouganda (CRC/C/3/Add.40) à ses 409^e et 410^e séances (CRC/C/SR.409 et 410), les 29 et 30 septembre 1997, et a adopté les conclusions ci-après à sa 426^e séance, le 10 octobre 1997.

a) Introduction

1048. Le Comité remercie l'État partie pour son rapport initial, qui a été établi conformément aux directives du Comité, et pour les réponses écrites très complètes qu'il a apportées aux questions posées dans la liste des points à traiter (CRC/C/UGO/1). Il se félicite également de ce que l'État partie ait engagé avec lui un dialogue ouvert et constructif; il constate en particulier avec satisfaction que l'État partie a fait preuve d'autocritique et de franchise dans son rapport et au cours de ce dialogue. Il se réjouit de ce que la délégation ait répondu favorablement aux suggestions et recommandations formulées au cours des discussions.

b) Aspects positifs

1049. Le Comité prend acte de la création, en 1992, du Conseil national pour l'enfance et de l'adoption du Plan national d'action pour l'enfance. Il se félicite également de la décentralisation du Plan national d'action pour l'enfance et, à cette fin, de l'adoption de plans d'action pour l'enfance au niveau de 34 districts. Le Comité constate aussi avec satisfaction que, parallèlement à la mise en place d'un cadre législatif, l'État partie a mené des études sur la base desquelles il a notamment élaboré cette politique de décentralisation.

1050. Le Comité relève avec satisfaction que l'État partie a adopté en 1995 une nouvelle Constitution et, en 1996, la loi sur le statut des enfants qui comporte des dispositions spécifiques concernant les droits de l'enfant; qu'il s'est inspiré, entre autres documents de base, de la Convention relative aux droits de l'enfant pour rédiger ces textes afin d'en assurer la pleine compatibilité avec la Convention. Le Comité observe également que l'État partie est l'un des sept pays africains à avoir ratifié à ce jour la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant.

1051. Le Comité se réjouit de la priorité donnée par l'État partie à la santé, en particulier à celle des enfants, et de l'action menée pour réduire la mortalité infantile, faciliter l'allaitement, soutenir les programmes nutritionnels, lutter contre le VIH/sida, éliminer la pratique de la mutilation génitale des filles et assurer un meilleur accès à l'eau potable.

c) Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre de la Convention

1052. Le Comité reconnaît que les graves difficultés politiques, économiques et sociales auxquelles l'État partie est confronté ont eu un effet néfaste sur la situation des enfants. Il relève en particulier que la pauvreté, le conflit armé dans le nord et la pandémie de VIH/sida sont à l'origine de grandes difficultés.

1053. Le Comité constate de surcroît que la persistance, en particulier dans les zones rurales, de coutumes et de pratiques traditionnelles préjudiciables empêche une application effective des dispositions de la Convention, notamment de celles qui consacrent le principe de non-discrimination, de l'intérêt supérieur de l'enfant et du respect de son opinion.

d) Principaux sujets de préoccupation

1054. Tout en prenant note avec satisfaction de l'existence du Conseil national pour l'enfance et de divers organismes publics, ministères et conseils de la résistance responsables de la protection des enfants aux niveaux national et local, le Comité regrette que les efforts déployés par ces organismes pour promouvoir et protéger les droits de l'enfant et définir une approche globale de l'application de la Convention ne soient pas suffisamment coordonnés. Il regrette également que le Conseil national pour l'enfance et ces autres organismes, ministères et conseils n'aient pas les moyens institutionnels, le personnel qualifié et les ressources financières nécessaires pour s'acquitter de leur mission.

1055. Prenant acte des progrès récemment accomplis dans le domaine de la réforme législative, le Comité est préoccupé par l'insuffisance des mesures prises par l'État partie pour assurer la conformité de la législation nationale avec les principes et dispositions de la Convention. Il relève en particulier avec inquiétude que les dispositions concernant la définition de l'«enfant», du «délinquant juvénile» et du «mineur» énoncés dans les lois traitant respectivement des écoles agréées, de la filiation et du mariage, des maisons de redressement et du divorce sont incompatibles avec les dispositions et principes de la Convention, en particulier avec le principe de non-discrimination et avec les dispositions

relatives au mariage, à l'emploi et à la justice pour mineurs. Le Comité reste également préoccupé par la non-conformité du droit coutumier avec les principes et dispositions de la Convention dans ces domaines.

1056. Le Comité juge préoccupant qu'aucune mesure adéquate n'ait été prise pour recueillir systématiquement, dans l'ensemble des domaines couverts par la Convention, des données qualitatives et quantitatives désagrégées sur toutes les catégories d'enfants, en milieu urbain et rural, afin de formuler des politiques ciblées, d'évaluer les progrès accomplis et de mesurer l'impact des politiques adoptées sur la situation des enfants. Il est également préoccupé par l'insuffisance des moyens financiers et humains dont dispose l'État partie pour collecter et traiter les données et pour mettre au point des indicateurs précis permettant d'évaluer les progrès réalisés et de mesurer l'impact des politiques adoptées sur les enfants et, en particulier, sur les plus vulnérables d'entre eux.

1057. Tout en reconnaissant les efforts déployés par l'État partie pour faire connaître les dispositions de la Convention, par l'intermédiaire de la presse écrite et des médias électroniques ou de campagnes dans les écoles et les villages, le Comité reste préoccupé par l'insuffisance des mesures prises pour assurer une plus large diffusion et une meilleure compréhension des principes et dispositions de la Convention. Il s'inquiète de ce que la formation en matière de droits de l'enfant dispensée aux différents groupes professionnels, notamment aux membres de la police et des forces de sécurité et autres responsables de l'application des lois, aux autorités militaires, au personnel judiciaire, aux magistrats, aux avocats, aux enseignants et directeurs d'école à tous les niveaux de l'enseignement, aux travailleurs sociaux, aux fonctionnaires des administrations centrales et locales, au personnel des établissements pour enfants et aux personnels de santé, est insuffisante et irrégulière. Par ailleurs, le fait que la Convention n'a été traduite intégralement dans aucune des langues vernaculaires reste préoccupant.

1058. Le Comité note l'absence de mesures législatives, administratives et autres propres à donner, dans toutes les limites des ressources dont l'État partie dispose, une réalité aux droits économiques, sociaux et culturels des enfants, et en particulier des filles, des orphelins, des enfants handicapés, des enfants abandonnés, des enfants nés hors mariage, des enfants de familles monoparentales, des enfants vivant et travaillant dans la rue et des enfants victimes de sévices et/ou d'une exploitation économique et sexuelle.

1059. Le Comité note avec inquiétude que, bien que les principes de l'intérêt supérieur de l'enfant, du respect de son opinion et de sa participation à la vie familiale, scolaire et sociale soient pleinement intégrés dans la Constitution et dans

la loi sur le statut des enfants, ils ne sont pas pleinement respectés dans la pratique du fait, entre autres, des normes, des pratiques et des attitudes culturelles.

1060. Le Comité s'inquiète en particulier de la persistance d'attitudes discriminatoires à l'encontre de certaines catégories d'enfants, en particulier des filles, des enfants handicapés et des enfants vivant dans les zones rurales, de sorte qu'il leur est souvent difficile d'avoir accès aux services sociaux de base, comme la santé et l'éducation.

1061. Le Comité est préoccupé par l'insuffisance des mesures prises pour combattre et prévenir les mauvais traitements et les violences, en particulier les violences sexuelles au sein de la famille, et par le manque d'information en la matière. Il s'inquiète aussi de ce que les mesures disciplinaires prises dans certaines écoles et établissements accueillant de jeunes délinquants prennent souvent la forme de châtiments corporels, bien que ceux-ci soient interdits par la loi.

1062. Le Comité s'inquiète de ce que, dans de nombreuses zones rurales, la loi sur l'enregistrement des naissances ne soit pas pleinement appliquée, ce qui peut désavantager grandement les enfants non déclarés dans la jouissance de leurs droits.

1063. Le Comité juge préoccupant qu'en dépit des divers programmes de vaccination, les taux de mortalité infantile et postinfantile soient élevés en raison notamment de problèmes d'approvisionnement en eau, des problèmes d'hygiène et d'assainissement et de la malnutrition endémique. Il s'inquiète en outre de la progression rapide du VIH/sida dans tout le pays et de ses effets dévastateurs sur les enfants qui sont séropositifs ou malades du sida.

1064. Tout en observant que l'État partie s'efforce d'inscrire dans les faits le principe de l'enseignement primaire gratuit et obligatoire en accordant à quatre enfants par famille le bénéfice de la gratuité des études, le Comité s'inquiète de ce que ce droit fondamental ne soit pas encore devenu véritablement une réalité pour tous les enfants du pays. Il est en outre préoccupé par le faible niveau de scolarisation des filles et le taux élevé d'abandon scolaire parmi elles du fait, entre autres, de la précocité des mariages, du manque de matériels et d'installations scolaires et de la pénurie d'enseignants qualifiés.

1065. La violation des règles du droit international humanitaire applicables aux enfants dans les conflits armés, dans le nord du territoire de l'État partie, nonobstant les dispositions de l'article 38 de la Convention, est source de vive préoccupation. Le Comité juge aussi inquiétant que des enfants soient enlevés, assassinés et torturés dans la zone du conflit armé et enrôlés dans les forces armées.

1066. Le Comité s'interroge sur le système d'administration de la justice pour mineurs, en particulier sur sa compatibilité avec les articles 37, 39 et 40 de la Convention, ainsi qu'avec d'autres normes internationales applicables. Les violations des droits des enfants dans les centres de détention, la détention provisoire d'enfants dans des prisons pour adultes ou dans les locaux de la police, la durée de la détention, le caractère tardif des procès et l'inadéquation des peines autres que l'emprisonnement sont sources de préoccupation particulière.

1067. Le Comité est préoccupé par les difficultés auxquelles les enfants réfugiés et déplacés se heurtent pour bénéficier de services sociaux, d'éducation ou de santé de base.

1068. Le Comité constate avec inquiétude l'insuffisance des mesures juridiques et autres destinées à prévenir et à combattre l'exploitation économique des enfants, en particulier des enfants qui travaillent comme employés de maison ou dans le secteur informel.

1069. S'il apprécie que l'État partie ait récemment mené à bien une étude sur les enfants travaillant et/ou vivant dans la rue, la récente augmentation de leur nombre est un sujet de préoccupation. Le Comité se déclare aussi vivement préoccupé par l'augmentation du nombre des prostitués mineurs et par le fait que l'État partie n'a pas de stratégie claire pour combattre les violences et l'exploitation sexuelles dont les enfants sont victimes.

1070. Le Comité s'inquiète aussi de l'insuffisance des mesures prises par l'État partie pour assurer la réadaptation physique et psychologique et la réinsertion sociale des enfants victimes de la guerre et de sévices, ainsi que du manque de moyens matériels et financiers et de personnel qualifié dans les établissements pour enfants.

e) Suggestions et recommandations

1071. Le Comité recommande à l'État partie de prendre de nouvelles mesures pour renforcer le Conseil national pour l'enfance et la coordination entre les différents organismes publics, ministères et conseils de la résistance chargés de mettre en oeuvre les droits de l'enfant aux niveaux tant national que local. Il faudrait intensifier les efforts pour renforcer la coopération avec les organisations non gouvernementales oeuvrant pour les droits de l'homme et de l'enfant. L'État partie devrait en outre doter les différents organismes publics chargés de la promotion des droits de l'enfant de ressources financières et humaines supplémentaires.

1072. Le Comité recommande à l'État partie, dans le cadre de la réforme législative qu'il a entreprise dans le domaine des droits de l'enfant, d'harmoniser sa législation nationale et de l'aligner sur les dispositions et principes de la Conven-

tion. Il recommande également d'uniformiser l'âge minimum fixé dans les différentes lois nationales de façon à éliminer les incohérences, les contradictions et les disparités entre les sexes, ainsi que de mettre la législation nationale en conformité avec la Convention. L'État partie voudra peut-être demander une assistance technique à cet effet.

1073. Le Comité recommande aussi à l'État partie de revoir le système de collecte et d'analyse des données et de définir des indicateurs désagrégés appropriés pour prendre en compte tous les domaines couverts par la Convention et toutes les catégories d'enfants dans la société. Il suggère en outre à l'État partie de demander une assistance technique à cet effet, notamment au Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

1074. Le Comité recommande à l'État partie d'intensifier ses efforts pour qu'adultes et enfants connaissent et comprennent les dispositions de la Convention, en particulier dans les zones rurales; des programmes de formation et de recyclage sur les droits de l'enfant devraient être systématiquement organisés à l'intention de tous les groupes professionnels et en particulier des membres de la police, des forces de sécurité et autres responsables de l'application des lois, des autorités militaires, du personnel judiciaire, des avocats, des magistrats, des enseignants et des directeurs d'école à tous les niveaux de l'enseignement, des travailleurs sociaux, des fonctionnaires des administrations centrales et locales, du personnel des établissements pour enfants et des personnels de santé. Le Comité recommande en outre que le texte de la Convention soit traduit intégralement dans les langues vernaculaires.

1075. Le Comité recommande à l'État partie d'accorder la priorité dans les dépenses budgétaires à la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels des enfants, en mettant particulièrement l'accent sur la santé et l'éducation ainsi que sur la jouissance de ces droits par les enfants les plus défavorisés.

1076. Le Comité recommande en outre que toutes les mesures appropriées soient prises, notamment le lancement de campagnes d'information, afin de prévenir et de combattre toutes les formes de discrimination à l'encontre des fillettes, des orphelins, des enfants handicapés, des enfants abandonnés, des enfants nés hors mariage et des enfants victimes de sévices et/ou d'exploitation sexuelle et économique, en particulier ceux qui vivent dans les zones rurales, notamment pour qu'ils aient plus facilement accès aux services de base.

1077. Le Comité recommande qu'un effort spécial soit fait pour mettre au point un système efficace d'enregistrement des naissances afin d'assurer à tous les enfants la pleine jouissance de leurs droits.

1078. Le Comité recommande que l'État partie prenne toutes les mesures qui s'imposent, notamment au moyen de la coopération internationale, pour prévenir et combattre la mortalité infantile et postinfantile et la malnutrition. Il suggère en outre que le Gouvernement renforce ses programmes d'information et de prévention destinés à combattre le VIH/sida – en particulier chez les enfants – et d'autres maladies sexuellement transmissibles et à éliminer les attitudes discriminatoires à l'égard des enfants séropositifs ou sidéens. Le Comité recommande en outre à l'État partie de poursuivre et renforcer ses programmes de planification familiale et d'éducation dans le domaine de la santé génésique, y compris pour les adolescents.

1079. Le Comité recommande à l'État partie de prendre des mesures pour assurer l'application des articles 28 et 29 de la Convention. Il lui demande instamment de redoubler d'efforts pour former les enseignants, améliorer les matériels et les installations scolaires et l'environnement scolaire, augmenter le taux de scolarisation et empêcher l'abandon scolaire.

1080. Le Comité recommande à l'État partie de sensibiliser les parties au conflit armé qui se poursuit dans le nord du pays à la nécessité de respecter pleinement les règles du droit international humanitaire, dans l'esprit de l'article 38 de la Convention, notamment en ce qui concerne les enfants, et de veiller à déterminer les responsabilités en cas de violation de ces règles. Il recommande en outre à l'État partie de prendre des mesures pour mettre un terme aux assassinats et enlèvements d'enfants ainsi qu'à leur enrôlement dans les forces armées dans la zone du conflit armé. Tout en prenant acte des initiatives régionales déjà prises, le Comité recommande également à l'État partie de prendre contact au besoin avec le Représentant spécial du Secrétaire général pour la protection des enfants en période de conflit armé.

1081. Le Comité recommande à l'État partie d'accorder une attention particulière au problème des mauvais traitements et des violences, y compris les violences sexuelles dont les enfants sont victimes dans la famille et les châtiments corporels infligés à l'école, et insiste sur la nécessité de mener des campagnes d'information et d'éducation pour prévenir et combattre le recours à toute forme de brutalités physiques ou mentales contre les enfants, conformément à l'article 19 de la Convention. Le Comité suggère également à l'État partie d'entreprendre une étude exhaustive de ces problèmes afin de mieux les comprendre et de faciliter l'élaboration de politiques et de programmes pour les combattre efficacement, notamment de programmes de réadaptation.

1082. Le Comité recommande que l'État partie envisage de procéder à une réforme de l'ensemble de la justice pour mineurs, dans l'esprit de la Convention, en particulier des articles 37, 39 et 40, ainsi que d'autres normes des Nations

Unies dans ce domaine telles que les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté. Une attention particulière devrait être accordée au droit que les enfants ont d'obtenir sans délai une assistance juridique et le contrôle juridictionnel. Il faudrait accorder une attention particulière au droit qu'ont les enfants d'obtenir sans délai une assistance juridique et le contrôle juridictionnel. Il faudrait organiser à l'intention de tous les spécialistes concernés par la justice pour mineurs des programmes de formation sur les normes internationales applicables et créer en priorité des juridictions spécialisées dans tout le pays. Le Comité suggère également que l'État partie envisage de demander à cet égard une assistance technique au Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et à la Division de la prévention du crime et de la justice pénale du Secrétariat.

1083. Le Comité recommande à l'État partie de porter une attention particulière aux enfants réfugiés et déplacés dans leur propre pays pour qu'ils aient accès aux services de base au même titre que les autres enfants.

1084. Le Comité recommande à l'État partie d'adopter une stratégie de lutte contre le problème des enfants travaillant et/ou vivant dans la rue. Il lui suggère également d'élaborer des programmes d'éducation extrascolaire pour prévenir les violences sexuelles et l'exploitation sexuelle dont les enfants sont victimes et, en particulier, la prostitution des enfants.

1085. Le Comité encourage l'État partie à veiller à ce que les lois sur le travail soient pleinement appliquées pour éviter l'exploitation économique des enfants. Il suggère en outre aux autorités d'adopter des lois et des mesures protégeant expressément les enfants contre l'exploitation économique, lorsqu'ils sont employés comme domestiques ou dans le secteur informel, d'entreprendre des études et de collecter des données, et de promouvoir des programmes d'intégration et de formation professionnelles. Le Comité suggère également que l'État partie songe à ratifier la Convention No 138 de l'OIT concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi.

1086. Le Comité recommande que le rapport initial et les réponses écrites présentés par l'État partie fassent l'objet d'une large diffusion auprès du public, y compris des enfants, et que ce rapport soit publié en même temps que les comptes rendus analytiques pertinents et les conclusions adoptées par le Comité à l'issue de son examen. Il faudrait diffuser largement ce document pour susciter au sein du Gouvernement, du Parlement et du public, y compris des organisations non gouvernementales intéressées, un débat sur la Convention, sa mise en oeuvre et son suivi et en faire connaître les dispositions.

28. Conclusions : République tchèque

1087. Le Comité a examiné le rapport initial de la République tchèque (CRC/C/11/Add.11) de sa 411e à sa 413e séance (CRC/C/SR.411 à 413), les 30 septembre et 1er octobre 1997, et a adopté les conclusions ci-après à sa 426e séance, le 10 octobre 1997.

a) Introduction

1088. Le Comité se félicite du rapport initial présenté par l'État partie et des réponses écrites que celui-ci a apportées à la liste des points à traiter (CRC/C/Q/CZE/1). Le Comité prend acte avec satisfaction du complément d'information apporté par l'État partie lors du dialogue que ses représentants ont eu avec le Comité, au cours duquel ceux-ci, dans un esprit d'autocritique, ont fait connaître non seulement les orientations des politiques et programmes de l'État partie, mais aussi les difficultés qu'il rencontrait dans l'application de la Convention. Le Comité se félicite en outre d'avoir été en présence d'une délégation pluridisciplinaire ayant participé directement à l'application de la Convention en République tchèque, ce qui a permis un échange de vues constructif et utile.

b) Facteurs positifs

1089. Le Comité note avec satisfaction que l'État partie procède actuellement à une révision en profondeur de sa législation; il se félicite des initiatives prises par l'État partie pour renforcer les mesures de protection de la famille et de l'enfance au moyen de nouveaux textes législatifs, dont le projet de loi sur la protection sociale et juridique des enfants et les amendements proposés à la législation existante, notamment à la loi sur la famille, au code pénal et au code de procédure pénale.

1090. Le Comité est favorable à la mise en place par l'État partie d'un programme de formation à l'intention des magistrats, de la police et de diverses catégories de fonctionnaires concernées par les droits de l'enfant, en vue de les sensibiliser aux principes et dispositions de la Convention.

1091. Le Comité est heureux que l'État partie ait pris l'initiative d'établir une ligne téléphonique ouverte spécifiquement aux enfants en détresse, qui leur permet de dénoncer les sévices sexuels et les violences familiales dont ils sont victimes.

1092. Le Comité relève avec satisfaction les résultats que l'État partie obtient depuis longtemps dans les domaines de l'éducation et des soins médicaux et se félicite qu'il ait pris l'engagement de préserver cet acquis remarquable.

c) Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre de la Convention

1093. Le Comité reconnaît que, depuis quelques années, l'État partie se heurte à des difficultés à la fois économiques, sociales et politiques. Il note que la transition vers l'économie de marché a eu comme corollaire l'augmentation du chômage, la pauvreté et d'autres problèmes sociaux, et qu'elle a beaucoup nui au bien-être de la population, en particulier à celui de tous les groupes vulnérables, dont les enfants.

d) Principaux sujets de préoccupation

1094. Tout en sachant gré à l'État partie de l'ouverture dont il a fait preuve en ce qui concerne la possibilité de revenir sur la réserve émise à propos du paragraphe 1 de l'article 7 de la Convention, le Comité continue de craindre que cette réserve n'entrave la pleine mise en oeuvre de la Convention.

1095. Le Comité s'inquiète de l'absence de stratégie intégrée en faveur des enfants et du manque de mécanismes permettant de suivre systématiquement les progrès obtenus dans tous les domaines relevant de la Convention, pour tous les groupes d'enfants en ville comme à la campagne, et notamment pour ceux qui souffrent des effets de la transition économique.

1096. Le Comité pense qu'il faudrait renforcer la capacité actuellement limitée de l'État partie de mettre au point des indicateurs désagrégés et spécifiques permettant de mesurer les progrès réalisés et de faire le point de l'impact des politiques existantes sur tous les enfants, notamment ceux appartenant à des groupes minoritaires.

1097. Tout en notant avec satisfaction l'existence d'organismes publics d'aide sociale à l'enfance aux plans national et local, le Comité estime que la coordination entre ces divers organismes doit être renforcée afin que soit mise en place une approche d'ensemble de la mise en oeuvre de la Convention.

1098. Le Comité s'inquiète de l'insuffisance des mécanismes de coordination et de communication entre le Gouvernement et les organisations non gouvernementales qui s'occupent des enfants.

1099. Le Comité craint que les principes généraux de la Convention, tels qu'énoncés aux articles 2 (non-discrimination), 3 (intérêt supérieur de l'enfant) et 12 (prise en considération de l'opinion de l'enfant), ne soient pas pleinement intégrés dans les politiques et programmes législatifs ayant trait aux enfants, notamment pour ce qui est des catégories vulnérables, tels les enfants issus de minorités, les enfants handicapés, les enfants se trouvant dans des institutions ou autrement privés de leur liberté, les enfants maltraités au sein de leur famille, les enfants victimes de

l'exploitation sexuelle, ou encore les enfants vivant et/ou travaillant dans la rue.

1100. Le Comité déplore que l'on n'ait pas pris de mesures suffisantes pour diffuser et mieux faire connaître les principes et dispositions de la Convention dans tous les secteurs de la société, auprès des enfants comme des adultes, et ce conformément à l'article 42 de la Convention.

1101. Le Comité est préoccupé de ce qu'aucune mesure adéquate n'ait été prise pour prévenir toutes les formes de pratique discriminatoire à l'encontre des enfants appartenant à des minorités, et notamment des enfants roms, pour lutter contre cette discrimination et pour veiller à ce que ces enfants aient pleinement accès aux services sanitaires, scolaires et aux autres services sociaux. Le Comité s'inquiète du fait que les principes et dispositions de la Convention ne sont pas pleinement respectés s'agissant des enfants roms, notamment de ceux qui se trouvent en détention ou dans d'autres établissements.

1102. Tout en prenant acte des mesures juridiques prises depuis peu pour régulariser la situation des enfants – notamment de ceux qui ont été placés dans des institutions ou des foyers – qui ne bénéficient pas d'une résidence permanente en bonne et due forme et à qui l'on refuse donc le droit à la citoyenneté, le Comité continue à craindre que ces enfants et les personnes qui en ont la charge dans de telles situations ne soient pas suffisamment informés des procédures à suivre pour faire une demande de citoyenneté.

1103. En ce qui concerne l'article 17 de la Convention, le Comité s'inquiète de l'insuffisance des mécanismes visant à protéger les enfants contre des informations préjudiciables, notamment la violence et la pornographie que les médias véhiculent.

1104. Le Comité constate avec inquiétude que les parents continuent de recourir aux châtiments corporels et que les règlements intérieurs des établissements scolaires ne contiennent aucune disposition interdisant expressément ce type de punition, comme le veulent les articles 3, 19 et 28 de la Convention.

1105. Le Comité s'inquiète de la dégradation croissante de l'environnement dans l'État partie, qui a des effets nocifs sur la santé des enfants.

1106. En ce qui concerne la situation des enfants handicapés, le Comité s'inquiète de l'insuffisance des mesures prises par l'État partie pour garantir l'accès de ces enfants aux services sanitaires, scolaires et sociaux et pour faciliter leur intégration dans la société. Il s'inquiète également de la pénurie de professionnels spécifiquement formés pour travailler auprès d'enfants handicapés.

1107. Le Comité est préoccupé par l'insuffisance des mesures prises pour traiter les questions liées à la santé génésique et à la fréquence des grossesses chez les adolescentes.

1108. Le Comité est préoccupé par l'insuffisance des mesures prises, notamment au plan juridique, pour s'attaquer aux problèmes de la maltraitance des enfants, en particulier des sévices sexuels au sein de la famille, de la vente et du trafic d'enfants, de la prostitution des enfants et de la pornographie impliquant des enfants. Le Comité s'inquiète également du fait que, comme le laisse entendre le rapport du Rapporteur spécial chargé d'étudier la question de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants et de la pornographie impliquant des enfants (E/CN.4/1997/95/Add.1), l'État partie pourrait bien être un pays de transit pour le trafic d'enfants.

1109. Le phénomène des enfants qui travaillent et/ou vivent dans la rue et l'insuffisance des mesures prises pour y faire face sont source de préoccupation.

1110. Le Comité s'inquiète de la fréquence grandissante des cas de dépendance aux jeux d'argent, à l'alcool et aux stupéfiants chez les enfants et de l'insuffisance des mesures préventives prises par l'État partie en la matière.

1111. Le Comité s'interroge sur le système d'administration de la justice pour mineurs, notamment sur la compatibilité de celui-ci avec les articles 37, 39 et 40 de la Convention, ainsi qu'avec d'autres normes pertinentes, telles que les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté. Il demeure particulièrement préoccupé par la question du droit de l'enfant à l'aide judiciaire légale et au contrôle juridictionnel, par le fait que la privation de liberté n'est pas exclusivement une mesure de dernier recours et par la stigmatisation des catégories d'enfants les plus vulnérables, dont ceux appartenant à la minorité rom.

e) Suggestions et recommandations

1112. Compte tenu de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne de 1993, le Comité encourage l'État partie à revenir sur la réserve qu'il a émise à l'égard du paragraphe 1 de l'article 7 de la Convention.

1113. Le Comité prend note de l'élaboration d'un Plan d'action national et encourage l'État partie à prendre toutes les mesures nécessaires pour le mettre en oeuvre. Le Comité recommande également à l'État partie d'améliorer la coordination entre les divers organismes publics s'occupant des droits de l'enfant, tant au plan national qu'au plan local, en vue de mettre en place une politique globale vis-à-vis des enfants et de veiller à ce que la mise en oeuvre en soit véritablement évaluée. Le Comité encourage par ailleurs l'État partie à continuer, voire à intensifier ses efforts en vue

de forger des associations étroites avec les organisations non gouvernementales.

1114. Le Comité incite l'État partie à envisager plus concrètement la mise en place d'un mécanisme indépendant chargé de contrôler le respect des droits de l'enfant; il pourrait s'agir, par exemple, d'un médiateur ou d'une commission nationale des droits de l'enfant.

1115. Le Comité recommande à l'État partie de s'attacher en priorité à mettre en place des indicateurs désagrégés appropriés pour tenir compte de tous les domaines relevant de la Convention et de toutes les catégories d'enfants. Ces mécanismes peuvent en effet jouer un rôle irremplaçable dans le suivi systématique du sort des enfants et dans l'évaluation des progrès réalisés mais aussi des difficultés qui entravent l'exercice concret des droits de l'enfant. Les indicateurs peuvent permettre d'établir des programmes visant à améliorer la situation des enfants, notamment celles des plus défavorisés d'entre eux : les enfants appartenant à des minorités, les enfants handicapés, les enfants maltraités ou subissant des sévices au sein de leur famille, les enfants placés dans un établissement ou privés de leur liberté, les enfants victimes de l'exploitation sexuelle et les enfants vivant et/ou travaillant dans la rue.

1116. Le Comité recommande à l'État partie de redoubler d'efforts pour faire en sorte que les lois nationales soient en tout conformes à la Convention, compte dûment tenu des principes de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la non-discrimination, du respect de l'opinion de l'enfant et du droit de l'enfant de participer à la vie de la famille, de l'école ou d'autres établissements et à la vie sociale.

1117. Le Comité recommande à l'État partie d'envisager d'intégrer la Convention dans les programmes d'enseignement de tous les établissements scolaires et de prendre les mesures nécessaires pour que les enfants soient mieux informés de leurs droits. Le Comité émet également l'idée que l'État partie pourrait faire un effort pour mettre en place des programmes de formation intégrés à l'intention des membres des catégories professionnelles travaillant avec et auprès d'enfants : magistrats, avocats, responsables de l'application des lois, autorités militaires, enseignants, administrateurs scolaires, travailleurs sociaux et personnel des établissements accueillant des enfants.

1118. Le Comité recommande à l'État partie de faire de gros efforts pour lancer des campagnes de sensibilisation visant à limiter les pratiques discriminatoires à l'encontre du peuple rom et d'envisager la mise en place de programmes spéciaux pour améliorer le niveau de vie, l'éducation et la santé des enfants roms.

1119. Le Comité recommande à l'État partie de prendre d'autres mesures conformément au paragraphe 2 de l'article 7 de la Convention, en vue notamment de faciliter les demandes de citoyenneté, et ce afin de trouver une solution au problème des enfants apatrides, notamment lorsqu'ils sont placés dans des établissements. Le Comité suggère également à l'État partie d'envisager d'adhérer à la Convention de 1954 relative au statut des apatrides et à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie.

1120. Le Comité recommande à l'État partie d'envisager d'adopter des mesures relatives à la santé génésique et au comportement procréateur des adolescents dans le but de réduire la fréquence des grossesses chez les adolescentes, et de renforcer ses programmes d'information et de prévention pour lutter contre le VIH/sida et les autres maladies sexuellement transmissibles. Il lui recommande en outre de prendre des mesures adéquates, dont le lancement de campagnes de sensibilisation et la mise en place de services d'appui aux familles indigentes, afin de prévenir l'abandon d'enfants et de protéger les mères pauvres et seules contre les trafiquants d'enfants.

1121. Le Comité recommande que des mesures supplémentaires soient prises pour protéger les enfants contre les sévices et mauvais traitements, notamment par la mise en place d'une vaste campagne d'information sur la prévention des châtiements corporels dans la famille, les écoles et les autres établissements.

1122. Le Comité est heureux que l'État partie ait manifesté l'intention d'adhérer à la Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale et recommande que des mesures appropriées soient prises pour en assurer l'entrée en vigueur.

1123. S'agissant des enfants handicapés, le Comité recommande à l'État partie de mettre en place des programmes de dépistage précoce pour prévenir les invalidités, de prévoir des mesures autres que le placement en institution des enfants handicapés et d'envisager des campagnes de sensibilisation pour faire diminuer la discrimination à l'encontre de ces enfants et les intégrer dans la société.

1124. Le Comité recommande à l'État partie d'effectuer des recherches plus approfondies sur les effets éventuels de la pollution sur la santé des enfants.

1125. Le Comité suggère à l'État partie d'entreprendre une étude approfondie sur les violences et mauvais traitements dont les enfants sont victimes au sein de leur famille. Il lui recommande également de renforcer ses politiques et programmes de prévention et de lutte contre toute forme de sévices sexuels, y compris les violences dans la famille et l'in-

ceste. En ce qui concerne l'exploitation sexuelle des enfants, le Comité encourage l'État partie à tenir compte des recommandations formulées à l'occasion du Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, tenu en 1996, ainsi que de celles du Rapporteur spécial chargé d'étudier la question de la vente d'enfants, de la prostitution des enfants et de la pornographie impliquant des enfants.

1126. Le Comité invite l'État partie à envisager de ratifier la Convention concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi (Convention No 138 de l'Organisation internationale du Travail). En outre, vu l'ampleur croissante du phénomène des enfants qui vivent et/ou travaillent dans la rue, il lui recommande de redoubler d'efforts pour apporter une aide sociale à ces enfants.

1127. Le Comité recommande à l'État partie d'envisager de réformer de fond en comble son système de justice pour mineurs dans l'esprit de la Convention, en particulier de ses articles 37, 39 et 40, ainsi que des autres normes des Nations Unies en la matière, par exemple les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté. Une attention particulière devrait être accordée au droit des enfants de bénéficier rapidement d'une aide judiciaire. Des programmes de formation sur les normes internationales pertinentes devraient être institués à l'intention de tous les professionnels travaillant dans le système de justice pour mineurs; des tribunaux spécialisés devraient également être mis en place.

1128. Enfin, le Comité recommande qu'à la lumière du paragraphe 6 de l'article 44 de la Convention, le rapport initial et les réponses écrites présentés par l'État partie soient largement diffusés dans le grand public, et que le rapport soit publié, accompagné des comptes rendus analytiques et des conclusions adoptées par le Comité. Cette publication devrait être largement diffusée afin de susciter, au sein du Gouvernement, du Parlement et du public, notamment des organisations non gouvernementales concernées, un débat sur la Convention, son application et son suivi, et d'en faire connaître les dispositions.

29. Conclusions : Trinité-et-Tobago

1129. Le Comité a examiné le rapport initial de la Trinité-et-Tobago (CRC/C/11/Add.10) de sa 414^e à sa 416^e séance (CRC/C/SR.414 à 416), les 2 et 3 octobre 1997, et adopté les conclusions ci-après à la 426^e séance, le 10 octobre 1997.

a) Introduction

1130. Le Comité remercie l'État partie de son rapport initial, qui suivait les directives énoncées par le Comité, et des réponses écrites apportées à la liste de points à traiter (CRC/C/Q/TRI/1). Il juge encourageant l'esprit de franchise, d'autocritique et de coopération dans lequel s'est déroulé le dialogue qu'il a eu avec la délégation de la Trinité-et-Tobago, au cours duquel celle-ci a exposé les orientations des politiques et programmes de l'État partie ainsi que les difficultés rencontrées dans l'application des dispositions de la Convention. Le Comité note cependant avec regret que le rapport et les réponses écrites ne contenaient aucune donnée statistique ni désagrégée.

b) Aspects positifs

1131. Le Comité est heureux que l'État partie ait l'intention d'intégrer le plan national d'action pour l'enfance dans le cadre général du développement du pays.

1132. Le Comité prend acte avec satisfaction de la création du Comité interministériel chargé d'assurer la mise en oeuvre du plan national d'action, ainsi que d'une division des services nationaux pour la famille, au sein du Ministère des services sociaux et des consommateurs, pour suivre les enfants à risque.

1133. Le Comité prend note avec satisfaction des faibles taux de mortalité infantile et de mortalité des enfants de moins de 5 ans, ainsi que des indicateurs positifs constatés dans le domaine de l'éducation.

1134. Le Comité est heureux que l'État partie soit disposé à coopérer avec les organisations non gouvernementales et juge encourageantes les subventions qu'il accorde à diverses organisations non gouvernementales nationales oeuvrant à la promotion et à la protection des droits de l'enfant sur son territoire.

c) Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre de la Convention

1135. Le Comité sait que de sérieuses contraintes économiques, dues en particulier au programme d'ajustement structurel, des difficultés d'ordre social et la pauvreté ont eu des effets négatifs sur la situation des enfants. Il note que l'État partie a traversé au cours des dernières années une récession économique qui s'est traduite par une forte augmentation du chômage.

d) Principaux sujets de préoccupation

1136. Le Comité s'inquiète de ce que la Convention n'ait pas été incorporée au droit interne et que la législation et la réglementation nationales ne soient pas pleinement compatibles avec ses principes et dispositions. Tout en notant que

l'État partie a recensé plusieurs domaines dans lesquels la législation devait être modifiée pour être conforme avec les principes et les dispositions de la Convention, le Comité s'inquiète de l'insuffisance des mesures adoptées à cette fin. Il regrette aussi que plusieurs dispositions législatives contraires à la Convention demeurent en vigueur, notamment dans le domaine de l'administration de la justice pour mineurs, de l'âge minimum d'admission à l'emploi et de l'âge minimum pour contracter mariage.

1137. Le Comité déplore l'insuffisance de la coordination entre les organismes chargés de promouvoir et de protéger les droits de l'enfant et l'absence d'une vision d'ensemble de l'application de la Convention. Il regrette aussi que ces organismes ne soient pas dotés des moyens institutionnels, des capacités et des ressources financières nécessaires pour s'acquitter de leur mandat.

1138. Le Comité est d'avis que l'on ne prête pas suffisamment attention aux niveaux national et local, à la nécessité de mettre en place un mécanisme de suivi efficace permettant une compilation systématique et générale de données désagrégées et d'indicateurs dans tous les domaines qui relèvent de la Convention et pour tous les groupes d'enfants, en particulier ceux qui sont victimes de sévices, de maltraitance ou d'exploitation économique, les fillettes, les enfants de familles monoparentales, les enfants nés hors mariage, les enfants abandonnés, les enfants handicapés et placés en institution, les enfants qui vivent et/ou travaillent dans la rue et les enfants qui ont affaire à la justice pour mineurs.

1139. Le Comité est préoccupé par l'insuffisance des mesures et des programmes visant à assurer l'application des droits économiques, sociaux et culturels des enfants dans toutes les limites des ressources disponibles, ainsi que par l'absence de données désagrégées sur les crédits alloués à l'action en faveur de l'enfance.

1140. Le Comité se déclare préoccupé par l'absence de mécanismes spécifiquement destinés à enregistrer et traiter les plaintes émanant d'enfants qui dénoncent des violations des droits que leur reconnaît la loi.

1141. Le Comité constate avec préoccupation l'insuffisance des mesures prises pour faire largement connaître les principes et les dispositions de la Convention aux adultes comme aux enfants, conformément à l'article 42 de la Convention. Il n'est pas prêté suffisamment attention non plus à la formation de tous les groupes professionnels qui travaillent avec ou pour les enfants, comme les magistrats, les avocats, les agents chargés de faire appliquer la loi, les policiers, les autorités militaires, les responsables des administrations centrale et locale, les personnels de la santé, les enseignants,

les travailleurs sociaux et le personnel des institutions pour enfants et des établissements de détention.

1142. Le Comité juge préoccupant que l'État partie n'ait pas encore pleinement tenu compte dans sa législation et sa politique des principes généraux de la Convention, en particulier des principes relatifs à la non-discrimination (art. 2), à l'intérêt supérieur de l'enfant (art. 3) et au respect des opinions de l'enfant (art. 12).

1143. À la lumière de l'article 17 de la Convention, le Comité note avec inquiétude l'insuffisance des mesures prises pour mettre les enfants à l'abri des informations qui nuisent à leur bien-être, y compris de la violence, spécialement à la télévision.

1144. Tout en prenant acte des efforts faits par l'État partie, tels que l'adoption de la loi sur la violence au sein de la famille en 1991 et la création en 1997 d'un comité pluridisciplinaire chargé de se pencher sur la législation nationale en matière de violence au sein de la famille de façon à mieux protéger les victimes, le Comité est préoccupé par le manque de sensibilisation et d'information sur la maltraitance et les sévices, notamment de caractère sexuel, dont les enfants sont victimes, tant dans la famille qu'au dehors, et par l'absence de mesures et de mécanismes propres à empêcher et à combattre ces pratiques. L'absence de structures spéciales pour les enfants victimes de tels traitements est aussi un sujet d'inquiétude.

1145. Le Comité est profondément préoccupé par le recours aux châtimements corporels au sein de la famille, à l'école et dans les établissements pour enfants, ainsi que par l'absence de loi interdisant expressément l'utilisation de la torture mentale et physique et d'autres traitements ou peines cruels, inhumains ou dégradants contre les enfants.

1146. L'absence de personnel qualifié dans les institutions pour enfants est source de préoccupation. Tout en prenant acte des mesures adoptées dernièrement pour mieux contrôler ces établissements, le Comité demeure inquiet devant la persistance des cas de sévices dont il est fait état.

1147. Le Comité note avec préoccupation le taux élevé de mortalité maternelle. La propagation du VIH/sida et son impact sur les enfants, et l'insuffisance des mesures prises pour empêcher les grossesses précoces sont aussi sources de préoccupation.

1148. S'il reconnaît les efforts déployés par l'État partie dans le domaine de l'éducation, le Comité s'inquiète du manque d'enseignants qualifiés et du nombre élevé d'élèves par enseignant.

1149. Le Comité s'inquiète du phénomène nouveau des sans-abri et des enfants qui vivent et/ou travaillent dans la

rue. Tout en relevant les efforts faits par l'État partie, notamment l'ouverture d'un foyer spécial et la prise en charge de ces enfants sur le plan éducatif, il craint que ces mesures ne profitent pas à tous ceux qui en ont besoin.

1150. Le Comité est préoccupé par l'augmentation de l'exploitation économique des enfants, en particulier des petits vendeurs ambulants. Il note que la valeur que la société accorde à l'éducation est un facteur positif qui contribue à réduire le phénomène du travail des enfants. Le fait que l'âge minimum d'admission à l'emploi est fixé à 12 ans est une autre source de souci.

1151. La situation de l'administration de la justice pour mineurs, au regard en particulier des articles 37, 39 et 40 de la Convention et de diverses autres normes pertinentes telles que les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté, est un sujet d'inquiétude. Le Comité juge en particulier que l'âge de la responsabilité pénale est trop bas. Il lui paraît aussi inquiétant qu'il n'existe aucune obligation de traduire avec diligence les jeunes délinquants devant un juge, que la loi autorise la peine du fouet, et que les centres de détention puissent recourir à des châtiments corporels pour assurer la discipline. Le Comité est aussi préoccupé par le surpeuplement des établissements pénitentiaires, et donc par les conditions de vie difficiles des jeunes délinquants qui, en outre, n'ont pas toujours accès à l'éducation. L'absence d'établissements pour les jeunes filles délinquantes, qui fait que celles-ci sont détenues avec des femmes, est aussi source de préoccupation.

e) Suggestions et recommandations

1152. Le Comité recommande que, dans le cadre de la réforme législative entreprise par l'État partie dans le domaine des droits de l'enfant, la législation nationale soit harmonisée et rendue pleinement compatible avec les dispositions et les principes de la Convention. Cette réforme devrait en particulier toucher les domaines de l'administration de la justice et de l'âge minimum pour contracter mariage, être admis à l'emploi et être tenu pénalement responsable. Le Comité encourage par ailleurs l'État partie à poursuivre ses efforts pour renforcer le cadre institutionnel visant à promouvoir et protéger les droits de l'homme en général et les droits de l'enfant en particulier. Il recommande aussi la sensibilisation des parlementaires aux droits de l'enfant afin que ces derniers intègrent les principes et les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant dans la réforme législative.

1153. Le Comité recommande à l'État partie de renforcer la coordination entre les différentes instances gouvernementales chargées de veiller aux droits de l'enfant, aux niveaux national et local, afin de mettre au point une politique globale

de l'enfance et de garantir une évaluation efficace de la mise en oeuvre de la Convention dans le pays. Il encourage l'État partie à envisager de créer un mécanisme indépendant, tel un médiateur pour les droits de l'enfant.

1154. Le Comité recommande en outre à l'État partie de s'attacher en priorité à mettre au point un système de collecte de données et des indicateurs désagrégés appropriés portant sur tous les domaines relevant de la Convention, et tous les groupes d'enfants; l'État partie voudra peut-être demander une assistance technique à cette fin.

1155. Le Comité encourage l'État partie à prêter une attention particulière à la pleine application de l'article 4 de la Convention et à une répartition judicieuse des ressources aux niveaux central et local. L'État partie devrait ouvrir des crédits au titre de la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels, dans toutes les limites des ressources dont il dispose et en tenant compte du principe de l'intérêt supérieur de l'enfant.

1156. Le Comité recommande à l'État partie de redoubler d'efforts pour veiller à ce que les dispositions de la Convention soient largement connues et comprises des adultes comme des enfants, en particulier dans les zones rurales. En outre, l'État partie devrait organiser des programmes de formation systématique et en cours d'emploi aux droits de l'enfant à l'intention des groupes professionnels qui travaillent avec ou pour les enfants, comme les magistrats, les avocats, les agents chargés de faire appliquer la loi, les policiers, les militaires, les enseignants, les directeurs d'écoles, les personnels de la santé, les travailleurs sociaux, les responsables des administrations centrale et locale et le personnel des institutions pour enfants et des établissements de détention.

1157. Le Comité est d'avis qu'il convient de redoubler d'efforts pour veiller à ce que les principes généraux de la Convention non seulement guident les débats en matière d'orientations et de prise de décisions, mais aussi soient dûment pris en compte dans toutes les décisions administratives et de justice et dans l'élaboration et la mise en oeuvre de tous les projets, programmes et services qui ont une incidence sur les enfants.

1158. Le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures voulues, notamment de caractère juridique, pour protéger les enfants des informations qui nuisent à leur bien-être, y compris celles que transmettent les moyens audiovisuels comme la télévision.

1159. Vu les dispositions de l'article 19 de la Convention, le Comité recommande à l'État partie de redoubler d'efforts pour prévenir et combattre la maltraitance des enfants et les violences sexuelles qui leur sont infligées au sein de la famille et au-dehors. Il propose, entre autres, que les autorités

mettent en chantier une étude approfondie de ces sévices, maltraitance et violence au sein de la famille pour améliorer la compréhension de la nature et de l'ampleur du problème et renforcer les programmes sociaux visant à prévenir tous les types de violence exercés contre des enfants, ainsi que pour réadapter les victimes. La loi devrait être appliquée avec plus de rigueur dans ce domaine; il conviendrait d'élaborer des procédures et mécanismes permettant de traiter comme il convient les plaintes pour violences à enfants et de créer par exemple un tribunal des affaires familiales.

1160. Eu égard aux articles 3 et 19 et au paragraphe 2 de l'article 28 de la Convention, le Comité recommande vigoureusement que la loi interdise les châtimens corporels au sein de la famille, à l'école et dans les institutions pour enfants. Il recommande aussi aux autorités de mettre au point et d'appliquer des mesures de discipline socio-éducatives et créatives appropriées qui respectent tous les droits de l'enfant, et de concevoir des programmes de sensibilisation à l'intention des parents.

1161. Tout en prenant acte des efforts que fait actuellement l'État partie pour réviser sa législation en matière d'adoption, le Comité recommande que cette législation soit mise en conformité avec les dispositions de l'article 21 et des articles connexes de la Convention. Il suggère aussi à l'État partie d'envisager de ratifier la Convention de La Haye de 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale.

1162. Le Comité recommande à l'État partie de redoubler d'efforts pour contrôler efficacement les institutions pour enfants et en former dûment le personnel.

1163. Le Comité recommande à l'État partie d'adopter de nouvelles mesures pour mieux sensibiliser les femmes aux services prénatals. Il suggère à l'État partie de mieux protéger la santé des adolescents en renforçant l'éducation et les services en matière de santé génésique, de manière à prévenir et à combattre le VIH/sida. Par ailleurs, il lui recommande de mettre au point des mesures permettant de mieux insérer les enfants handicapés dans la société.

1164. Dans le domaine de l'éducation, le Comité suggère que de nouvelles mesures soient prises pour faire appliquer les articles 28 et 29 de la Convention dans leur intégralité. Il recommande que la formation des enseignants et l'amélioration de l'environnement scolaire retiennent davantage l'attention. L'État partie voudra peut-être demander une nouvelle aide internationale dans ce domaine.

1165. Le Comité recommande à l'État partie d'entreprendre des recherches sur le phénomène des enfants qui vivent et/ou travaillent dans la rue. Il lui recommande aussi d'accroître le nombre de programmes qui assurent des services à ces

enfants, notamment en matière d'éducation, et d'étendre ces services aux différentes régions du pays.

1166. Le Comité recommande à l'État partie d'effectuer une étude sur l'ampleur et les causes de l'exploitation économique des enfants. Il considère qu'un tel travail de recherche est essentiel pour élaborer par la suite des politiques en la matière. Il se félicite de ce qu'un comité interministériel étudie la possibilité de ratifier la Convention No 138 de l'Organisation internationale du Travail concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi, que le Comité encourage l'État partie à ratifier. Tout en prenant acte des efforts faits par l'État partie pour lutter contre la pauvreté, le Comité l'encourage à intensifier ses programmes et ses plans de lutte contre ce fléau et à renforcer encore son système de protection sociale.

1167. Le Comité recommande de procéder à une réforme législative dans le domaine de l'administration de la justice pour mineurs, en tenant pleinement compte des dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant, en particulier de ses articles 37, 39 et 40, ainsi que d'autres normes pertinentes dans ce domaine, telles que les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté. Le Comité recommande en particulier à l'État partie de relever l'âge de la responsabilité pénale et de prévoir des solutions de substitution à la détention, ainsi que des établissements spéciaux pour les jeunes délinquantes. Il recommande également de supprimer dans la loi et dans la pratique le recours aux châtimens corporels dans les établissements de détention comme moyens de discipline et la peine du fouet.

1168. Enfin, conformément au paragraphe 6 de l'article 44 de la Convention, le Comité recommande que le rapport initial et les réponses écrites présentées par l'État partie soient largement diffusés dans le pays et qu'ils soient publiés, avec les comptes rendus analytiques des séances pertinentes et les conclusions adoptées par le Comité. Ce document devrait être largement distribué afin de susciter au sein du Gouvernement, du Parlement et du grand public, y compris des organisations non gouvernementales intéressées, un débat sur la Convention, son application et son suivi, et d'en faire connaître les dispositions.

30. Conclusions : Togo

1169. Le Comité a examiné le rapport initial du Togo (CRC/C/3/Add.42) de sa 420^e à sa 422^e séance (CRC/C/SR.420 à 422), les 7 et 8 octobre 1997, et a adopté les conclusions ci-après à sa 426^e séance, le 10 octobre 1997

a) Introduction

1170. Le Comité se félicite de la présentation du rapport initial du Togo ainsi que du dialogue engagé avec l'État partie. Tout en accueillant avec satisfaction les renseignements supplémentaires fournis oralement par l'État partie au cours de ce dialogue, le Comité regrette de n'avoir pas reçu de réponses écrites à la liste des points à traiter (CRC/C/Q/TOGO/1) qu'il lui avait soumise.

b) Aspects positifs

1171. Le Comité note que l'État partie a adopté en 1992 une nouvelle constitution qui contient des dispositions visant à promouvoir et à protéger les droits de l'homme. Il prend note également de la création de la Commission nationale des droits de l'homme (1987) et du Ministère des droits de l'homme et de la réhabilitation (1992). Il se félicite en outre que la Constitution de 1992 garantisse la primauté des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme qui sont incorporés dans la législation nationale et que ces instruments puissent être invoqués devant les tribunaux. Il note avec satisfaction que l'État partie envisage de ratifier la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant.

1172. Le Comité se félicite de la création en 1993 du Comité national de protection et de promotion de l'enfant.

1173. Le Comité prend note avec satisfaction des mesures prises par l'État partie pour assurer la traduction en kabyè et en ewé de la Convention relative aux droits de l'enfant.

1174. Le Comité accueille avec satisfaction la création d'organisations non gouvernementales nationales et les mesures prises pour développer la coopération entre elles et le Gouvernement.

c) Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre de la Convention

1175. Le Comité note que le Togo fait partie du groupe des pays les moins avancés et qu'une grande partie de sa population vit au-dessous du seuil de pauvreté. Il relève en outre que certaines pratiques et coutumes traditionnelles, en particulier dans les zones rurales, entravent la mise en oeuvre effective des dispositions de la Convention, notamment en ce qui concerne les fillettes.

d) Principaux sujets de préoccupation

1176. Le Comité note avec préoccupation qu'à l'heure actuelle plusieurs dispositions de la législation nationale, notamment dans les domaines des droits civils, dont le droit à la nationalité, ainsi que de l'adoption, du travail et de la

justice pour mineurs, ne sont pas conformes aux dispositions et principes énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant.

1177. Tout en prenant note de la création du Comité national de protection et de promotion de l'enfant, le Comité reste préoccupé par le manque de ressources humaines et financières de cet organe et par son statut institutionnel. Il s'interroge à cet égard sur la capacité du Comité national de coordonner effectivement les programmes et les politiques aussi bien entre les ministères concernés qu'entre les administrations centrales et locales. De plus, le Comité juge préoccupant que l'État partie n'ait pas encore adopté de plan d'action national.

1178. Le Comité est préoccupé par l'absence de mécanisme systématique de suivi des progrès dans les divers domaines sur lesquels porte la Convention et en ce qui concerne tous les groupes d'enfants, en ville et à la campagne. Il juge également préoccupante la capacité limitée de l'État partie de recueillir et traiter les données et d'élaborer des indicateurs spécifiques pour évaluer les progrès accomplis et mesurer l'incidence des mesures prises sur les enfants, en particulier les groupes les plus vulnérables.

1179. Pour ce qui est de la mise en oeuvre de l'article 4 de la Convention, le Comité relève avec inquiétude l'absence de politiques et de mesures visant à garantir pleinement les droits économiques, sociaux et culturels des enfants dans toutes les limites des ressources dont l'État partie dispose et, au besoin, dans le cadre de la coopération internationale.

1180. Le Comité est préoccupé par le manque d'uniformisation de l'âge minimum légal fixé dans différents domaines. Il se demande si ces différences sont compatibles avec les dispositions et principes de la Convention, en particulier ses articles premier et 2.

1181. S'agissant de l'article 2 de la Convention, le Comité reste préoccupé par la persistance d'attitudes discriminatoires à l'égard de certains groupes d'enfants, en particulier les filles et les enfants handicapés ainsi que les enfants qui vivent en milieu rural, ce qui a souvent pour résultat de limiter leur accès aux services sociaux de base, tels que la santé et l'éducation.

1182. Le Comité se déclare préoccupé par l'insuffisance des mesures prises pour tenir pleinement compte des principes généraux de la Convention relatifs à la non-discrimination (art. 2), à l'intérêt supérieur de l'enfant (art. 3), au droit à la vie, à la survie et au développement (art. 6) et au respect des opinions de l'enfant (art. 12) dans les décisions d'ordre juridique, judiciaire et administratif et le processus de prise de décisions.

1183. Pour le Comité, il est préoccupant que les diverses couches de la société, qu'il s'agisse des adultes ou des enfants, connaissent mal les principes et les dispositions de la Convention et que les groupes de professionnels qui travaillent avec ou pour les enfants, notamment les juges, les avocats, les magistrats, le personnel chargé de l'application des lois, les militaires, les enseignants, les directeurs d'écoles, le personnel médical, les travailleurs sociaux, les agents des administrations centrales et locales et le personnel des institutions qui s'occupent d'enfants, n'aient pas reçu une formation suffisante.

1184. Pour ce qui est de l'article 7 de la Convention, le Comité craint que de nombreux enfants ne soient pas déclarés à la naissance et qu'ils soient de ce fait considérablement désavantagés dans la jouissance de leurs droits.

1185. Le Comité juge préoccupant que les châtiments corporels soient courants dans la famille, dans les écoles et dans d'autres institutions. L'absence de loi générale interdisant clairement les châtiments corporels pour les enfants est source d'inquiétude.

1186. Eu égard à l'article 17 de la Convention, le Comité note avec préoccupation qu'il n'existe aucun mécanisme mettant les enfants à l'abri des informations qui leur sont préjudiciables, notamment la pornographie.

1187. En ce qui concerne le droit de l'enfant d'exprimer son opinion (art. 12) et son droit à la liberté d'expression (art. 13), le Comité juge inquiétantes les attitudes répandues au sein de la famille, à l'école ainsi que dans d'autres institutions et dans la société en général, qui empêchent les enfants de jouir de leurs droits.

1188. Le Comité est également préoccupé par l'accroissement du nombre d'enfants qui vivent dans la rue ou y travaillent dans les grandes villes. Le manque de données statistiques et d'études sur ce phénomène est également préoccupant.

1189. S'agissant de l'adoption, le Comité constate avec inquiétude qu'il n'existe pas de cadre juridique général qui soit pleinement conforme à l'article 21 et aux autres dispositions pertinentes de la Convention.

1190. Eu égard à l'article 19 de la Convention, le Comité s'inquiète de la persistance de la maltraitance des enfants, y compris au sein de la famille, et de l'absence d'un mécanisme administratif approprié pour prévenir et combattre ce phénomène.

1191. Le Comité s'émeut de la situation sanitaire difficile dans laquelle se trouvent la majorité des enfants, notamment du taux élevé de mortalité des enfants de moins de 5 ans, de leur mauvais état nutritionnel, de la forte incidence du paludisme et des maladies dues à la carence en iode, ainsi que

du manque d'eau salubre et de systèmes d'évacuation des eaux usées. Il est également préoccupé par la propagation du VIH/sida dans le pays, ce qui a des effets directs sur la vie des enfants. Le nombre élevé de grossesses précoces est aussi un sujet de préoccupation.

1192. Le Comité demeure préoccupé par la persistance de traditions et de pratiques néfastes telles que les mutilations génitales que les filles continuent de subir dans certaines régions.

1193. En ce qui concerne le droit à l'éducation (art. 28 et 29), tout en relevant que le principe d'un enseignement de base gratuit, universel et obligatoire pour tous les enfants est reconnu par l'État partie, le Comité juge inquiétants le faible taux de scolarisation et le taux élevé d'abandon scolaire, en particulier chez les filles qui entraînent des taux d'analphabétisme élevés, l'absence de matériels et d'installations scolaires ainsi que la pénurie d'enseignants qualifiés, en particulier dans les zones rurales. En outre, compte tenu de l'article 31 de la Convention, le manque de terrains de jeux appropriés est source de préoccupation.

1194. Eu égard aux articles 2, 3 et 22 de la Convention, le Comité est préoccupé par l'absence de cadre juridique protégeant les enfants réfugiés et déplacés dans leur propre pays. Il s'inquiète également de ce qu'un enfant réfugié ne puisse pas acquérir la citoyenneté togolaise avant l'âge de 18 ans.

1195. Le Comité est préoccupé par l'insuffisance des mesures juridiques et autres visant à prévenir l'exploitation économique des enfants et à la combattre efficacement, en particulier dans le secteur informel. Il juge aussi très inquiétante la généralisation de la vente et de la traite d'enfants qui aboutissent à leur exploitation économique et sexuelle.

1196. Le Comité est préoccupé par l'abus de substances toxiques récemment apparu chez les enfants et par le caractère limité des mesures et des moyens de prévention et de réadaptation destinés à lutter contre ce phénomène.

1197. Le Comité s'inquiète de l'absence d'informations et de données détaillées sur les violences et l'exploitation sexuelles dont les enfants sont victimes, y compris dans la famille et lorsqu'ils travaillent comme employés de maison.

1198. La question de l'administration de la justice pour mineurs et, en particulier, de sa compatibilité avec les articles 37, 39 et 40 de la Convention et d'autres normes internationales pertinentes, est source de préoccupation. Le Comité demeure particulièrement préoccupé, entre autres, par les violations des droits de l'enfant dans les centres de détention, notamment lorsque les enfants ne sont pas séparés des adultes, par la durée et les conditions de la détention

provisoire, par le fait qu'il n'existe qu'un seul juge pour enfants et qu'un seul centre pour délinquants juvéniles, par le manque d'accès à l'assistance juridique et par l'insuffisance des mesures de substitution à l'emprisonnement.

e) Suggestions et recommandations

1199. Le Comité recommande à l'État partie d'entreprendre une étude d'ensemble sur la compatibilité de la législation nationale avec les principes et dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant en vue d'engager un processus de réforme juridique qui aboutirait à l'adoption d'un code des enfants détaillé. L'État partie voudra peut-être demander une assistance technique à cette fin.

1200. Le Comité recommande à l'État partie d'accroître la coordination entre les divers organismes et mécanismes de l'État relatifs aux droits de l'enfant, aux niveaux tant national que local, afin de mettre en place une politique générale de l'enfance et d'évaluer efficacement la mise en oeuvre de la Convention. Il encourage l'État partie à poursuivre ses efforts pour consolider le cadre institutionnel visant à promouvoir et à protéger les droits de l'homme en général et ceux de l'enfant en particulier. À cet égard, il lui recommande d'accroître le rôle et les ressources du Comité national de protection et de promotion de l'enfant. Il l'encourage à renforcer sa coopération avec les organisations non gouvernementales (ONG).

1201. Le Comité recommande également à l'État partie de s'employer en priorité à mettre en place un système de collecte et d'analyse des données et à définir des indicateurs ventilés appropriés afin de prendre en compte tous les domaines dont traite la Convention et tous les groupes d'enfants. Ces mécanismes peuvent contribuer très utilement à assurer un suivi systématique de la situation des enfants ainsi qu'à évaluer les progrès accomplis et les difficultés rencontrées dans la réalisation de leurs droits. Ils peuvent aussi servir de base à l'élaboration de programmes destinés à améliorer la situation des enfants, en particulier des plus défavorisés d'entre eux, y compris les enfants handicapés, les filles, les enfants victimes de mauvais traitements et de violences dans leur famille et dans des institutions, les enfants privés de liberté, les enfants des zones rurales, les enfants qui sont victimes d'exploitation sexuelle, les enfants réfugiés et les enfants qui vivent et/ou travaillent dans la rue. Il est en outre suggéré à l'État partie de demander une coopération internationale dans ce domaine, notamment au Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

1202. Eu égard aux articles 2, 3 et 4 de la Convention, le Comité recommande d'accorder la priorité dans les dépenses budgétaires à la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels des enfants, en mettant particulièrement l'accent

sur la santé et l'éducation, ainsi que sur la jouissance de ces droits par les enfants, en particulier par les plus défavorisés. À cet égard, le Comité suggère à l'État partie d'envisager de réorienter les ressources disponibles vers des activités visant à mettre en oeuvre pleinement la Convention.

1203. Le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures appropriées pour assurer la conformité de l'âge minimum légal fixé dans divers domaines avec les dispositions et principes de la Convention.

1204. Le Comité recommande en outre à l'État partie de prendre toutes les mesures voulues, notamment le lancement de campagnes d'information, pour prévenir et combattre toutes les formes de discrimination à l'encontre des filles et des enfants handicapés, en particulier ceux qui vivent dans les zones rurales, pour qu'ils puissent avoir accès plus facilement aux services de base.

1205. Le Comité estime qu'il faut redoubler d'efforts pour que les principes généraux énoncés dans la Convention, en particulier ceux qui ont trait à l'intérêt supérieur de l'enfant (art. 3) et à la participation des enfants (art. 12), non seulement servent de guide à l'élaboration et à l'examen des mesures et des décisions mais aussi soient dûment pris en compte dans toutes les décisions judiciaires et administratives ainsi que lors de l'élaboration et de l'application de tous les projets et de tous les programmes qui ont une incidence sur les enfants.

1206. Le Comité recommande à l'État partie d'informer systématiquement tant les enfants que les adultes des dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant. Il faudrait envisager d'inscrire le texte de la Convention au programme de tous les établissements d'enseignement et de prendre des mesures appropriées pour que les enfants soient mieux informés de leurs droits. Il faudrait aussi s'employer tout spécialement à faire connaître la Convention, en particulier ses principes généraux, aux responsables locaux et religieux. Le Comité suggère en outre que dans le cadre du programme d'assistance technique mis en place par le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'État partie redouble d'efforts pour élaborer des programmes de formation générale à l'intention des groupes de professionnels qui travaillent avec ou pour les enfants tels que les juges, les avocats, les magistrats, les responsables de l'application des lois, les militaires, les enseignants, les directeurs d'écoles, le personnel médical, les travailleurs sociaux, les fonctionnaires des administrations centrales ou locales et le personnel des institutions pour enfants.

1207. Eu égard à l'article 7 de la Convention, le Comité recommande qu'un effort spécial soit fait pour mettre au point un système efficace d'enregistrement des naissances, afin

d'assurer à tous les enfants la pleine jouissance de leurs droits fondamentaux. Un tel système serait utile pour collecter des données statistiques, évaluer les difficultés et promouvoir la mise en oeuvre de la Convention.

1208. En ce qui concerne les articles 3, 19 et 28 2) de la Convention, le Comité recommande énergiquement que les châtiments corporels soient expressément interdits par la loi et que des campagnes d'information soient organisées pour sensibiliser les adultes aux dangers et aux conséquences néfastes de cette pratique. Il recommande en outre que la législation visant à protéger les enfants contre la violence soit modifiée conformément aux dispositions et principes de la Convention.

1209. Le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures qui s'imposent, notamment sur le plan juridique, pour protéger les enfants des informations préjudiciables, y compris dans l'audiovisuel et dans les médias utilisant les nouvelles technologies.

1210. S'agissant des articles 12 et 13 de la Convention, le Comité recommande à l'État partie de prendre les mesures voulues pour promouvoir et garantir le droit de l'enfant à la liberté d'expression chez lui, à l'école, dans d'autres institutions et dans la société en général.

1211. Afin de protéger pleinement les droits de l'enfant adopté, le Comité recommande à l'État partie de revoir sa législation en matière d'adoption à la lumière de l'article 21 de la Convention. Il lui recommande en outre d'envisager de ratifier la Convention de La Haye de 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale.

1212. En vue de combattre toutes les formes de maltraitance des enfants, en particulier au sein de la famille, le Comité recommande à l'État partie de prendre les mesures voulues, y compris des mesures d'application des lois et de réadaptation.

1213. Le Comité encourage l'État partie à s'engager à prévenir et à combattre le phénomène des enfants qui travaillent et/ou vivent dans la rue, notamment en menant des recherches et en collectant des données, en favorisant les programmes d'intégration et de formation professionnelle et en garantissant l'égalité d'accès aux services de santé et aux services sociaux.

1214. Le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures qui s'imposent, notamment par la coopération internationale, pour prévenir et combattre la mortalité des enfants de moins de 5 ans, la malnutrition, le paludisme et la carence en iode et pour améliorer l'accès à l'eau salubre et les systèmes d'évacuation des eaux usées.

1215. Le Comité suggère à l'État partie de renforcer ses programmes d'information et de prévention destinés à combattre le VIH/sida et les maladies sexuellement transmissibles ainsi que les attitudes discriminatoires à l'égard des enfants séropositifs ou atteints du sida. Il recommande en outre que l'État partie poursuive et consolide ses programmes de planification de la famille et de santé génésique, y compris pour les adolescents.

1216. Comme l'État partie, le Comité est d'avis que des efforts sérieux sont nécessaires pour combattre les pratiques traditionnelles préjudiciables telles que les mutilations génitales des filles. Prenant note de l'action entreprise pour élaborer une législation spécifique visant à interdire cette pratique, le Comité invite instamment le Gouvernement à promulguer rapidement une loi de ce type qui serait pleinement compatible avec la Convention. Il recommande également l'organisation de campagnes publiques visant tous les secteurs de la société, y compris les dirigeants traditionnels, pour faire évoluer les comportements. À cet égard, toutes les mesures appropriées devraient être prises en priorité.

1217. Conformément à l'article 28 a) de la Convention, le Comité encourage l'État partie dans les efforts qu'il déploie pour rendre l'enseignement primaire obligatoire et gratuit pour tous. Il l'encourage également à mettre en oeuvre des mesures propres à accroître les taux de scolarisation et de rétention des élèves, en particulier des filles. Un système d'évaluation régulière de l'efficacité de ces mesures et d'autres dispositions en matière d'éducation, notamment de la qualité de l'enseignement, devraient être mis en place. Dans l'esprit de l'article 29 de la Convention, il faudrait faire davantage pour élaborer des directives sur la participation de tous les enfants à la vie de l'école, conformément aux principes et aux dispositions de la Convention. En outre, le Comité encourage l'État partie à prévoir davantage de terrains de jeux appropriés pour les enfants.

1218. Dans l'esprit des articles 2, 3 et 22 de la Convention, le Comité recommande à l'État partie de faire le nécessaire pour que les enfants réfugiés relevant de sa juridiction puissent accéder facilement et totalement aux services de base, notamment à l'éducation, aux services de santé et aux services sociaux.

1219. Le Comité encourage l'État partie à veiller tout particulièrement à ce que les lois sur le travail et la Convention No 138 de l'Organisation internationale du Travail concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi soient pleinement appliquées afin de protéger les enfants contre l'exploitation économique, en particulier lorsqu'ils travaillent comme domestiques. Il suggère en outre que les autorités adoptent une loi et des mesures pour éviter que les enfants ne soient exploités par le biais du travail dans le secteur informel. Il

recommande également à l'État partie de prendre des mesures appropriées, notamment de conclure des accords de coopération avec des pays voisins, pour prévenir et combattre la traite et la vente d'enfants.

1220. Le Comité recommande que les autorités prennent toutes les mesures appropriées – telles que des campagnes d'information, y compris dans les écoles et d'autres institutions – pour prévenir et combattre l'abus de drogues et de substances toxiques chez les enfants. Il encourage également l'État partie à appuyer les programmes de réinsertion en faveur des enfants victimes de tels abus et à envisager de demander une assistance technique aux organisations internationales compétentes telles que l'Organisation mondiale de la santé.

1221. Eu égard à l'article 34 et aux autres articles pertinents de la Convention, le Comité recommande que l'État partie renforce son arsenal législatif pour protéger pleinement les enfants contre toutes les formes d'exploitation ou de sévices sexuels, y compris au sein de la famille. Il recommande également que les autorités compétentes entreprennent des études afin d'élaborer et de mettre en oeuvre les politiques et les mesures appropriées, notamment en matière d'application des lois et de réadaptation, pour combattre ce phénomène sur tous les plans et avec efficacité. Le Comité souhaite à ce propos appeler l'attention de l'État partie sur les recommandations formulées dans le Programme d'action adopté par le Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales, tenu à Stockholm en 1996.

1222. Le Comité recommande à l'État partie d'envisager de procéder à une réforme de l'ensemble de son système de justice pour mineurs dans l'esprit de la Convention, en particulier des articles 37, 39 et 40, ainsi que d'autres normes des Nations Unies dans ce domaine telles que les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté. Il faudrait s'employer tout particulièrement à protéger les droits des enfants privés de liberté, en veillant notamment à ce qu'ils soient séparés des adultes, à réduire la durée de la détention provisoire, à accroître le nombre de juges pour enfants et le nombre de centres de réadaptation pour jeunes délinquants des deux sexes, à faciliter l'accès à l'assistance juridique et à promouvoir des mesures de substitution à l'emprisonnement. Il faudrait organiser des programmes de formation sur les normes internationales pertinentes pour tous les professionnels du système de justice pour mineurs. Le Comité suggère en outre que l'État partie envisage de demander à cet égard une assistance technique, ou un renforcement de celle dont il bénéficie déjà au Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et à la Division

de la prévention du crime et de la justice pénale du Secrétariat de l'ONU.

1223. Enfin, compte tenu du paragraphe 6 de l'article 44 de la Convention, le Comité recommande que le rapport initial présenté par l'État partie fasse l'objet d'une large diffusion auprès du public et soit publié, avec les comptes rendus analytiques pertinents des séances où il a été examiné et les conclusions adoptées par le Comité à l'issue de cet examen. Il faudrait assurer une large diffusion à ce document afin de susciter au sein du Gouvernement, du Parlement et du public, y compris des organisations non gouvernementales intéressées, un débat sur la Convention, sa mise en oeuvre et son suivi, et d'en faire connaître les dispositions.

31. Conclusions : Jamahiriya arabe libyenne

1224. Le Comité a examiné le rapport initial de la Jamahiriya arabe libyenne (CRC/C/28/Add.6) de sa 432^e à sa 434^e séance (CRC/C/SR.432 à 434), les 8 et 9 janvier 1998, et a adopté les conclusions ci-après à sa 453^e séance, le 23 janvier 1998.

a) Introduction

1225. Le Comité remercie l'État partie de son rapport, qui a été établi conformément à ses directives, ainsi que des réponses écrites qu'il a fournies à la liste des points à traiter (CRC/C/Q/LIBYA.1). Le Comité constate qu'un dialogue constructif s'est instauré avec la délégation de l'État partie et prend note des réponses fournies par la délégation au cours du dialogue. Il prend note également des renseignements complémentaires fournis par la délégation au cours de l'examen du rapport.

b) Aspects positifs

1226. Le Comité se félicite de ce que la Convention soit directement applicable et que ses dispositions puissent être invoquées devant les tribunaux de l'État partie.

1227. Le Comité note avec satisfaction l'étendue des services fournis par l'État partie, spécialement dans les domaines de la santé et de l'éducation. Il note en particulier que la scolarité est gratuite et que pratiquement tous les enfants fréquentent l'école primaire. Il note également avec satisfaction que les services de santé sont gratuits pour tous les enfants, que l'allaitement maternel est pratiqué à 91 % et qu'il existe un grand nombre de services et d'installations spécialisés pour les personnes handicapées, y compris les enfants.

c) Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre de la Convention

1228. Se référant à l'Observation générale No 8 adoptée par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels⁵, le Comité note que l'imposition par le Conseil de sécurité d'un embargo aérien à l'État partie a eu des effets néfastes sur l'économie et sur de nombreux aspects de la vie quotidienne des citoyens, empêchant ainsi la population de l'État partie, y compris les enfants, de jouir pleinement de leurs droits à la santé et à l'éducation.

d) Principaux sujets de préoccupation

1229. Le Comité note avec préoccupation que la législation interne n'est pas pleinement conforme aux principes et dispositions de la Convention.

1230. Tout en notant avec satisfaction l'existence de divers organes gouvernementaux responsables de la protection des enfants aux niveaux national et local, le Comité regrette le manque de coordination appropriée entre ces organes en ce qui concerne la promotion et la protection des droits de l'enfant, ainsi que la mise au point d'une approche globale de l'application de la Convention.

1231. Le Comité constate que l'État partie a déployé des efforts pour encourager la sensibilisation aux dispositions de la Convention dans les établissements scolaires. Il reste toutefois préoccupé par l'insuffisance des mesures prises à ce jour pour promouvoir la prise de conscience et la compréhension des principes et des dispositions de la Convention, tant parmi les enfants que parmi les adultes. Il s'inquiète en particulier du fait que la formation aux droits de l'enfant dispensée aux professionnels travaillant avec et pour les enfants est apparemment insuffisante et peu systématique.

1232. Le Comité note avec préoccupation qu'aucune mesure appropriée n'a été prise pour élaborer des indicateurs et assurer la collecte systématique de données quantitatives et qualitatives désagrégées dans les domaines visés par la Convention et concernant tous les groupes d'enfants, permettant de suivre et d'évaluer les progrès réalisés et de mesurer l'incidence des politiques adoptées à l'égard des enfants. Le Comité s'inquiète particulièrement de l'absence de données sur la santé des adolescents, notamment sur les grossesses des adolescentes, l'avortement, le suicide, la violence et les sévices.

1233. Le Comité exprime sa préoccupation générale devant le fait que l'État partie ne semble pas avoir pleinement tenu

compte, dans sa législation, ses décisions administratives et judiciaires et ses politiques et programmes concernant les enfants, des dispositions de la Convention, en particulier des principes généraux qui y sont énoncés aux articles 2 (non-discrimination), 3 (intérêt supérieur de l'enfant), 6 (droit à la vie, à la survie et au développement) et 12 (respect des opinions de l'enfant). Il note qu'il existe des mécanismes d'enregistrement et d'examen des plaintes, mais il s'inquiète de l'absence de mécanismes indépendants d'enregistrement et d'examen des plaintes déposées par les enfants concernant les violations des droits que leur reconnaît la loi.

1234. Le Comité regrette que la Grande Charte verte des droits de l'homme, promulguée par le Congrès général du peuple, ne prévoit pas l'interdiction expresse de la discrimination fondée sur la langue, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la situation de fortune, l'incapacité et la naissance. Il est particulièrement préoccupé par la discrimination à l'égard des enfants de travailleurs migrants et de non-citoyens, ainsi que des enfants nés hors mariage. Il s'inquiète également de ce que, même si la Grande Charte verte des droits de l'homme interdit la discrimination fondée sur le sexe, des disparités subsistent dans la législation et la pratique, en particulier en ce qui concerne les droits de succession. Il constate en outre avec préoccupation qu'en vertu de la législation libyenne relative à la citoyenneté, les décisions concernant l'acquisition de la nationalité sont fondées uniquement sur le statut du père.

1235. Compte tenu des articles 2 et 3 de la Convention, le Comité est préoccupé par la persistance de l'emploi de l'expression «enfants illégitimes» dans les instructions administratives et les règlements de l'État partie pour désigner les enfants nés hors mariage, ce qui pourrait conduire à des pratiques discriminatoires à l'encontre de ces enfants.

1236. Le Comité note avec une profonde préoccupation que la loi applicable en cas de viol d'une mineure exclut les poursuites pénales contre l'auteur du délit si celui-ci est disposé à épouser sa victime.

1237. Le Comité note avec inquiétude l'absence d'interdiction dans la législation locale du recours aux châtiments corporels, aussi légers soient-ils, dans les foyers. À son avis, cette absence va à l'encontre des principes et des dispositions de la Convention.

1238. Le Comité est préoccupé par l'existence de sévices et de violences infligés aux enfants au sein de la famille.

1239. Tout en constatant une amélioration de l'état nutritionnel des enfants dans l'État partie, le Comité note avec préoccupation que les maladies diarrhéiques, la sous-alimentation chronique ou le rachitisme sont encore largement répandus parmi les enfants de moins de 5 ans.

⁵ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social*, 1998, Supplément No 2 (E/1998/22).

1240. Le Comité est préoccupé par la situation en matière d'administration de la justice pour mineurs et s'interroge en particulier sur sa compatibilité avec les articles 37 et 40 de la Convention, ainsi qu'avec d'autres normes pertinentes des Nations Unies telles que l'Ensemble de Règles minima concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing), les Principes directeurs pour la prévention de la délinquance juvénile (Principes directeurs de Riyad) et les Règles pour la protection des mineurs privés de liberté.

e) Suggestions et recommandations

1241. Le Comité recommande à l'État partie de réexaminer sa législation dans le but de la réformer afin qu'elle soit pleinement conforme à la Convention. Il suggère à l'État partie d'envisager de promulguer un code de l'enfance. Il recommande particulièrement que la législation interdise explicitement la discrimination pour quelque motif que ce soit, y compris la langue, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la situation de fortune, l'incapacité et la naissance. Il recommande également que la législation interne soit modifiée de façon à garantir à chaque enfant le droit à une nationalité, conformément à l'article 7 de la Convention.

1242. Le Comité recommande à l'État partie de prendre des mesures supplémentaires pour renforcer la coordination entre les divers organes gouvernementaux chargés des droits de l'enfant aux niveaux national et local, ainsi qu'entre les ministères, et de déployer davantage d'efforts pour veiller à instaurer une coopération plus étroite avec les organisations non gouvernementales actives dans le domaine des droits de l'homme et des droits de l'enfant.

1243. Le Comité recommande à l'État partie d'envisager d'élaborer et d'appliquer un plan spécial d'action pour l'enfance, inspiré d'une approche globale des droits de l'enfant et intégrant tous les aspects et toutes les dispositions de la Convention.

1244. Le Comité recommande que davantage d'efforts soient déployés pour veiller à ce que les dispositions de la Convention soient largement connues et comprises, tant par les adultes que par les enfants. Il recommande également la mise en place de programmes systématiques de formation et de nouvelle formation aux droits de l'homme à l'intention des groupes de professionnels travaillant avec et pour les enfants, tels que les magistrats, les avocats, le personnel chargé de l'application des lois, les enseignants, les directeurs d'établissements scolaires, le personnel de santé, les travailleurs sociaux, les fonctionnaires des administrations centrales ou locales et le personnel des établissements de soins pour enfants, ainsi que des médias et de la population en général. Le Comité suggère à l'État partie d'intégrer l'étude de la

Convention dans les programmes d'enseignement des établissements scolaires et des universités. Il suggère également à l'État partie de solliciter une assistance technique auprès, notamment, du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, en vue de la mise en place d'un tel programme de formation et de réforme des programmes d'enseignement.

1245. Le Comité recommande que le système de collecte de données soit modifié, afin qu'il couvre tous les domaines visés dans la Convention. Ce système devrait porter sur tous les enfants, l'accent étant placé en particulier sur les enfants vulnérables et les enfants en situation particulièrement difficile, notamment les enfants victimes de sévices ou de mauvais traitements, les enfants qui travaillent, les enfants soumis à la justice pour mineurs, les petites filles, les enfants de familles monoparentales et les enfants nés hors mariage, abandonnés, placés en établissement et handicapés. Des données désagrégées appropriées devraient être rassemblées et analysées afin d'évaluer les progrès accomplis dans la réalisation des droits des enfants et de faciliter la définition des politiques visant à mieux mettre en oeuvre les dispositions de la Convention. Sur ce dernier point, le Comité recommande que d'autres études et des enquêtes de suivi soient entreprises sur les groupes d'enfants vulnérables et invite l'État partie à envisager de solliciter une assistance technique auprès, notamment, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et de l'Organisation internationale du Travail.

1246. Le Comité recommande à l'État partie d'envisager d'adopter un certain nombre de politiques et de programmes garantissant l'application de la législation en vigueur, par le moyen de services, de mesures de redressement et de programmes de réadaptation appropriés. Il recommande également à l'État partie d'envisager de créer un organe indépendant chargé de surveiller la mise en oeuvre de la Convention.

1247. Le Comité recommande à l'État partie de supprimer l'emploi des termes «enfants illégitimes» dans sa législation, ses politiques, ses programmes, sa réglementation et ses instructions administratives.

1248. Le Comité recommande aussi que, compte tenu de l'article 2 de la Convention, des mesures appropriées soient prises pour veiller à la protection et à l'exercice des droits des non-citoyens relevant de la juridiction de l'État partie.

1249. Le Comité recommande que des études plus approfondies soient effectuées concernant les cas généralisés de malnutrition ou de rachitisme chronique et de maladies diarrhéiques. De telles études permettraient d'orienter les politiques et les programmes visant à réduire les cas de rachitisme. Le Comité suggère à l'État partie d'envisager de solliciter une assistance technique dans ce domaine auprès

du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et de l'Organisation mondiale de la santé notamment.

1250. En application du paragraphe 4 de l'article 44 de la Convention, le Comité prie l'État partie de lui fournir un complément d'information sur les dispositions législatives selon lesquelles l'auteur d'un viol n'est pas passible de poursuites pénales s'il est disposé à épouser la victime. De l'avis du Comité, ces dispositions sont contraires au respect de la libre volonté de la victime et risquent de conduire à des mariages précoces.

1251. Le Comité note avec satisfaction qu'il existe des installations et des services pour les personnes handicapées, y compris les enfants. Il recommande à l'État partie de privilégier le principe de l'inclusion, selon lequel les enfants handicapés sont intégrés dans les systèmes ordinaires et le milieu naturel, tout en bénéficiant de services et d'installations spécialisés, selon leurs besoins. Le Comité appelle l'attention de l'État partie sur les Règles des Nations Unies pour l'égalisation des chances des personnes handicapées (1993).

1252. Le Comité suggère à l'État partie de prendre toutes les mesures appropriées, y compris des mesures d'ordre législatif, afin d'interdire les châtimens corporels dans la famille. Il suggère également que des campagnes de sensibilisation soient organisées pour faire en sorte que d'autres formes de sanctions disciplinaires soient appliquées, dans le respect de la dignité humaine de l'enfant et conformément à la Convention. Il recommande que les cas de sévices et de maltraitance à enfant, y compris de viol et de sévices sexuels au sein de la famille, fassent l'objet d'enquêtes appropriées, que des sanctions soient imposées aux responsables et que les décisions prises dans de tels cas soient largement connues, compte dûment tenu de la nécessité de protéger le droit de l'enfant à la vie privée. Des mesures supplémentaires devraient être prises afin d'offrir des services de soutien aux enfants impliqués dans les procédures judiciaires, de veiller à la réadaptation physique et psychologique et à la réintégration sociale des victimes de viol, de sévices, de négligence, de mauvais traitements, de violences ou d'exploitation, conformément à l'article 39 de la Convention, et d'éviter la pénalisation et la stigmatisation des victimes.

1253. Le Comité recommande à l'État partie d'entreprendre des recherches sur la question de la violence domestique et des sévices à enfant, afin de mesurer l'ampleur du problème et d'obtenir des informations socio-économiques de base et des données d'analyse sur les familles confrontées à ces problèmes.

1254. Le Comité recommande à l'État partie d'envisager de prendre davantage de mesures visant à réformer le système

de la justice pour mineurs, dans l'esprit de la Convention, en particulier de ses articles 37, 40 et 39, ainsi que d'autres normes des Nations Unies dans ce domaine, telles que les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles pour la protection des mineurs privés de liberté. Il conviendrait de n'envisager la privation de liberté qu'à titre de mesure de dernier recours et pour une durée aussi brève que possible et une attention particulière devrait être accordée à la protection des droits des enfants privés de liberté, au respect de la légalité et à la pleine indépendance et impartialité des magistrats. Des programmes de formation concernant les normes internationales applicables devraient être organisés à l'intention de tous les professionnels concernés par le système de la justice pour mineurs. Le Comité suggère à l'État partie d'envisager de solliciter une assistance technique auprès, notamment, du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, du Centre de prévention de la criminalité internationale et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

1255. Pour veiller à ce que tous les enfants réfugiés ou les enfants demandeurs du statut de réfugié jouissent de leurs droits en vertu de la Convention, le Comité recommande à l'État partie d'envisager de ratifier la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et son Protocole de 1967, ainsi que la Convention de 1954 sur le statut des apatrides et la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie.

1256. Le Comité recommande que des recherches soient effectuées sur la situation du travail des enfants dans l'État partie, notamment sur la participation des enfants à des travaux dangereux, afin d'en rechercher les causes et d'évaluer l'ampleur du problème.

1257. Enfin, compte tenu du paragraphe 6 de l'article 44 de la Convention, le Comité recommande que le rapport initial et les réponses écrites présentés par l'État partie fassent l'objet d'une large diffusion auprès du public et il recommande d'envisager la publication du rapport, ainsi que des comptes rendus analytiques pertinents et des conclusions adoptées par le Comité à l'issue de son examen. Il faudrait assurer la large diffusion de ces documents afin de susciter au sein du Gouvernement et du public, y compris des organisations non gouvernementales intéressées, un débat sur la Convention, sur sa mise en oeuvre et sur son suivi et d'en faire connaître les dispositions.

32. Conclusions : Irlande

1258. Le Comité a examiné le rapport initial de l'Irlande (CRC/C/11/Add.12) de sa 436 à sa 438e séance (CRC/C/SR.436 à 438), les 12 et 13 janvier 1998, et a adopté les conclusions ci-après à sa 453e séance, le 23 janvier 1998.

a) Introduction

1259. Le Comité remercie l'État partie de son rapport complet, établi conformément à ses directives, des réponses écrites à la liste des points à traiter qu'il a communiquées avant la session et des renseignements supplémentaires détaillés qu'il a fournis pendant les débats, ce qui a permis au Comité d'évaluer la situation des droits de l'enfant en Irlande. Il se félicite également du dialogue constructif, franc et ouvert instauré avec la délégation de l'État partie.

b) Aspects positifs

1260. Le Comité se félicite que l'État partie se soit engagé à adopter de nouvelles mesures pour la mise en oeuvre des droits de l'enfant énoncés dans la Convention. Il prend note avec satisfaction des services de protection sociale mis en place dans l'intérêt des enfants et de leur famille. Il se félicite aussi du niveau élevé de l'enseignement et de la modernité du système de santé mis en place par l'État partie.

1261. Le Comité prend note des efforts récemment entrepris par l'État partie pour réformer la législation. Il se félicite du projet de révision tendant à incorporer dans la Constitution les principes et dispositions de la Convention. Il salue également la promulgation de la loi de 1991 sur la protection de l'enfance et de sa version modifiée de 1997, de la loi de 1995 sur le droit de la famille, de la loi de 1996 sur la violence familiale et de la loi de 1996 sur le divorce, ainsi que de la rédaction de projets de loi sur l'éducation et sur l'adoption.

1262. Le Comité se félicite que l'État partie déploie de nombreux efforts et prenne des mesures concrètes pour protéger les enfants de l'exploitation sexuelle, y compris du tourisme sexuel. Il salue tout particulièrement la promulgation de la loi de 1996 sur les sévices sexuels et la rédaction du projet de loi de 1997 sur le trafic d'enfants et la pornographie, qui donnent notamment compétence aux tribunaux nationaux pour poursuivre les ressortissants ou résidents se livrant au tourisme pédophile à l'étranger, ainsi que ceux qui l'organisent et en font la publicité dans l'État partie.

c) Principaux sujets de préoccupation

1263. Le Comité regrette que les mesures prises par l'État partie pour protéger les droits des enfants apparaissent quelque peu dispersées du fait de l'absence de politique nationale globale intégrant pleinement les principes et dispositions de la Convention dans tous les domaines visés par la Convention.

1264. Le Comité est également préoccupé de ce que les politiques et pratiques suivies dans l'État partie en matière de protection sociale ne tiennent pas dûment compte de la

notion de droits de l'enfant telle qu'elle est définie dans la Convention. Par ailleurs, il note avec préoccupation que l'accent n'est pas suffisamment mis sur les mesures préventives.

1265. Tout en prenant acte de la création de divers organes publics de protection de l'enfance aux niveaux national et local, le Comité regrette que leur action en matière de promotion et de protection des droits de l'enfant ne soit pas suffisamment coordonnée.

1266. Si le Comité se félicite de la décision de créer une inspection des services sociaux jouant le rôle de mécanisme de surveillance, il demeure préoccupé par l'absence de mécanisme de suivi indépendant – médiateur ou commissaire aux droits de l'enfant – auquel les enfants pourraient s'adresser, qui examinerait les plaintes faisant état de violation de leurs droits et assurerait réparation.

1267. Le Comité appelle l'attention de l'État partie sur certaines lacunes constatées dans les statistiques et autres données recueillies par l'État partie, notamment en ce qui concerne le choix et la mise au point d'indicateurs destinés à suivre la mise en oeuvre des principes et dispositions de la Convention. Il note que dans certains cas des statistiques n'ont été recueillies que sur les enfants jusqu'à l'âge de 15 ans.

1268. Le Comité estime que les mesures prises pour faire connaître la Convention sont insuffisantes et demeure préoccupé par l'absence de formation adéquate et systématique concernant les principes et les dispositions de la Convention à l'intention des groupes professionnels qui sont en contact avec les enfants ou qui s'en occupent, tels que les juges, les avocats, les membres de la force publique (y compris les agents de police), le personnel sanitaire, les enseignants, les travailleurs sociaux, les travailleurs communautaires et le personnel des établissements de protection de l'enfance.

1269. Le Comité constate avec satisfaction que l'État partie est disposé à collaborer avec les organisations non gouvernementales, mais il craint qu'il ne soit pas tiré pleinement parti de la contribution que peut apporter ce secteur à l'élaboration d'une politique visant à promouvoir les droits de l'enfant.

1270. En ce qui concerne la définition de l'enfant (article premier de la Convention), le Comité est préoccupé par les différents âges minimum énoncés dans la législation de l'État partie.

1271. Pour ce qui est du principe de non-discrimination (art. 2), le Comité s'inquiète des disparités constatées en matière d'accès à l'éducation et aux services de santé. Tout en prenant acte des mesures déjà prises, il note avec préoccupation les difficultés persistantes des enfants issus de groupes

vulnérables et défavorisés, en particulier les enfants de la communauté des gens du voyage, les enfants de familles pauvres et les enfants réfugiés, pour ce qui est de l'exercice de leurs droits fondamentaux, notamment en matière d'accès à l'éducation, au logement et aux services de santé.

1272. Au sujet de la mise en oeuvre de l'article 12 de la Convention, le Comité est préoccupé par le fait que l'avis des enfants n'est généralement pas pris en compte, notamment au sein de la famille, à l'école et dans la société. Il s'inquiète également de ce que des procédures visant à entendre les enfants ne soient pas pleinement envisagées dans la législation.

1273. Le Comité est préoccupé par le fait que la législation n'interdit pas le châtiment corporel au sein de la famille, ce qui, à son avis, est contraire aux principes et dispositions de la Convention. Il s'inquiète également des violences et sévices familiaux subis par les enfants et de l'absence de mécanisme faisant obligation de signaler les cas d'enfants maltraités.

1274. Le Comité est préoccupé par la situation défavorisée des enfants nés de parents non mariés, la déclaration de naissance de ces enfants ne mentionnant pas le nom du père. Cette lacune a également des conséquences néfastes sur la mise en oeuvre d'autres droits en rapport avec l'adoption, pour laquelle la réglementation actuelle ne prévoit pas le consentement du père. Le Comité s'inquiète également du manque de garantie que l'enfant gardera le contact avec ses deux parents après leur divorce.

1275. Le Comité est préoccupé par la faible proportion de l'allaitement au sein dans l'État partie et par la méconnaissance des incidences positives de cette pratique sur la santé des enfants.

1276. Le Comité s'inquiète du nombre élevé de suicides d'adolescents. Il est également préoccupé par l'absence de programmes appropriés traitant des problèmes des adolescents liés à la santé tels que la toxicomanie, l'alcoolisme et les grossesses précoces.

1277. Le Comité est préoccupé par le fait qu'il n'existe pas de politique nationale protégeant les droits des enfants handicapés ni de programmes ou services appropriés s'occupant de la santé mentale des enfants et de leur famille.

1278. Tout en prenant acte de l'existence de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, le Comité est particulièrement préoccupé par le nombre élevé d'enfants vivant dans la pauvreté et sans abri, et encourage l'État partie à renforcer les mesures et programmes de protection des droits des enfants les plus vulnérables.

1279. Le Comité s'inquiète de la situation des enfants expulsés de leur école suite à des sanctions imposées par des enseignants, et des conséquences néfastes de ces expulsions, qui se répercutent parfois sur les taux d'abandon et de fréquentation scolaires.

1280. Le Comité est préoccupé par l'âge de la responsabilité pénale et par le traitement réservé aux enfants privés de liberté, notamment eu égard aux principes et dispositions de la Convention et des autres normes internationales pertinentes telles que les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté.

d) Suggestions et recommandations

1281. Le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures voulues pour accélérer la mise en oeuvre des recommandations du groupe de révision de la Constitution visant à inclure dans la Constitution tous les principes et toutes les dispositions de la Convention, ainsi que l'application de la loi de 1997 sur la protection de l'enfance, renforçant ainsi la condition de l'enfant comme sujet de droits à part entière.

1282. Étant donné que la Convention ne peut être invoquée devant les tribunaux qu'aux fins d'interprétation de la législation nationale, le Comité recommande à l'État partie de prendre des mesures nouvelles pour faire en sorte que la Convention soit pleinement incorporée à la législation interne, en tenant dûment compte des principes généraux définis à l'article 2 (Non-discrimination), à l'article 3 (Intérêt supérieur de l'enfant), à l'article 6 (Droit à la vie, à la survie et au développement) et à l'article 12 (Respect de l'opinion de l'enfant).

1283. Le Comité encourage l'État partie à envisager de ratifier la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ainsi que la Convention de La Haye de 1993 sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale.

1284. Le Comité encourage l'État partie à veiller à la mise en oeuvre intégrale de l'article 4 de la Convention. Eu égard aux principes généraux de la Convention, en particulier celui de l'intérêt supérieur de l'enfant, le Comité met aussi l'accent sur la nécessité de prendre des mesures immédiates pour résoudre le problème de la pauvreté des enfants et faire tous les efforts possibles pour veiller à ce que toutes les familles disposent de ressources et bénéficient de services suffisants. Il encourage en outre l'État partie à inscrire ses programmes

d'aide internationale au développement dans le cadre des principes et des dispositions de la Convention.

1285. Le Comité suggère à l'État partie d'adopter une stratégie nationale pour l'enfance visant à tenir systématiquement compte des principes et des dispositions de la Convention lors de l'élaboration de toutes les politiques et de tous les programmes.

1286. Tout en prenant note de la position de l'État partie, le Comité recommande à celui-ci de réexaminer la possibilité de mettre en place un organe de suivi indépendant - médiateur ou commissaire aux droits de l'enfant - qui s'occuperait de toutes les violations des droits des enfants.

1287. Le Comité recommande de renforcer la coordination entre les différentes entités publiques s'occupant des droits de l'enfant. À cet égard, il recommande à l'État partie de confier à un seul et unique organe la fonction de coordination et la responsabilité de l'adoption des décisions voulues pour protéger les droits de l'enfant.

1288. Le Comité recommande que les données recueillies et les indicateurs mis au point portent sur tous les enfants jusqu'à l'âge de 18 ans, afin que tous les domaines visés dans la Convention soient pris en compte. Tous les enfants, particulièrement les enfants vulnérables et ceux qui se trouvent dans des situations difficiles, devraient être pris en considération. Des données ventilées devraient être recueillies et analysées afin de suivre et d'évaluer les progrès enregistrés dans la réalisation des droits des enfants, et d'aider à définir les politiques à adopter pour renforcer la mise en oeuvre des dispositions de la Convention.

1289. Le Comité encourage l'État partie à poursuivre et à intensifier ses efforts pour resserrer ses liens avec les organisations non gouvernementales.

1290. Le Comité recommande à l'État partie de promouvoir l'enseignement des droits de l'homme et de mieux faire connaître et comprendre les principes et dispositions de la Convention. Il encourage aussi l'État partie à continuer de s'efforcer d'organiser une campagne d'information systématique sur les droits de l'enfant destinée à la fois aux enfants et aux adultes. Par ailleurs, les droits de l'enfant devraient figurer au programme de tous les établissements d'enseignement et de pédagogie, et des programmes complets de formation concernant la Convention devraient être organisés à l'intention des groupes professionnels qui sont en contact avec les enfants ou qui s'en occupent, tels que les juges, les avocats, les membres des forces de l'ordre (y compris les agents de police), le personnel des services d'immigration, le personnel sanitaire, les enseignants, les travailleurs sociaux et communautaires ainsi que le personnel des établissements pour enfants.

1291. Le Comité recommande à l'État partie de redoubler d'efforts afin de veiller à ce que les enfants issus de groupes vulnérables et défavorisés, y compris les enfants de la communauté des gens du voyage, les enfants vivant dans la pauvreté et les enfants réfugiés, bénéficient de mesures positives visant à leur faciliter l'accès à l'éducation, au logement et aux services de santé.

1292. Le Comité recommande à l'État partie de promouvoir et de favoriser systématiquement la participation des enfants et la prise en compte de leur opinion dans l'élaboration des décisions et des politiques les concernant, notamment par le biais d'un dialogue au sein de la famille, à l'école et dans la société, compte tenu des articles 12, 13 et 15 de la Convention.

1293. Le Comité recommande à l'État partie de prendre les mesures voulues pour que, dès que possible, le nom du père figure sur les certificats de naissance des enfants nés de parents non mariés.

1294. Le Comité recommande à l'État partie de mettre en oeuvre la résolution de l'Assemblée mondiale de la santé concernant l'alimentation des nourrissons.

1295. Le Comité recommande que, conformément à l'article 23 de la Convention, l'État partie élabore des programmes visant à favoriser la participation active des enfants handicapés à la vie de la communauté. Il encourage aussi l'État partie à poursuivre ses efforts en vue de veiller à la mise en oeuvre d'approches et de programmes intégrés en matière de santé mentale, et de fournir les ressources et l'assistance nécessaires à ces activités.

1296. Le Comité suggère à l'État partie de prendre toutes les mesures voulues, y compris législatives, afin d'interdire et de supprimer le recours au châtiment corporel au sein de la famille. Il suggère aussi d'organiser des campagnes de sensibilisation afin de veiller à ce que d'autres formes de sanction disciplinaire soient administrées dans le respect de la dignité de l'enfant et en conformité avec la Convention. Il estime également que les cas de sévices et de mauvais traitements à enfants, y compris les sévices sexuels au sein de la famille, fassent l'objet d'enquêtes en bonne et due forme, que des sanctions soient prises contre leurs auteurs et que les décisions soient rendues publiques, compte dûment tenu du principe du respect de la vie privée de l'enfant.

1297. Le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures possibles pour accélérer l'adoption du projet de loi de 1996 sur l'enfance, notamment en ce qui concerne l'administration de la justice pour mineurs, compte dûment tenu des principes et dispositions de la Convention, ainsi que des autres normes internationales pertinentes telles que les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les

Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté.

1298. Enfin, eu égard au paragraphe 6 de l'article 44 de la Convention, le Comité recommande que le rapport initial et les réponses écrites présentées par l'État partie fassent l'objet d'une large diffusion auprès du public et que le rapport soit publié ainsi que les comptes rendus analytiques pertinents et les conclusions adoptées par le Comité. Il faudrait assurer une large diffusion à ces documents afin de susciter au sein du gouvernement, du Parlement et du public, y compris des organisations non gouvernementales intéressées, un débat sur la Convention, sur sa mise en oeuvre et sur son suivi.

33. Conclusions : États fédérés de Micronésie

1299. Le Comité a examiné le rapport initial des États fédérés de Micronésie (CRC/C/28/Add.5) à ses 440^e et 441^e séances (CRC/C/SR.440 et 441), le 14 janvier 1998, et a adopté les conclusions ci-après à sa 453^e séance, le 23 janvier 1998.

a) Introduction

1300. Le Comité remercie l'État partie pour son rapport initial et ses réponses écrites à la liste des points à traiter. La franchise, l'autocritique et l'esprit de coopération qui caractérisent le rapport et le dialogue engagé à ce sujet lui semblent encourageants. Le Comité constate cependant avec regret que les données figurant dans le rapport ne sont pas à jour. Il regrette également que certaines questions soient restées sans réponse. Le Comité note avec satisfaction que la délégation s'est engagée à y répondre par écrit.

b) Aspects positifs

1301. Le Comité prend note de la création en 1995 du Conseil consultatif national présidentiel et des conseils consultatifs des États en faveur de l'enfance.

1302. Le Comité prend acte du projet de loi sur l'exploitation et les sévices d'ordre sexuel visant les enfants, dont le Congrès est actuellement saisi.

c) Facteurs et difficultés entravant la mise en oeuvre de la Convention

1303. Le Comité prend note de la nature particulière de la Fédération, de sa configuration géographique comprenant 607 îles, de la taille relativement restreinte de la population, composée de diverses communautés isolées, ainsi que des transformations survenues dans les structures économiques.

d) Principaux sujets de préoccupation

1304. Le Comité constate avec préoccupation que la législation interne n'est pas pleinement conforme aux dispositions

et aux principes de la Convention. En particulier, il relève avec inquiétude l'absence de dispositions législatives régissant le travail des enfants et prévoyant un âge minimum en matière d'emploi, l'absence de définition claire de l'âge minimum de la responsabilité pénale, le niveau relativement bas de l'âge du consentement à des relations sexuelles, le manque d'uniformisation entre les quatre États à cet égard et le vide juridique en matière d'abandon, de maltraitance et d'exploitation sexuelle. Le Comité craint également des conflits éventuels entre le droit coutumier et le droit écrit, concernant notamment le mariage et l'adoption.

1305. Le Comité note avec préoccupation que le plan d'action national en faveur de l'enfance (1995-2004) est encore à l'état de projet.

1306. Le Comité déplore qu'une attention insuffisante ait été accordée aux dispositions de l'article 4 de la Convention concernant l'affectation de moyens budgétaires «dans toutes les limites des ressources ... et, s'il y a lieu, dans le cadre de la coopération internationale».

1307. Le Comité juge regrettable que le Conseil consultatif national présidentiel en faveur de l'enfance soit dépourvu de budget de fonctionnement et des ressources humaines nécessaires et que son rôle de suivi reste mal défini en ce qui concerne à la fois les domaines visés par la Convention et tous les groupes d'enfants à prendre en considération.

1308. Le Comité est préoccupé par les disparités entre les différents États tant sur le plan de la législation que des pratiques adoptées. Il s'inquiète également du manque de coordination entre l'échelon central et les quatre États fédérés.

1309. Le Comité reste préoccupé par l'attention insuffisante accordée à la collecte de données systématiques, globales et désagrégées d'ordre qualitatif et quantitatif aux niveaux national et local et à celui des États, ainsi qu'à l'établissement d'indicateurs et de mécanismes appropriés pour évaluer l'état d'avancement et les effets des politiques et mesures adoptées non seulement dans tous les domaines visés par la Convention – notamment les plus cachés tels que la violence ou les mauvais traitements envers les enfants – mais également à l'égard de tous les groupes d'enfants, y compris ceux de sexe féminin.

1310. Tout en prenant acte des efforts faits par l'État partie pour diffuser le texte de la Convention, le Comité estime que les mesures prises pour en faire connaître les principes et les dispositions tant aux adultes qu'aux enfants sont insuffisantes. Il reste préoccupé par l'absence de formation adéquate et systématique des groupes professionnels qui travaillent avec et pour les enfants.

1311. Le Comité manifeste son inquiétude devant le fait que le système d'enregistrement des naissances n'est pas conforme à l'article 7 de la Convention et que le système d'enregistrement des décès manque de fiabilité.

1312. Le Comité relève avec inquiétude que l'État partie ne semble pas avoir pleinement tenu compte des dispositions de la Convention, et en particulier des principes généraux énoncés aux articles 2 (non-discrimination), 3 (intérêt supérieur de l'enfant), 6 (droit à la vie, à la survie et au développement) et 12 (respect des opinions de l'enfant), dans sa législation, ses décisions administratives et judiciaires et ses politiques et programmes ayant trait à l'enfance.

1313. S'agissant de l'application de l'article 2, le Comité se montre tout particulièrement préoccupé par l'insuffisance des mesures adoptées pour assurer aux filles une pleine jouissance des droits reconnus dans la Convention. Il s'inquiète de la différence entre garçons et filles concernant l'âge minimum du mariage et du fait que les filles peuvent se marier avant l'âge de 16 ans. L'existence d'un système de castes, dans l'État de Yap notamment, semble également préoccupante, vu son incompatibilité avec les dispositions de l'article 2.

1314. Compte tenu de l'article 17 de la Convention, le Comité exprime son inquiétude devant l'absence de mesures propres à protéger les enfants des effets néfastes exercés par les médias (la presse écrite, les moyens de communication électroniques et l'audiovisuel), en particulier la violence et la pornographie.

1315. Tout en prenant acte des efforts déployés par l'État partie, par exemple dans le cadre du programme de lutte contre la maltraitance et l'abandon des enfants, le Comité déplore la sensibilisation insuffisante et le manque d'information sur les mauvais traitements et les sévices – d'ordre sexuel notamment – tant au sein de la famille qu'en dehors de celle-ci, de même que l'absence de loi spécifique, de ressources financières et humaines adéquates et de personnel qualifié permettant de prévenir et de combattre ce type d'abus. L'absence de mesures de réadaptation à l'intention des enfants qui en sont victimes et les difficultés qu'ils rencontrent pour accéder à la justice sont également des sujets de préoccupation.

1316. Le Comité craint que l'adoption tant coutumière que légale, y compris au niveau international, ne soit pas pleinement conforme aux principes et aux dispositions de la Convention, notamment l'article 21.

1317. Tout en constatant les résultats positifs du programme VADV (avitaminose A et vermox) mené par l'État de Chuuk et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Comité juge l'importance de la malnutrition et de l'avitaminose A dans

l'État partie inquiétante, tout comme l'accès limité à l'eau potable et à un assainissement adéquat. Le Comité est également préoccupé par les problèmes liés à la santé des adolescents, notamment le taux élevé et croissant de grossesses précoces, le fait que les jeunes n'ont guère accès à l'éducation et aux services sanitaires voulus concernant la procréation, l'insuffisance des mesures de prévention du VIH/sida et les lacunes en matière d'éducation sexuelle à l'école. Même si les efforts de l'État partie – notamment l'existence d'une permanence téléphonique dans les quatre États – sont à souligner, le taux élevé de suicide chez les adolescents et l'insuffisance de ressources financières et humaines en matière de prévention sont particulièrement préoccupants. Tout en prenant acte de l'action engagée par l'État partie dans ce domaine, par exemple sous la forme de programmes d'éducation dans les écoles et au niveau de la communauté, le Comité manifeste son inquiétude devant l'importance de l'abus de drogues et d'alcool chez les jeunes, les déficiences du cadre juridique et l'insuffisance des programmes et services sociaux et médicaux visant à remédier à ces problèmes.

1318. Eu égard au paragraphe 1 de l'article 29 de la Convention, le Comité constate que les programmes scolaires ne semblent pas prévoir une éducation aux droits de l'enfant. L'insuffisance des possibilités offertes sur le plan des loisirs est également un sujet de préoccupation.

1319. Le Comité exprime son inquiétude concernant l'administration de la justice pour mineurs, notamment sa compatibilité avec les articles 37, 39 et 40 de la Convention et d'autres normes pertinentes telles que l'Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing), les Principes directeurs des Nations Unies pour la prévention de la délinquance juvénile (Principes directeurs de Riyad) et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté. Le Comité déplore en particulier le fait que l'âge minimum de la responsabilité pénale n'est pas clairement défini, ainsi que l'inexistence apparente de procédures juridiques spécialement conçues pour les jeunes délinquants.

e) Suggestions et recommandations

1320. Le Comité recommande que l'État partie procède à un examen global de la législation en vigueur tant au niveau national qu'à l'échelon des États, en vue d'engager les réformes nécessaires pour la rendre conforme aux principes et aux dispositions de la Convention. Le Comité engage l'État partie à prendre toutes les mesures voulues, notamment sous la forme de campagnes de sensibilisation, afin d'harmoniser les pratiques et le droit coutumier, notamment en matière de mariage et d'adoption, avec les principes et les dispositions de la Convention. En cas de conflit entre droit coutumier et

droit écrit, les principes de la non-discrimination (art. 2) et de l'intérêt supérieur de l'enfant (art. 3) devraient l'emporter sur toute autre considération. Le Comité suggère également que l'État partie envisage d'adopter un code ou une législation spécifique pour les enfants et les adolescents, une section distincte étant consacrée aux enfants qui nécessitent une protection particulière. Une coopération internationale avec le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance par exemple, pourrait être établie à cet effet.

1321. Le Comité recommande que le plan d'action national soit mis en oeuvre.

1322. Le Comité invite l'État partie à adhérer aux autres conventions internationales majeures relatives aux droits de l'homme, notamment celles qui ont trait aux enfants : Pactes internationaux relatifs aux droits civils et politiques et aux droits économiques, sociaux et culturels, Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, de 1993, etc.

1323. Le Comité engage l'État partie à accorder une attention particulière à l'application intégrale de l'article 4 de la Convention et à veiller à une répartition adéquate des ressources à tous les échelons. Des moyens budgétaires destinés à la mise en oeuvre des droits économiques, sociaux et culturels devraient être dégagés dans la limite des ressources disponibles et, s'il y a lieu, dans le cadre de la coopération internationale et eu égard aux principes de la non-discrimination et de l'intérêt supérieur de l'enfant (art. 2 et 3).

1324. Le Comité recommande que le Conseil consultatif national présidentiel en faveur de l'enfance soit doté de ressources financières et humaines suffisantes pour pouvoir s'acquitter de son mandat, et que sa composition soit élargie. Le Comité invite cet organe à approfondir sa coopération avec les organisations non gouvernementales. Il faudrait également renforcer sa capacité d'assurer une coordination entre tous les échelons, de contrôler et d'évaluer les progrès accomplis et les difficultés rencontrées dans la réalisation des droits reconnus par la Convention et, en particulier, d'étudier à intervalles réguliers les effets de la transition économique sur les enfants.

1325. Le Comité recommande en outre que l'État partie s'emploie à mettre en place un système global de collecte de données désagrégées en vue de recueillir tous les renseignements nécessaires sur la situation des enfants dans les divers

domaines visés par la Convention, concernant notamment les enfants qui font partie des groupes les plus vulnérables. Le Comité encourage vivement l'État partie à établir à cet effet une coopération internationale, entre autres avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

1326. Le Comité engage instamment l'État partie à redoubler d'efforts pour faire largement connaître les principes et les dispositions de la Convention aux adultes comme aux enfants, eu égard à l'article 42 de la Convention. Il encourage l'État partie à continuer de sensibiliser le public aux droits de l'enfant dans la presse, les moyens de communication électroniques et l'audiovisuel et à s'appliquer à intégrer autant que possible le texte de la Convention dans les programmes scolaires. Il suggère également à l'État partie de poursuivre ses efforts tendant à mettre au point une documentation appropriée afin de faire mieux connaître la Convention. Le Comité suggère que l'État partie sollicite à cet égard l'aide du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, par exemple.

1327. Le Comité engage l'État partie à continuer de s'attacher à assurer une formation aux groupes professionnels qui travaillent avec des enfants ou se consacrent à ceux-ci. Il suggère à l'État partie de demander en l'espèce l'assistance du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, notamment.

1328. Pour faire en sorte que toutes les composantes de la société civile participent davantage à la mise en oeuvre de la Convention, le Comité encourage vivement l'État partie à renforcer sa coopération avec les organisations non gouvernementales.

1329. Le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures voulues pour améliorer l'enregistrement des naissances conformément à l'article 7, ainsi que l'enregistrement des décès.

1330. Le Comité estime que des efforts accrus devraient être déployés pour que les principes généraux énoncés dans la Convention servent non seulement à guider les débats de politique générale et la prise de décisions, mais soient également pris en compte de manière appropriée dans l'ensemble des procédures judiciaires et administratives ainsi que dans l'élaboration et la mise en oeuvre de tous les projets, programmes et services qui ont une incidence sur les enfants. Tout en constatant l'existence d'une législation interdisant la discrimination, le Comité souligne que le principe de la non-discrimination, tel qu'il est énoncé à l'article 2 de la Convention, doit être pleinement appliqué, s'agissant notamment des fillettes, des disparités entre États et du statut social.

À cet égard, le Comité engage l'État partie à fournir des renseignements complémentaires sur le système des castes. Le Comité tient à encourager l'État partie à continuer de mettre au point une démarche systématique en vue de faire mieux connaître au public les droits des enfants à la participation, compte tenu des dispositions de l'article 12 de la Convention.

1331. Le Comité recommande à l'État partie d'entreprendre une étude en vue d'adopter toutes les mesures voulues, d'ordre juridique notamment, pour protéger les enfants contre les effets néfastes des moyens de communication imprimés, électroniques et audiovisuels, en particulier contre la violence et la pornographie.

1332. Compte tenu de l'évolution en cours dans l'institution de la «famille élargie», qui offrait aux enfants un cadre leur permettant d'exposer leurs problèmes, le Comité estime que des initiatives nouvelles sont à encourager : groupes au sein desquels les jeunes sont conseillés par des pairs dans les établissements scolaires, programmes de sensibilisation des collectivités aux problèmes des jeunes tels que la consommation d'alcool et le suicide, programmes d'éducation parentale, etc.

1333. Eu égard à l'article 19 de la Convention, le Comité recommande en outre à l'État partie de prendre toutes les mesures appropriées, y compris une révision de la législation, pour prévenir et combattre les mauvais traitements – au sein de la famille et à l'intérieur des établissements, entre autres – ainsi que les sévices sexuels à l'égard des enfants. Il suggère notamment aux autorités de réaliser une étude d'ensemble sur les sévices, les mauvais traitements et la violence familiale, afin de mieux comprendre la nature et l'ampleur de ce problème et de renforcer les programmes sociaux visant à prévenir tous les types de violences à l'égard des enfants et à assurer une réadaptation à ceux qui en sont victimes. Des procédures et des mécanismes adéquats d'examen des plaintes pour mauvais traitements à enfants devraient être mis en place.

1334. Le Comité recommande que la législation relative à l'adoption, de même que la pratique de l'adoption coutumière, soient mises en conformité avec les principes et les dispositions de la Convention, notamment l'article 21.

1335. Le Comité suggère à l'État partie de poursuivre ses efforts visant à lutter contre la malnutrition et l'avitaminose A. Il lui suggère également de promouvoir des politiques sanitaires en faveur des adolescents en renforçant l'éducation à la santé génésique et les services correspondants. Le Comité estime en outre qu'une étude globale et multidisciplinaire devrait être réalisée pour mieux saisir l'ampleur des problèmes de santé des adolescents, dont les grossesses précoces

et le suicide. Il recommande aussi que des efforts supplémentaires tant financiers qu'humains – par exemple sous la forme de services de conseil destinés aux adolescents et à leur famille – soient entrepris pour prévenir et traiter ces problèmes et aider ceux qui en sont victimes.

1336. Eu égard à l'article 31 de la Convention, le Comité recommande à l'État partie de développer les activités culturelles, artistiques, récréatives et de loisir dans les écoles.

1337. Le Comité préconise l'application de mesures additionnelles, y compris l'adoption d'une loi, afin de mettre en oeuvre les dispositions de l'article 32 de la Convention, notamment en ce qui concerne l'âge minimum en matière d'emploi. Des efforts devraient être déployés pour prévenir et combattre l'exploitation économique ou tout travail qui risque de compromettre ou de perturber l'éducation de l'enfant, ou de porter atteinte à sa santé ou à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social. Une attention particulière devrait être accordée à la situation des enfants travaillant avec leur famille. Le Comité recommande à l'État partie d'envisager de solliciter une assistance technique dans ce domaine, entre autres au Fonds des Nations Unies pour l'enfance.

1338. Le Comité recommande à l'État partie d'intensifier ses efforts visant à prévenir et à combattre l'abus des drogues et des substances toxiques chez les enfants, et de prendre toutes les mesures nécessaires à cet effet, notamment en lançant des campagnes d'information dans les écoles et ailleurs. Il encourage également l'État partie à apporter son appui aux programmes de réadaptation en faveur des enfants victimes de ces abus. En l'occurrence, l'État partie est invité à envisager de faire appel, notamment, à l'Organisation mondiale de la santé pour obtenir une assistance technique.

1339. Dans le domaine de l'administration de la justice pour mineurs, concernant en particulier l'âge minimum de la responsabilité pénale et les procédures applicables aux jeunes délinquants, le Comité recommande que les réformes juridiques tiennent dûment compte de la Convention relative aux droits de l'enfant, notamment ses articles 37, 39 et 40, ainsi que d'autres normes pertinentes telles que les Règles de Beijing, les Principes directeurs de Riyad et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de liberté. Le Comité recommande également que l'État partie envisage de demander une assistance technique, par exemple au Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, au Centre de prévention de la criminalité internationale, au Réseau international de la justice pour mineurs et au Fonds des Nations Unies pour l'enfance, par l'intermédiaire du groupe de coordination de la justice pour mineurs.

1340. Le Comité invite l'État partie à assurer une large diffusion à son rapport, aux comptes rendus analytiques des débats du Comité à ce sujet et aux conclusions adoptées par le Comité à la suite de l'examen de ce rapport.

Chapitre IV

Aperçu général des autres activités du Comité

A. Méthodes de travail du Comité

1. Réunions informelles

1341. Le Comité a tenu sa cinquième réunion informelle, pendant deux semaines en novembre 1996, dans la région de l'Afrique du Nord. Comme les précédentes, cette réunion informelle, organisée en étroite coopération avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, était destinée à faire plus largement connaître la Convention relative aux droits de l'enfant, ainsi que les activités du Comité des droits de l'enfant et son rôle de premier plan dans la promotion de l'action en faveur des enfants et le suivi des progrès accomplis par les États parties dans la mise en oeuvre des droits des enfants. La réunion informelle avait également pour but de permettre aux membres du Comité de mieux comprendre la situation des enfants dans un contexte régional donné, grâce à des visites sur place et des contacts avec des fonctionnaires nationaux et des représentants d'organismes des Nations Unies, d'organisations non gouvernementales et de la communauté des donateurs.

1342. Dans le cadre de cette réunion, le Comité s'est rendu dans deux pays qui avaient déjà présenté leur rapport initial, le Maroc et l'Égypte.

1343. Ces visites ont donné au Comité une bonne occasion d'évaluer les mesures prises par les États parties concernés pour donner suite aux recommandations qui leur avaient été adressées ainsi que la possibilité d'encourager l'adoption de nouvelles mesures dans le cadre du processus d'application de la Convention en cours au niveau national.

1344. La cinquième réunion informelle devait permettre en outre d'examiner de façon approfondie la question des droits des petites filles dans le contexte spécifique de la région.

1345. À l'occasion de la visite en Égypte, le Comité des droits de l'enfant a tenu pour la première fois des réunions conjointes avec le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, chose qu'il avait souvent recommandée ainsi qu'il ressort de ses précédents rapports (voir A/47/41, recommandation 3; CRC/C/10, recommandation 4;

CRC/C/16, recommandation 3; CRC/C/20, recommandation 4; CRC/C/38, recommandation; et CRC/C/43, recommandation). Sept membres du Comité des droits de l'enfant et quatre membres du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes ont participé à la visite (dont les présidentes des deux comités), ainsi que des représentants du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme/Centre pour les droits de l'homme.

1346. Quatre membres du Comité des droits de l'enfant se sont rendus au Maroc (10-15 novembre 1996) peu de temps après avoir dialogué avec la délégation de cet État partie en octobre. Ils y ont rencontré le Ministre de la justice, qui est également Ministre des droits de l'homme, ainsi que de hauts fonctionnaires du Ministère des affaires étrangères. À Fès, ils se sont entretenus avec des représentants des autorités locales et de plusieurs organisations non gouvernementales qui s'occupent de programmes en faveur des enfants qui travaillent. Dans une zone rurale à la périphérie de Marrakech, ils ont rencontré des animateurs de collectivité et visité des projets de services de base intégrés. À Casablanca, ils ont rencontré des représentants d'organisations non gouvernementales qui fournissent une assistance et des services de réadaptation aux enfants des rues et ont visité un centre pour jeunes filles. Les membres du Comité ont enfin rencontré des représentants d'organisations non gouvernementales nationales qui s'occupent de divers projets en faveur des enfants.

1347. Pendant leur visite en Égypte, les membres des deux comités et les autres participants ont été reçus par Mme Suzanne Mubarak, Présidente de la Commission nationale des femmes et se sont entretenus avec M. Amr Moussa, Ministre des affaires étrangères, ainsi qu'avec un certain nombre de hauts fonctionnaires, notamment des membres du Conseil national pour l'enfance et la maternité et de la Commission nationale des femmes, et des membres du Centre d'appui en matière d'information et de décision du Cabinet des ministres; des membres du Parlement; des représentants d'organismes et d'institutions spécialisées des Nations Unies; des représentants du Sous-Groupe des donateurs chargé de la question des femmes dans le développement; des représentants d'organisations non gouvernementales qui défendent les droits de l'enfant et les droits des femmes; et des représentants des médias. Une visite dans un projet communautaire urbain en faveur des femmes et des enfants a été organisée. Un atelier sur les droits des fillettes et les droits des femmes présidé par le Président du Parlement égyptien, qui est aussi l'actuel Président de l'Union interparlementaire, a également eu lieu le 20 novembre. Enfin, les membres des deux comités se sont réunis en privé.

1348. Ces réunions conjointes ont permis aux deux comités de procéder à un échange de vues fructueux sur les moyens de renforcer la coopération entre eux, dans l'esprit d'une conception intégrée de tous les droits de l'homme et pour promouvoir de la sorte une plus grande interaction entre les organes de suivi des traités en général. Lors de l'examen de leurs méthodes de travail, les membres des deux comités ont évoqué à nouveau certaines des questions soulevées lors de la septième Réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, y compris la nécessité d'assurer plus efficacement le service du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et de garantir l'échange permanent d'informations entre ce comité et les mécanismes qui s'occupent des questions liées aux droits des femmes (et des fillettes) dans le cadre du programme relatif aux droits de l'homme.

1349. Il a été fait mention à cet égard des diverses activités du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme/Centre pour les droits de l'homme, intéressant les femmes et les enfants, notamment du Plan d'action pour renforcer l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant, des travaux du Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes et du Rapporteur spécial sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants et du Groupe de travail des formes contemporaines d'esclavage ainsi que des programmes d'action correspondants adoptés par la Commission des droits de l'homme. L'attention des deux comités a été appelée sur les efforts déployés actuellement pour établir un lien entre le site Web de la Division de la promotion de la femme et le site Web du Centre pour les droits de l'homme en cours de construction ainsi que sur l'élaboration d'une base de données sur les organes conventionnels. L'accent a été également mis sur la nécessité de définir certaines questions prioritaires d'intérêt commun (telles que le retrait des réserves, la santé, l'éducation, la protection contre la violence, le développement et la participation) et de mettre au point des indicateurs sociaux concrets sur les droits de l'enfant et les droits des femmes. À cet égard, il a été suggéré d'incorporer dans la partie des rapports comprenant des renseignements généraux («document de base») conformément aux directives concernant l'établissement des rapports, des données différenciées selon le sexe et selon le cycle de vie. Il a été relevé qu'il importait d'assurer une participation active et intégrée des organismes et institutions des Nations Unies ainsi que des organisations non gouvernementales au processus d'établissement des rapports et d'application des deux conventions et de faire mieux connaître les droits des femmes et des enfants au niveau national.

1350. Il a été constaté que les réunions avaient contribué à établir un cadre de base pour une plus grande interaction entre les deux comités et il a été décidé d'organiser régulièrement des réunions périodiques pour développer plus avant cette collaboration à l'avenir. La réunion sur la santé et les droits en matière de reproduction et de sexualité qui devait avoir lieu à New York du 9 au 11 décembre avec la participation de représentants des organes conventionnels offrait une bonne occasion de poursuivre et d'accroître cette collaboration.

1351. La visite a aussi permis aux deux comités de recevoir des informations concrètes sur l'application des deux conventions au niveau national, y compris sur les progrès réalisés et les obstacles entravant encore la réalisation pleine et entière des droits des femmes et des enfants en Égypte.

1352. Au cours de l'atelier sur les droits des filles et les droits des femmes, il a été fait état de la nécessité de traduire dans les faits la complémentarité entre les deux conventions par la mise au point de programmes concrets de coopération à tous les niveaux, y compris dans le cadre général du programme des Nations Unies relatif aux droits de l'homme; de l'importance que revêtait la diffusion d'une information sur les deux conventions et leur mécanisme d'application et de l'utilisation des médias à cet égard; de l'utilité de faire mieux connaître les droits de l'enfant et les droits des femmes et d'assurer la coordination entre les divers organes et organismes compétents; du rôle de l'éducation en tant qu'instrument d'émancipation des femmes et pour développer la participation des filles dans le contexte du développement du pays, notamment par l'inscription de cours d'information sur les instruments relatifs aux droits de l'homme dans les programmes scolaires et grâce à une amélioration qualitative de l'enseignement, notamment en éliminant les stéréotypes, les préjugés et la discrimination; du rôle des coalitions d'organisations non gouvernementales dans ces deux domaines et de la possibilité d'élaborer des plans d'action conjoints; de la nécessité pour les organisations non gouvernementales d'établir des liens avec divers groupes de la société civile tels que les parlementaires, les magistrats, les enseignants et les avocats; de la nécessité d'améliorer le système de collecte de données en vue de formuler des stratégies et des politiques au niveau national et d'évaluer les effets que pourrait avoir la mise en place d'un système conjoint de collecte de données concernant les femmes et les enfants sur l'application effective des deux conventions; et de la nécessité de s'attaquer aux problèmes liés au statut des filles et à la mise en oeuvre des deux conventions dans le contexte général de la situation politique et socioéconomique du pays.

2. Appui au Comité : Plan d'action visant à renforcer l'application de la Convention

1353. À sa treizième session, le Comité a rappelé que le nombre des États parties à la Convention, qui avait été ratifiée par presque tous les pays du monde, était sans précédent et il s'est félicité de cette expression d'engagement politique en faveur de la promotion et de la protection des droits fondamentaux des enfants. Il a jugé particulièrement encourageant que les États parties à la Convention se soient montrés disposés à utiliser le système des rapports sur l'application de la Convention comme un processus permanent pour améliorer la situation des enfants. À ce propos, il s'est vivement félicité des mesures que les États parties avaient adoptées pour donner suite aux recommandations qui leur avaient été faites lors de l'examen de leur rapport initial.

1354. Le Comité a exprimé les vives préoccupations que lui inspiraient l'ampleur de sa charge de travail et le retard qu'il risquait de plus en plus d'accumuler dans l'examen des rapports soumis par les États parties et dans l'exercice de ses fonctions de suivi. Il a rappelé les décisions prises par le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme tendant à établir un plan d'action pour renforcer l'appui prêté aux travaux du Comité et à fournir des ressources, le cas échéant, pour en appliquer les recommandations, notamment par la mise sur pied d'une équipe interdisciplinaire d'appui technique qui mènerait ses activités sous la conduite du Comité.

1355. Le Comité a été informé du processus de restructuration engagé au Centre pour les droits de l'homme et des répercussions importantes qu'il allait avoir sur les services fournis au Comité.

1356. Le Comité a exprimé le voeu de participer à de futures consultations avec le Secrétariat pour examiner comment utiliser au maximum les ressources disponibles pour s'acquitter efficacement de ses fonctions, à la lumière du paragraphe 11 de l'article 43 de la Convention.

1357. À sa seizième session, le Comité a noté avec satisfaction que le Plan d'action était désormais opérationnel. Une équipe de quatre fonctionnaires aidait déjà les experts du Comité à s'acquitter de leur tâche.

3. Directives et méthodes concernant les rapports périodiques

1358. À sa treizième session, le Comité a achevé ses travaux sur les directives concernant la forme et le contenu des rapports périodiques que doivent présenter les États parties comme suite au paragraphe 1 b) de l'article 44 de la Convention relative aux droits de l'enfant, en se fondant sur les débats qu'il avait eus et sur les travaux préparatoires qu'il

avait accomplis depuis sa dixième session (voir aussi CRC/C/54, par. 266). En achevant la mise au point des directives, le Comité a tenu compte de la nécessité d'une approche dynamique de la situation des enfants et du rôle de catalyseur joué par les observations finales adoptées à la suite de l'examen des rapports initiaux présentés par les États parties. Il a également souligné l'importance de la collecte de données et de renseignements, ainsi que de l'élaboration d'indicateurs appropriés, afin d'identifier les progrès, les difficultés rencontrées et les repères fixés pour l'action future dans les divers domaines traités par la Convention. Le Comité a adopté les directives à sa 34^e séance (CRC/C/58).

Examen des rapports périodiques

1359. À sa dix-septième session, le Comité a décidé qu'il commencerait à examiner les rapports périodiques à sa dix-neuvième session en septembre-octobre 1998.

1360. Le Comité a souligné que les principaux objectifs de l'établissement, de la présentation et de l'examen des rapports périodiques devaient être les suivants : évaluer les tendances positives et négatives et les changements survenus dans la condition des enfants au cours de la période visée par le rapport; évaluer la suite donnée par l'État partie aux observations finales adoptées par le Comité à l'issue de l'examen du rapport précédent, ainsi qu'aux suggestions et recommandations adressées par le Comité à l'État partie, notamment à propos des principaux sujets de préoccupation recensés par le Comité, ainsi que des difficultés qui ont pu entraver la mise en oeuvre de ces suggestions et recommandations; définir l'action à mener et les mesures à prendre à l'avenir pour améliorer la situation des enfants et pour veiller à un meilleur exercice de leurs droits. Les rapports périodiques ne doivent pas répéter les renseignements de base déjà fournis dans les rapports initiaux. L'État partie doit toutefois référencer clairement les renseignements communiqués antérieurement et indiquer les changements qui se sont produits au cours de la période considérée.

1361. Le Comité a également souligné qu'afin de limiter à un maximum de deux séances (six heures) le temps consacré à l'examen des rapports périodiques, il devra arrêter une méthode et fixer des objectifs prioritaires pour son dialogue avec les États parties.

4. Communications de particuliers

1362. À sa seizième session, le Comité a réaffirmé qu'en l'absence de mandat l'habilitant à examiner des communications pour violations présumées de la Convention émanant de particuliers, il ne pouvait envisager pareil examen que dans un esprit de dialogue et dans le cadre d'un processus

d'établissement des rapports défini par lui [voir également les précédentes discussions tenues par le Comité sur la question d'une procédure d'urgence (A/49/41, par. 372 à 381)]. Il avait décidé de porter à l'attention de l'organe compétent tous les cas graves intéressant un autre organe conventionnel ou mécanisme des droits de l'homme institué par la Commission des droits de l'homme dont il serait saisi. Par ailleurs, ces cas pourraient également être abordés lors de l'examen des rapports des États parties lorsque pareil examen était prévu.

B. Coopération et solidarité internationales pour l'application de la Convention

1. Coopération avec l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes

1363. Au cours de la période considérée dans le présent rapport, le Comité a continué de coopérer avec les organes des Nations Unies, les institutions spécialisées et d'autres organes compétents.

1364. À la douzième session, le Directeur général de l'Organisation internationale du Travail a invité le Comité à participer, en qualité d'observateur, à une réunion tripartite informelle au niveau ministériel sur la prévention et l'élimination du travail des enfants, qui devait avoir lieu à Genève, le 12 juin 1996, dans le cadre de la Conférence générale annuelle de l'Organisation internationale du Travail. Le Bureau international du Travail avait établi à cette fin un document intitulé «Le travail des enfants : que faire?», dans lequel il était indiqué que la mise en oeuvre effective de la Convention relative aux droits de l'enfant était un élément essentiel de la protection des enfants contre l'exploitation économique.

1365. Étant donné l'importance que le Comité attache à cette question, comme il ressort de sa deuxième journée de débat général sur ce thème (voir A/49/41, par. 560 à 572), ainsi que le fait qu'il examine systématiquement cette question dans le cadre de ses fonctions de surveillance, le Comité a décidé d'être représenté à cette réunion ministérielle informelle par sa Vice-Présidente, Mme Flora Eufemio.

1366. Pendant la treizième session, les membres du Comité se sont entretenus officieusement avec Mme Carol Bellamy, Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour l'enfance. Au cours de cet échange de vues, il a été question de la façon dont pourraient être renforcés les liens de coopération et de partenariat touchant la Convention.

1367. La Présidente et l'une des Vice-Présidentes, Mme Marilia Sardenberg (Brésil), ont eu également un échange de vues informel avec le Directeur général adjoint de l'Organisa-

tion internationale du Travail, M. Kari Tapiola, sur la façon de renforcer les liens fructueux de coopération que l'Organisation internationale du Travail et le Comité entretenaient déjà à propos de l'application de la Convention.

1368. À la 328^e séance, le Comité a eu un échange de vues avec un représentant d'Interpol au sujet des liens de coopération suivis entretenus avec cette organisation (voir CRC/C/57, par. 240 et 241).

1369. À la quatorzième session, le Comité a eu un échange de vues avec des représentants de la Section de la nutrition du Fonds des Nations Unies pour l'enfance qui lui ont donné des informations sur le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel (voir CRC/C/62, par. 264).

1370. À la même session, le Comité a tenu une réunion avec le Directeur de l'Institut interaméricain de l'enfance, organe spécialisé de l'Organisation des États américains, en vue d'identifier les domaines dans lesquels la coopération entre les deux organes pourrait être renforcée et la Convention relative aux droits de l'enfant mieux appliquée (voir CRC/C/62, par. 266 à 269).

1371. Le Comité a également tenu une réunion avec des représentants de l'Organisation internationale du Travail sur les moyens de développer la coopération existante et de renforcer la protection des enfants contre l'exploitation économique, notamment par le travail. Le représentant de l'Organisation internationale du Travail a rappelé également que la Conférence de 1998 envisagerait l'élaboration d'un nouvel instrument pour lutter contre les formes les plus dangereuses du travail des enfants, à savoir leur emploi dans des conditions d'esclavage ou de travail forcé et à des travaux dangereux et risqués. L'Organisation internationale du Travail estimait que les suggestions du Comité à cet égard seraient très utiles et une réunion a donc été organisée avec M. Tapiola, Directeur général adjoint de l'OIT (voir CRC/C/62, par. 270 à 276).

1372. Il a été souligné que le nouvel instrument devrait faire expressément référence à la Convention relative aux droits de l'enfant et au Comité des droits de l'enfant et encourager une approche holistique de la protection des droits des enfants (voir CRC/C/62, par. 277).

1373. Le Comité a également été informé des activités entreprises dans le cadre du Programme international pour l'abolition du travail des enfants par le Directeur dudit programme (voir CRC/C/62, par. 279).

1374. Dans le cadre de sa coopération permanente avec les organisations non gouvernementales, qui avaient joué un rôle décisif dans la mise en oeuvre de la Convention, le Comité a tenu une réunion informelle avec le Groupe des ONG pour

la Convention relative aux droits de l'enfant. Les discussions ont porté sur l'examen, compte tenu de l'expérience acquise, de la meilleure façon pour la communauté des organisations non gouvernementales de coopérer avec le Comité. Il a été question en particulier des communications écrites présentées par les organisations non gouvernementales au Comité, de l'utilité des groupes de travail de présession ainsi que des incidences du retard pris dans l'examen des rapports sur le processus d'établissement et de présentation de ces rapports. Les membres du Comité ont mis l'accent sur les contributions des ONG compétentes à leurs travaux, notamment en ce qui concerne l'étude de la situation concrète des enfants dans des États parties, l'identification des domaines prioritaires d'action et la proposition de mesures concrètes pour améliorer la jouissance effective de leurs droits par les enfants. La précieuse contribution des organisations non gouvernementales aux discussions thématiques du Comité a également été relevée. Le Groupe des ONG a été encouragé à garder ces sujets à l'étude et à continuer à promouvoir les actions visant à donner suite aux recommandations adoptées par le Comité au cours de ses débats généraux.

1375. À sa quinzième session, le Comité a engagé un dialogue avec des organismes et institutions spécialisés des Nations Unies, ainsi qu'avec d'autres organes compétents, dans le cadre de ses échanges permanents avec ces organes, conformément à l'article 45 de la Convention. Des représentants du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, du Haut Commissariat pour les réfugiés, de l'Organisation internationale du Travail, y compris du Programme international pour l'abolition du travail des enfants, de l'Organisation mondiale de la santé et du Groupe des ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant ont participé aux débats (voir CRC/C/66, par. 317 à 324).

1376. À sa seizième session, les membres du Comité se sont entretenus avec des représentants des organes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées des Nations Unies ainsi qu'avec ceux d'autres organes compétents dans le cadre du dialogue engagé avec eux en application de l'article 45 de la Convention (voir CRC/C/69, par. 308 et 309).

1377. À sa dix-septième session, le Comité a poursuivi l'action menée en collaboration avec les organismes des Nations Unies, les institutions spécialisées et d'autres organes compétents compte tenu de l'article 45 de la Convention, et a tenu des réunions avec des représentants du Fonds monétaire international (voir CRC/C/73, par. 161), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (voir CRC/C/73, par. 162), de l'Organisation mondiale de la santé (voir CRC/C/73, par. 164), du Groupe des ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant (voir CRC/C/73, par. 165 à 169).

1378. Le Comité a aussi poursuivi sa coopération avec d'autres organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et d'autres organismes s'occupant des droits de l'homme (voir CRC/C/66, par. 324). À cet égard, on peut mentionner la participation active de la Présidente du Comité aux septième et huitième réunions des présidents des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme (voir CRC/C/57, par. 229 et 230 et CRC/C/69, par. 298 et recommandation).

1379. À la dix-septième session, la Présidente du Comité a rendu compte à ce dernier de sa visite à New York en novembre 1997, au cours de laquelle elle avait pris la parole à la Troisième Commission de l'Assemblée générale et, en compagnie de M. Francesco Paolo Fulci et de Mme Awa N'Deye Ouedraogo, s'était entretenue avec le Secrétaire général et le Président de l'Assemblée générale et avait tenu des réunions avec des représentants de l'UNICEF. Au cours des entretiens, les membres du Comité s'étaient félicités de ce que le Secrétaire général, dans le processus de réforme qu'il avait engagé, ait souligné qu'il importait que les droits de l'homme trouvent leur place dans tous les domaines de fond des activités de l'ONU. Ils avaient également rappelé la nécessité de veiller à ce que l'amendement visant à porter à 18 le nombre de membres du Comité soit rapidement accepté. Dans son intervention devant la Troisième Commission, la Présidente avait souligné les progrès sans précédent réalisés, comme le prouvait le nombre d'États parties ayant ratifié la Convention, qui s'élevait à 191. Elle avait rappelé le rôle majeur que jouait le Comité en tant que catalyseur de l'action concrète et de la mise en oeuvre dans la pratique des droits de l'enfant, notamment en encourageant la solidarité et la coopération mondiales en faveur des enfants. Après avoir mentionné certains des résultats obtenus par le Comité, notamment pour ce qui était de la mise en place progressive d'un système de réforme législative visant à harmoniser la législation des États parties avec les dispositions de la Convention, de la création de mécanismes de surveillance, de la prise de conscience et de l'acceptation accrues de la notion de droits de l'enfant et de la formation du personnel des professions en relation avec les enfants, la Présidente avait également souligné les difficultés qui subsistaient, notamment pour ce qui était de l'instauration d'un système d'observations générales concernant les principes et les dispositions de la Convention, le retard pris dans l'examen des rapports et la nécessité, en conséquence, d'obtenir l'entrée en vigueur de l'amendement à la Convention visant à porter de 10 à 18 le nombre des membres du Comité. La Présidente avait également abordé la question des activités des organes conventionnels des droits de l'homme en général et évoqué les résultats de la huitième réunion des présidents

des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme.

1380. Au cours de la période considérée, le Comité a aussi tenu une réunion informelle avec le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme dans le territoire de l'ex-Yougoslavie (voir CRC/C/62, par. 282 et 283). Il a également été informé de l'étude sur l'impact des conflits armés sur les enfants, entreprise par Mme Graça Machel comme suite à une demande du Comité (voir CRC/C/57, par. 236).

2. Participation à des réunions de l'Organisation des Nations Unies et d'autres réunions pertinentes

1381. Le Comité était représenté à un certain nombre de réunions intéressant ses activités, notamment des réunions mondiales comme la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) (voir CRC/C/54, par. 267, et CRC/C/57, par. 231) et le Congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales (voir CRC/C/57, par. 235).

1382. Les membres du Comité ont également participé à diverses réunions tenues aux niveaux international, régional et national, où l'on a abordé diverses questions touchant les droits de l'enfant (voir CRC/C/57, par. 232 à 234, CRC/C/69, par. 299 à 306 et CRC/C/73, par. 151 à 169).

C. Débats généraux sur des thèmes particuliers

1. L'enfant et les médias

1383. À sa onzième session, le Comité a décidé de consacrer sa prochaine journée de débat général, le 7 octobre 1996, au thème intitulé «L'enfant et les médias».

1384. Dans un canevas mis au point pour guider le débat général, le Comité a souligné que, comme pour les droits de l'homme en général, la presse et les autres médias avaient des fonctions essentielles dans la promotion et la protection des droits fondamentaux des enfants et un rôle très important dans les efforts accomplis pour traduire dans la réalité les principes et les normes de la Convention. Il a mentionné en outre que les médias pouvaient aussi jouer un rôle central dans la surveillance de l'application des droits de l'enfant. Les médias donnent de l'enfant une «image» qui peut soit inspirer du respect à l'égard des enfants et des jeunes, soit répandre des préjugés et des stéréotypes pouvant avoir une influence négative sur l'opinion publique et les hommes politiques. Le Comité a évoqué en outre la question de la protection de la

vie privée des enfants dans les informations diffusées, par exemple, sur leur participation à des activités délictueuses et sur les abus sexuels et les problèmes familiaux les affectant, ainsi que la question de la protection des enfants contre les informations pouvant avoir sur eux des effets négatifs, notamment les programmes présentant une violence brutale et de la pornographie. Enfin, il a souligné que les médias pouvaient jouer un rôle important en offrant aux enfants la possibilité de s'exprimer.

1385. Le Comité a défini trois grands domaines à examiner lors du débat général, auxquels correspondent les questions suivantes :

1. Que peut-on faire pour développer les possibilités qu'ont les enfants de participer activement aux médias?
2. Que peut-on faire pour protéger les enfants des influences néfastes véhiculées par les médias?
3. Que peut-on faire pour encourager les médias à contribuer à améliorer l'image de l'enfant par leurs reportages?

1386. Comme pour d'autres débats sur un thème donné, le Comité avait invité, conformément à l'article 45 de la Convention, des représentants d'organes de l'ONU, organismes des Nations Unies, institutions spécialisées et autres organismes compétents, y compris des organisations non gouvernementales, des représentants de médias, d'organismes de recherche et d'organisations universitaires, ainsi que des enfants, à participer à la discussion et à donner des avis autorisés sur les sujets retenus.

1387. Plusieurs organisations ont présenté des documents et des contributions sur le thème choisi. On trouvera la liste de ces documents et contributions à l'annexe VI.

1388. Des représentants des organisations et organismes ci-après ont participé au débat général : Bureau du Haut Commissaire aux droits de l'homme (Centre pour les droits de l'homme), Service de l'information de l'ONUG, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Organisation internationale du Travail, Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Bureau des Nations Unies chargé des relations avec les organisations non gouvernementales, Comité international de la Croix-Rouge, Bureau national pour la jeunesse du Cabinet du Premier Ministre thaïlandais, Mission permanente de l'Albanie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Mission permanente de la Hongrie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Mission permanente de la République islamique d'Iran auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, Mission permanente de l'Ukraine auprès de l'Office des Nations Unies à Genève,

Association internationale des magistrats de la jeunesse, ATD quart monde, Alianza Civica Mexico, Communauté internationale Baha'ie, British Broadcasting Corporation, Bureau international catholique de l'enfance, Caritas Internationalis, Centre international du film pour l'enfance et la jeunesse, Childnet International, Child Rights International Research Institute, Children's Rights Development Unit (Royaume-Uni), Children's Rights Office (Londres), Consultant on Health and Social Aspects, Défense des enfants – International, Fédération abolitionniste internationale, École internationale de Genève, Fédération internationale des journalistes, Fédération internationale des assistants sociaux et des assistantes sociales, International Inner Wheel, International Save the Children Alliance, Just Think Foundation, Fédération luthérienne mondiale, Network for the Convention on the Rights of the Child (Japon), Groupe des ONG pour la Convention relative aux droits de l'enfant, Comité national roumain pour l'UNICEF, Save the Children – Royaume-Uni, SOS Torture, Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté, Fondation Sommet mondial des femmes, Conseil oecuménique des Églises, Fédération mondiale des femmes méthodistes, Young Media Partners et Zonta International. Mme Dulce P. Estrella-Gust a également participé au débat général.

1389. Les personnes ci-après ont fait des déclarations au cours de la première partie de la journée : Mme Akila Belembaogo, Présidente du Comité des droits de l'enfant, M. José Ayala-Lasso, Haut Commissaire aux droits de l'homme, M. Thomas Hammarberg, Vice-Président du Comité des droits de l'enfant et Rapporteur pour le débat général, M. Paul Ignatieff, Directeur du Bureau de Genève de l'UNICEF, M. Neil Boothby, Coordonnateur principal pour les enfants réfugiés (HCR), M. Carlos Arnaldo, Chef des recherches sur la libre circulation de l'information et les communications (UNESCO), Mme Angela Penrose, Save the Children – Royaume-Uni, Mme Gunilla von Hall, journaliste au *Svenska Dagbladet* et Mme Bettina Peeters, Secrétaire générale adjointe de la Fédération internationale des journalistes.

1390. Après les déclarations liminaires en séance plénière, les participants se sont répartis en trois groupes de discussion pour examiner les divers sujets proposés. Le Groupe de discussion I sur «La participation des enfants aux médias» était présidé par Mme Marilia Sardenberg, du Comité des droits de l'enfant, le rapporteur étant Mme June Kane (UNICEF); le Groupe de discussion II sur «La protection des enfants contre les influences néfastes véhiculées par les médias» était présidé par M. Youri Kolosov, membre du Comité des droits de l'enfant, le rapporteur étant M. Carlos Arnaldo (UNESCO); et le Groupe de discussion III sur «Le respect de l'intégrité des enfants dans les reportages des mé-

dias» était présidé par Mme Sandra Mason, membre du Comité des droits de l'enfant, le rapporteur étant Mme Bettina Peeters, de la Fédération internationale des journalistes.

1391. Après le travail par petits groupes, un débat général a eu lieu, auquel ont participé des membres du Comité et des représentants d'un certain nombre d'organes de l'ONU, organismes, institutions spécialisées et organisations non gouvernementales. Pour clôturer cette journée de débat général Mme Thérèse Gastaut, Directrice du Service de l'information de l'Office des Nations Unies à Genève, Mme Bettina Peeters et M. Thomas Hammarberg ont fait des déclarations; M. Hammarberg a présenté les conclusions préliminaires du débat en sa qualité de rapporteur pour la journée.

1392. À l'occasion de cette journée de discussion, l'UNICEF a rassemblé, dans le cadre d'une séance interactive, à l'heure du déjeuner, des jeunes de l'École internationale de Genève, des représentants des médias et des personnes travaillant dans le domaine de la protection et de la promotion des droits de l'enfant, pour examiner des exemples de partenariat efficace entre les enfants et la presse, dans le but de fournir des exemples pratiques de la façon dont les médias pouvaient être utilisés pour promouvoir les droits de l'enfant.

1393. La discussion au sein du Groupe I («Participation des enfants aux médias») a porté essentiellement sur l'importance de la participation des enfants à tous les niveaux du processus de l'information, considérée comme étant le seul moyen d'éviter une participation de pure forme, et non pas simplement en tant que commentateurs. Pour ce faire, il convenait de mettre en place des mécanismes adéquats pour permettre à l'enfant de participer à toutes les étapes du processus de production des médias. Les participants ont estimé aussi qu'il fallait prendre en compte le contexte dans lequel l'enfant vivait et communiquait et savoir dans quelle mesure et comment la voix de l'enfant était déjà entendue dans la communauté. Ils ont examiné comment inciter les différents acteurs à aider les enfants à se faire entendre. Ces acteurs incluaient non seulement les médias, mais plus largement les parents et les professionnels qui travaillaient avec et pour des enfants. Il a été souligné à cet égard qu'il fallait former des partenariats et des systèmes de collaboration et encourager tous les acteurs à allier eux-mêmes leurs soucis pour l'intérêt des enfants et leur capacité professionnelle, pour améliorer les choses. Les effets positifs que la technologie pouvait avoir sur les droits de l'enfant a également été soulignée, de même que l'importance de l'accès à toutes sortes de médias, y compris les moyens de communication traditionnels. Le rôle éducatif des médias et la responsabilité globale de tous les groupes sociaux dans l'évolution des attitudes ont été mentionnés. Enfin, le Groupe a estimé que les éventuelles directives qui seraient mises au point devraient appeler

l'attention sur le potentiel positif que représentaient les médias et l'intérêt qu'il y avait à promouvoir la collaboration et la participation.

1394. Les participants du Groupe II («Protection de l'enfant contre les influences néfastes véhiculées par les médias») ont estimé que la question des enfants devait être en permanence à l'ordre du jour des médias et que les États devraient être invités à prendre des mesures concrètes pour encourager les médias à diffuser une information et des matériels qui présentent une utilité sociale et culturelle pour l'enfant et répondent à l'esprit de l'article 29 de la Convention, conformément à l'article 17 a) de celle-ci. Il a été jugé essentiel que les influences néfastes des médias soient clairement identifiées et la nécessité de développer la conscience des enfants par rapport aux médias, dans le cadre scolaire et ailleurs, a été soulignée. Il convenait pour cela d'encourager la mise au point de programmes éducatifs sur la façon d'aborder les médias de manière critique et constructive. Les participants ont estimé en outre qu'il convenait de trouver un meilleur équilibre dans les médias entre le souci de protection et la présentation exacte de la réalité du monde. Il a été souligné que tant les aspects positifs que les aspects négatifs de l'actualité devaient être montrés. Il convenait aussi de protéger et de préserver la diversité des cultures et d'éviter les stéréotypes culturels. La discrimination fondée sur le sexe, qui touchait d'une manière générale les femmes et les petites filles, était une question importante du point de vue de la protection qui ne devait pas être éclipsée par la question de l'exploitation sexuelle. Il a été souligné qu'il importait que les professionnels des médias mettent au point des directives ou modifient celles qui existaient compte tenu de la Convention relative aux droits de l'enfant. L'application de ces directives par les professionnels et l'industrie des médias dans un esprit d'autodiscipline sera plus efficace si les associations de citoyens et les groupes de consommateurs ont un droit de regard sur les programmes et les grilles d'horaires. La liberté d'expression doit être garantie en tant que droit fondamental consacré dans la Convention, bien que plusieurs participants aient estimé qu'il fallait prendre des mesures rigoureuses pour limiter l'accès des très jeunes aux programmes susceptibles de leur être préjudiciables, sur des sujets comme la pornographie, la pédophilie et la violence gratuite. Il a été question tout particulièrement d'Internet, et certains ont suggéré le lancement de logiciels pour limiter l'accès aux sites nuisibles. Les participants ont souligné aussi qu'il fallait mettre en place, dans tous les pays, des lignes ouvertes 24 heures sur 24 pour que les utilisateurs d'Internet puissent communiquer des informations sur les sites nocifs afin que les responsables de la ligne téléphonique ainsi que d'autres parties intéressées puissent trouver des solutions; il serait bon, en outre, que la charge de la sélection des programmes

soit répartie entre l'industrie, les parents, les enseignants et, le cas échéant, les enfants eux-mêmes.

1395. Les participants du Groupe III («Respect de l'intégrité de l'enfant dans les programmes des médias») ont commencé par se pencher sur le cadre juridique général que représentait la Convention relative aux droits de l'enfant, qui s'adressait à tout être humain âgé de moins de 18 ans. Ils ont reconnu que les médias jouaient un rôle essentiel dans la promotion et la protection des droits de l'homme en général et que les gens de la profession, y compris les producteurs et les propriétaires d'organes d'information, devaient prêter une attention particulière à la protection de l'intégrité de l'enfant. Il convenait de poursuivre le débat et de développer la coopération aux niveaux national, régional et local concernant l'intégration des principes de la Convention dans le système de diffusion des médias et l'application de la Convention par le biais des médias. La discussion au sein du Groupe III a porté sur deux sujets principaux. Le premier concernait la façon dont les médias devaient aborder les enfants en tant que sources d'information. Les participants ont fait observer qu'il fallait utiliser des techniques spéciales tenant compte de l'intérêt supérieur de l'enfant dans les interviews ou les simulations impliquant des enfants victimes de violence et de sévices. Ils ont souligné qu'il convenait de mettre à la disposition des enfants concernés un canal d'expression approprié, ce qui permettrait une prise de conscience accrue des violations des droits de l'homme subies par les enfants. Le deuxième sujet abordé a été l'accès de l'enfant aux médias. À cet égard, l'attention a été appelée sur un certain nombre d'expériences positives, comme celles qu'ont réalisées, par exemple, des agences de presse qui ont fait faire à des enfants des reportages destinés à des enfants. Il a été question des stéréotypes les plus couramment repris dans la presse à propos des enfants, tels que l'«adolescent violent» ou des contrevérités sur les enfants de groupes spécifiques. Il a été signalé que ce genre de stéréotypes ne relevait pas de la seule responsabilité des médias mais concernait aussi l'ensemble de la société.

1396. Le Rapporteur du débat thématique a formulé les recommandations ci-après en se fondant sur les discussions auxquelles avaient donné lieu les diverses questions en séance plénière et dans les trois groupes de travail :

1. *Les enfants et les médias* : Il faudrait constituer un dossier rassemblant les résultats positifs d'expériences pratiques réalisées avec la participation active d'enfants dans le domaine des médias, comme le «Children's Express» au Royaume-Uni et aux États-Unis.
2. *Forum des enfants sur Internet* : Le programme intitulé «Les voix des jeunes», lancé par l'UNICEF sur le World Wide Web, devrait être soutenu et faire l'objet d'une

campagne de publicité qui le présente comme un outil intéressant de discussion entre jeunes, à l'échelon international, sur des questions importantes.

3. *Bibliothèques actives pour enfants* : Il conviendrait de diffuser, documents à l'appui, des données d'expérience sur les bibliothèques dynamiques pour enfants qui existent, y compris les sections de bibliothèques publiques réservées aux enfants.
4. *Éducation concernant les médias* : Les écoles, à tous les niveaux, devraient diffuser des connaissances sur les médias, leur impact et leur fonctionnement. Les élèves devraient pouvoir aborder les médias et les utiliser de manière participative et apprendre à décoder leurs messages, y compris dans le domaine publicitaire. Les bonnes expériences réalisées dans certains pays devraient être communiquées à d'autres.
5. *Soutien de l'État aux médias pour enfants* : Un soutien budgétaire devrait être accordé pour la production et la diffusion de livres, magazines et documents pour enfants, de musique, théâtre et autres moyens d'expression artistique pour enfants, ainsi que de films et vidéos pour enfants. Une assistance, par le biais de la coopération internationale, devrait aussi être fournie pour soutenir les médias et les arts pour enfants.
6. *Accords constructifs avec des entreprises de l'industrie des médias pour protéger les enfants des influences néfastes* : Des données devraient être rassemblées concernant les tentatives qui ont été faites pour conclure des accords avec des entreprises du domaine de l'information sur des actions positives, comme la décision de ne pas diffuser de programmes violents à certaines heures, la présentation claire du contenu des programmes avant leur diffusion et la mise au point de systèmes techniques, tels que les puces antiviolence, pour aider les consommateurs à empêcher l'accès à certains types de programmes. De la même façon, il conviendrait de rassembler et d'évaluer des données d'expérience relatives à l'introduction spontanée de normes et de mécanismes pour les faire respecter et notamment d'analyser l'efficacité des dispositifs existants : codes de conduite, directives professionnelles, conseils de presse, conseils de diffusion, médiateurs de presse et organismes analogues.
7. *Plan d'action global à l'échelle nationale destiné à renforcer la position des parents sur le marché des médias* : Les gouvernements devraient engager un débat national sur les moyens d'encourager la recherche de solutions positives pour contrecarrer les tendances négatives du marché des médias, d'inciter à une meilleure connaissance des médias et d'aider les parents dans leur rôle de guides auprès de leurs enfants en ce qui concerne les réseaux informatiques et les autres médias. Des journées d'étude à l'échelon international devraient être organisées pour favoriser un débat sur ce sujet.
8. *Conseils relatifs à l'application de l'article 17 de la Convention relative aux droits de l'enfant* : Une étude devrait être faite en vue de conseiller les gouvernements quant à l'élaboration de « principes directeurs destinés à protéger l'enfant contre l'information et les matériels qui nuisent à son bien-être ». Cette étude devrait aussi aider le Comité des droits de l'enfant à mettre au point une observation générale sur l'article 17.
9. *Directives concernant les rapports sur les sévices à enfants* : Pour encourager la poursuite du débat dans les salles de rédaction et dans la communauté des médias tout entière, des directives devraient être établies par des groupements de journalistes sur la façon de couvrir la question des sévices à enfants tout en protégeant la dignité de ceux-ci. Il conviendrait d'insister tout particulièrement sur la non-révélation de l'identité de l'enfant.
10. *Matériels pour l'éducation des journalistes dans le domaine des droits de l'enfant* : Des matériels devraient être mis au point à l'intention des écoles de journalisme concernant les normes relatives aux droits de l'enfant, les procédures établies en matière de surveillance des droits de l'enfant, les institutions qui s'occupent d'enfants et qui existent sur les plans international, régional et national, ainsi que les aspects fondamentaux du développement de l'enfant. Le manuel d'enseignement des droits de l'homme que le Centre pour les droits de l'homme a prévu de mettre au point à l'intention des journalistes devra être largement distribué à sa parution.
11. *Réseau de groupes de surveillance des médias* : Dans divers pays, des groupes de surveillance des médias ont fait un travail constructif qu'il conviendrait d'encourager; par ailleurs, les pays devraient s'échanger leurs « bonnes idées ». L'objectif est de faire en sorte que les consommateurs des médias aient voix au chapitre dans le débat sur l'éthique des médias et les enfants. Il faudrait créer un point focal pour les échanges.
12. *Services aux « correspondants des droits de l'enfant »* : Les journalistes intéressés devraient être invités à s'inscrire sur une liste de « correspondants des droits de l'enfant ». Ils devraient recevoir régulièrement communication d'informations sur les questions importantes concernant les enfants et des rapports intéressants établis par les uns et les autres et être considérés comme des conseillers pour la communauté internationale des droits de l'enfant.

1397. Étant donné les contributions qui ont été faites et l'importance des questions examinées, le Comité a estimé qu'il serait bon que le débat général donne lieu à un suivi. Il a donc décidé qu'un groupe de travail sur les médias et la Convention relative aux droits de l'enfant serait créé pour poursuivre l'examen des diverses recommandations qui avaient été faites. Devraient faire partie de ce groupe de travail des représentants du Comité, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, du Département de l'information du Secrétariat de l'ONU, de la Fédération internationale des journalistes et d'organisations non gouvernementales. Il a été demandé que le groupe de travail étudie notamment comment assurer, de manière constructive, l'application des 12 recommandations et autres propositions faites lors du débat. Le Comité a décidé d'autoriser M. Thomas Hammarberg (Suède) à le représenter au sein du groupe de travail et à prendre l'initiative de le réunir.

1398. La première session du groupe de travail s'est ouverte au siège de l'UNESCO le 14 avril 1997 (pour le rapport de la session, voir CRC/C/66, annexe IV).

2. Les droits des enfants handicapés

1399. À sa quatorzième session, le Comité a décidé de consacrer sa prochaine journée de débat général, prévue le 6 octobre 1997, au thème intitulé «Les droits des enfants handicapés».

1400. Évoquant les grandes lignes du débat général, le Comité a souligné que tout au long de l'histoire, les enfants handicapés n'avaient pas accès à l'éducation, à la vie de famille, à des soins de santé appropriés, au jeu ou à l'apprentissage et qu'ils n'avaient pas non plus le droit de participer aux activités «normales» de l'enfance. De surcroît, dans un grand nombre de sociétés, il continuait d'en être ainsi. Bien que victimes d'une forme d'exclusion sociale qui constituait un déni de leurs droits fondamentaux inscrits dans la Convention, ces enfants étaient rarement l'objet d'une grande attention dans les programmes nationaux ou internationaux et le plus souvent leur sort demeurait méconnu. Il incombait à l'évidence au Comité de proposer une réflexion non seulement sur les obligations que les gouvernements avaient contractées au titre de la Convention à l'égard des enfants handicapés, mais également sur l'ampleur des violations touchant les droits de ces enfants. Le débat thématique porterait essentiellement sur les dispositions de l'article 23 de la Convention, mais sans perdre de vue également l'approche holistique adoptée dans le cadre de la Convention, illustrant et renforçant l'interdépendance et l'indissociabilité de tous les droits de l'enfant.

1401. Le Comité a défini trois grands thèmes de discussion pour la journée de débat général, à savoir :

- a) Le droit à la vie et au développement;
- b) L'autoreprésentation et le droit à la pleine participation;
- c) Le droit des enfants handicapés à une éducation intégratrice.

1402. Comme pour d'autres débats thématiques, le Comité a invité à participer à la discussion des représentants d'organes de l'ONU, d'organismes des Nations Unies, d'institutions spécialisées et autres organismes compétents, y compris des organisations non gouvernementales, des organismes de recherche et des instituts universitaires, des experts et des enfants.

1403. Plusieurs organisations et experts ont présenté des documents et des contributions sur la question. La liste de ces documents et contributions figure à l'annexe IV du document CRC/C/69.

1404. On trouvera la liste des organisations qui ont participé à la journée de débat général au paragraphe 316 du document CRC/C/69.

1405. Mme Sandra Prunella Mason (Barbade), Présidente du Comité, a ouvert la séance et exprimé le vœu que le débat débouche sur une action concrète. Le matin, Mme Nafsiah Mboi (Indonésie), Rapporteur du Comité, a exposé le thème du débat et M. Bengt Lindqvist, Rapporteur spécial de la Commission du développement social pour les handicapés, a également pris la parole. Les représentants de divers organismes des Nations Unies et autres organes et organismes internationaux ont fait part de leurs observations, de leurs expériences et de leurs vues sur la question.

1406. Les orateurs invités ont pris la parole sur les trois thèmes précédemment évoqués, à savoir :

Thèmes	Orateurs
Le droit à la vie, à la survie et au développement	Mme Rachel Hurst, Organisation mondiale des personnes handicapées
Le droit à l'autoreprésentation et à la pleine participation	Mme Pearl Makutaone et Mme Chantal Rex, deux jeunes Sud-africaines handicapées
Le droit à l'éducation intégratrice	Mme Lena Saleh, UNESCO, et Mme Sue Stubbs, Save the Children (Royaume-Uni)

1407. Mme Mboi a tout d'abord souligné, à la séance de l'après-midi, que dans tout débat sur les droits des enfants handicapés, l'intérêt supérieur de l'enfant pris dans sa globalité et non pas seulement son handicap devait être la principale considération. Les droits des enfants handicapés

ne se limitaient pas à ceux qui étaient énumérés à l'article 23; au contraire, cet article visait à donner aux enfants handicapés le maximum de chances de jouir de la totalité des droits énumérés dans la Convention. Mme Mboi a fait remarquer qu'il incombait à la société de protéger l'enfant bien avant sa naissance du risque de devenir handicapé et donc de le mettre à l'abri de tout ce qui pouvait aboutir à un handicap à la naissance. Ce devoir de protection s'étendait à toute la période de l'enfance et comprenait le droit pour l'enfant de ne pas être exposé à la violence en temps de guerre ou de paix, de ne pas être atteint d'une maladie invalidante, de ne pas souffrir de malnutrition, de ne pas être atteint dans sa santé, de ne pas vivre dans un environnement pollué, et de ne pas accomplir de travaux dangereux ou préjudiciables pour la santé. L'objectif de la réunion était donc double : comment empêcher l'enfant de devenir handicapé et comment faire pour que celui qui souffrait d'un handicap soit bien traité, avec efficacité et humanité. Mme Mboi a conclu en formant le vœu que la journée de débat marquerait le point de départ d'un processus qui permettrait d'orienter concrètement les gouvernements dans le choix des stratégies et politiques visant à renforcer et à accélérer le mouvement vers la réalisation pleine et entière par les enfants handicapés de tous les droits énoncés dans la Convention et vers une protection du handicap aussi bien avant qu'après la naissance, l'élaboration d'une série d'indicateurs permettant aux gouvernements et autres entités de mesurer les progrès accomplis dans cette voie.

1408. M. Lindqvist a appelé l'attention sur certaines différences entre la Convention relative aux droits de l'enfant et les Règles pour l'égalisation des chances des handicapés (résolution 48/96 de l'Assemblée générale) et sur leur complémentarité. La Convention était une importante déclaration des principes qui protégeait les droits de tous les enfants, y compris des enfants handicapés. Les Règles constituaient tout un document sur la politique en faveur des handicaps, contenaient beaucoup plus de directives et donnaient plus d'indications sur ce qu'il fallait faire et sur la façon de procéder. Précisant la nature de cette politique, M. Lindqvist a suggéré que, pour être efficaces, les mesures de lutte contre l'exclusion et la précarité devaient être prises dans deux grands domaines : soutien individuel et accessibilité. Soulignant l'importance d'une coopération plus étroite entre lui-même et le Comité, il a formulé des suggestions portant sur des secteurs potentiels de coopération, y compris diverses formules de partage de l'information, d'analyse des rapports des pays, de défense de la cause des handicapés et d'éducation du public. À la fin de son intervention, M. Lindqvist a instamment demandé qu'une réflexion soit engagée sur les moyens d'assurer une participation active des jeunes handica-

pés et de débattre de leurs problèmes à un forum international des jeunes organisé par l'ONU en août 1998.

1409. Le représentant de l'Organisation internationale du travail a longuement expliqué que le travail des enfants était une cause de handicap majeure et évoqué certaines activités visant depuis longtemps à supprimer les travaux dangereux et les travaux préjudiciables pour la santé des enfants. Le représentant de l'UNICEF a donné un aperçu des programmes du Fonds propres à faire avancer la cause des enfants handicapés. Le représentant de l'Organisation mondiale de la santé a informé du travail fait par son organisation et a fourni quelques données sur le sujet. D'autres représentants ont également fait des observations sur les droits des handicapés dans leurs domaines de compétence.

1410. Mme Hurst a évoqué le droit à la vie, à la survie et au développement, disant qu'il fallait s'opposer avec force à l'avortement de bébés dont on savait qu'ils étaient handicapés et fournir à l'enfant handicapé l'aide dont il avait besoin pour vivre et se développer pleinement dans le respect de ses droits tels qu'ils étaient énumérés dans la Convention relative aux droits de l'enfant. Mme Makutaone et Mme Rex ont fait part de leur expérience personnelle en tant que jeunes handicapées et défendu avec conviction le droit des handicapés à l'autoreprésentation et à la participation pleine et entière. Elles se considéraient comme l'illustration de ce que pouvait devenir un enfant handicapé qui avait été aimé, soigné et éduqué dans un cadre approprié. Mme Saleh et Mme Stubbs ont débattu de l'importance du droit à l'éducation intégratrice.

1411. À la séance de l'après-midi, la question de la protection contre le handicap tant avant qu'après la naissance a été examinée sous différents angles. On a fait remarquer que, dans les pays en développement, où vivaient la plupart des enfants handicapés, des programmes aussi divers et «classiques» que l'immunisation des enfants à l'échelle nationale, de bons services de soins prénatals et d'obstétrique et des programmes d'amélioration de la nutrition devaient être reconnus comme des activités importantes en faveur du droit des enfants au développement et de leur droit à ne pas être handicapés.

1412. À la fin de la discussion, Mme Gerison Lansdown, Directrice du Bureau des droits de l'enfant (Royaume-Uni), qui assurait les fonctions de rapporteur pour la journée de débat, a résumé les principaux points abordés comme suit.

1413. Il était question non de victimes ou de pitié mais de la lutte contre les violences et la discrimination, ainsi que des enfants handicapés dont les droits fondamentaux étaient violés de manière générale.

1414. Il importait de reconnaître l'ampleur des problèmes auxquels étaient confrontés les enfants handicapés. Les

statistiques étaient choquantes : de nombreux enfants se retrouvaient handicapés à cause du monde physique, social et économique que les adultes avaient créé – la guerre, la pauvreté, le travail des enfants, la violence et la maltraitance, la pollution de l’environnement, le manque d’accès aux soins de santé. Le monde était un endroit dangereux pour beaucoup d’enfants et les adultes devaient s’employer à éliminer les facteurs à l’origine de ce fléau. Les handicaps dont étaient atteints de nombreux enfants n’étaient pas inévitables; on pouvait et on devait y remédier.

1415. Il ne fallait pas perdre de vue les êtres humains qui étaient derrière les statistiques. La contribution des deux jeunes Sud-africaines montrait que trop souvent les handicapés étaient condamnés, lorsque leurs droits à l’insertion et à la participation n’étaient pas respectés, à l’isolement social, à la solitude, à l’absence d’amitiés, au déni de leur liberté d’expression et, dans les faits, souvent aussi au manque d’amour.

1416. Derrière les statistiques et le non-respect de nombreux droits des handicapés dans le monde, on retrouvait des attitudes consistant à accorder moins de valeur, moins d’importance et moins de potentiel à la vie d’un enfant handicapé qu’à celle d’un enfant valide. Il fallait changer cela et donc prendre des mesures politiques à tous les échelons, y compris une réforme de la législation, afin de faire cesser toutes les formes de discrimination. Il fallait aussi instituer des programmes d’éducation du public, prendre des mesures concrètes d’aide aux familles et aux collectivités locales pour vaincre les préjugés et l’exclusion sociale, organiser des campagnes de sensibilisation aux droits des enfants handicapés, mettre en place des programmes permettant de ne plus placer les enfants en institution et créer une image positive des enfants handicapés dans les médias. Il fallait aussi s’appuyer dans ce processus de changement sur les chefs religieux et les responsables des collectivités.

1417. Tous les enfants avaient le droit de vivre. Ne pas prendre toutes les mesures nécessaires pour promouvoir la survie et le développement des enfants qu’ils soient handicapés ou valides constituait une violation grave de la Convention relative aux droits de l’enfant. Tous les enfants appartenaient à l’égalité à la race humaine. Il fallait organiser un débat public sur le postulat tacite qui était à la base de nombreuses recherches médicales et scientifiques, à savoir que nous devrions tendre vers la perfection de l’être humain. C’était une chose que d’œuvrer à la suppression des handicaps, mais une autre que d’éliminer les personnes qui en étaient atteintes. Il fallait avoir une idée claire de ce que l’on entendait par prévention. C’était bien entendu d’une importance vitale que de s’employer à créer un monde plus sûr pour les enfants dans lequel les risques de handicaps et de maux étaient réduits au

minimum. La solution ne consistait pas à dénier la vie elle-même en tant que stratégie de prévention. Il fallait au contraire célébrer la diversité et apprendre à célébrer la naissance de chaque enfant, handicapé ou non.

1418. Il fallait mettre en place des stratégies visant à faire respecter les droits des enfants handicapés en tant qu’individus et que groupes. Chaque enfant devait avoir accès aux traitements et aux soins médicaux nécessaires, à l’éducation, à une assistance lui permettant d’être autonome, à un fauteuil roulant le cas échéant. Il fallait donc modifier l’environnement physique afin d’intégrer activement dans la société tous les enfants handicapés. Il fallait par exemple qu’ils aient accès aux transports et aux bâtiments : boutiques, magasins, centres récréatifs, bureaux.

1419. Il fallait replacer l’invalidité dans un contexte holistique. Il fallait considérer tous les droits énumérés dans la Convention eu égard aux enfants handicapés et prendre ces derniers en compte lors de l’examen de la mise en oeuvre de tous ces droits. Tel était le message qui devait guider le Comité lorsqu’il examinait les rapports des États parties, les gouvernements lorsqu’ils mettaient en oeuvre la Convention et les organisations non gouvernementales et autres institutions lorsqu’elles assuraient le suivi de la mise en oeuvre de la Convention et en encourageaient l’application. La Convention énonçait une série de principes en matière de suivi de la législation, de la politique et de la pratique concernant les enfants handicapés. Les Règles pour l’égalisation des chances des handicapés contenaient les directives détaillées sur ce qu’il convenait de faire et sur la manière de procéder. Ces deux textes devaient constituer un outil complémentaire pour le Comité et les autres organes pour promouvoir la cause des enfants handicapés.

1420. Il fallait agir à tous les échelons – international, régional, national, local et communautaire – pour faire avancer la cause des droits des enfants handicapés. À l’échelon international, le Comité avait clairement un rôle à jouer en examinant rigoureusement les rapports des États parties, en mettant l’accent sur la situation des enfants handicapés et en encourageant l’application des Règles. Il y aurait aussi des leçons à tirer de l’échange d’expériences, de recherches, de connaissances et d’informations entre les pays.

1421. Il fallait aussi apporter un soutien aux familles des enfants handicapés, favoriser leur accès à l’éducation, former des enseignants pour qu’ils travaillent dans des écoles intégratrices, élargir l’accès à des soins de santé adéquats et apporter une aide concrète dans les villages et les collectivités locales. Cela nécessitait une réforme de la législation, l’élaboration de mesures visant à développer les chances des enfants handicapés, un réexamen des budgets et une réaffectation des ressources.

1422. Les enfants handicapés avaient, comme n'importe quels autres enfants, le droit de prendre part aux décisions les concernant mais ce droit leur était doublement refusé. Nombre d'adultes avaient de la peine à reconnaître à un enfant, quel qu'il soit, le droit et la capacité de prendre part efficacement aux décisions : dans le cas d'un enfant handicapé, il leur était encore plus difficile d'adhérer à cette idée. Cela s'expliquait par le fait que ceux qui s'occupaient des enfants cherchaient à les protéger en les soustrayant à cette responsabilité. Il était indispensable d'engager une réflexion sur les moyens propres à mettre fin à cet état de chose. De nombreuses raisons militaient en faveur d'une participation plus active de ces enfants à leur vie. Tout d'abord, les décisions prises pour un enfant ou en son nom seraient mieux comprises et auraient plus de chances d'être suivies d'effet si celui-ci était partie prenante au processus. L'opinion, l'expérience et la connaissance de l'enfant devaient être une partie importante de tout projet ou de toute prise de décisions. Ensuite, le processus de participation était essentiel dans l'apprentissage des responsabilités et de la prise des décisions, du respect de soi et de la confiance en soi. Faire cet apprentissage était pour l'enfant une chose difficile lorsque les adultes ne lui faisaient jamais confiance; ce l'était bien plus encore pour un enfant handicapé qui était quotidiennement confronté aux préjugés et à l'exclusion et auquel la société renvoyait en permanence une image de lui négative ou médiocre. Il était donc plus important encore que ces enfants exercent leur droit de participer activement à la prise de ces décisions. Enfin, en déniait à l'enfant le droit d'être entendu, on lui déniait sa citoyenneté; il devenait une non-personne. L'enfant dont la voix n'était pas entendue ou à laquelle on ne prêtait pas d'attention était susceptible d'être victime d'abus, de sévices et d'exploitation par les adultes car il n'avait aucun moyen à opposer aux violences qui lui étaient faites. Plus qu'un enfant valide, il courait le risque d'être victime de violences sexuelles précisément parce que les adultes pouvaient agir en toute impunité.

1423. L'insertion des enfants handicapés était un droit, non un privilège. Il existait une distinction importante entre «intégration» et «insertion». Les politiques d'intégration tendaient à changer l'enfant pour l'adapter à l'école. L'insertion, pour sa part, visait à modifier l'environnement scolaire de façon à répondre aux besoins de l'enfant handicapé. Il fallait mettre en place une éducation ouverte à tous, dans le cadre d'une stratégie visant à promouvoir une société ouverte à tous. La marginalisation et l'exclusion des enfants handicapés étaient fréquemment défendues pour des raisons de coût. Mais de tels arguments devenaient indéfendables lorsque l'on retournait la question : la société pouvait-elle s'offrir le coût de l'exclusion? Partout dans le monde, ce coût était énorme : tout le potentiel productif de ces personnes était gaspillé. La

société perdait là également une possibilité de s'enrichir par la dimension sociale, créatrice, culturelle et émotionnelle que ces personnes pouvaient lui apporter. L'insertion n'était pas un luxe dispendieux. C'était plutôt une chance pour tous les enfants de devenir des membres productifs de la société. En effet, dans certains cas, cela tenait davantage à un manque de volonté politique qu'à une absence de ressources. Il n'était pas rare que les gouvernements qui affirmaient être le moins à même de promouvoir la cause des enfants handicapés affectaient une part significative de la richesse de leur pays à l'armement et autres dépenses militaires.

1424. Le message final de la journée de débat était le suivant : le temps n'était plus à la parole; le moment était venu d'agir.

1425. Mme Judith Karp (Israël), Vice-Présidente du Comité, avait clos cette journée thématique en adressant, au nom du Comité, des paroles de remerciement à tous les participants. La journée thématique s'était avérée être non seulement un débat intéressant qui avait apporté de nombreux éclairages nouveaux mais également une expérience très émouvante du fait que des handicapés avaient partagé avec les participants leur histoire et leur vécu personnels. L'insertion était un objectif mais c'était aussi un moyen d'améliorer la société. Il fallait mettre en place une société qui accueillerait une multitude d'aptitudes individuelles et non une société qui attendait simplement de chacun qu'il se coule dans un hypothétique moule, souvent inachevé, de «normalité». La question clef était celle du respect de la dignité de l'enfant handicapé. L'insertion de ce dernier dans la société s'inscrivait dans un processus d'évolution sociale visant à construire une société dans laquelle la dignité humaine constituait une valeur vivante.

1426. Se fondant sur les discussions auxquelles avaient donné lieu les diverses questions, la Présidente du Comité avait formulé les recommandations ci-après :

a) Il convenait, lors de l'examen des rapports des États parties, que le Comité appelle davantage l'attention sur la situation des enfants handicapés et sur la nécessité de prendre des mesures concrètes pour que soient reconnus leurs droits, en particulier leur droit à la vie, à la survie et au développement, leur droit à l'insertion sociale et à la participation; il fallait également que le Comité insiste sur la nécessité de suivre l'évolution de la situation des enfants handicapés dans tous les États et qu'il encourage la collecte de statistiques et autres informations permettant de faire une comparaison constructive entre les régions et les États;

b) Il fallait que le Comité envisage de rédiger une observation générale sur les enfants handicapés;

c) Il convenait que les divers organes qui fournissaient des renseignements au Comité lors de l'examen des rapports donnent également des informations sur les enfants handicapés;

d) Il fallait que les États modifient les lois relatives aux enfants handicapés qui n'étaient pas compatibles avec les principes et les dispositions de la Convention, par exemple celles qui i) déniaient aux enfants handicapés un droit égal à la vie, à la survie et au développement (y compris – dans les États qui autorisaient l'avortement – celles qui étaient discriminatoires en matière d'avortement d'enfants handicapés et d'accès aux services de santé); ii) déniaient aux enfants handicapés le droit à l'éducation; iii) reléguaient obligatoirement les enfants handicapés dans des établissements de soins, de traitement ou d'enseignement distincts des autres;

e) Il fallait que les États combattent activement les attitudes et les pratiques discriminatoires à l'égard des enfants handicapés, entre autres l'infanticide, les pratiques traditionnelles préjudiciables à leur santé et à leur développement, les superstitions et la dramatisation de leur handicap, et auxquels était refusé l'accès dans des conditions d'égalité aux droits garantis par la Convention;

f) Compte tenu des terribles ravages qu'occasionnaient les conflits armés qui mutilaient des centaines de milliers d'enfants, il y avait lieu d'encourager les États à ratifier la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, qui devait être ouverte à la signature à Ottawa en décembre 1997;

g) Il fallait que le Comité montre que les Règles pour l'égalisation des chances des handicapés pouvaient contribuer à la mise en oeuvre intégrale de la Convention relative aux droits de l'enfant et coopère plus étroitement avec le Rapporteur spécial pour les handicapés et son groupe d'experts;

h) Il convenait qu'en coopération avec l'UNESCO, l'UNICEF et d'autres institutions compétentes, le Comité s'assure que le concept d'éducation intégratrice était inscrit à l'ordre du jour des réunions, conférences et séminaires en tant que partie intégrante des débats sur l'éducation;

i) Il fallait encourager les institutions pertinentes à élaborer des programmes proposant des solutions de rechange au placement en institution et à mettre en place des stratégies visant à retirer les enfants placés en institution;

j) Il convenait que les droits et les intérêts des enfants handicapés figurent à l'ordre du jour des organismes multilatéraux et bilatéraux, des organismes de développement, des organismes donateurs, des organisations de financement telles que la Banque mondiale et les banques régionales ainsi que des organismes de coopération technique;

k) Il fallait encourager les recherches sur les statistiques et données empiriques afin i) de montrer combien le droit à la vie des enfants handicapés était dénié; ii) de combattre les superstitions, les préjugés, la stigmatisation sociale et le déni d'accès à l'éducation dont étaient fréquemment victimes les enfants handicapés; iii) de contester l'argument du coût utilisé pour marginaliser les enfants handicapés et évaluer les coûts de l'exclusion et des chances perdues; iv) de mettre l'accent sur la question lors de la rédaction et de l'adoption de conventions sur la bioéthique;

l) Il y avait lieu de consulter les enfants handicapés, de les faire participer à la prise des décisions et de les rendre davantage responsables de leurs vies; il fallait faire connaître et échanger les méthodes éprouvées dans ce domaine et mettre au point un matériel de formation approprié;

m) Il convenait d'encourager les gouvernements à mettre ce matériel à la disposition des collectivités dans des formes adaptées aux enfants et aux personnes handicapés; ce travail pourrait être confié à un organisme de développement comme la Swedish Organization of Handicapped International Aid Foundation ou le Save the Children en collaboration avec des organisations de handicapés;

n) Il fallait produire du matériel de formation propre à favoriser la participation des enfants handicapés et inviter le Centre international pour le développement de l'enfant (Centre Innocenti) de l'UNICEF à sortir, dans sa série de fascicules d'information, un numéro sur la question de l'insertion au titre de sa contribution aux questions soulevées lors du débat général.

1427. Au vu des contributions qui avaient été faites et de l'importance des questions examinées, le Comité a jugé nécessaire de donner une suite au débat général. Il a été décidé de constituer un groupe de travail sur les droits des enfants handicapés qui se composerait de membres du Comité et de représentants des institutions et des organismes compétents des Nations Unies ainsi que des organisations non gouvernementales de handicapés, y compris d'enfants handicapés. Ce groupe serait chargé d'approfondir la réflexion sur les recommandations faites et d'élaborer un plan d'action visant à faciliter l'application des diverses propositions. Le Comité a décidé de poursuivre l'examen de la question du mandat, de la composition et des activités du Groupe de travail à sa prochaine session, en janvier 1998.

1428. À sa dix-septième session, le Comité s'est déclaré fermement en faveur de la création d'un petit groupe de travail informel indépendant auquel participeraient des représentants des institutions et des organes compétents des Nations Unies et des principales organisations s'occupant des handicapés; l'objectif essentiel du groupe de travail devait être de réunir les connaissances techniques et les ressources

existantes dans le but d'assurer une meilleure protection des droits des enfants handicapés. Le Comité a décidé d'être représenté au sein du groupe de travail, qui lui ferait rapport régulièrement. Il a également demandé qu'un rapport sur le mandat, la composition et le plan d'action du groupe de travail lui soit présenté à sa dix-huitième session.

Annexe I

États ayant ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant ou y ayant adhéré, au 23 janvier 1998 (191)

<i>États</i>	<i>Date de la signature</i>	<i>Date de réception de l'instrument de ratification ou d'adhésion</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
Afghanistan	27 septembre 1990	28 mars 1994	27 avril 1994
Afrique du Sud	29 janvier 1993	16 juin 1995 ^a	16 juillet 1995
Albanie	26 janvier 1990	27 février 1992	28 mars 1992
Algérie	26 janvier 1990	16 avril 1993	16 mai 1993
Allemagne	26 janvier 1990	6 mars 1992	5 avril 1992
Andorre	2 octobre 1995	2 janvier 1996	1er février 1996
Angola	14 février 1990	5 décembre 1990	4 janvier 1991
Antigua-et-Barbuda	12 mars 1991	5 octobre 1993	4 novembre 1993
Arabie saoudite		26 janvier 1996 ^a	25 février 1996
Argentine	29 juin 1990	4 décembre 1990	3 janvier 1991
Arménie		23 juin 1993 ^a	22 juillet 1993
Australie	22 août 1990	17 décembre 1990	16 janvier 1991
Autriche	26 janvier 1990	6 août 1992	5 septembre 1992
Azerbaïdjan		13 août 1992 ^a	12 septembre 1992
Bahamas	30 octobre 1990	20 février 1991	22 mars 1991
Bahreïn		13 février 1992 ^a	14 mars 1992
Bangladesh	26 janvier 1990	3 août 1990	2 septembre 1990
Barbade	19 avril 1990	9 octobre 1990	8 novembre 1990
Bélarus	26 janvier 1990	1er octobre 1990	31 octobre 1990
Belgique	26 janvier 1990	16 décembre 1991	15 janvier 1992
Belize	2 mars 1990	2 mai 1990	2 septembre 1990
Bénin	25 avril 1990	3 août 1990	2 septembre 1990
Bhoutan	4 juin 1990	1er août 1990	2 septembre 1990
Bolivie	8 mars 1990	26 juin 1990	2 septembre 1990
Bosnie-Herzégovine ^b			6 mars 1992
Botswana		14 mars 1995	13 avril 1995
Brésil	26 janvier 1990	24 septembre 1990 ^a	24 octobre 1990
Brunéi Darussalam		27 décembre 1995 ^a	26 janvier 1996
Bulgarie	31 mai 1990	3 juin 1991	3 juillet 1991
Burkina Faso	26 janvier 1990	31 août 1990	30 septembre 1990
Burundi	8 mai 1990	19 octobre 1990	18 novembre 1990
Cambodge	22 septembre 1992	15 octobre 1992	14 novembre 1992
Cameroun	25 septembre 1990	11 janvier 1993	10 février 1993
Canada	28 mai 1990	13 décembre 1991	12 janvier 1992
Cap-Vert		4 juin 1992 ^a	4 juillet 1992
Chili	26 janvier 1990	13 août 1990	12 septembre 1990
Chine	29 août 1990	2 mars 1992	1er avril 1992
Chypre	5 octobre 1990	7 février 1991	9 mars 1991
Colombie	26 janvier 1990	28 janvier 1991	27 février 1991
Comores	30 septembre 1990	22 juin 1993	21 juillet 1993

<i>États</i>	<i>Date de la signature</i>	<i>Date de réception de l'instrument de ratification ou d'adhésion</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
Congo		14 octobre 1993 ^a	13 novembre 1993
Costa Rica	26 janvier 1990	21 août 1990	20 septembre 1990
Côte d'Ivoire	26 janvier 1990	4 février 1991	6 mars 1991
Croatie ^b			8 octobre 1991
Cuba	26 janvier 1990	21 août 1991	20 septembre 1991
Danemark	26 janvier 1990	19 juillet 1991	18 août 1991
Djibouti	30 septembre 1990	6 décembre 1990	5 janvier 1991
Dominique	26 janvier 1990	13 mars 1991	12 avril 1991
Égypte	5 février 1990	6 juillet 1990	2 septembre 1990
El Salvador	26 janvier 1990	10 juillet 1990	2 septembre 1990
Émirats arabes unis		3 janvier 1997 ^a	2 février 1997
Équateur	26 janvier 1990	23 mars 1990	2 septembre 1990
Érythrée	20 décembre 1993	3 août 1994	2 septembre 1994
Espagne	26 janvier 1990	6 décembre 1990	5 janvier 1991
Estonie		21 octobre 1991 ^a	20 novembre 1991
Éthiopie		14 mai 1991 ^a	13 juin 1991
Fédération de Russie	26 janvier 1990	16 août 1990	15 septembre 1990
Fidji	2 juillet 1993	13 août 1993	12 septembre 1993
Finlande	26 janvier 1990	20 juin 1991	20 juillet 1991
France	26 janvier 1990	7 août 1990	6 septembre 1990
Gabon	26 janvier 1990	9 février 1994	11 mars 1994
Gambie	5 février 1990	8 août 1990	7 septembre 1990
Géorgie		2 juin 1994 ^a	2 juillet 1994
Ghana	29 janvier 1990	5 février 1990	2 septembre 1990
Grèce	26 janvier 1990	11 mai 1993	10 juin 1993
Grenade	21 février 1990	5 novembre 1990	5 décembre 1990
Guatemala	26 janvier 1990	6 juin 1990	2 septembre 1990
Guinée		13 juillet 1990 ^a	2 septembre 1990
Guinée-Bissau	26 janvier 1990	20 août 1990	19 septembre 1990
Guinée équatoriale		15 juin 1992 ^a	15 juillet 1992
Guyana	30 septembre 1990	14 janvier 1991	13 février 1991
Haïti	20 janvier 1990	8 juin 1995	8 juillet 1995
Honduras	31 mai 1990	10 août 1990	9 septembre 1990
Hongrie	14 mars 1990	7 octobre 1991	6 novembre 1991
Iles Cook		6 juin 1997 ^a	6 juillet 1997
Îles Marshall	14 avril 1993	4 octobre 1993	3 novembre 1993
Îles Salomon		10 avril 1995	10 mai 1995
Inde		11 décembre 1992 ^a	11 janvier 1993
Indonésie	26 janvier 1990	5 septembre 1990	5 octobre 1990
Iran (République islamique d')	5 septembre 1991	13 juillet 1994	12 août 1994
Iraq		15 juin 1994 ^a	15 juillet 1994
Irlande	30 septembre 1990	28 septembre 1992	28 octobre 1992
Islande	26 janvier 1990	28 octobre 1992	27 novembre 1992
Israël	3 juillet 1990	3 octobre 1991	2 novembre 1991
Italie	26 janvier 1990	5 septembre 1991	5 octobre 1991

<i>États</i>	<i>Date de la signature</i>	<i>Date de réception de l'instrument de ratification ou d'adhésion</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
Jamahiriya arabe libyenne		15 avril 1993 ^a	15 mai 1993
Jamaïque	26 janvier 1990	14 mai 1991	13 juin 1991
Japon	21 septembre 1990	22 avril 1994	22 mai 1994
Jordanie	29 août 1990	24 mai 1991	23 juin 1991
Kazakhstan	16 février 1994	12 août 1994	11 septembre 1994
Kenya	26 janvier 1990	30 juillet 1990	2 septembre 1990
Kirghizistan		7 octobre 1994	6 novembre 1994
Kiribati		11 décembre 1995 ^a	10 janvier 1996
Koweït	7 juin 1990	21 octobre 1991	20 novembre 1991
Lettonie		14 avril 1992 ^a	14 mai 1992
Lesotho	21 août 1990	10 mars 1992	9 avril 1992
Ex-République yougoslave de Macédoine ^b			17 septembre 1991
Liban	26 janvier 1990	14 mai 1991	13 juin 1991
Libéria	26 avril 1990	4 juin 1993	4 juillet 1993
Liechtenstein	30 septembre 1990	22 décembre 1995	21 janvier 1996
Lituanie		31 janvier 1992 ^a	1er mars 1992
Luxembourg	21 mars 1990	7 mars 1994	6 avril 1994
Madagascar	19 avril 1990	19 mars 1991	18 avril 1991
Malaisie		17 février 1995 ^a	19 mars 1995
Malawi		2 janvier 1991 ^a	1er février 1991
Maldives	21 août 1990	11 février 1991	13 mars 1991
Mali	26 janvier 1990	20 septembre 1990	20 octobre 1990
Malte	26 janvier 1990	30 septembre 1990	30 octobre 1990
Maroc	26 janvier 1990	21 juin 1993	21 juillet 1993
Maurice		26 juillet 1990 ^a	2 septembre 1990
Mauritanie	26 janvier 1990	16 mai 1991	15 juin 1991
Mexique	26 janvier 1990	21 septembre 1990	21 octobre 1990
Micronésie (États fédérés de)		5 mai 1993 ^a	4 juin 1993
Monaco		21 juin 1993 ^a	21 juillet 1993
Mongolie		5 juillet 1990	2 septembre 1990
Mozambique	30 septembre 1990	26 avril 1994	26 mai 1994
Myanmar		15 juillet 1991 ^a	14 août 1991
Namibie	26 septembre 1990	30 septembre 1990	30 octobre 1990
Nauru		27 juillet 1994 ^a	26 août 1994
Népal	26 janvier 1990	14 septembre 1990	14 octobre 1990
Nicaragua	6 février 1990	5 octobre 1990	4 novembre 1990
Niger	26 janvier 1990	30 septembre 1990	30 octobre 1990
Nigéria	26 janvier 1990	19 avril 1991	19 mai 1991
Nioué		20 décembre 1995 ^a	19 janvier 1996
Norvège	26 janvier 1990	8 janvier 1991	7 février 1991
Nouvelle-Zélande	1er octobre 1990	6 avril 1993	6 mai 1993
Oman		9 décembre 1996 ^a	8 janvier 1997
Ouganda	17 août 1990	17 août 1990	16 septembre 1990
Ouzbékistan		29 juin 1994 ^a	29 juillet 1994

<i>États</i>	<i>Date de la signature</i>	<i>Date de réception de l'instrument de ratification ou d'adhésion</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
Pakistan	20 septembre 1990	12 novembre 1990	12 décembre 1990
Palaos		4 août 1995 ^a	3 septembre 1995
Panama	26 janvier 1990	12 décembre 1990	11 janvier 1991
Papouasie-Nouvelle-Guinée	30 septembre 1990	1er mars 1993	31 mars 1993
Paraguay	4 avril 1990	25 septembre 1990	25 octobre 1990
Pays-Bas	26 janvier 1990	6 février 1995	7 mars 1995
Pérou	26 janvier 1990	4 septembre 1990	4 octobre 1990
Philippines	26 janvier 1990	21 août 1990	20 septembre 1990
Pologne	26 janvier 1990	7 juin 1991	7 juillet 1991
Portugal	26 janvier 1990	21 septembre 1990	21 octobre 1990
Qatar	8 décembre 1992	3 avril 1995	3 mai 1995
République arabe syrienne	18 septembre 1990	15 juillet 1993	14 août 1993
République centrafricaine	30 juillet 1990	23 avril 1992	23 mai 1992
République de Corée	25 septembre 1990	20 novembre 1991	20 décembre 1991
République démocratique du Congo	20 mars 1990	27 septembre 1990	27 octobre 1990
République démocratique populaire lao		8 mai 1991 ^a	7 juin 1991
République dominicaine	8 août 1990	11 juin 1991	11 juillet 1991
République de Moldova		26 janvier 1993 ^a	25 février 1993
République populaire démocratique de Corée	23 août 1990	21 septembre 1990	21 octobre 1990
République tchèque ^b			1er janvier 1993
République-Unie de Tanzanie	1er juin 1990	10 juin 1991	10 juillet 1991
Roumanie	26 janvier 1990	28 septembre 1990	28 octobre 1990
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	19 avril 1990	16 décembre 1991	15 janvier 1992
Rwanda	26 janvier 1990	24 janvier 1991	23 février 1991
Saint-Kitts-et-Nevis	26 janvier 1990	24 juillet 1990	2 septembre 1990
Sainte-Lucie		16 juin 1993 ^a	16 juillet 1993
Saint-Marin		25 novembre 1991 ^a	25 décembre 1991
Saint-Siège	20 avril 1990	20 avril 1990	2 septembre 1990
Saint-Vincent-et-les Grenadines	20 septembre 1993	26 octobre 1993	25 novembre 1993
Samoa	30 septembre 1990	29 novembre 1994	29 décembre 1994
Sao Tomé-et-Principe		14 mai 1991 ^a	13 juin 1991
Sénégal	26 janvier 1990	31 juillet 1990	2 septembre 1990
Seychelles		7 septembre 1990 ^a	7 octobre 1990
Sierra Leone	13 février 1990	18 juin 1990	2 septembre 1990
Singapour		5 octobre 1995 ^a	4 novembre 1995
Slovaquie ^b			1er janvier 1993
Slovénie ^b			25 juin 1993
Soudan	24 juillet 1990	3 août 1990	2 septembre 1990
Sri Lanka	26 janvier 1990	12 juillet 1991	11 août 1991
Suède	26 janvier 1990	29 juin 1990	2 septembre 1990
Suisse	1er mai 1991	24 février 1997	26 mars 1997
Suriname	26 janvier 1990	1er mars 1993	31 mars 1993

<i>États</i>	<i>Date de la signature</i>	<i>Date de réception de l'instrument de ratification ou d'adhésion</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
Swaziland	22 août 1990	7 septembre 1995	6 octobre 1995
Tadjikistan		26 octobre 1993 ^a	25 novembre 1993
Tchad	30 septembre 1990	2 octobre 1990	1er novembre 1990
Thaïlande		27 mars 1992 ^a	26 avril 1992
Togo	26 janvier 1990	1er août 1990	2 septembre 1990
Tonga		6 novembre 1995 ^a	6 décembre 1995
Trinité-et-Tobago	30 septembre 1990	5 décembre 1991	4 janvier 1992
Tunisie	26 février 1990	30 janvier 1992	29 février 1992
Turkménistan		20 septembre 1993 ^a	19 octobre 1993
Turquie	14 septembre 1990	4 avril 1995	4 mai 1995
Tuvalu		22 septembre 1995 ^a	22 octobre 1995
Ukraine	21 février 1991	28 août 1991	27 septembre 1991
Uruguay	26 janvier 1990	20 novembre 1990	20 décembre 1990
Vanuatu	30 septembre 1990	7 juillet 1993	6 août 1993
Venezuela	26 janvier 1990	13 septembre 1990	13 octobre 1990
Viet Nam	26 janvier 1990	28 février 1990	2 septembre 1990
Yémen	13 février 1990	1er mai 1991	31 mai 1991
Yougoslavie	26 janvier 1990	3 janvier 1991	2 février 1991
Zambie	30 septembre 1990	5 décembre 1991	5 janvier 1992
Zimbabwe	8 mars 1990	11 septembre 1990	11 octobre 1990

^a Adhésion.

^b Succession.

Annexe II

Composition du Comité des droits de l'enfant

Nom	Pays dont le membre est ressortissant
M. Francesco Paolo Fulci **	Italie
Mme Judith Karp *	Israël
M. Yury Kolosov *	Fédération de Russie
Mlle Sandra Prunella Mason *	Barbade
Mme Nafsiah Mboi **	Indonésie
Mme Esther Margaret Queen Mokhuane **	Afrique du Sud
Mme Awa N'Deye Ouedraogo *	Burkina Faso
Mme Lisbeth Palme *	Suède
M. Ghassan Salim Rabah **	Liban
Mme Marilia Sardenberg **	Brésil

* Mandat venant à expiration le 28 février 1999.

** Mandat venant à expiration le 28 février 2001.

Annexe III

Rapports que doivent présenter les États parties conformément à l'article 44 de la Convention relative aux droits de l'enfant

Situation au 23 janvier 1998

<i>États parties</i>	<i>Date d'entrée en vigueur de la Convention</i>	<i>Rapport initial à présenter le</i>	<i>Rapport initial présenté le</i>	<i>Cote</i>
A. Rapports initiaux devant être présentés en 1992				
Bangladesh	2 septembre 1990	1er septembre 1992	15 novembre 1995	CRC/C/3/Add.38 et Add.49
Barbade	8 novembre 1990	7 novembre 1992	12 septembre 1996	CRC/C/3/Add.45
Bélarus	31 octobre 1990	30 octobre 1992	12 février 1993	CRC/C/3/Add.14
Belize	2 septembre 1990	1er septembre 1992		
Bénin	2 septembre 1990	1er septembre 1992	22 janvier 1997	CRC/C/3/Add.52
Bhoutan	2 septembre 1990	1er septembre 1992		
Bolivie	2 septembre 1990	1er septembre 1992	14 septembre 1992	CRC/C/3/Add.2
Brésil	24 octobre 1990	23 octobre 1992		
Burkina Faso	30 septembre 1990	29 septembre 1992	7 juillet 1993	CRC/C/3/Add.19
Burundi	18 novembre 1990	17 novembre 1992		
Chili	12 septembre 1990	11 septembre 1992	22 juin 1993	CRC/C/3/Add.18
Costa Rica	20 septembre 1990	20 septembre 1992	28 octobre 1992	CRC/C/3/Add.8
Égypte	2 septembre 1990	1er septembre 1992	23 octobre 1992	CRC/C/3/Add.6
El Salvador	2 septembre 1990	1er septembre 1992	3 novembre 1992	CRC/C/3/Add.9 et Add.28
Équateur	2 septembre 1990	1er septembre 1992	11 juin 1996	CRC/C/3/Add.44
Fédération de Russie	15 septembre 1990	14 septembre 1992	16 octobre 1992	CRC/C/3/Add.5
France	6 septembre 1990	5 septembre 1992	8 avril 1993	CRC/C/3/Add.15
Gambie	7 septembre 1990	6 septembre 1992		
Ghana	2 septembre 1990	1er septembre 1992	20 novembre 1995	CRC/C/3/Add.39
Grenade	5 décembre 1990	4 décembre 1992	24 septembre 1997	CRC/C/3/Add.55
Guatemala	2 septembre 1990	1er septembre 1992	5 janvier 1995	CRC/C/3/Add.33
Guinée	2 septembre 1990	1er septembre 1992	20 novembre 1995	CRC/C/3/Add.48
Guinée-Bissau	19 septembre 1990	18 septembre 1992		
Honduras	9 septembre 1990	8 septembre 1992	11 mai 1993	CRC/C/3/Add.17
Indonésie	5 octobre 1990	4 octobre 1992	17 novembre 1992	CRC/C/3/Add.10 et Add.26
Kenya	2 septembre 1990	1er septembre 1992		
Mali	20 octobre 1990	19 octobre 1992	2 avril 1997	CRC/C/3/Add.53
Malte	30 octobre 1990	29 octobre 1992	26 décembre 1997	CRC/C/3/Add.56
Maurice	2 septembre 1990	1er septembre 1992	25 juillet 1995	CRC/C/3/Add.36
Mexique	21 octobre 1990	20 octobre 1992	15 décembre 1992	CRC/C/3/Add.11
Mongolie	2 septembre 1990	1er septembre 1992	20 octobre 1994	CRC/C/3/Add.32
Namibie	30 octobre 1990	29 octobre 1992	21 décembre 1992	CRC/C/3/Add.12
Népal	14 octobre 1990	13 octobre 1992	10 avril 1995	CRC/C/3/Add.34
Nicaragua	4 novembre 1990	3 novembre 1992	12 janvier 1994	CRC/C/3/Add.25
Niger	30 octobre 1990	29 octobre 1992	27 avril 1994	CRC/C/3/Add.29
Ouganda	16 septembre 1990	15 septembre 1992	1er février 1996	CRC/C/3/Add.40

<i>États parties</i>	<i>Date d'entrée en vigueur de la Convention</i>	<i>Rapport initial à présenter le</i>	<i>Rapport initial présenté le</i>	<i>Cote</i>
Pakistan	12 décembre 1990	11 décembre 1992	25 janvier 1993	CRC/C/3/Add.13
Paraguay	25 octobre 1990	24 octobre 1992	30 août 1993 et 13 novembre 1996	CRC/C/3/Add.22 et Add.47
Pérou	4 octobre 1990	3 octobre 1992	28 octobre 1992	CRC/C/3/Add.7 et Add.24
Philippines	20 septembre 1990	19 septembre 1992	21 septembre 1993	CRC/C/3/Add.23
Portugal	21 octobre 1990	20 octobre 1992	17 août 1994	CRC/C/3/Add.30
République démocratique du Congo	27 octobre 1990	26 octobre 1992		
République populaire démocratique de Corée	21 octobre 1990	20 octobre 1992	13 février 1996	CRC/C/3/Add.41
Roumanie	28 octobre 1990	27 octobre 1992	14 avril 1993	CRC/C/3/Add.16
Saint-Kitts-et-Nevis	2 septembre 1990	1er septembre 1992	21 janvier 1997	CRC/C/3/Add.51
Saint-Siège	2 septembre 1990	1er septembre 1992	2 mars 1994	CRC/C/3/Add.27
Sénégal	2 septembre 1990	1er septembre 1992	12 septembre 1994	CRC/C/3/Add.31
Seychelles	7 octobre 1990	6 octobre 1992		
Sierra Leone	2 septembre 1990	1er septembre 1992	10 avril 1996	CRC/C/3/Add.43
Soudan	2 septembre 1990	1er septembre 1992	29 septembre 1992	CRC/C/3/Add.3 et Add.20
Suède	2 septembre 1990	1er septembre 1992	7 septembre 1992	CRC/C/3/Add.1
Tchad	1er novembre 1990	31 octobre 1992	14 janvier 1997	CRC/C/3/Add.50
Togo	2 septembre 1990	1er septembre 1992	27 février 1996	CRC/C/3/Add.42
Uruguay	20 décembre 1990	19 décembre 1992	2 août 1995	CRC/C/3/Add.37
Venezuela	13 octobre 1990	12 octobre 1992	9 juillet 1997	CRC/C/3/Add.54
Viet Nam	2 septembre 1990	1er septembre 1992	30 septembre 1992	CRC/C/3/Add.4 et Add.21
Zimbabwe	11 octobre 1990	10 octobre 1992	23 mai 1995	CRC/C/3/Add.35

B. Rapports initiaux devant être présentés en 1993

Angola	4 janvier 1991	3 janvier 1991		
Argentine	3 janvier 1991	2 janvier 1993	17 mars 1993	CRC/C/8/Add.2 et Add.17
Australie	16 janvier 1991	15 janvier 1993	8 janvier 1996	CRC/C/8/Add.31
Bahamas	22 mars 1991	21 mars 1993		
Bulgarie	3 juillet 1991	2 juillet 1993	29 septembre 1995	CRC/C/8/Add.29
Chypre	9 mars 1991	8 mars 1993	22 décembre 1994	CRC/C/8/Add.24
Colombie	27 février 1991	26 février 1993	14 avril 1993	CRC/C/8/Add.3
Côte d'Ivoire	6 mars 1991	5 mars 1993		
Croatie	7 novembre 1991	6 novembre 1993	8 novembre 1994	CRC/C/8/Add.19
Cuba	20 septembre 1991	19 septembre 1993	27 octobre 1995	CRC/C/8/Add.30
Danemark	18 août 1991	17 août 1993	14 septembre 1993	CRC/C/8/Add.8
Djibouti	5 janvier 1991	4 janvier 1993		
Dominique	12 avril 1991	11 avril 1993		
Espagne	5 janvier 1991	4 janvier 1993	10 août 1993	CRC/C/8/Add.6
Estonie	20 novembre 1991	19 novembre 1993		
Ethiopie	13 juin 1991	12 juin 1993	10 août 1995	CRC/C/8/Add.27
Ex-République yougoslave de Macédoine	17 septembre 1991	16 septembre 1993	4 mars 1997	CRC/C/8/Add.36
Finlande	20 juillet 1991	19 juillet 1993	12 décembre 1994	CRC/C/8/Add.22
Guyana	13 février 1991	12 février 1993		
Hongrie	6 novembre 1991	5 novembre 1993	28 juin 1996	CRC/C/8/Add.34

<i>États parties</i>	<i>Date d'entrée en vigueur de la Convention</i>	<i>Rapport initial à présenter le</i>	<i>Rapport initial présenté le</i>	<i>Cote</i>
Israël	2 novembre 1991	1er novembre 1993		CRC/C/8/Add.35
Italie	5 octobre 1991	4 octobre 1993	11 octobre 1994	CRC/C/8/Add.18
Jamaïque	13 juin 1991	12 juin 1993	25 janvier 1994	CRC/C/8/Add.12
Jordanie	23 juin 1991	22 juin 1993	25 mai 1993	CRC/C/8/Add.4
Koweït	20 novembre 1991	19 novembre 1993	23 août 1996	CRC/C/8/Add.35
Liban	13 juin 1991	12 juin 1993	21 décembre 1994	CRC/C/8/Add.23
Madagascar	18 avril 1991	17 mai 1993	20 juillet 1993	CRC/C/8/Add.5
Malawi	1er février 1991	31 janvier 1993		
Maldives	13 mars 1991	12 mars 1993	6 juillet 1994	CRC/C/8/Add.33 et Add.37
Mauritanie	15 juin 1991	14 juin 1993		
Myanmar	14 août 1991	13 août 1993	14 septembre 1995	CRC/C/8/Add.9
Nigéria	19 mai 1991	18 mai 1993	19 juillet 1995	CRC/C/8/Add.26
Norvège	7 février 1991	6 février 1993	30 août 1993	CRC/C/8/Add.7
Panama	11 janvier 1991	10 janvier 1993	19 septembre 1995	CRC/C/8/Add.28
Pologne	7 juillet 1991	6 juillet 1993	11 janvier 1994	CRC/C/8/Add.11
République de Corée	20 décembre 1991	19 décembre 1993	17 novembre 1994	CRC/C/8/Add.21
République démocratique populaire lao	7 juin 1991	6 juin 1993	18 janvier 1996	CRC/C/8/Add.32
République dominicaine	11 juillet 1991	10 juillet 1993		
République-Unie de Tanzanie	10 juillet 1991	9 juillet 1993	29 avril 1994	CRC/C/8/Add.14
Rwanda	23 février 1991	22 février 1993	30 septembre 1992	CRC/C/8/Add.1
Saint-Marin	25 décembre 1991	24 décembre 1993		
Sao Tomé-et-Principe	13 juin 1991	12 juin 1993		
Slovénie	25 juin 1991	24 juin 1993	29 mai 1995	CRC/C/8/Add.25
Sri Lanka	11 août 1991	10 août 1993	23 mars 1994	CRC/C/8/Add.13
Ukraine	27 septembre 1991	26 septembre 1993	8 octobre 1993	CRC/C/8/Add.10/Rev.1
Yémen	31 mai 1991	30 mai 1993	14 novembre 1994	CRC/C/8/Add.20 et Add.38
Yougoslavie	2 février 1991	1er février 1993	21 septembre 1994	CRC/C/8/Add.16

C. Rapports initiaux devant être présentés en 1994

Albanie	28 mars 1992	27 mars 1994		
Allemagne	5 avril 1992	4 mai 1994	30 août 1994	CRC/C/11/Add.5
Autriche	5 septembre 1992	4 septembre 1994	8 octobre 1996	CRC/C/11/Add.14
Azerbaïdjan	12 septembre 1992	11 septembre 1994	9 novembre 1995	CRC/C/11/Add.8
Bahreïn	14 mars 1992	14 mars 1994	26 mai 1997	CRC/C/11/Add.15
Belgique	15 janvier 1992	14 janvier 1994	12 juillet 1994	CRC/C/11/Add.4
Bosnie-Herzégovine	6 mars 1992	5 mars 1994		
Cambodge	14 novembre 1992	15 novembre 1994	18 décembre 1997	CRC/C/11/Add.16
Canada	12 janvier 1992	11 janvier 1994	17 juin 1994	CRC/C/11/Add.3
Cap-Vert	4 juillet 1992	3 juillet 1994		
Chine	1er avril 1992	31 mars 1994	27 mars 1995	CRC/C/11/Add.7
Guinée équatoriale	15 juillet 1992	14 juillet 1994		
Irlande	28 octobre 1992	27 octobre 1994	4 avril 1996	CRC/C/11/Add.12
Islande	27 novembre 1992	26 novembre 1994	30 novembre 1994	CRC/C/11/Add.6
Lettonie	14 mai 1992	13 mai 1994		

<i>États parties</i>	<i>Date d'entrée en vigueur de la Convention</i>	<i>Rapport initial à présenter le</i>	<i>Rapport initial présenté le</i>	<i>Cote</i>
Lesotho	9 avril 1992	8 avril 1994		
Lituanie	1er mars 1992	28 février 1994		
République tchèque	1er janvier 1993	31 décembre 1994	4 mars 1996	CRC/C/11/Add.11
République centrafricaine	23 mai 1992	23 mai 1994		
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	15 janvier 1992	14 janvier 1994	15 mars 1994	CRC/C/11/Add.1, Add.9, Add.15 et Add.15/Corr.1
Slovaquie	1er janvier 1993	31 décembre 1994		
Thaïlande	26 avril 1992	25 avril 1994	23 août 1996	CRC/C/11/Add.13
Trinité-et-Tobago	4 janvier 1992	3 janvier 1994	16 février 1996	CRC/C/11/Add.10
Tunisie	29 février 1992	28 février 1994	16 mai 1994	CRC/C/11/Add.2
Zambie	5 janvier 1992	4 janvier 1994		

D. Rapports initiaux devant être présentés en 1995

Algérie	16 mai 1993	15 mai 1995	16 novembre 1995	CRC/C/28/Add.4
Antigua-et-Barbuda	4 novembre 1993	3 novembre 1995		
Arménie	23 juillet 1993	5 août 1995	19 février 1997	CRC/C/28/Add.9
Cameroun	10 février 1993	9 février 1995		
Comores	22 juillet 1993	21 juillet 1995		
Congo	13 novembre 1993	12 novembre 1995		
Fidji	12 septembre 1993	11 septembre 1995	12 juin 1996	CRC/C/28/Add.7
Grèce	10 juin 1993	9 juin 1995		
Îles Marshall	3 novembre 1993	2 novembre 1995		
Inde	11 janvier 1993	10 janvier 1995	19 mars 1997	CRC/C/28/Add.10
Jamahiriya arabe libyenne	15 mai 1993	14 mai 1995	23 mai 1996	CRC/C/28/Add.6
Libéria	4 juillet 1993	3 juillet 1995		
Maroc	21 juillet 1993	20 juillet 1995	27 juillet 1995	CRC/C/28/Add.1
Micronésie (États fédérés de)	4 juin 1993	3 juin 1995	16 avril 1996	CRC/C/28/Add.5
Monaco	21 juillet 1993	20 juillet 1995		
Nouvelle-Zélande	6 mai 1993	5 mai 1993	29 septembre 1995	CRC/C/28/Add.3
Papouasie-Nouvelle-Guinée	31 mars 1993	31 mars 1995		
République arabe syrienne	14 août 1993	13 août 1995	22 septembre 1995	CRC/C/28/Add.2
République de Moldova	25 février 1993	24 février 1995		
Sainte-Lucie	16 juillet 1993	15 juillet 1995		
Saint-Vincent-et-les Grenadines	25 novembre 1993	24 novembre 1995		
Suriname	31 mars 1993	31 mars 1995		
Tadjikistan	25 novembre 1993	24 novembre 1995		
Turkménistan	20 octobre 1993	19 octobre 1995		
Vanuatu	6 août 1993	5 août 1995	27 janvier 1997	CRC/C/28/Add.8

E. Rapports initiaux devant être présentés en 1996

Afghanistan	27 avril 1994	26 avril 1996		
Érythrée	2 septembre 1994	1er septembre 1996		
Gabon	11 mars 1994	10 mars 1996		
Géorgie	2 juillet 1994	1er juillet 1996	7 avril 1997	CRC/C/41/Add.4 et Rev.1

<i>États parties</i>	<i>Date d'entrée en vigueur de la Convention</i>	<i>Rapport initial à présenter le</i>	<i>Rapport initial présenté le</i>	<i>Cote</i>
Iran (République islamique d')	12 août 1994	11 août 1996	9 décembre 1997	CRC/C/41/Add.5
Iraq	15 juillet 1994	14 juillet 1996	6 août 1996	CRC/C/41/Add.3
Japon	22 mai 1994	21 mai 1996	30 mai 1996	CRC/C/41/Add.1
Kazakhstan	11 septembre 1994	10 septembre 1996		
Kirghizistan	6 novembre 1994	5 novembre 1996		
Luxembourg	6 avril 1994	5 avril 1996	26 juillet 1996	CRC/C/41/Add.2
Mozambique	26 mai 1994	25 mai 1996		
Nauru	26 août 1994	25 août 1996		
Ouzbékistan	29 juillet 1994	28 juillet 1996		
Samoa	29 décembre 1994	28 décembre 1996		

F. Rapports initiaux devant être présentés en 1997

Afrique du Sud	16 juillet 1995	15 juillet 1997	4 décembre 1997	CRC/C/51/Add.2
Botswana	13 avril 1995	12 avril 1997		
Haïti	8 juillet 1995	7 juillet 1997		
Îles Salomon	10 mai 1995	9 mai 1997		
Malaisie	19 mars 1995	18 mars 1997		
Palaos	3 septembre 1995	3 septembre 1997		
Pays-Bas	7 mars 1995	6 mars 1997	15 mai 1997	CRC/C/51/Add.1
Qatar	3 mai 1995	2 mai 1997		
Singapour	4 novembre 1995	3 novembre 1997		
Swaziland	6 octobre 1995	5 octobre 1997		
Tonga	6 décembre 1995	5 décembre 1997		
Turquie	4 mai 1995	3 mai 1997		
Tuvalu	22 octobre 1995	21 octobre 1997		

G. Rapports initiaux devant être présentés en 1998

Andorre	1er février 1996	31 janvier 1998
Arabie saoudite	25 février 1996	24 février 1998
Brunéi Darussalam	26 janvier 1996	25 janvier 1998
Kiribati	10 janvier 1996	9 janvier 1998
Liechtenstein	21 janvier 1996	20 janvier 1998
Nioué	19 janvier 1996	18 janvier 1998

H. Rapports initiaux devant être présentés en 1999

Émirats arabes unis	2 février 1997	1er février 1999
Îles Cook	6 juillet 1997	5 juillet 1999
Suisse	26 mars 1997	25 mars 1999

I. Deuxièmes rapports périodiques devant être présentés en 1997

Bangladesh	1er septembre 1997
Barbade	7 novembre 1997
Bélarus	30 octobre 1997
Belize	1er septembre 1997
Bénin	1er septembre 1997

<i>États parties</i>	<i>Date d'entrée en vigueur de la Convention</i>	<i>Rapport initial à présenter le</i>	<i>Rapport initial présenté le</i>	<i>Cote</i>
Bhoutan		1er septembre 1997		
Bolivie		1er septembre 1997	12 août 1997	CRC/C/65/Add.1
Brésil		23 octobre 1997		
Burkina Faso		29 septembre 1997		
Burundi		17 novembre 1997		
Chili		11 septembre 1997		
Costa Rica		20 septembre 1997	20 janvier 1998	CRC/C/65/Add.7
Égypte		1er septembre 1997		
El Salvador		1er septembre 1997		
Équateur		1er septembre 1997		
Fédération de Russie		14 septembre 1997	12 janvier 1998	CRC/C/65/Add.5
France		5 septembre 1997		
Gambie		6 septembre 1997		
Ghana		1er septembre 1997		
Grenade		4 décembre 1997		
Guatemala		1er septembre 1997		
Guinée		1er septembre 1997		
Guinée-Bissau		18 septembre 1997		
Honduras		8 septembre 1997	18 septembre 1997	CRC/C/65/Add.2
Indonésie		4 octobre 1997		
Kenya		1er septembre 1997		
Mali		19 octobre 1997		
Malte		29 octobre 1997		
Maurice		1er septembre 1997		
Mexique		20 octobre 1997	14 janvier 1998	CRC/C/65/Add.6
Mongolie		1er septembre 1997		
Namibie		29 octobre 1997		
Népal		13 octobre 1997		
Nicaragua		3 novembre 1997	12 novembre 1997	CRC/C/65/Add.4
Niger		29 octobre 1997		
Ouganda		15 septembre 1997		
Pakistan		11 décembre 1997		
Paraguay		24 octobre 1997		
Pérou		3 octobre 1997		
Philippines		19 septembre 1997		
Portugal		20 octobre 1997		
République démocratique du Congo		26 octobre 1997		
République populaire démocratique de Corée		20 octobre 1997		
Roumanie		27 octobre 1997		
Saint-Kitts-et-Nevis		1er septembre 1997		
Saint-Siège		1er septembre 1997		
Sénégal		1er septembre 1997		
Seychelles		6 octobre 1997		
Sierra Leone		1er septembre 1997		
Soudan		1er septembre 1997		
Suède		1er septembre 1997	25 septembre 1997	CRC/C/65/Add.3
Tchad		31 octobre 1997		
Togo		1er septembre 1997		

<i>États parties</i>	<i>Date d'entrée en vigueur de la Convention</i>	<i>Rapport initial à présenter le</i>	<i>Rapport initial présenté le</i>	<i>Cote</i>
Uruguay		19 décembre 1997		
Venezuela		12 octobre 1997		
Viet Nam		1er septembre 1997		
Zimbabwe		10 octobre 1997		